



17 JUIN 1966

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 28 mai 1966

Quebec, Saturday, May 28, 1966

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes**A. P. A. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gisèle Varin, secrétaire, épouse du Dr O'Neil Hébert, 44, rue Perreault, Paul Beauchesne, journalier, 127, boulevard Gamache, tous deux de Victoriaville, et Claudette Morissette, secrétaire, fille majeure, 103, avenue Gaulin, Princeville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de remèdes pour animaux et volailles, sous le nom de « A. P. A. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1570-66

Adini Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Norbert Adler, garagiste, Judith Adler, ménagère, épouse séparée de biens dudit Norbert Adler, tous deux de 2167, rue Goyer, et Sandor Sternberg, marchand de modes, 2127, rue Goyer, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Adini Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 10,000 actions catégorie

Letters Patent**A. P. A. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gisèle Varin, secretary, wife of Dr. O'Neil Hébert, 44 Perreault St., Paul Beauchesne, labourer, 127 Gamache Blvd., both of Victoriaville, and Claudette Morissette, secretary, fille majeure, 103 Gaulin Ave., Princeville, for the following purposes:

To carry on business dealing in remedies for animals and poultry, under the name of "A. P. A. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1570-66

Adini Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norbert Adler, garage keeper, Judith Adler, housewife, wife separate as to property of the said Norbert Adler, both of 2167 Goyer Street, and Sandor Sternberg, milliner, 2127 Goyer Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Adini Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each, 10,000 class "A" shares of a par value

« A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 250 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1541-66

Ameublements Réal Pelletier Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Réal Pelletier, commerçant, Jeannine Mailhot, ménagère, épouse dudit Réal Pelletier, tous deux de 5824, Duquesne, et Jean Séguin, commerçant, 5550, Beaugrand, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « Ameublements Réal Pelletier Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5824, rue Duquesne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1317-66

Andover Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Una P. O'Donoghue, ménagère, épouse séparée de biens de P. Murphy, 50, avenue Elmwood, Jacques-Cartier, John Claffey, 10670, rue St-Urbain, et James John Heaslip, 6001, chemin Côte-St-Luc, ces deux derniers administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, constructeurs et fournisseurs de matériaux et d'équipement de construction, sous le nom de « Andover Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1595-66

Les Appartements Lafayette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gilles Renaud, 3405, avenue Linton, Jean Rivard, 10580, Place L'Acadie, tous deux de Montréal, et L.-Gilles Gagnon, 371, De Lorraine, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Les Appartements Lafayette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

of \$1 each and 250 class "B" shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1541-66

Ameublements Réal Pelletier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Pelletier, trader, Jeannine Mailhot, housewife, wife of the said Réal Pelletier, both of 5824 Duquesne, and Jean Séguin, trader, 5550 Beaugrand, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all electrical merchandise, under the name of "Ameublements Réal Pelletier Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5824 Duquesne St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1317-66

Andover Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Una P. O'Donoghue, housewife, wife separate as to property of P. Murphy, 50 Elmwood Avenue, Jacques-Cartier, John Claffey, 10670 St. Urbain Street, and James John Heaslip, 6001 Côte-St-Luc Road, the latter two executives, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders and suppliers of building materials and construction equipment, under the name of "Andover Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1595-66

Les Appartements Lafayette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Renaud, 3405 Linton Ave., Jean Rivard, 10580 Place L'Acadie, both of Montreal, and L.-Gilles Gagnon, 371 De Lorraine, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and construction company, under the name of "Les Appartements Lafayette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1463-66

Assurances Beauchamp, Rochefort, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Rochefort, courtier d'assurance, Yolande Beauchamp, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Rochefort, tous deux de 300, Du Marché, Jean-Marc Beauchamp, agent d'assurance, et Rachel Lachance, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marc Beauchamp, ces deux derniers de 79a, Mario-Rose, tous quatre de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Beauchamp, Rochefort, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1458-66

B & L Brothers Manufacturers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Octavien Lessard, dessinateur, Marie-Marthe Groleau, ménagère, épouse dudit Octavien Lessard, tous de 1821, Plessis, Montréal, et Louis-Philippe Vallée, industriel, 148, Dulwich, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces de produits et marchandises faits de substances plastiques et métalliques, ainsi qu'en bois et liège, sous le nom de « B & L Brothers Manufacturers Ltd. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de \$10 chacune, 3,000 actions classe « B » de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 278, rue St-Jean, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1127-66

Jean-Paul Binette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Binette, entrepreneur, Marthe Fortier, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Binette, tous deux de 55, rue Romulus, Victoriaville, et Jacques Potvin, comptable agréé, 6A, boulevard Jutras est, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jean-Paul Binette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires

The head office of the company is at St-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1463-66

Assurances Beauchamp, Rochefort, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Rochefort, insurance broker, Yolande Beauchamp, housewife, wife separate as to property of the said André Rochefort, both of 300 Du Marché, Jean-Marc Beauchamp, insurance agent, and Rachel Lachance, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Marc Beauchamp, the two latter of 79a Marie-Rose, all four of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Assurances Beauchamp, Rochefort, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1458-66

B & L Brothers Manufacturers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Octavien Lessard, designer, Marie-Marthe Groleau, housewife, wife of the said Octavien Lessard, both of 1821 Plessis, Montreal, and Louis-Philippe Vallée, industrialist, 148 Dulwich, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of products and merchandise made of plastic and metallic substances, as well as of wood and cork, under the name of "B & L Brothers Manufacturers Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$10 each, 3,000 class "B" shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 278 St-John Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1127-66

Jean-Paul Binette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Binette, contractor, Marthe Fortier, housewife, wife of the said Jean-Paul Binette, both of 55 Romulus St., Victoriaville, and Jacques Potvin, chartered accountant, 6A Jutras Blvd. East, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Jean-Paul Binette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a

d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1569-66

nominal value of \$10 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1569-66

Bonaventure Detailing (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, avocat, 1700, McGregor, Montréal, Patricia Perry, secrétaire, fille majeure, 1662, St-Luc, app. 4, Montréal, Marie Duceppe, réceptionniste, épouse commune en biens de Claude Bouchard, 3524, De Lorimier, Montréal, et Jean McNicoll, avocat, 2925, Gregg, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Fournir des services aux firmes composées d'ingénieurs dans le domaine de compilation électronique et en particulier l'application d'ordinateurs électroniques aux problèmes scientifiques et de génie, sous le nom de « Bonaventure Detailing (Montreal) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 36,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1473-66

Bonaventure Detailing (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul G. Unterberg, advocate, 1700 McGregor, Montreal, Patricia Perry, secretary, fille majeure, 1662 St. Luc, Apt. 4, Montreal, Marie Duceppe, receptionist, wife common as to property of Claude Bouchard, 3524 De Lorimier, Montreal, and Jean McNicoll, lawyer, 2925 Gregg, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry out services to engineering firms in the field of electronic computation and in particular the application of electronic computers to engineering and scientific problems, under the name of "Bonaventure Detailing (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each, 36,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each and 2,000 class "C" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1473-66

Bourassa Roofing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Beaudoin, industriel, 435, Lockhart, Mont-Royal, André Quenneville, entrepreneur, 5283, rue de la Gare, Montréal, et Roméo Béliveau, rentier, St-Charles-sur-Richelieu, pour les objets suivants:

Exercer le métier de couvreurs en général, sous le nom de « Bourassa Roofing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10775, Place Moisan, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1525-66

Bourassa Roofing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Beaudoin, industrialist, 435 Lockhart, Mount Royal, André Quenneville, contractor, 5283 de la Gare Street, Montreal, and Roméo Béliveau, annuitant, St-Charles-sur-le-Richelieu, for the following purposes:

To carry on the trade of roofers in general, under the name of "Bourassa Roofing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 10775 Place Moisan, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1525-66

Bourgeois armature inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Bourgeois, entrepreneur, 971, boulevard Mercure, Drummondville-Sud, Romuald Lepage, agent d'assurances, St-Germain, et Roger Parenteau, avocat, 480, rue St-Jean, Drummondville, pour les objets suivants:

Bourgeois armature inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Bourgeois, contractor, 971 Mercure Boulevard, Drummondville-South, Romuald Lepage, insurance agent, St-Germain, and Roger Parenteau, advocate, 480 St-John Street, Drummondville, for the following purposes:

Entreprendre le posage d'armature métallique dans la construction en général, sous le nom de « Bourgeois armature inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 7,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 971, boulevard Mercure, Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1603-66

La Boutique du disque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Maurice St-Cyr, marchand, 1606, Stanley, Paul St-Cyr, décorateur ensemblier, 3040, des Châtelets, tous deux de Ste-Foy, et Lily Bourdages, secrétaire, fille majeure, 322, rue Jeanne-D'Arc, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques, appareils de radio, de télévision, accessoires électriques et instruments de musique, sous le nom de « La Boutique du disque inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1592-66

La Boutique du meuble & chassis de Ste-Adèle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Roger Millette, industriel, Ste-Adèle (Lac Millette), Thérèse Lafleur, secrétaire, épouse de Jean-Marie Lavigneur, 24, rue Filion, St-Sauveur-des-Monts, et Pierre Constantineau, électricien, Ste-Adèle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de bois et de métal et des matériaux de construction, sous le nom de « La Boutique du meuble & chassis de Ste-Adèle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Adèle (Lac Millette), district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

639-66

C. D. V. Holdings Inc. Les Placements C. D. V. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Donald Kujan, 3480, chemin Côte-de-Liesse, Mont Royal, Raymond

To undertake the laying of structural steel in general construction, under the name of "Bourgeois armature inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$10 each, 7,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and 100 class "B" preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 971 Mercure Boulevard, Drummondville-South, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1603-66

La Boutique du disque inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice St-Cyr, trader, 1606 Stanley, Paul St-Cyr, decorative artist, 3040 des Châtelets, both of Ste-Foy, and Lily Bourdages, secretary, fille majeure, 322 Jeanne-D'Arc Street, Quebec, for the following purposes:

To deal in records, radios, televisions, electrical accessories and musical instruments, under the name of "La Boutique du disque inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1592-66

La Boutique du meuble & chassis de Ste-Adèle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Millette, industrialist, Ste-Adèle (Lake Millette), Thérèse Lafleur, secretary, wife of Jean-Marie Lavigneur, 24 Filion Street, St-Sauveur-des-Monts, and Pierre Constantineau, electrician, Ste-Adèle, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise manufactured totally or in part by wood and metal and construction material, under the name of "La Boutique du meuble & chassis de Ste-Adèle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste-Adèle (Lake Millette), judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

639-66

C. D. V. Holdings Inc. Les Placements C. D. V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Kujan, 3480 Côte-de-Liesse Road, Mount Royal, Raymond A. Cartwright, 71

A. Cartwright, 71, chemin Devon, Baie-d'Urfé, et Ian G. W. Lundie, 45, rue Claude, Beaconsfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, foyers pour touristes, maisons de chambres et restaurants, sous le nom de « C. D. V. Holdings Inc. — Les Placements C. D. V. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9545, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1512-66

C. R. L. Employees Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: James Gordon MacGregor, surveillant, 510, rue Leroy, St-Lambert, John Arthur Coggins, ingénieur des recherches, 391, rue Le Corbusier, Pierre John DesRosiers, chimiste, 574, rue Calixa-Lavallée, tous deux de Beloeil, Anne Bruce, bibliothécaire, célibataire, 4870, rue de la Côte-des-Neiges, app. 712, Montréal, et Jacques-Joseph-Gérard Laberge, technicien, 140, rue Nobel, McMasterville, pour les objets suivants:

Grouper en association les employés de « Central Research Laboratory of Canadian Industries Limited », sous le nom de « C. R. L. Employees Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à « Central Research Laboratory of Canadian Industries Limited », dans le village de McMasterville, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1461-66

Camping canadien (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1966, constituant en corporation: Marc Beaudoin, avocat, Philippe Séguin, avocat, et Aline Léveillé, secrétaire, fille majeure, tous trois de 2486, Jean-Talon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport, sous le nom de « Camping canadien (Montréal) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1350-66

Jean Carvalho asphalte Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Guy Décary, courtier, 79,

Devon Road, Baie-d'Urfé, and Ian G. W. Lundie, 45 Claude Street, Beaconsfield, all three advocates, for the following purposes:

To operate hotels, motels, tourist homes, rooming houses and restaurants, under the name of « C. D. V. Holdings Inc. — Les Placements C. D. V. inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 9545 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1512-66

C. R. L. Employees Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: James Gordon Macgregor, supervisor, 510 Leroy Street, St-Lambert, John Arthur Coggins research engineer, 391 Le Corbusier Street, Pierre John DesRosiers, chemist, 574 Calixa-Lavallée Street, both of Beloeil, Anne Bruce, librarian, spinster, 4870 Côte-des-Neiges Street, Apt. 712, Montreal, and Jacques-Joseph-Gérard Laberge, technician, 140 Nobel Street, McMasterville, for the following purposes:

To group in association the employees of the Central Research Laboratory of Canadian Industries Limited, under the name of « C. R. L. Employees Association ».

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at the Central Research Laboratory of Canadian Industries Limited, in the village of McMasterville, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1461-66

Camping canadien (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marc Beaudoin, advocate, Philippe Séguin, advocate, and Aline Léveillé, secretary, fille majeure, all three of 2486, Jean-Talon, Montreal, for the following purposes:

To deal in sporting articles, under the name of « Camping canadien (Montréal) inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1350-66

Jean Carvalho asphalte Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Décary, broker, 79, 58th Avenue,

58e Avenue, Laval, Jean Carvalho, surintendant, Maria Carvalho, ménagère, épouse dudit Jean Carvalho, ces deux derniers de 1812, Capitol, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jean Carvalho asphalte ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1394-66

Centre d'achats Grande-Côte ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Georges-Henri Durocher, secrétaire particulier, 147, rue St-Eustache, René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Françoise Théorêt, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, Denise Poirier, secrétaire, fille majeure, 218, rue Dorion, tous quatre de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17e Avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Centre d'achats Grande-Côte ltée », avec un capital total de \$80,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et 700 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache (Grande-Côte), district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1275-66

Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Côté, avocat, 920, Hollande, Québec, Jean-Marie Bouchard, avocat, 2897, Providence, Ste-Foy, Robert Truchon, avocat, 1286, Fontenay, Ste-Foy, Thérèse Gosselin, secrétaire, épouse d'Yves Villeneuve, 772, Place Philippe, Ste-Foy, Denise Turcotte, secrétaire, fille majeure, 1155, Claire Fontaine, Québec, et Suzette Bilodeau, secrétaire, fille majeure, 24, Wolfe, Lévis, pour les objets suivants:

Promouvoir dans la province de Québec la diffusion de la documentation scientifique et technique française, sous le nom de « Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1659-66

Laval, Jean Carvalho, superintendant, Maria Carvalho, housewife, wife of said Jean Carvalho, the latter two of 1812 Capitol, Laval, for the following purposes:

To carry on business as contractors and general building contractors, under the name of « Jean Carvalho asphalte ltée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1394-66

Centre d'achats Grande-Côte ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-Henri Durocher, private secretary, 147 St-Eustache St., René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille St., Françoise Théorêt, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille St., Denise Poirier, secretary, fille majeure, 218 Dorion St., all four of Saint-Eustache, and Christiane Forget, secretary, fille majeure, 206, 17th Avenue, Two Mountains, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of « Centre d'achats Grande-Côte ltée », with a total capital stock of \$80,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 700 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache (Grande-Côte), judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1275-66

Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Côté, advocate, 920 Hollande, Québec, Jean-Marie Bouchard, advocate, 2897 Providence, Ste-Foy, Robert Truchon, advocate, 1286 Fontenay, Ste-Foy, Thérèse Gosselin, secretary, wife of Yves Villeneuve, 772 Place Philippe, Ste-Foy, Denise Turcotte, secretary, fille majeure, 1155 Claire Fontaine, Québec, and Suzette Bilodeau, secretary, fille majeure, 24 Wolfe, Lévis, for the following purposes:

To promote, in the Province of Quebec, the circulation of French scientific and technical documentation, under the name of « Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec ».

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1659-66

Centre François Vanier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1966, constituant en corporation: Claude Leblanc, avocat, 1610, Henri-Bourassa est, Montréal, Marie-Claire Lefebvre, avocat, fille majeure, 10832, Grande-Allée, Montréal, et Pierre Lalande, avocat, 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, pour les objets suivants:

Compiler toutes espèces de tests, questionnaires, interrogatoires à toutes fins quelles qu'elles soient, y compris des fins économiques, politiques, sociologiques, psychologiques et caractérologiques, sous le nom de « Centre François Vanier inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3555, boulevard Métropolitain est, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 447-66

Centre François Vanier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Leblanc, advocate, 1610 Henri-Bourassa East, Montreal, Marie-Claire Lefebvre, advocate, fille majeure, 10832 Grande-Allée, Montreal, and Pierre Lalande, advocate, 3000 Ste-Rose Blvd., Laval, for the following purposes:

To compile all kinds of tests, questionnaires, and examinations for any purpose whatsoever, including economics, politics, sociology, psychology and characterology, under the name of "Centre François Vanier inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3555 Metropolitan Blvd. East, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 447-66

Chouinard construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Picard, avocat, 7821, rue D'Aubigny, Anjou, Laurier Dugas, avocat, 2975, boulevard St-Joseph, app. 1A, et Lucie Beaulieu, secrétaire, fille majeure, 6585, 33e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Chouinard construction ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2157, rue Bossuet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1163-66

Chouinard construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Picard, lawyer, 7821 D'Aubigny Street, Anjou, Laurier Dugas, lawyer, 2975 St-Joseph Boulevard, apt. 1A, and Lucie Beaulieu, secretary, fille majeure, 6585, 33rd Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a trucking business and to carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Chouinard construction ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2157 Bossuet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1163-66

Chuck's Snack Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 56, Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, avocate, célibataire, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Chuck's Snack Bar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1519-66

Chuck's Snack Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Chuck's Snack Bar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1519-66

Club de tennis La Bohême inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Lachance, courtier en assurances, 1482, Morgan, Montréal, Marcel Gougeon, évaluateur d'assurances, 5813, Azilda, Anjou, et Herbert Ouellette, fonctionnaire, 972, Gilford, Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social et athlétique, sous le nom de « Club de tennis La Bohême inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1154-66

Coatmaster Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril, 1966, constituant en corporation: Alvin Pearson, marchand, Lois Smith, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alvin Pearson, tous deux de 570, Brunet, St-Laurent, Léo Shuster, marchand, et Sylvia Afrin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo Shuster, ces deux derniers de 129, chemin Dufferin, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Coatmaster Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5402, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263

1577-66

Collège Nouvelle France Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Robert, journaliste, 3455, Côte-des-Neiges, app. 506, Montréal, Bernard Mosseray, instituteur, 5578, Decelles, app. 4, Montréal, et Pierre Cambie, contremaître d'usine, 8874, 8^e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Établir et diriger une ou des écoles avec les services que comporte ce genre d'institution, sous le nom de « Collège Nouvelle France Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et en 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 769, rue Faillon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1395-66

Club de tennis La Bohême inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Lachance, insurance broker, 1482 Morgan, Montreal, Marcel Gougeon, insurance appraiser, 5813 Azilda, Anjou, and Herbert Ouellette, civil servant, 972 Gilford, Montreal, for the following purposes:

To form and direct a social and athletic club, under the name of "Club de tennis La Bohême inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1154-66

Coatmaster Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alvin Pearson, merchant, Lois Smith, housewife, wife separate as to property of the said Alvin Pearson, both of 570 Brunet, St-Laurent, Léo Shuster, merchant, and Sylvia Afrin, housewife, wife separate as to property of the said Léo Shuster, the latter two of 129 Dufferin Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Coatmaster Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5402 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1577-66

Collège Nouvelle France Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Robert, journalist, 3455 Côte-des-Neiges, apt. 506, Montreal, Bernard Mosseray, teacher, 5578 Decelles, apt. 4, Montreal, and Pierre Cambie, plant foreman, 8874, 8th Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To establish and manage one or several schools with all the services required from that kind of institution, under the name of "Collège Nouvelle France Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$50 each and 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 769 Faillon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1395-66

Colorlabo Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1966, constituant en corporation: André Perreault, avocat, 4353, Girouard, Montréal, Normand Duval, avocat, 2185, Nicolas-Perrot, Nouveau-Bordeau, Montréal, et Claude Crozier, photographe, 5787, de Seignes, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller des entrepreneurs de publicité, sous le nom de « Colorlabo Service Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5787, de Seignes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-0

1084-66

Colorlabo Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: André Perreault, advocate, 4353 Girouard, Montreal, Normand Duval, advocate, 2185 Nicolas-Perrot, Nouveau-Bordeaux, Montreal, and Claude Crozier, photographer, 5787 de Seignes, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants to advertising contractors, under the name of "Colorlabo Service Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5787 de Seignes, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1084-66

**Compagnie médicale & scientifique
(Montréal) Itée
Medical & Scientific Supplies Company
(Montreal) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Louis-N. La Roche, 2669, Berthier, Jean-Paul Drolet, 2924, de Courcelles, tous deux avocats, de Ste-Foy, et Michel Brochu, avocat, 942, Casot, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipements, de machines, d'instruments, d'appareils, de produits, de meubles et accessoires pour fins scientifiques, médicales, professionnelles, domestiques, commerciales, industrielles, d'enseignements, de dessins et de laboratoires, sous le nom de « Compagnie médicale & scientifique (Montréal) Itée — Medical & Scientific Supplies Company (Montreal) Ltd. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-0

1474-66

**Compagnie médicale & scientifique
(Montréal) Itée
Medical & Scientific Supplies Company
(Montreal) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-N. La Roche, 2669 Berthier, Jean-Paul Drolet, 2924 de Courcelles, both lawyers of Ste-Foy, and Michel Brochu, lawyer, 942 Casot, Quebec, for the following purposes:

To deal in equipment, machines, instruments, appliances, products, furniture and accessories for scientific, medical, professional, domestic, commercial, industrial, teaching, drawing and laboratory purposes, under the name of "Compagnie médicale & scientifique (Montréal) Itée — Medical & Scientific Supplies Company (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1474-66

Complete Building Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation: J. Mayer Kabod, constructeur, 2775, avenue Kent, app. 203, Montréal, Morris Davis, administrateur, Ida Davis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Davis, et dument autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 24, Stadacona Drive, Toronto, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Complete Building Corporation Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair

Complete Building Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J. Mayer Kabod, builder, 2775 Kent Avenue, Apt. 203, Montreal, Morris Davis, executive, Ida Davis, housewife, wife separate as to property of the said Morris Davis, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 24 Stadacona Drive, Toronto, in the province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Complete Building Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1

de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1502, rue Baker, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263

1444-66

Conseil du bien-être de la Côte Nord

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Émond, inspecteur forestier, 203, rue Labrie, Hauterive, Andrew Flemming, officier de compagnie, 69, rue Champlain, Baie-Comeau, Henri Blanchard, représentant syndicat, 6, avenue Jean-Raymond, Baie-Comeau, Arsène Henri, représentant syndicat, 3, Le Strat, Hauterive, Clifford Desjardins, gérant de Hudson's Bay, 4a, rue Joliet, Hauterive, Raymond D'Auteuil, gérant de Caisse populaire, 219a, rue Labrie, Hauterive, et Édouard Rénilique, professeur, Hauterive, pour les objets suivants:

Rechercher, faire et pratiquer la charité dans son sens large, grâce à l'aide de ses membres et ce sans égard à la race ou à la religion, sous le nom de « Conseil du bien-être de la Côte Nord ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

432-66

Cooper Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Abie Cooperman, marchand, Mavis Fuller, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abie Cooperman, Lawrence Leibov, marchand, tous trois de 2685, Kent, Montréal, et Bernard Leibov, marchand, 4765, Vézina, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pièces d'autos, métaux, caoutchouc, outils, et machinerie de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Cooper Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4710, rue Drolet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263

1515-66

Le Coq au Champagne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Thivierge, avocat, 105, Thackeray, Beaconsfield, Lyse St-Yves, secrétaire, fille majeure, 2715, Sherbrooke, Montréal, et Renée Auger, secrétaire, fille majeure, 534, Trudeau, LaSalle, pour les objets suivants:

each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1502 Baker Street, Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1444-66

Conseil du bien-être de la Côte Nord

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Émond, forestry inspector, 203 Labrie St., Hauterive, Andrew Flemming, company official, 69 Champlain St., Baie-Comeau, Henri Blanchard, union representative, 6 Jean-Raymond Ave., Baie-Comeau, Arsène Henri, union representative, 3 Le Strat, Hauterive, Clifford Desjardins, manager of Hudson's Bay, 4a Joliet St., Hauterive, Raymond D'Auteuil, credit union manager, 219a Labrie St., Hauterive, and Édouard Rénilique, professor, Hauterive, for the following purposes:

To seek and practise charity in the largest sense of the word, thanks to the help of its members and regardless of race or religion, under the name of "Conseil du bien-être de la Côte Nord".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

432-66

Cooper Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abie Cooperman, merchant, Mavis Fuller, housewife, wife separate as to property of the said Abie Cooperman, Lawrence Leibov, merchant, all three of 2685 Kent, Montreal, and Bernard Leibov, merchant, 4765 Vézina, Montreal, for the following purposes:

To deal in auto parts, metals, rubber, tools, and machinery of all types and descriptions, under the name of "Cooper Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4710 Drolet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1515-66

Le Coq au Champagne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Thivierge, advocate, 105 Thackeray, Beaconsfield, Lyse St-Yves, secretary, fille majeure, 2715 Sherbrooke, Montreal, and Renée Auger, secretary, fille majeure, 534 Trudeau, LaSalle, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Le Coq au Champagne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1607-66

**Daniel Côté compagnie Itée
Daniel Côté Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Daniel Côté, entrepreneur, Sara Dumas, secrétaire, fille majeure, tous deux de Ste-Philomène, et Gérard Sicard, technicien, Ste-Martine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux d'excavation, de pavage, de réparations et d'entretien de chemins et de constructions de toutes sortes, sous le nom de « Daniel Côté compagnie Itée — Daniel Côté Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Philomène, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

974-66

Créations Pirouette Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Frederick L. Solomon, avocat, 4685, Westmount, Westmount, Lewis D. Batshaw, avocat, 4804, Côte-des-Neiges, app. 8, et Henry S. Pesner, comptable agréé, 4721, Dornal, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Créations Pirouette Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9615, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1623-66

D. L. T. entreprises Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Georges-Henri Durocher, secrétaire particulier, 147, rue St-Eustache, Denise Poirier, secrétaire, fille majeure, 218, rue Dorion, et Françoise Théorêt, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « D. L. T. entreprises Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Coq au Champagne inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1607-66

**Daniel Côté compagnie Itée
Daniel Côté Company Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Côté, contractor, Sara Dumas, secretary, fille majeure, both of Ste-Philomène, and Gérard Sicard, technician, Ste-Martine, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in excavation work, paving, repairing and upkeeping roads and constructions of all kinds, under the name of "Daniel Côté compagnie Itée — Daniel Côté Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste-Philomène, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

974-66

Créations Pirouette Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frederick L. Solomon, advocate, 4685 Westmount, Westmount, Lewis D. Batshaw, advocate, 4804 Côte-des-Neiges, Apt. 8, and Henry S. Pesner, chartered accountant, 4721 Dornal, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Créations Pirouette Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9615 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1623-66

D. L. T. entreprises Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-Henri Durocher, private secretary, 147 St-Eustache Street, Denise Poirier, secretary, fille majeure, 218 Dorion Street, and Françoise Théorêt, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille Street, all three of Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "D. L. T. entreprises Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 6220, 29^e avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

954-66

The head office of the company is at 6220, 29th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

954-66

Claude Desmarais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Claude Desmarais, industriel, Françoise Lortie, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Desmarais, tous deux de 355, rue Veillette, La Tuque, et Françoise Lemieux, secrétaire, fille majeure, 5, Maisonneuve, La Tuque, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois dans toutes ses spécialités et fabriquer des plates-formes mobiles, sous le nom de « Claude Desmarais inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 355, rue Veillette, La Tuque, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1311-66

Claude Desmarais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Desmarais, industrialist, François Lortie, housewife, wife separate as to property of said Claude Desmarais, both of 355 Veillette Street, La Tuque, and Françoise Lemieux, secretary, fille majeure, 5 Maisonneuve, La Tuque, for the following purposes:

To deal in wood in all its specialties and to manufacture mobile platforms, under the name of "Claude Desmarais inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 355 Veillette Street, La Tuque, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1311-66

Domaine Bolac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Pierre Puech, 4444, rue de la Roche, Montréal, David Stern et Georges Allard, ces deux derniers de St-Adolphe-d'Howard, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Domaine Bolac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263

1597-66

Domaine Bolac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Puech, 4444 de la Roche Street, Montreal, David Stern and Georges Allard, the latter two of St-Adolphe-d'Howard, all three merchants, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Domaine Bolac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St-Adolphe-d'Howard, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1597-66

École privée & maternelle Leblanc ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Yvon Leblanc, fonctionnaire, Anne Desautels, institutrice, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvon Leblanc, tous deux de 7324, avenue Musset, St-Michel, et Hortense Perreault, institutrice, fille majeure, 4465, boulevard Rosemont, app. 15, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une ou des écoles avec tous les services que comporte ce genre d'institution pour l'éducation de la jeunesse et des écoles dites maternelles, sous le nom de « École privée & maternelle Leblanc ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

École privée & maternelle Leblanc ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Yvon Leblanc, civil servant, Anne Desautels, teacher, wife contractually separate as to property of the said Yvon Leblanc, both of 7324 Musset Ave., St-Michel, and Hortense Perreault, teacher, fille majeure, 4465 Rosemont Blvd., Apt. 15, Montreal, for the following purposes:

To administer one or several schools with all the services relative to this type of institution for the education of youth, and so-called kindergartens, under the name of "École privée & maternelle Leblanc ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 7324, avenue Musset, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1054-66

Entreprises Beauceville Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Benoit Binet, industriel, Marie-Ange Poulin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Benoit Binet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Beauceville, et Jean-Marie Binet, cultivateur, St-Benoît-Labre, pour les objets suivants:

Agir comme agent d'embouteilleurs et faire la distribution de leurs produits, sous le nom de « Entreprises Beauceville Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1594-66

Les Entreprises Bécancour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Charles-Édouard Villeneuve, notaire, André Villeneuve, notaire, et Jean Villeneuve, notaire, tous trois de Bécancour, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Bécancour inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,800 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1567-66

Les Entreprises Daoust inc. Daoust Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jacques Daoust, administrateur, Jeannine Benoit, infirmière, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Daoust, tous deux de 13380, rue Notre-Dame est, Pointe-aux-Trembles, et Dr Raymond Hébert, médecin, 4900, Cavendish, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Daoust inc.—Daoust Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1272-66

The head office of the company is at 7324 Musset Ave., St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1054-66

Entreprises Beauceville Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Binet, industrialist, Marie-Anne Poulin, housewife, wife separate as to property of said Benoit Binet, and duly authorized by him for the presents, both of Beauceville, and Jean-Marie Binet, farmer, St-Benoît-Labre, for the following purposes:

To act as bottlers and to distribute their products, under the name of "Entreprises Beauceville Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Beauceville, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1594-66

Les Entreprises Bécancour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Édouard Villeneuve, notary, André Villeneuve, notary, and Jean Villeneuve, notary, all three of Bécancour, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Bécancour inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and into 2,800 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1567-66

Les Entreprises Daoust inc. Daoust Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Daoust, administrator, Jeannine Benoit, nurse, wife contractually separate as to property of the said Jacques Daoust, both of 13380 Notre-Dame St. East, Pointe-aux-Trembles, and Dr. Raymond Hébert, physician, 4900 Cavendish, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Daoust inc.—Daoust Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1272-66

Les Entreprises Duchatel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Paul Duval, notaire, 1294, de la Vigerie, Ste-Foy, Paul Shawl, industriel, 902, Monseigneur-Grandin, Ste-Foy, et Gisèle Martel, secrétaire, fille majeure, 387, 19^e rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Duchatel inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1294, de la Vigerie, Ste-Foy, district judiciaire de Québec

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1568-66

Les Entreprises Guérard Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Daniel Guérard, Serge Laprade, tous deux artistes, 1115, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, et Pierre Nadeau, agent 2285, rue St. Matthew, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Entreprises Guérard Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1601-66

Entreprises Villa du Roi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Pierre-Paul Landry, marchand d'automobiles, 2, Lacroix, Sainte-Thérèse, Roger Aumont, entrepreneur, Sainte-Julienne-de-Rawdon, et Rodolphe Gariépy, avocat et cultivateur, Saint-Lin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de terrains, chalets et tous immeubles, sous le nom de « Entreprises Villa du Roi inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route Hamilton, Sainte-Julienne-de-Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1553-66

Gagnon A. & M. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: J.-Alphonse Gagnon, industriel, 2038, boulevard Laurier, Sillery, Michel Gagnon, industriel, Gagnon Siding, Abitibi, et Gérard Côté, comptable, 503, rue St-Olivier, Québec, pour les objets suivants:

Les Entreprises Duchatel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Duval, notary, 1294 de la Vigerie, Ste-Foy, Paul Shawl, industrialist, 902 Monseigneur-Grandin, Ste-Foy, and Gisèle Martel, secretary, fille majeure, 387, 19th St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Duchatel inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1294 de la Vigerie, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1568-66

Les Entreprises Guérard Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Guérard, Serge Laprade, both artists, of 1115 Sherbrooke Street West, Montreal, and Pierre Nadeau, agent 2285 St. Matthew Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Entreprises Guérard Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1601-66

Entreprises Villa du Roi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Paul Landry, automobile merchant, 2 Lacroix, Sainte-Thérèse, Roger Aumont, contractor, Ste-Julienne-de-Rawdon, and Rodolphe Gariépy, advocate and farmer, Saint-Lin, for the following purposes:

To deal in lots of land, cottages and all immovables, under the name of "Entreprises Villa du Roi inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Hamilton Route, Sainte-Julienne-de-Rawdon, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1553-66

Gagnon A. & M. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Alphonse Gagnon, industrialist, 2038 Laurier Blvd., Sillery, Michel Gagnon, industrialist, Gagnon Siding, Abitibi, and Gérard Côté, accountant, 503 St-Olivier St., Quebec, for the following purposes:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Gagnon A. & M. ltée » avec, un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1647-66

J. Robert Germain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Mayer, notaire, 3500, Parc Lafontaine, Montréal, André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, et Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire la réparation et le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « J. Robert Germain inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1546-66

Girotale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Rodolphe Girard, hôtelier, 1605, rue Gratton, Laval, Léo Taillefer, notaire, 4008, boulevard St-Martin, Laval, Marcel Armand, comptable agréé, 464, Notre-Dame-de-Fatima, Laval, et Bertrand Gamelin, comptable agréé, 7302, Peterborough Circle, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Girotale inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 4,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1520-66

Goodman's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Arthur Goodman, marchand, Dora Yaphe, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arthur Goodman, tous deux de 5165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Mortimer Goodman, marchand, 5769, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de mercerie et nouveautés pour hommes, sous le nom de « Goodman's Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune et 399 actions privilégiées de \$100 chacune.

Trade and commerce of wood, under the name of "Gagnon A. & M. ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1647-66

J. Robert Germain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Mayer, notary, 3500 Parc Lafontaine, Montreal, André Gauthier, lawyer, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, and Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, for the following purposes:

To repair and deal in all kinds of motor vehicles and transportation means, under the name of "J. Robert Germain inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1546-66

Girotale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rodolphe Girard, innkeeper, 1605 Gratton Street, Laval, Léo Taillefer, notary, 4008 St-Martin Boulevard, Laval, Marcel Armand, chartered accountant, 464 Notre-Dame-de-Fatima, Laval, and Bertrand Gamelin, chartered accountant, 7302 Peterborough Circle, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Girotale inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 4,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1520-66

Goodman's Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Goodman, merchant, Dora Yaphe, housewife, wife separate as to property of the said Arthur Goodman, both of 5165 Notre-Dame-de-Grâce, Avenue Montreal, and Mortimer Goodman, merchant, 5769 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in men's furnishings and novelties, under the name of "Goodman's Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each and 399 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1400, ouest, chemin Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263

1566-66

The head office of the company is at 1400 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1566-66

Les Gravier D-M ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: J.-Bernard Bulteau, avocat, 316, 11^e Avenue, Deux-Montagnes, Francine Boivin, secrétaire, épouse commune en biens de André Richer, 51, rue St-Eustache, et Guy Théoret, secrétaire, 113, rue St-Denis, ces deux derniers de St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général et faire l'exploitation de carrières, sous le nom de « Les Gravier D-M ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1627-66

Les Gravier D-M ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Bernard Bulteau, advocate, 316, 11th Avenue, Deux-Montagnes, Francine Boivin, secretary, wife common as to property of André Richer, 51 St-Eustache Street, and Guy Théoret, secretary, 113 St-Denis Street, the latter two of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on the business of general contractor and to operate quarries, under the name of "Les Gravier D-M ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1627-66

H. F. Chemical & Paint Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'avril 1966, constituant en corporation: Joseph Halmi, manufacturier, Eva Rosenberg, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Halmi, tous deux de 3350, avenue Linton, Erno Herskovits, manufacturier, et Elizabeth Herskovits, ménagère, épouse séparée de biens dudit Erno Herskovits, ces deux derniers de 4502, de la Peltrie, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de peinture et approvisionnements pour la peinture, sous le nom de « H. F. Chemical & Paint Mfg. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263

1443-66

H. F. Chemical & Paint Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Halmi, manufacturer, Eva Rosenberg, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Halmi, both of 3350 Linton Avenue, Erno Herskovits, manufacturer, and Elizabeth Herskovits, housewife, wife separate as to property of the said Erno Herskovits, the latter two of 4502 de la Peltrie, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of paint and paint supplies, under the name of "H. F. Chemical & Paint Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1443-66

Harkavy Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, avocat, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, avocat, 7497, chemin Briar, Côte-St-Luc, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, Greenwood, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de consultants en dessin et gestion, sous le nom de « Harkavy Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Harkavy Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris J. Berbrier, advocate, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, advocate, 7497 Briar Road, Côte-St-Luc, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on a general consultant, design, and management business, under the name of "Harkavy Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1115, ouest, rue Sherbrooke, suite 409, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1462-66

Hazan Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jack Lighthouse, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Jacob L. Rothman, 7920 chemin Kingsley, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, ces deux derniers de Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Hazan Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630 ouest, boulevard Dorchester, suite 2120, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1596-66

I. B. Cosmetics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, Montréal, et Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles, produits et effets, de toutes sortes, sous le nom de « I. B. Cosmetics Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1498-66

Les Immeubles Portofino inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, avenue Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires come compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Portofino inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1435-66

Indépendant gaz service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

The head office of the company is at 1115 Sherbrooke Street West, Suite 409, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1462-66

Hazan Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lighthouse, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Jacob L. Rothman, 7920 Kingsley Road, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, the latter two of Côte-St-Luc, all three advocate, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Hazan Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, suite 2120, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1596-66

I. B. Cosmetics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, Montreal, and Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of any kind and nature, under the name of "I. B. Cosmetics Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1498-66

Les Immeubles Portofino inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington Ave., Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Portofino inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1435-66

Indépendant gaz service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Guy LeBrun, avocat, 13, rue Pépin, Cap-de-la-Madeleine, Mariette Vallerand, secrétaire, fille majeure, 162, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, et Denise Corbin, secrétaire, fille majeure, 239, chemin du Passage, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'essence et du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Indépendant gaz service inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1585-66

Les Industries Neuville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Raymonde Dubé, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Roux, Jean-Marie Landry, commerçant, et Fernand Déry, comptable, tous trois de St-Raymond, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières, des mines, des gîtes minéraux de toutes sortes, sous le nom de « Les Industries Neuville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Neuville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1524-66

L'Institut technique de construction de Montréal, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Louis Castellano, professeur et directeur d'étude, 4875, Maplewood, Montréal, John F. Higgins, rentier et administrateur, 7182, Blondin, St-Léonard, et Gérard Arsenault, fonctionnaire, 716, rue Monk, Québec, pour les objets suivants:

Fournir et distribuer des cours et enseignements théoriques et pratiques sur les techniques de la construction, sous le nom de « L'Institut technique de construction de Montréal, inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2125, rue Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1560-66

J. C. S. Graphic Production Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: George C. Morrison, comptable, 62, avenue Lagacé, Thomas Mantle,

20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy LeBrun, advocate, 13 Pépin St., Cap-de-la-Madeleine, Mariette Vallerand, secretary, fille majeure, 162 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine, and Denise Corbin, secretary, fille majeure, 239 du Passage Road, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in crude oil, gasoline, natural gas, and their by-products, under the name of "Indépendant gaz service inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1585-66

Les Industries Neuville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymonde Dubé, secretary, wife contractually separate as to property of Jean-Paul Roux, Jean-Marie Landry, trader, and Fernand Déry, accountant, all three of St-Raymond, for the following purposes:

To operate quarries, mines and mineral deposits, of all kinds, under the name of "Les Industries Neuville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Neuville, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1524-66

L'Institut technique de construction de Montréal, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Castellano, professor and study director, 4875 Maplewood, Montreal, John F. Higgins, annuitant and administrator, 7182 Blondin, St-Léonard, and Gérard Arsenault, civil servant, 716 Monk Street, Québec, for the following purposes:

To furnish and distribute courses and theoretical and practical teachings on the techniques of construction, under the name of "L'Institut technique de construction de Montréal, inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 600 common shares of \$10 each and into 1,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2125 Jean-Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1560-66

J. C. S. Graphic Production Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George C. Morrison, accountant, 62 Lagacé Avenue, Thomas Mantle, clerk,

commis, 251, Wright Crescent, tous deux de Dorval, et John Clifford Stanley McLay, imprimeur, St-Henri-de-Mascouche, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de papetiers, imprimeurs, lithographes, stéréotypeurs, électrotypeurs, imprimeurs photographes, photolithographes, graveurs, graveurs de matrices, relieurs, sous le nom de « J. C. S. Graphic Production Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à suite 2001, édifice Sun Life, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1625-66

The Junque Shoppe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 4918, Mayfair, tous deux avocats et conseil en Loi de la reine, et Oscar Respitz, avocat, 4945 Glencairn, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'antiquités et d'articles de seconde main de toute sorte et description, sous le nom de « The Junque Shoppe Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1619-66

André Lacoste construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Lacoste, entrepreneur, Micheline L'Homme, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Lacoste, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 656, Leclerc, et Gilles Toussignant, comptable, 438, Bégin, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « André Lacoste construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 656, boulevard Leclerc, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1507-66

Laurentide Fruit & Provisions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Sam Silver, marchand, Bella Roxerman, ménagère, épouse séparée de biens

251 Wright Crescent, both of Dorval, and John Clifford Stanley McLay, printer, St-Henri-de-Mascouche, for the following purposes:

To carry on business as stationers, printers, lithographers stereotypers, electrotypers, photographic printers, photo-lithographers engravers, die-sinkers bookbinders, under the name of « J. C. S. Graphic Production Ltd. », with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Suite 2001, Sun Life Building, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1625-66

The Junque Shoppe Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 4918 Mayfair, both advocates and Queen's Counsels, and Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of antiques and second-hand wares of every kind and description, under the name of «The Junque Shoppe Inc.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1619-66

André Lacoste construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Lacoste, contractor, Micheline L'Homme, housewife, wife contractually separate as to property of said André Lacoste, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 656 Leclerc, and Gilles Toussignant, accountant, 438, Bégin, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of «André Lacoste construction inc.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 656 Leclerc Blvd., Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1507-66

Laurentide Fruit & Provisions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sam Silver, merchant, Bella Roxerman, housewife, wife separate as to property of the said

dudit Sam Silver, tous deux de 5476, Mountain Sights, et Jack Berkowitz, étudiant, 5135, Bourret, app. 16, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fruits, légumes, et toutes sortes d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de « Laurentide Fruit & Provisions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1478-66

Lavoie motel de L'Estrée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Téléphore Lavoie, cultivateur, Claire Brouillard, ménagère, épouse commune en biens dudit Téléphore Lavoie, et Rock Lavoie, voyageur, tous trois de route rurale No 3, Coaticook, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, des motels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, salles de danse camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Lavoie motel de L'Estrée inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale No 3, Coaticook, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1604-66

Le Mans auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Michaud, industriel, Marie-Ange Thibault, ménagère, veuve non remariée de Maurice Michaud, tous deux de 1002, boulevard Laurier, Sillery, et René Montminy, vérificateur, 3349, rue des Fauvettes, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Le Mans auto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2585, boulevard Henri-Bourassa, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1538-66

Gérard Lepage & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Louis-Philippe Langelier, notaire, Fabienne Beaulieu, secrétaire, fille majeure, tous deux de Ste-Anne-des-Monts, et

Sam Silver, both of 5476 Mountain Sights, and Jack Berkowitz, student, 5135 Bourret, Apt. 16, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in fruits, vegetables, and all kinds of foods and food products, under the name of "Laurentide Fruit & Provisions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 3,600 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1478-66

Lavoie motel de L'Estrée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Téléphore Lavoie, farmer, Claire Brouillard, housewife, wife common as to property of said Téléphore Lavoie, and Rock Lavoie, traveller, all three of Rural Route No. 3, Coaticook, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, inns, bakeries, taverns, dance halls, camps and tourist homes and summer resorts, under the name of "Lavoie motel de L'Estrée inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Rural Route No. 3, Coaticook, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1604-66

Le Mans auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Michaud, industrialist, Marie-Ange Thibault, housewife, unmarried widow of Maurice Michaud, both of 1002 Laurier Boulevard, Sillery, and René Montminy, inspector, 3349 des Fauvettes Street, Orsainville, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to carry on business as garagemen, under the name of "Le Mans auto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2585 Henri-Bourassa, Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1538-66

Gérard Lepage & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Philippe Langelier, notary, Fabienne Beaulieu, secretary, fille majeure, both of Ste-Anne-des-Monts, and Madeleine Sasseville,

Madeleine Sasseville, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Paul-Roger Caron, Christie, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Gérard Lepage & fils inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

872-66

Librairie Champigny inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Claude Champigny, Louis-Paul Champigny, tous deux commerçants, et Jacqueline Champigny, secrétaire, fille majeure, tous trois de 7031, Sagard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « Librairie Champigny inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1104-66

Librairie Plaza inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gilles Savard, pharmacien, Jacques Bellerose, représentant des ventes, et Réginald St-Laurent, commerçant, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la papeterie, sous le nom de « Librairie Plaza inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1315-66

Les Loisirs de Gaspé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Ubald Roy, directeur d'études, Case postale 9, Irène Cotton, ménagère, épouse de Lionel Rioux, Case postale 42, M. l'abbé TERENCE Nellis, prêtre, vicaire, Case postale 159, Gérard Parent, employé de bureau, Case postale 532, Denise Bélanger, sténodactylo, fille majeure, Case postale 70, François-Xavier Bouchard, technicien en radiologie, Case postale 882, Roger Bourget, gérant, Case postale 457, Gilles Briand, professeur, Case postale 178, Martha Babin, ménagère, épouse de Phil Carey, Case postale 620, Jean-Claude LeBreux, professeur, Case postale 98, Juliette Pardiac, ménagère, épouse de Roméo

secretary, wife contractually separate as to property of said Paul-Roger Caron, Christie, for the following purposes:

To deal in all kinds of heating equipments or systems, under the name of "Gérard Lepage & fils inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

872-66

Librairie Champigny inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Claude Champigny, Louis-Paul Champigny, both traders, and Jacqueline Champigny, secretary, fille majeure, all three of 7031 Sagard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as librarians, under the name of "Librairie Champigny inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1104-66

Librairie Plaza inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Savard, pharmacist, Jacques Bellerose, sales representative, and Réginald St-Laurent, trader, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a stationer's shop, under the name of "Librairie Plaza inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1315-66

Les Loisirs de Gaspé inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ubald Roy, director of studies, P. O. Box 9, Irène Cotton, housewife, wife of Lionel Rioux, P. O. Box 42, Father TERENCE Nellis, priest, curate, P. O. Box 159, Gérard Parent, office clerk, P. O. Box 532, Denise Bélanger, stenographer, fille majeure, P. O. Box 70, François-Xavier Bouchard, technician in radiology, P. O. Box 882, Roger Bourget, manager, P. O. Box 457, Gilles Briand, professor, P. O. Box 178, Martha Babin, housewife, wife of Phil Carey, P. O. Box 620, Jean-Claude LeBreux, professor, P. O. Box 98, Juliette Pardiac, housewife, wife of Roméo Langlais, P. O. Box 237, Florian Roussel, professor,

Langlais, Case postale 237, Florian Roussel, professeur, Case postale 298, Louise Dussault, ménagère, épouse de Terence Pidgeon, Case postale 350, et Rina Pardiach, ménagère, épouse de Georges Blanchette, Case postale 141, tous quatorze de Gaspé, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Gaspé inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

5379-65

Marché Dostie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Dominique Dostie, commerçant, Cécée Hallée, ménagère, épouse séparée de biens dudit Dominique Dostie, Bertrand Dostie, commis, tous trois de 1458, King ouest, Sherbrooke, et André Dostie, commis, 55, Vanier, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Dostie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1481-66

Marieville Processing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jeanne Le Sieur, secrétaire, fille majeure, 10537, Berri, Montréal, Nicole Houde, secrétaire, fille majeure, 4400, Garnier, Montréal, et Claude Guérin, avocat, 3555, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tricots, textiles, ainsi que leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Marieville Processing Company Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1251-66

Laurier Mayer et fils incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Laurier Mayer, marchand, Adrienne Labelle, ménagère, épouse commune en biens dudit Laurier Mayer, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Luc Mayer, commis, tous trois de Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Laurier Mayer et fils incorporée », avec

P. O. Box 298, Louise Dussault, housewife, wife of Terence Pidgeon, P. O. Box 350, and Rina Pardiach, housewife, wife of Georges Blanchette, P. O. Box 141, all fourteen of Gaspé, for the following purposes:

To establish and manage a recreational centre, under the name of "Les Loisirs de Gaspé inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

5379-65

Marché Dostie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dominique Dostie, trader, Cécée Hallée, housewife, wife separate as to property of the said Dominique Dostie, Bertrand Dostie, clerk, all three of 1458 King St. West, Sherbrooke, and André Dostie, clerk, 55 Vanier, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Dostie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1481-66

Marieville Processing Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeanne Le Sieur, secretary, fille majeure, 10537 Berri, Montreal, Nicole Houde, secretary, fille majeure, 4400 Garnier, Montreal, and Claude Guérin, lawyer, 3555 Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To deal in knitted fabrics, textiles, as well as their products and by-products, under the name of "Marieville Processing Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1251-66

Laurier Mayer et fils incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurier Mayer, trader, Adrienne Labelle, housewife, wife common as to property of said Laurier Mayer, and duly authorized by him for the presents, and Jean-Luc Mayer, clerk, all three of Ferme-Neuve, for the following purposes:

To carry on business as general traders, under the name of "Laurier Mayer et fils incorporée",

un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, comté de Labelle, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1609-66

Mégantic Construction (1966) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, autorisant la fusion de « Mégantic Construction Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1954, et « Outillage & machinerie Mégantic inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1954, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Mégantic Construction (1966) Inc. », avec un capital divisé en 300,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 25,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 25,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1204-66 — 1318/63

Meubles Mapalo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Picard, avocat, 7821, rue d'Aubigny, Anjou, Laurier Dugas, avocat, 2975, boulevard St-Joseph, app. 1A, Montréal, et Lucie Beaulieu, secrétaire, fille majeure, 6585, 33e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, sous le nom de « Meubles Mapalo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6336, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1160-66

Mont-Laurier automobile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1966, constituant en corporation: Gaston Vincent, vendeur d'automobiles, Joyce Vincent, ménagère, épouse commune en biens dudit Gaston Vincent, tous deux de 222, boulevard Dennison, et Yvette Drolet, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Bourgeois, 183, avenue La Salle, tous trois de Bourlamaque, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Mont-Laurier automobile ltée », avec un

with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ferme-Neuve, county of Labelle, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1609-66

Mégantic Construction (1966) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Mégantic Construction Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 7th day of July, 1954, and "Outillage & machinerie Mégantic inc.", incorporated by letters patent bearing date the 28th day of December, 1954, all the aforesaid letters patent having been issued in pursuance to the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Mégantic Construction (1966) Inc.", with a capital stock divided into 300,000 class "A" shares without nominal value, 25,000 class "B" shares without nominal value and into 25,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1204-66 — 1318/63

Meubles Mapalo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Picard, advocate, 7821 d'Aubigny St., Anjou, Laurier Dugas, advocate, 2975 St-Joseph Blvd., Apt. 1A, Montreal, and Lucie Beaulieu, secretary, fille majeure, 6585, 33rd Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, under name of "Meubles Mapalo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6336 Papineau St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1160-66

Mont-Laurier automobile ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Vincent, automobile salesman, Joyce Vincent, housewife, wife common as to property of the said Gaston Vincent, both of 222 Dennison Blvd., and Yvette Drolet, secretary, wife contractually separate as to property of Roland Bourgeois, 183 La Salle Ave., all three of Bourlamaque, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Mont-Laurier automobile ltée", with a total

capital total de \$75,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 165, boulevard Paquette, Mont-Laurier, comté de Labelle, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

410-66

Montreal Ballet Educators' Society Société éducatrice du ballet de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Elcanor Moore, professeur de ballet, épouse de Andrew L. Ashton, 285, avenue Vivian Mont-Royal, Sandra Ferguson, 215, avenue Highfield, Victoria Tansey, 117, avenue Lazard, toutes deux professeurs de ballet, filles majeures, de Mont Royal, Elaine de Lorimier, professeur de ballet, fille majeure, Hâvre des Îles, Pavillon, C, Laval, et Lynda Moore, professeur de ballet, fille majeure, 7036, avenue Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler, favoriser et encourager l'éducation et l'appréciation de l'art du ballet, de manière à former un public canadien bien informé, sous le nom de « Montreal Ballet Educators' Society — Société éducatrice du ballet de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1386-66

Motel LaSalle (Baie-Comeau) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Lévesque, homme d'affaires, Normande April, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Lévesque, tous deux de 246, de la Falaise, Hauterive, et Olivette Lévesque, secrétaire, fille majeure, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel LaSalle (Baie-Comeau) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1657-66

Nadon Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Provost, garagiste, 5499, rue Bélanger est, Pierre Lulumiére, stagiaire, 9598, 57^e avenue, et Louis-Paul Nolet, comptable agréé, 6645, 19^e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

capital stock of \$75,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 165 Paquette Blvd., Mont-Laurier, county of Labelle, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

410-66

Montreal Ballet Educators' Society Société éducatrice du ballet de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Eleanor Moore, ballet teacher, wife of Andrew L. Ashton, 285 Vivian Avenue, Mount Royal, Sandra Ferguson, 215 Highfield Avenue, Victoria Tansey, 117 Lazard Avenue, both ballet teachers, filles majeures, of Mount Royal, Elaine de Lorimier, ballet teacher, fille majeure, Hâvre des Îles, Pavillon C, Laval, and Lynda Moore, ballet teacher, fille majeure, 7036 Durocher Avenue, Montreal, for the following purposes:

To promote, foster and encourage education in, and appreciation of the art of ballet in order to create a knowledgeable Canadian public, under the name of "Montreal Ballet Educators' Society — Société éducatrice du ballet de Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1386-66

Motel LaSalle (Baie-Comeau) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lévesque, businessman, Normande April, housewife, wife contractually separate as to property of the said Claude Lévesque, both of 246 de la Falaise, Hauterive, and Olivette Lévesque, secretary, fille majeure, Baie-Comeau, for the following purposes:

To operate hotels, motels, inns and restaurants, under the name of "Motel LaSalle (Baie-Comeau) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1657-66

Nadon Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Provost, garagiste, 5499 Bélanger St. East, Pierre Lulumiére, probationer, 9598, 57th Ave., and Louis-Paul Nolet, chartered accountant, 6645, 19th Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Nadon Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1517-66

Narcissus Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de ranch et éleveurs de chevaux, sous le nom de « Narcissus Farms Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1513-66

Nelly's Fashions Ltd. Créations Nelly Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Ladislaus Engel, marchand, Cornelia Gelberger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ladislaus Engel, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et André Engel, étudiant, tous trois de 6256, De Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Nelly's Fashions Ltd.—Créations Nelly Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1511-66

Nesbitt Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1966, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, avenue Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, et Claude Boisvert, 1505, rue Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de placements et de construction, sous le nom de « Nesbitt Realities Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Nadon Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1517-66

Narcissus Farms Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of ranchers and breeders of horses, under the name of "Narcissus Farms Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1513-66

Nelly's Fashions Ltd. Créations Nelly Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ladislaus Engel, merchant, Cornelia Gelberger, housewife, wife separate as to property of the said Ladislaus Engel, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and André Engel, student, all three of 6256 De Vimy, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Nelly's Fashions Ltd.—Créations Nelly Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1511-66

Nesbitt Realities Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington Avenue, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, and Claude Boisvert, 1505 Moore Street, Laval, all three attorneys, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment and construction company, under the name of "Nesbitt Realities Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000

ordinaires de \$10 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1258-66

Norbrite Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat et conseil en Loi de la reine, 17, Normandy Drive, Mont Royal, Madeleine Iknejian, secrétaire, fille majeure, 7311, 9^e Avenue, St-Michel, et Dorothy Gunston, secrétaire, fille majeure, 1433, Towers, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immobilières et de placements, sous le nom de « Norbrite Inc. », avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1516-66

Nord sports inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Lucien-Armand Scullion, marchand, 209, rue Gauthier ouest, Joseph-Gilbert-Ghislain Tremblay, courtier en assurance, 111, rue Lamountain, Joseph-Armand Plouffe, agent de réclamation, 113, rue Bellevue, et Joseph-Rodrigue-Robert Poudrier, commis, 117, Price, tous quatre d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport, sous le nom de « Nord sports inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 290, rue St-Joseph, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

926-66

Marcel Notz Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Marcel Notz, paysagiste, Françoise Notz, ménagère, épouse dudit Marcel Notz, tous deux de rang St-José, et Gilles Hébert, avocat, 22, Barcelone, tous trois de Candiac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Marcel Notz Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Candiac, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1467-66

common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1258-66

Norbrite Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate and Queen's Counsel, 17 Normandy Drive, Mount Royal, Madeleine Iknejian, secretary, fille majeure, 7311, 9th Avenue, St-Michel, and Dorothy Gunston, secretary, fille majeure, 1433 Towers, Montreal, for the following purposes:

To carry on business of a real estate and investment company, under the name of "Norbrite Inc.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1516-66

Nord sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien-Armand Scullion, merchant, 209 Gauthier St. West, Joseph-Gilbert-Ghislain Tremblay, insurance broker, 111 Lamountain St., Joseph-Armand Plouffe, claims agent, 113 Bellevue St., and Joseph-Rodrigue-Robert Poudrier, clerk, 117 Price St., all four of Alma, for the following purposes:

To carry on business dealing in sports equipment, under the name of "Nord sports inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 290 St-Joseph St., Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

926-66

Marcel Notz Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Notz, landscape-gardener, Françoise Notz, housewife, wife of said Marcel Notz, both of St-José Range, and Gilles Hébert, lawyer, 22 Barcelone, all three of Candiac, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Marcel Notz Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Candiac, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1467-66

Giuseppe Piazza Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Giuseppe Piazza, entrepreneur, 5828, Pascal, Montréal-Nord, Frank Morello, entrepreneur, 11987, Désy, Montréal-Nord, et Francesco Piazza, journalier, 9637, Vianney, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Giuseppe Piazza Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1020-66

Les Placements J. M. Sauvé Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1966, constituant en corporation: Robert Maillet, avocat, 3325, Appleton, Montréal, Jean-Paul Payette, notaire, 300, boulevard Lair, Mont-Royal, et Guy Mainville, administrateur, 845, Bord-du-Lac, Dorval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements J. M. Sauvé Itée », avec un capital total de \$96,000, divisé en 2,400 actions ordinaires de \$10 chacune et 720 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1290, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1103-66

**Polaris Navigation Company Ltd.
Compagnie de navigation Polaris Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Laurent-Paul Bolduc, avocat, 2056, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, Arthur Bussièrès, comptable, 1307, Place Gascogne, Orsainville, et Andrée Couture, secrétaire, fille majeure, 29, Parent, Lauzon, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation, sous le nom de « Polaris Navigation Company Ltd.—Compagnie de navigation Polaris Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 950 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1026, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1602-66

D. H. Poulin construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, cons-

Giuseppe Piazza Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giuseppe Piazza, contractor, 5828 Pascal, Montreal-North, Frank Morello, contractor, 11987 Désy, Montreal-North, and Francesco Piazza, labourer, 9637 Vianney, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Giuseppe Piazza Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1020-66

Les Placements J. M. Sauvé Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Robert Maillet, advocate, 3325 Appleton, Montreal, Jean-Paul Payette, notary, 300 Lair Blvd., Mount-Royal, and Guy Mainville, administrator, 845 Bord-du-Lac, Dorval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements J. M. Sauvé Itée", with a total capital stock of \$96,000, divided into 2,400 common shares of \$10 each and 720 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1290 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1103-66

**Polaris Navigation Company Ltd.
Compagnie de navigation Polaris Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurent-Paul Bolduc, lawyer, 2056 Ste-Foy Road, Ste-Foy, Arthur Bussièrès, accountant, 1307 Place Gascogne, Orsainville, and Andrée Couture, secretary, fille majeure, 29 Parent, Lauzon, for the following purposes:

To operate a navigation company, under the name of "Polaris Navigation Company Ltd.—Compagnie de navigation Polaris Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 950 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1026 St-Jean Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

1602-66

D. H. Poulin construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

tituant en corporation: Donald Poulin, industriel, 5795, route 23, St-Georges-Est, Henri-Georges Poulin, industriel, 5815, route 23, St-Georges-Est, et Nelson Poulin, industriel, 257, 58^e rue, St-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « D. H. Poulin construction ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1554-66

Precision Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, avocat, 80, Crestwood, Montréal Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Precision Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1477-66

Producteurs-classificateurs d'oeufs de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: A.-René Gobeil, 1110, Marguerite-Bourgeois, Québec, Nil Gobeil, 5662, avenue Royale, St-Jean-de-Boischatel, tous deux hommes d'affaires, et Gisele Chalifour, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 62, du Manège, Beauport, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de produits avicoles, sous le nom de « Producteurs-classificateurs d'oeufs de Québec inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, Place d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1493-66

Les Productions Réalité Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, St-Laurent, Philip Shaposnick, 5485, Coolbrooke et David Goldenblatt, 6825, Somerled, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

porating: Donald Poulin, industrialist, 5795 route 23, St-Georges-East, Henri-Georges Poulin, industrialist, 5815 route 23, St-Georges-East, and Nelson Poulin, industrialist, 257, 58th Street, St-Georges-East, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "D. H. Poulin construction ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1554-66

Precision Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair, Montreal, Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Precision Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1477-66

Producteurs-classificateurs d'oeufs de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: A.-René Gobeil, 1110 Marguerite-Bourgeois, Quebec, Nil Gobeil, 5662 Royale Ave., St-Jean-de-Boischatel, both businessmen, and Gisele Chalifour, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 62 du Manège, Beauport, for the following purposes:

The industry and business dealing in poultry products, under the name of "Producteurs-classificateurs d'oeufs de Québec inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 100 Place d'Youville, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1493-66

Les Productions Réalité Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, St-Laurent, Philip Shaposnick, 5485 Coolbrooke, and David Goldenblatt, 6825 Somerled, the latter two of Montreal, all three attorneys, for the following purposes:

Faire le commerce de vues animées et à projection fixe, films, fournitures de photographie, outillage et accessoires, sous le nom de « Les Productions Réalité ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, Drummond, suite 304, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1522-66

**Les Produits Albert inc.
Albert Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Albert Raymond, vendeur, Rose Lambert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Raymond, tous deux de 2230, rue Lamothe, St-Hyacinthe, et Antoinette Lambert, comptable, fille majeure, 2190, rue Laframboise, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de « Les Produits Albert inc. — Albert Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2230, rue Lamothe, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1548-66

**Produits de beauté Tiffany inc.
Tiffany Beauty Supply inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Pierre-Richard Lépine, évaluateur, Madeleine Boucher, ménagère, épouse séparée de biens de J.-L. Lépine, tous deux de 1589, boulevard St-Joseph est, et Suzanne Picard, secrétaire, fille majeure, 2712, Côte Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du savon et de ses produits, sous le nom de « Produits de beauté Tiffany inc. — Tiffany Beauty Supply Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6860, Côte-St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1475-66

Progress Marble Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Ivan Varkai, ingénieur, Madeleine Baricza, ménagère, épouse dudit Ivan Varkai, Luigi Civardi, ingénieur, et Adriana Sabbatini, employée de bureau, fille majeure,

To deal in motion and still pictures and films, photographic supplies, equipment and accessories, under the name of "Les Productions Réalité ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond, suite 304, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1522-66

**Les Produits Albert inc.
Albert Products Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Raymond, salesman, Rose Lambert, housewife, wife separate as to property of said Albert Raymond, both of 2230 Lamothe Street, St-Hyacinthe, and Antoinette Lambert, accountant, fille majeure, 2190 Laframboise Street, St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Les Produits Albert inc. — Albert Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2230, Lamothe Street, St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1548-66

**Produits de beauté Tiffany inc.
Tiffany Beauty Supply inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Richard Lépine, estimator, Madeleine Boucher, housewife, wife separate as to property of J.-L. Lépine, both of 1589 St-Joseph Blvd. East, and Suzanne Picard, secretary, fille majeure, 2712 Côte-St-Catherine, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in soap and its products, under the name of "Produits de beauté Tiffany inc. — Tiffany Beauty Supply Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6860 Côte-St-Luc, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1475-66

Progress Marble Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ivan Varkai, engineer, Madeleine Baricza, housewife, wife of the said Ivan Varkai, Luigi Civardi, engineer, and Adriana Sabbatini, office employee, fille majeure, all

tous quatre de 1225, rue St-Marc, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du marbre et céramique, et de leurs sous-produits, bloc de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, pierre artificielle, grès, plâtres cuits et autres, similitudes, et autres produits semblables, sous le nom de « Progress Marble Co. Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1094-66

**Les Publications Sept Jours inc.
Seven Days Publications Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Yvon Roberge, avocat, route rurale no 4, Lennoxville, Gérald Desmarais, avocat, 477, rue LaSapinière, Sherbrooke, et Claudette Vachon, secrétaire, fille majeure, 1040, rue Princess, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Les Publications Sept Jours inc.—Seven Days Publications Inc. », avec un capital total de \$500,010, divisé en 10 actions ordinaires de \$1 chacune et en 500,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1400, avenue des Pins ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1396-66

**Les Publications 3S inc.
3S Publications Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Benoit Bélanger, publiciste, 8095, rue Jean-Nicolet, St-Léonard, Jeanne L'Heureux, assistante-comptable, fille majeure, 547, 83^e avenue, Laval, et Jean Cinq-Mars, trésorier, 9327, rue Faucher, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de publicité et conseillers en publicité, sous le nom de « Les Publications 3S inc.—3S Publications Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1633-66

Quebec Balsams Export Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Lorenzo-Normand Couture, contrôleur, Huguette Paré, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Lorenzo-Normand

four of 1225 St-Marc, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in marble and ceramics and in their by-products, cement blocks, tiles, lime, limestone, artificial stone, sandstone, plaster of Paris and other, and in other similar products, under the name of "Progress Marble Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1094-66

**Les Publications Sept Jours inc.
Seven Days Publications Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Roberge, lawyer, Rural Route No. 4, Lennoxville, Gérald Desmarais, lawyer, 477 La Sapinière Street, Sherbrooke, and Claudette Vachon, secretary, fille majeure, 1040 Princess Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers and bookbinders, under the name of "Les Publications Sept Jours inc.—Seven Days Publications Inc.", with a total capital stock of \$500,010, divided into 10 common shares of \$1 each and into 500,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1400 des Pins Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1396-66

**Les Publications 3S inc.
3S Publications Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Bélanger, editor, 8095, Jean-Nicolet, St-Léonard, Jeanne L'Heureux, assistant-accountant, fille majeure, 547, 83rd Avenue, Laval, and Jean Cinq-Mars, treasurer, 9327 Faucher Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and consultants, under the name of "Les Publications 3S inc.—3S Publications Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1633-66

Quebec Balsams Export Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lorenzo-Normand Couture, controller, Huguette Paré, secretary, wife separate as to property of said Lorenzo-Normand Couture,

Couture, tous deux de 983, Bowen Sud, Sherbrooke, et Grégoire Couture, commerçant, de Lac-Frontière, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et de ses sous-produits, sous le nom de « Quebec Balsams Export Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1550-66

R. T. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Stanley Reicher, administrateur, Benjamin Treiser, marchand, tous deux de 3665, avenue Ridgewood, app. 206, et Philip Borrow, notaire, 4635, avenue Kent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « R. T. Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5757, avenue Decelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1499-66

Rapid Steel & Brass Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, avocat, 5053, avenue Ponsard, Beverlee Boldovitch, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 2201, avenue Maplewood, tous deux de Montréal, et Harvey Crestohl, avocat, 158, avenue Lockhart, Mount Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Rapid Steel & Brass Products Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1445-66

Rodick's Booksellers Ltd. Librairie Rodick Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1966, constituant en corporation: Maurice-J. Boxer, avocat, Laura Boxer, secrétaire, célibataire, tous deux de 1411, Carol Crescent, Laval, et Stephen Bless, avocat, 5791, place Charles-Thibault, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres de toutes sortes, sous le nom de « Rodick's Booksellers Ltd. — Librairie Rodick Itée », avec un capital total de

both of 983 Bowen South, Sherbrooke, and Grégoire Couture, trader, of Lac-Frontière, for the following purposes:

To deal in wood and its by-products, under the name of "Quebec Balsams Export Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1550-66

R. T. Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Reicher, executive, Benjamin Treiser, merchant, both of 3665 Ridgewood Avenue, apt. 206, and Philip Borrow, notary, 4635 Kent Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "R. T. Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5757 Decelles Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1499-66

Rapid Steel & Brass Products Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph S. Blumer, advocate, 5053 Ponsard Avenue, Beverlee Boldovitch, secretary, fille majeure usant de ses droits, 2201 Maplewood Avenue, both of Montreal, and Harvey Crestohl, advocate, 158 Lockhart Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals, under the name of "Rapid Steel & Brass Products Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1445-66

Rodick's Booksellers Ltd. Librairie Rodick Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Maurice-J. Boxer, advocate, Laura Boxer, secretary, spinster, both of 1411 Carol Crescent, Laval, and Stephen Bless, advocate, 5791 Place Charles-Thibault, Montreal, for the following purposes:

To deal in books of all kinds, under the name of "Rodick's Booksellers Ltd. — Librairie Rodick Itée", with a total capital stock of \$40,000,

\$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1484 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1069-66

Yvon-G. Rousseau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Yvon-G. Rousseau, courtier en assurance, Jeanne René de Cotret, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yvon-G. Rousseau, tous deux de 10570, Place L'Acadie, Montréal, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de «Yvon-G. Rousseau inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1460-66

Max Rudie Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Saul Handelman, avocat, 175, chemin Dufferin, Hampstead, Stanley Cytrynbaum, avocat, 234, Sheraton Drive, Montréal ouest, et Anne Brown, secrétaire, femme seule, 7030, chemin Côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de «Max Rudie Holdings Limited», avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 6,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1442-66

Saninc ltée Saninc Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, 7280, boulevard Gouin ouest, Montréal, Réal Marcoux, avocat, 460, Champagney, Outremont, J.-Roch St-Germain, avocat, 35, Franklin, Mount Royal, Estelle Thérien, secrétaire, fille majeure, 6543, Boyer, Montréal, et Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, 166, rue Fleury est, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et installer tous genres d'appareils générateurs et récupérateurs de chaleur, de vapeur, de gaz, incinérateurs, bouilloires et chaudières à vapeur, sous le nom de «Saninc

divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1484 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1069-66

Yvon-G. Rousseau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon-G. Rousseau, insurance broker, Jeanne René de Cotret, housewife, wife separate as to property of said Yvon-G. Rousseau, both of 10570 Place L'Acadie, Montreal, and Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Yvon-G. Rousseau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1460-66

Max Rudie Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Handelman, advocate, 175 Dufferin Road, Hampstead, Stanley Cytrynbaum, advocate, 234 Sheraton Drive, Montreal West, and Anne Brown, secretary, femme seule, 7030 Côte-St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Max Rudie Holdings Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 6,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15623-o

1442-66

Saninc ltée Saninc Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, 7280 Gouin Blvd., West, Montreal, Réal Marcoux, advocate, 460 Champagney, Outremont, J.-Roch St-Germain, advocate, 35 Franklin, Mount Royal, Estelle Thérien, secretary, fille majeure, 6543 Boyer, Montreal, and Rita Dufresne, secretary, fille majeure, 166 Fleury St. East, Montreal, for the following purposes:

To make and install all kinds of heat, steam and gas generating and regenerating apparatus, incinerators, boilers and steam generators, under the name of "Saninc ltée — Saninc Ltd.",

Itée — Sanine Ltd., avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1490-66

Télesphore Simard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Télesphore Simard, industriel, Candide Thibeault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Télesphore Simard, tous deux de 177, boulevard St-Vincent, L'Ancienne-Lorette, et Cyrille Bourdeau, industriel, 426, des Frères, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs peintres, sous le nom de «Télesphore Simard inc.», avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 177, boulevard St-Vincent, L'Ancienne-Lorette, (Place Jouvence), district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 1280-66

Skoal Furniture Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Friedrich Huber, ingénieur mécanicien, 5360-A, Cavendish, Ronald Lyle Blakely, marchand, 4560, Cumberland, et Ronald Hayman, gérant de magasin, 2225, Souvenir, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement de toute description, sous le nom de «Skoal Furniture Company Limited», avec un capital total de \$100,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5719, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1542-66

La Société de placement et d'investissement Kyriel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gaétan Parent, comptable, 305, boulevard Notre-Dame-des-Champs, Jean-Jacques Ménard, dessinateur, 70, Place-de-la-Paix, tous deux de Repentigny, André Dumont, comptable, 11673, rue Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles, Léo Quinty, chef-mécanicien, 9575, 71e Avenue, Montréal, et Normand Lajoie, estimateur, 131, rue Labonté, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de «La Société de placement et d'investissement

with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1490-66

Télesphore Simard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Télesphore Simard, industrialist, Candide Thibeault, housewife, wife separate as to property of said Télesphore Simard, both of 177 St-Vincent Blvd., L'Ancienne-Lorette, and Cyrille Bourdeau, industrialist, 426, des Frères, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as paint contractors, under the name of "Télesphore Simard inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 177 St-Vincent Blvd., L'Ancienne-Lorette, (Place Jouvence) judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 1280-66

Skoal Furniture Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Friedrich Huber, mechanical engineer, 5360-A Cavendish, Ronald Lyle Blakely, merchant, 4560 Cumberland, and Ronald Hayman, store manager, 2225 Souvenir, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and in furniture novelties of every description, under the name of "Skoal Furniture Company Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 800 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5719 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1542-66

La Société de placement et d'investissement Kyriel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Parent, accountant, 305 Notre-Dame-des-Champs Boulevard, Jean-Jacques Ménard, draftsman, 70 Place-de-la-Paix, both of Repentigny, André Dumont, accountant, 11673 Ste-Catherine Street, Pointe-aux-Trembles, Léo Quinty, chief mechanic, 9575, 71st Avenue, Montreal, and Normand Lajoie, appraiser, 131 Labonté Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "La Société de placement et d'investissement

Kyriel inc., avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1398-66

Streamlined Sportswear (1966) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Sydney B. Sederoff, avocat, 80 avenue Creswood, Montréal Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Streamlined Sportswear (1966) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1224-66

Summit Publishing Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, Hampstead, Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de livres, papeterie, enveloppes, papier, cartes, mappemondes, accessoires et fournitures scolaires, marchandises de sport et de fantaisie et agir comme éditeurs, imprimeurs, lithographes et relieurs, sous le nom de « Summit Publishing Company », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1576-66

Tapis Metro Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Lewis D. Batshaw, avocat, 4804, Côte-des-Neiges, app. 8, Henry S. Pesner, comptable agréé, 4721, Dornal, tous deux de Montréal, et Frederick L. Solomon, avocat, 4685, Westmount, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de tapis, sous le nom de « Tapis Metro Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Kyriel inc., with a total capital stock of \$40,000 divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1398-66

Streamlined Sportswear (1966) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair, Montreal, Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Creswood Avenue, Montreal West, for the following purposes:

To deal in all kinds of wearing apparel, under the name of "Streamlined Sportswear (1966) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1224-66

Summit Publishing Company

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, Hampstead, Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of books, stationery, envelopes, paper, maps, charts, school supplies and equipment, sporting goods and fancy goods and to act as publishers, printers, lithographers and bookbinders, under the name of "Summit Publishing Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1576-66

Tapis Metro Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lewis D. Batshaw, advocate, 4804 Côte-des-Neiges, Apt. 8, Henry S. Pesner, chartered accountant, 4721 Dornal, both of Montreal, and Frederick L. Solomon, advocate, 4685 Westmount, Westmount, for the following purposes:

To deal in all kinds of carpets, under the name of "Tapis Metro Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1622-66

Trois-Rivières autos accessoires inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1966, constituant en corporation: Gille Godin, vendeur, 925, des Bouleaux, Anselme Bourassa, industriel, 3131, de Beaujeu, et Jean-Paul Bédard, notaire, 4585, des Chenaux, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Trois-Rivières autos accessoires inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3131, de Beaujeu, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

1378-66

The Upstairs Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487 chemin Spring, Côte-St-Luc, Gérard G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Laval, et Norah D'Abreau, secrétaire, célibataire, 3488, rue Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « The Upstairs Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1453, rue Metcalfe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

1618-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1622-66

Trois-Rivières autos accessoires inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gille Godin, salesman, 925 des Bouleaux, Anselme Bourassa, industrialist, 3131 de Beaujeu, and Jean-Paul Bédard, notary, 4585 des Chenaux, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, their parts and accessories, under the name of "Trois-Rivières autos accessoires inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3131 de Beaujeu, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

1378-66

The Upstairs Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Gérard G. Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, Laval, and Norah D'Abreau, secretary, spinster, 3488 Durocher Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "The Upstairs Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1453 Metcalfe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o

1618-66

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Ameublements Gaston limitée

Ameublements Gaston limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'avril 1966, à la compagnie « Ameublements Prud'Homme & frères ltée », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de février 1963, changeant son nom en celui de « Ameublements Gaston limitée ».

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ameublements Prud'Homme & frères ltée", incorporated by letters patent dated the 1st day of February, 1963, changing its name to that of "Ameublements Gaston limitée".

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

431-63 — 1318/102

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263

431-63 — 1318/102

Anglo-Canadian Telephone Company

Anglo-Canadian Telephone Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have

patentes supplémentaires en date du 13^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Anglo-Canadian Telephone Company », 1^o convertissant ses 200,000 actions différées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 200,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o convertissant ses 1,700,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune en 1,700,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 2378-34 — 1318/43

B & F construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Roumi construction ltée », constituée par lettres patentes en date du 27^e jour d'avril 1962, 1^o changeant son nom en celui de « B & F construction ltée »; 2^o transportant son siège social de Pointe-au-Père, comté de Rimouski, à Baie-des-Sables, comté de Matane.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15263-o 11839-62 — 1318/11

Barsetti-Survyl, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour d'avril 1966, à « La Cie Barsetti & frère ltée », constituée par lettres patentes en date du 23^e jour de février 1961, changeant son nom en celui de « Barsetti-Survyl, inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15263-o 10961-61 — 1318/103

Bennor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Bennor inc. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15263-o 5544-65 — 1318/44

Brochet & Tremblay ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30^e jour de mars 1966, à la compagnie « Brochet & Tremblay ltée », augmentant son capital de \$150,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15263-o 12059-53 — 1318/46

Canadian Ballet Association L'Association des Ballets Canadiens

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-

gouverneur de la Province to "Anglo-Canadian Telephone Company", 1. converting its 200,000 shares of deferred stock of a par value of \$10 each into 200,000 class "A" shares of a par value of \$10 each; 2. converting its 1,700,000 class "A" shares of a par value of \$10 each into 1,700,000 common shares of a par value of \$10 each; 3. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
2378-34 — 1318/43

B & F construction ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roumi construction ltée", incorporated by letters patent dated the 27th day of April, 1962, 1. changing its name to that of "B & F construction ltée"; 2. transferring its head office from Pointe-au-Père, county of Rimouski, to Baie-des-Sables, county of Matane.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
15263 11839-62 — 1318/11

Barsetti-Survyl, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Cie Barsetti & frère ltée", incorporated by letters patent dated the 23th day of February, 1961, changing its name to that of "Barsetti-Survyl, inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
15263 10961-61 — 1318/103

Bennor inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bennor inc.", amending certain provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
15263 5544-65 — 1318/44

Brochet & Tremblay ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Brochet & Tremblay ltée", increasing its capital from \$150,000 to \$250,000, the additional capital shares being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
15263 12059-53 — 1318/46

Canadian Ballet Association L'Association des Ballets Canadiens

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1966, à l'« Association of Canadian Ballet Teachers », constituée en corporation par lettres patentes du 11e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « Canadian Ballet Association — L'Association des Ballets Canadiens ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

15263-o 3189-65 — 1318/3

**La Compagnie de construction
Dollard, limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'avril 1966, à « La Compagnie de construction Dollard, limitée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

15263-o 2869-44 — 1318/10

**Davis & Gagnon Itée
Davis & Gagnon Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1966, à la compagnie « Davis & Morin Itée — Davis & Morin Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1961, changeant son nom en celui de « Davis & Gagnon Itée — Davis & Gagnon Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

15263-o 14809-61 — 1318/105

Dynamic Metals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1966, à la compagnie « Dynamic Metals Inc. », modifiant les droits et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

15263 1046-63 — 1318/13

Entreprises Carrière Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1966, à la compagnie « Entreprises Carrière Itée », convertissant ses 125,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

15263-o 506-65 — 1318/53

Express Services (1966) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'avril 1966, à la compagnie « Porlier transports limitée », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de mai 1958, changeant son nom en celui de « Express Services (1966) Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

15263 11838-58 — 1318/16

Province has granted supplementary letters patent dated the 14th day of April, 1966, to "Association of Canadian Ballet Teachers", incorporated by letters patent dated the 11th day of August, 1965, changing its name into that of "Canadian Ballet Association — L'Association des Ballets Canadiens".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263 3189-65 — 1318/3

**La Compagnie de construction
Dollard, limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Compagnie de construction Dollard, limitée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263 2869-44 — 1318/10

**Davis & Gagnon Itée
Davis & Gagnon Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Davis & Morin Itée — Davis & Morin Ltd.", incorporated by letters patent dated the 25th day of September, 1961, changing its name to that of "Davis & Gagnon Itée — Davis & Gagnon Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263 14809-61 — 1318/105

Dynamic Metals Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dynamic Metals Inc.", modifying the rights and restrictions attached to the preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1046-63 — 1318/13

Entreprises Carrière Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Entreprises Carrière Itée", converting its 125,000 common shares of \$1 each into 1,250 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263 506-65 — 1318/53

Express Services (1966) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Porlier transports limitée", incorporated by letters patent dated the 26th day of May, 1958, changing its name to that of "Express Services (1966) Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15263-o 11838-58 — 1318/16

Le Foyer du meuble Monakol ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Monakol ltée », constituée par lettres patentes en date du 21^e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « Le Foyer du meuble Monakol ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 5834-64 — 1318/18

Jewish National Workers' Alliance Cemetery Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Jewish National Workers' Alliance Cemetery Incorporated », modifiant les dispositions de ses lettres patentes de lettres patentes supplémentaires.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 5997-39 — 1318/57

Laniel Automatic Machines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Laniel Vending Machines and Amusement Company Inc.—La Compagnie Laniel de distributeurs automatiques et d'amusement inc. », constituée par lettres patentes en date du 10^e jour de décembre 1965, changeant son nom en celui de « Laniel Automatic Machines Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 5497-65 — 1318/22

London Waste Manufacturing Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour d'avril 1966, à la compagnie « London Waste Manufacturing Company Ltd. », réduisant son capital de \$149,900 à \$101,000, les capital-actions annulés étant divisés en 489 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 172-39 — 1318/58

M. L. J. construction limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Marcel Laforest construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 8^e jour d'avril 1964, changeant son nom en celui de « M. L. J. construction limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1548-64 — 1318/104

Le Foyer du meuble Monakol ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Monakol ltée », incorporated by letters patent dated the 21st day of December, 1964, changing its name to that of « Le Foyer du meuble Monakol ltée ».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 5834-64 — 1318/18

Jewish National Workers' Alliance Cemetery Incorporated

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Jewish National Workers' Alliance Cemetery Incorporated », modifying the provisions of its letters patent and supplementary letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 5997-39 — 1318/57

Laniel Automatic Machines Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Laniel Vending Machines and Amusement Company Inc.—La Compagnie Laniel de distributeurs automatiques et d'amusement inc. », incorporated by letters patent dated the 10th day of December, 1965, changing its name to that of « Laniel Automatic Machines Inc. ».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 5497-65 — 1318/22

London Waste Manufacturing Company Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « London Waste Manufacturing Company Ltd. », reducing its capital from \$149,900 to \$101,000, the capital stock annulled being divided into 489 issued common shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 172-39 — 1318/58

M. L. J. construction limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Marcel Laforest construction inc. », incorporated by letters patent dated the 8th day of April, 1964, changing its name to that of « M. L. J. construction limitée ».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1548-64 — 1318/104

Manicouagan Express Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'avril 1966, à la compagnie « Express Services Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'août 1963, changeant son nom en celui de « Manicouagan Express Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 3434-63 — 1318/23

Manicouagan Express Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Express Services Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of August, 1963, changing its name to that of "Manicouagan Express Inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 3434-63 — 1318/23

Meadowbrook Golf Club Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'avril 1966, à la compagnie « Meadowbrook Golf Club Limited », augmentant son capital de \$10,000 à \$510,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 2172-33 — 1318/62

Meadowbrook Golf Club Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Meadowbrook Golf Club Limited", increasing its capital from \$10,000 to \$510,000, the additional capital stock being divided into 500,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 2172-33 — 1318/62

**New Calumet Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1966, à la compagnie « New Calumet Mines Limited » (No Personal Liability), augmentant son capital de \$5,000,000 à \$7,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 3355-42 — 1317/112

**New Calumet Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is given that, under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "New Calumet Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from \$5,000,000 to \$7,000,000, the additional capital stock being divided into 2,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 3355-42 — 1317/112

Niagara Food Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'avril 1966, à la compagnie « Niagara Packers Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de septembre 1961, 1° changeant son nom en celui de « Niagara Food Services Ltd. »; 2° augmentant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 14615-61 — 1318/64

Niagara Food Services Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Niagara Packers Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of September, 1961, 1. changing its name to that of "Niagara Food Services Ltd."; 2. increasing its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 14615-61 — 1318/64

Oriental Cultured Pearls Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'avril 1966, à la compagnie « Ogurie Pearls Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de mai 1963, changeant son nom en celui de « Oriental Cultured Pearls Corp. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 1961-63 — 1317/114

Oriental Cultured Pearls Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ogurie Pearls Ltd.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of May, 1963, changing its name to that of "Oriental Cultured Pearls Corp."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 1961-63 — 1317/114

Roger Ouellet (Abitibi) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Roger Ouellet (Val d'Or) inc. », constituée par lettres patentes en date du 16^e jour de décembre 1965, changeant son nom en celui de « Roger Ouellet (Abitibi) inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

5436-65 — 1318/29

Pettigrew & Letellier, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Rioux & Pettigrew, limitée », constituée par lettres patentes en date du 12^e jour de janvier 1925, changeant son nom en celui de « Pettigrew & Letellier, ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

2105-24 — 1317/119

The Price Forest Protective Association, Limited
L'Association de protection forestière Price, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour d'avril 1966, à la corporation « The Prince Brothers Forest Protective Association, Limited — L'Association de protection forestière Price, limitée », constituée en corporation par lettres patentes du 12^e jour de janvier 1924, changeant son nom en celui de « The Price Forest Protective Association, Limited — L'Association de protection forestière Price, limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

23-24 — 1317/121

Radio Television Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31^e jour de mars 1966, à la compagnie « C.H.L.T. — C.H.L.T.-T.V. — C.H.L.T.-F.M. Inc. », constituée par lettres patentes en date du 5^e jour de novembre 1965, changeant son nom en celui de « Radio Television Sherbrooke Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

4894-65 — 1317/123

Restaurant Domino ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Restaurant Domino ltée », augmentant son capital de \$40,000 à \$70,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

11037-62 — 1318/70

Roger Ouellet (Abitibi) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roger Ouellet (Val d'Or) inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of December, 1965, changing its name to that of "Roger Ouellet (Abitibi) inc.".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15263

5436-65 — 1318/29

Pettigrew & Letellier, ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rioux & Pettigrew, limitée", incorporated by letters patent dated the 12th day of January, 1925, changing its name to that of "Pettigrew & Letellier, ltée".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15263

2105-24 — 1317/119

The Price Forest Protective Association, Limited
L'Association de protection forestière Price, limitée

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 6th day of April, 1966, to "The Price Brothers Forest Protective Association, Limited — L'Association de protection forestière Price, limitée", incorporated by letters patent dated the 12th day of January, 1924, changing its name into that of "The Price Forest Protective Association, Limited — L'Association de protection forestière Price, limitée".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15263

23-24 — 1317/121

Radio Television Sherbrooke Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C.H.L.T. — C.H.L.T.-T.V. — C.H.L.T.-F.M. Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of November, 1965, changing its name to that of "Radio Television Sherbrooke Inc.".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15263

4894-65 — 1317/123

Restaurant Domino ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Restaurant Domino ltée", increasing its capital from \$40,000 to \$70,000, the additional capital shares being divided into 3,000 common shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15263

11037-62 — 1318/70

Rocoto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Roch Tremblay automobiles ltée », constituée par lettres patentes en date du 15e jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « Rocoto ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 4562-65 — 1318/96

**School of Prosthetics and Orthotics
of Quebec Inc.
École de prothèse et orthèse
du Québec inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'avril 1966, à la compagnie « The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—L'École de prothèse et orthèse du Québec inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 12e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—École de prothèse et orthèse du Québec inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 5-65 — 1318/97

Service des loisirs St-Mathieu de Beloeil

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'avril 1966, à la corporation « Club des loisirs de Beloeil inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 8e jour d'avril 1954, changeant son nom en celui de « Service des loisirs St-Mathieu de Beloeil ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 10114-54 — 1317/126

Starland Dress Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour d'avril 1966, à la compagnie « Starland Dress Co. », 1° diminuant le nombre de ses administrateurs de 4 à 3; 2° augmentant son capital de \$60,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263 5511-44 — 1317/130

Tessier & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1966, à la compagnie « Tessier & fils ltée », convertissant ses 500 actions ordinaires de \$100 chacune en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o 8728-46 — 1317/133

Rocoto ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Roch Tremblay automobiles ltée », incorporated by letters patent dated the 15th day of October, 1965, changing its name to that of « Rocoto ltée ».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 4562-65 — 1318/96

**School of Prosthetics and Orthotics
of Quebec Inc.
École de prothèse et orthèse
du Québec inc.**

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—L'École de prothèses et orthèses de Québec inc. », incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1964, changing its name to that of « School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—École de prothèse et orthèse du Québec inc. ».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 5-65 — 1318/97

Service des loisirs St-Mathieu de Beloeil

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 5th day of April 1966, to « Club des loisirs de Beloeil inc. », incorporated by letters patent dated the 8th day of April, 1954, changing its name into that of « Service des loisirs St-Mathieu de Beloeil ».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 10114-54 — 1317/126

Starland Dress Co.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Starland Dress Co. », 1. reducing the number of its directors from 4 to 3; 2. increasing its capital from \$60,000 to \$140,000, the additional capital stock being divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263-o 5511-44 — 1317/130

Tessier & fils ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Tessier & fils ltée », converting its 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263 8728-46 — 1317/133

**Uniform Boutique Ltd.
Boutique d'uniformes Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Uniform Bazaar Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 20^e jour d'octobre 1961, changeant son nom en celui de « Uniform Boutique Ltd. — Boutique d'uniformes Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263

14767-61 — 1318/101

Woodlands Yacht Club

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 23^e jour de mars 1966, à la corporation « Woodlands Recreation Association », constituée en corporation par lettres patentes du 17^e jour de mai 1952, changeant son nom en celui de « Woodlands Yacht Club ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15263-0

7727-52 — 1317/137

**Uniform Boutique Ltd.
Boutique d'uniformes Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Uniform Bazaar Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of October, 1961, changing its name to that of "Uniform Boutique Ltd. — Boutique d'uniformes Itée".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15263-0

14767-61 — 1318/101

Woodlands Yacht Club

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 23rd day of March, 1966, to "Woodlands Recreation Association", incorporated by letters patent dated the 17th day of May, 1952, changing its name into that of "Woodlands Yacht Club".

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15263

7727-52 — 1317/137

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 937

Section « A »

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du sac à main (sacoché) dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 233 du 14 mars 1956 et amendements, relatif à l'industrie du sac à main (sacoché) dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 mars 1966;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 233, soit modifié comme suit:

1° L'article I est remplacé par le suivant:

« Article I. Champ d'application industriel:

a) Le présent décret s'applique à l'industrie de la fabrication de toutes sortes de sacs à main, sacs à bandoulière, sacs attachés à la ceinture, portefeuilles, bourses et porte-monnaie ou de toutes parties des produits énumérés, en quelque tissu ou matière que ce soit. Il s'applique aussi au travail fait par tout salarié ou toute personne dans l'un ou l'autre des métiers ou occupations définis ou décrits ci-après.

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 937

Section "A"

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Handbag industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Minister of Labour gave notice that he intended submitting certain amendments to decree number 233 of March 14, 1956 and amendments (Handbag industry in the Province of Québec) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the notice was published in the *Québec Official Gazette* of March 26, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 233 be amended as follows:

1. Section I is superseded by the following:

"Section I. Industrial jurisdiction:

(a) This decree shall apply to the industry manufacturing all sorts of handbags, shoulder strap bags, bags attached to the belt, pocket-books, purses and change purses of parts thereof made out of any material whatsoever. It shall also apply to the work done by any employee and/or person in each of the crafts defined and/or described hereinafter.

b) Le présent décret s'applique aussi à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-traitants et manufacturiers détaillants ou manufacturiers grossistes qui fabriquent, font fabriquer ou qui accordent des contrats pour la fabrication dans leur propre établissement ou ailleurs, des produits ou parties de produits mentionnés au paragraphe précédent.

c) Cependant, le présent décret ne régit pas la fabrication du « cordé » (broderie « bonnaz ») qui demeure assujettie au décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif à l'industrie des accessoires de mode. »

2° Le mot « sacoché » rendu dans la version anglaise par le mot « handbag » est remplacé partout où il apparaît dans le présent décret, par le terme « sac à main ».

3° Le terme « juridiction territoriale » est remplacé par le terme « champ d'application territorial » partout où il apparaît dans ledit décret.

4° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. Paiement du salaire:

i. Le paiement du salaire doit être fait chaque semaine, en espèces ou par chèque. S'il est fait par chèque, il doit être remis au salarié au plus tard le vendredi midi de chaque semaine.

Si le paiement du salaire se fait en espèces, l'employeur doit inscrire sur l'enveloppe de paie de chaque salarié ou sur un bulletin de paie distinct, les mentions suivantes:

- a) la date du paiement;
- b) le nom de l'employeur;
- c) le nom du salarié;
- d) le nombre d'heures effectuées, avec l'indication du nombre d'heures normales et supplémentaires;

- e) le taux horaire du salaire;
- f) le montant du salaire brut;
- g) la nature et le montant des retenues faites et le montant du salaire net.

ii. La forme des bulletins de paie et des enveloppes de paie doit être approuvée par le comité paritaire.

iii. Si l'employeur paie par chèque, le talon du chèque, que le salarié gardera, devra comporter les mentions décrites ci-haut. »

5° La première phrase du premier alinéa de l'article XIII est remplacée par les suivantes:

« XIII. Congés payés:

Dans l'industrie visée par le présent décret, la période de vacances débute le lundi le plus rapproché du premier jour de juillet et se termine quatorze (14) jours plus tard. Pendant cette période, il est interdit de travailler à la production d'articles assujettis au présent décret. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

15329-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 937

Section « B »

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

(b) It also applies to all manufacturers, contractors, subcontractors and manufacturing retailers and/or manufacturing wholesalers who manufacture or give out contracts for the manufacture, in their own establishment or elsewhere, of the products or parts thereof set out and enumerated in the preceding subsection.

(c) However, the present decree does not apply to the manufacturing of "Cordé" (bonnaz embroidery), which remains under the jurisdiction of decree number 99 of January 29, 1948, as amended, respecting the fashion accessories industry."

2. The word "sacoché" meant to translate the English word "handbag" is replaced wherever it appears in this decree by the word "sac à main".

3. Wherever it appears in the said decree, the French term "juridiction territoriale" is replaced by the term "champ d'application territorial".

4. Section VIII is replaced by the following:

"VIII. Payment of wages:

i. All wages shall be paid weekly, either in cash or by cheque. When payment is made by cheque, it must be handed to the employee by at least 12 o'clock noon every Friday.

When payment is made in cash, employers shall furnish each employee with the following particulars listed on the pay envelope or on a separate earnings statement:

- (a) payment date;
- (b) employer's name;
- (c) employee's name;
- (d) total hours worked, with indication of regular and overtime hours;

- (e) hourly wage rate;
- (f) gross wages earned;
- (g) type and amount of deductions made and net take-home pay.

ii. Pay slips and/or pay envelopes shall be according to a form approved by the Parity Committee.

iii. If an employer pays by cheque, the above information shall be shown on a detachable portion of the cheque, which shall be retained by the employee."

5. The first two sentences of the first paragraph, section XIII, will be replaced by the following:

"XIII. Vacation with pay:

The vacation period in the Industry shall begin on the Monday closest to the first day of July and end fourteen (14) days later. During the above vacation period no work shall be performed by any employer, employee or any other person on products coming under the jurisdiction of this decree."

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

15329

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 937

Section "B"

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the construction industry and trades in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 492 du 26 mars 1963 et amendements, relatif aux métiers de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue, soit prolongé jusqu'au 31 août 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

15329-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 937

Section « C »

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 28 août 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

15329-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 937

Section « D »

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 31 juillet 1966.

2° QUE toutes les sections du chapitre deuxième dudit décret, dont la durée n'a pas été prolongée par un décret d'amendement à une date ultérieure au 1er juin 1966, soient également prolongées et maintenues en vigueur jusqu'au 31 juillet 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

15329-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 937

Section « E »

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la Construction de Québec, autorisé par règlement approuvé par

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That decree number 492 of March 26, 1963 and amendments (Construction industry and trades in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue) be extended until August 31, 1966.

JACQUES PRÉMONT,

15329-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 937

Section "C"

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction industry and trades in the Québec region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 419 of April 18, 1957 and amendments (Construction industry and trades in the Québec region) be extended until August 28, 1966.

JACQUES PRÉMONT,

15329-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 937

Section "D"

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction industry and trades in the Montreal district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

1. THAT decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction industry and trades in the Montreal district) be extended until July 31, 1966.

2. THAT all the sections of Chapter Two of the said decree whose term was not extended by an amendment decree prior to June 1, 1966, be equally extended and kept in force until July 31, 1966.

JACQUES PRÉMONT,

15329-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 937

Section "E"

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec (authorized by a by-law approved by Order in

L'arrêté en conseil numéro 825 (A) du 23 avril 1965 amendé par l'arrêté en conseil 1075 (E) du 26 mai 1965 et déjà prolongé jusqu'au 28 mai 1966 par l'arrêté en conseil numéro 219 (H) du 8 février 1966, soit de nouveau prolongé jusqu'au 28 août 1966, aux mêmes taux et conditions.

15329-0 Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Council number 825 (A) of April 23, 1965, amended by Order in Council 1075 (E) of May 26, 1965 and previously extended until May 28, 1966 by Order in Council number 219 (H) of February 8, 1966, be once again extended until August 28, 1966, at the same rates and conditions.

15329-0 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 936

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1203 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski, ont présenté au Ministre du Travail une requête le priant de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret, à l'effet d'instituer un régime de sécurité sociale;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 décembre 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ATTENDU QUE le régime proposé, après avoir subi les modifications jugées nécessaires, est maintenant conforme à la Loi des régimes de rentes supplémentaires et a reçu l'approbation de la Régie des Rentes du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1203, soit modifié comme suit:

1° Le texte actuel du décret est désigné sous le Titre I.

2° L'article 7.03 du nouveau Titre I est biffé.

3° Le texte suivant, désigné sous le Titre II, est ajouté au décret, après le Titre I:

TITRE II

Régime de sécurité sociale

PARTIE I

Section 1

Article 1: Dans le présent titre, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné.

Décret: Ce mot désigne le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski numéro 1203 du 17 juin 1964 et ses amendements.

Parties contractantes: Ces mots désignent « L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc. » et « Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. ».

Régime de Sécurité Sociale: Ces mots désignent le régime établi en vertu du présent titre pour créer un régime de rente de retraite et un régime

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 936

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction industry and trades in the Rimouski district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Rimouski district (made binding by decree number 1203 of June 17, 1964 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree, in order to implement a social security plan, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 11, 1965;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

WHEREAS the proposed plan, after having undergone the necessary changes, now complies with the Supplemental Pension Plans Act and is approved by the Québec Pension Board;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 1203 be amended as follows:

1. The decree's actual text designated as Title I.

2. Section 7.03 of the new Title I is deleted.

3. The following text, designated as Title II, added to Title I:

TITLE II

Social Security Plan

PART I

Division 1

Section 1: In this title, unless the text requires otherwise, the meaning of the following terms is given below:

Decree: This word designates decree number 1203 of June 17, 1964 and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Rimouski.

Contracting parties: The words designate "L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc.", and "Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc.".

Social Security Plan: These words designate the plan implemented under this title in order to set up a retirement pension plan and a group

d'assurance-vie collective. Il est appelé « Régime de Sécurité Sociale de Rimouski ».

Fonds de sécurité sociale: Ces mots désignent le fonds créé en vertu de l'article 2 du présent titre pour les employés de l'industrie de la construction dans le champ d'application territorial du présent décret.

Prestations de sécurité sociale: Ces mots désignent les prestations établies par et dans le présent titre.

Comité de sécurité sociale: Ces mots désignent le comité formé en vertu de la section 4 du présent titre que est appelé « Comité de Sécurité Sociale de Rimouski ».

Employé: Ce mot désigne tout employé payé à l'heure visé au titre I. Ce mot désigne aussi, s'il y a lieu, tout employé qui, normalement régi par le présent décret, désire avec le consentement et la participation de son employeur se soumettre aux obligations et jouir des privilèges établis par le présent titre alors qu'il exécute des travaux hors du champ d'application territorial ou professionnel établi dans le présent décret, pourvu que le Comité de sécurité sociale accepte cette participation volontaire.

Employeur: Ce mot désigne tout employeur d'employés dont les travaux sont exécutés dans le champ d'application territorial et professionnel défini au titre I du présent décret. Ce mot désigne aussi, s'il y a lieu, tout employeur soumis au présent décret qui, à la demande de son ou ses employés, accepte de se soumettre aux obligations établies par le présent titre alors que son ou ses employés exécutant des travaux hors du champ d'application territorial ou professionnel établi dans le présent décret, pourvu que le Comité de sécurité sociale accepte cette participation volontaire.

Représentant des employeurs: Ces mots désignent toute personne nommée pour représenter les employeurs au Comité de sécurité sociale conformément à l'article 16 du présent titre et ses successeurs.

Représentant des employés: Ces mots désignent toute personne nommée pour représenter les employés au Comité de sécurité sociale conformément à l'article 17 du présent titre et ses successeurs.

Régime d'assurance-vie collective: Ces mots désignent le régime d'assurance-vie collective institué par la Partie IV du présent titre et souscrit avec une compagnie d'assurance-vie.

Caisse d'assurance-vie collective: Ces mots désignent la Caisse d'assurance-vie collective de l'industrie de la construction de la région de Rimouski créée conformément à l'article 59 du présent titre et administrée par une compagnie de fidéicomis conformément à l'acte de fiducie signé par le Comité Conjoint et ladite compagnie ou administrée par une compagnie d'assurance-vie conformément à la police d'assurance-vie collective signée par le Comité Conjoint et la compagnie d'assurance-vie.

Régime de rente de retraite: Ces mots désignent le régime de rente de retraite institué par la Partie III du présent titre.

Caisse de retraite: Ces mots désignent la Caisse de retraite de l'industrie de la construction de la région de Rimouski créée conformément à l'article 43 du présent titre et administrée par une compagnie de fidéicomis conformément à l'acte de fiducie signé par le Comité Conjoint et ladite compagnie ou administrée par une compagnie d'assurance-vie conformément au contrat de rente de retraite signé par le Comité Conjoint et la compagnie d'assurance-vie.

life insurance plan. It is known as "Social Security Plan of Rimouski".

Social Security Fund: The words designate the fund set up under section 2 of this title for employees of the construction industry within the decree's territorial jurisdiction.

Social Security Benefits: These words designate the benefits laid down in and by the present title.

Social Security Committee: These words designate the committee formed under division 4 of this title. It is designated as: "Comité de Sécurité Sociale de Rimouski".

Employee: This word means any hourly-paid employee mentioned in title I. It also means, as the case may be, any employee who, normally subject to the present decree, wishes, with the consent and the participation of his employer, to submit himself to the obligations and to enjoy the privileges established by this title while performing work outside the territorial or professional jurisdiction set forth in the present decree, provided that the Social Security Committee accepts such voluntary participation.

Employer: This word means any employer of employees whose operations fall within the territorial jurisdiction defined in title I of the present decree. It also means, as the case may be, any employer subject to the present decree who, at the request of his employee or employees, agrees to submit to the obligations established by this title while his employee or employees perform work outside the professional or territorial jurisdiction established in the present decree, provided that the Social Security Committee accepts such voluntary participation.

Employers' Representative: These words mean any person, and successors, appointed to represent employers on the Social Security Committee, pursuant to section 16 of this title.

Employees' Representative: These words mean any person, and successors, appointed to represent employees on the Social Security Sub-Committee, pursuant to section 17 of this title.

Group Life Insurance Plan: The words mean the Group Life Insurance Plan established in Part IV of this title and underwritten by a life insurance company.

Group Life Insurance Fund: These words mean the Group Life Insurance Fund of the construction industry of the district of Rimouski, set up in accordance with section 59 of this title and administered by a trust company in accordance with a trust agreement signed by the Joint Committee and the trust company or administered by a life insurance company in accordance with a group life insurance policy signed by the Joint Committee and the life insurance company.

Retirement Pension Plan: These words mean the Retirement Pension Plan established by Part III of this title.

Retirement Fund: These words mean the Retirement Fund of the construction industry of the district of Rimouski, set up in accordance with section 43 of this title and administered by a trust company in accordance with a trust agreement signed by the Joint Committee and the trustee or administered by a life insurance company in accordance with a retirement contract signed by the Joint Committee and the life insurance company.

Prestations de décès: Ces mots désignent les prestations de décès prévues à la Partie III du présent titre.

Prestations de retraite: Ces mots désignent les prestations de retraite prévues à la Partie III du présent titre.

Bénéficiaire: Ce mot signifie toute personne désignée de temps à autre dans un avis écrit au Comité Conjoint par l'employé ou l'ancien employé aux fins de recevoir des prestations de sécurité sociale, s'il en est, à l'occasion du décès de l'employé ou de l'ancien employé en vertu du Régime de Sécurité Sociale. Si aucune personne n'est ainsi désignée par l'employé ou l'ancien employé, ou si la personne ainsi désignée est décédée avant, le bénéficiaire sera la succession de l'employé ou de l'ancien employé. Cependant, le Comité de sécurité sociale aura le pouvoir de donner des instructions pour que le paiement soit fait à tout parent naturel ou allié de l'employé décédé ou à toute personne qui, de l'avis du Comité de sécurité sociale, aura droit en justice au paiement parce qu'elle aura encouru des frais en rapport avec la subsistance, les frais funéraires et ceux de dernière maladie, l'enterrement de l'employé ou les soins médicaux fournis à l'employé, ou qui réclamera une partie de la succession en rapport avec ces frais.

Retraité: Ce mot désigne toute personne recevant des prestations de retraite conformément à la Partie III du présent titre.

Compagnie de fidéicommis: Ces mots désignent toute compagnie de fidéicommis détenant dans la province de Québec un certificat d'enregistrement émis par le Ministre des Finances.

Compagnie d'assurance-vie ou assureur: Ces mots désignent toute société ou compagnie d'assurance-vie détenant dans la province de Québec un certificat d'enregistrement et un permis émis par le Ministre des Finances.

Comité Conjoint: Ces mots désignent le Comité Conjoint de la Construction de Rimouski.

Heure de travail: Ces mots désignent toute heure ou l'employé est effectivement au travail sans considération du taux payé. Ils désignent également toute fraction d'heure d'une demi-heure ou plus, laquelle est considérée aux fins du présent titre comme une heure complète. Les fractions d'heure ne sont pas cumulatives d'une période de paie à l'autre. Cependant, lorsque la participation est volontaire, les heures de travail de l'employé exécutant des travaux hors du champ d'application territorial sont celles effectivement exécutées sans considération du taux payé. Lorsque la participation volontaire provient du fait que l'employé est hors du champ d'application professionnel, les heures de travail sont celles qui sont définies aux articles 5.03 et 5.04 du titre I du présent décret.

Contribution: Ce mot désigne le montant d'argent dû par l'employeur et par l'employé en vue de constituer le Fonds de sécurité sociale.

Cotisation: Ce mot désigne le montant d'argent reçu par le Comité Conjoint en vue de constituer le Fonds de sécurité sociale.

Cotisations accumulées des employés: Ces mots désignent les cotisations des employés au Fonds de sécurité sociale plus un intérêt composé établi à trois pour cent (3%) par année. L'intérêt sur chaque cotisation de l'employé sera calculé à partir de la fin de l'année civile pour laquelle les cotisations de l'employé ont été reçues jus-

Death Benefits: These words mean the death benefits provided for in Part III of this title.

Retirement Benefits: These words mean the retirement pension benefits provided for in Part III of this title.

Beneficiary: This word means any person who is designated from time to time by written notice to the Joint Committee by an employee or former employee to receive social security benefits, if any, under this social security plan in the event of the death of the employee or former employee. If no person is so designated by the employee or former employee, or if the person so designated predeceased the employee or former employee, the beneficiary shall be the estate of the employee or former employee. However, the Social Security Committee shall have the power to direct that payment be made to any relative by blood or by marriage of the deceased employee or to any person appearing to the Social Security Committee to be equitably entitled to payment by reason of having incurred expenses for the maintenance, burial or last illness of the employee or medical attendance given to the employee, or who claims a portion of the estate in connection with such expenses.

Pensioner: This word means any person receiving retirement benefits pursuant to Part III of this title.

Trust Company: These words mean a trust company holding, in the Province of Québec, a registration certificate issued by the Minister of Finance.

Life Insurance Company or Underwriter: These words mean a life insurance company or society holding, in the Province of Québec, a registration certificate and a permit issued by the Minister of Finance.

Joint Committee: These words mean the Construction Joint Committee of Rimouski.

Hour of Work: These words mean any hour actually worked, regardless of the rate of pay. They also mean any fraction of one-half hour or more, which is considered for the purposes of the present title to be one complete hour. However, fractions of an hour will not be cumulative from one pay period to another. When participation is voluntary, the hours an employee has worked outside the territorial jurisdiction are those worked regardless of the rate paid. When voluntary participation is due to the fact that the employee is outside the professional jurisdiction, working hours are as laid down in sections 5.03 and 5.04 of Title I of this decree.

Contributions: This word means the amount of money due from the employer and from the employee for the purpose of establishing the Social Security Fund.

Assessments: This word means the amount of money received by the Joint Committee for the purpose of establishing the Social Security Fund.

Accumulated Employee Assessments: These words mean the employee's assessments to the Social Security Fund together with compound interest at the rate of three per cent (3%) per annum. Interest on each employee assessment shall be computed from the end of the calendar year for which the employee assessment is re-

qu'au premier jour du mois dans lequel un remboursement est effectué ou, dans le cas d'un ancien employé qui recevait des prestations de retraite, jusqu'à la date du premier paiement mensuel de ses prestations de retraite.

SECTION 2

Fonds de sécurité sociale

Article 2: Un Fonds de sécurité sociale est par les présentes créé afin de pourvoir à des prestations de sécurité sociale, soit des prestations de retraite, soit des prestations de décès, pour les employés de l'industrie de la construction dans la région de Rimouski. Ce fonds commencera d'exister à la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* du présent arrêté en conseil rendant obligatoires les dispositions du présent titre. Ce fonds alimentera deux caisses, soit: la Caisse de retraite et la Caisse d'assurance-vie collective.

Article 3: Le Comité Conjoint est par la présente désigné comme l'organisme qui recevra les contributions des employeurs et des employés. Il est investi de tous les droits, titres et intérêts dans le Fonds de sécurité sociale conformément aux usages, obligations et restrictions établis au présent titre.

Section 3

Contributions et cotisations

Article 4: À compter du 1er juillet 1966, tout employeur d'employés déduira du salaire gagné par chacun de ses employés la somme de cinq sous (\$0.05) pour chaque heure de travail accomplie par lesdits employés. Cette déduction constituera la contribution des employés au Fonds de sécurité sociale. Tout employeur d'employés versera au Fonds de sécurité sociale, pour chacun de ses employés, la somme de cinq sous (\$0.05) pour chaque heure de travail accomplie par lesdits employés.

Article 5: Avant le quinzième (15^e) jour de chaque mois, tout employeur doit remettre au Comité Conjoint un montant d'argent égal à la somme des contributions déduites du salaire des employés pendant le mois précédent plus le montant de ses propres contributions.

Article 6: Si un employeur, contrairement à l'article 5, fait défaut de remettre les contributions au Comité Conjoint, ce dernier a le droit d'exercer tous recours en justice et de poursuivre ledit employeur pour et au nom des employés intéressés en vue d'obtenir le recouvrement des contributions ainsi que la paiement de toute pénalité encourue par ledit employeur à la suite de son défaut. Lesdits recours et poursuites sont exercés conformément à l'article 20 de la Loi des Décrets de Convention Collective.

Aux fins de l'article 37 de la Loi des Décrets de Convention Collective, la date d'échéance de la remise des contributions, pour chaque employé, sera le 1er janvier suivant.

Article 7: Aucun employeur ne peut se libérer de son obligation de remettre au Comité Conjoint les contributions stipulées en payant directement lesdites contributions aux employés. Toute convention contraire aux dispositions du présent titre, accordant à un employé des conditions différentes de celles mentionnées au présent titre, ou qui leur soient moins favorables, sera non avenue et nulle de nullité absolue.

Article 8: Tout employé doit déclarer au Comité Conjoint son nom, l'adresse de son

ceived, up to the first day of the month in which a refund is paid or, in the case of a former employee who was in receipt of retirement benefits, to the due date of the first monthly payment of his retirement benefits.

Division 2

Social security fund

Section 2: A Social Security Fund is hereby set up to provide social security benefits, either pension benefits or death benefits, for the employees of the construction industry of the district of Rimouski. Such fund shall come into force after publication in the *Quebec Official Gazette* of this Order in Council rendering obligatory the provisions of this title. Such fund shall supply two funds: the Retirement Fund and the Group Life Insurance Fund.

Section 3: The Joint Committee is hereby designated as the body to receive contributions from employers and employees. It is vested with all rights, title and interest in and to the Social Security Fund pursuant to the uses duties and restrictions set forth in this title.

Division 3

Contributions and assessments

Section 4: As of July 1, 1966, every employer of employees shall deduct from the wages earned by each of his employees the sum of five cents (\$0.05) for each hour worked by the said employees. This deduction shall constitute the employee contributions to the Social Security Fund. Every employer of employees shall contribute to the Social Security Fund for each of his employees the sum of five cents (\$0.05) for each hour worked by the said employees.

Section 5: Every employer shall pay to the Joint Committee not later than the fifteenth (15th) of each month, the total contributions deducted from employee's wages in the previous month, plus his own contribution.

Section 6: If an employer, contrary to section 5, fails to remit the contributions to the Joint Committee, the latter shall have the right to use all legal measures and use the employer for and on behalf of the employees concerned for the purpose of recovering the contributions together with any penalty incurred by the said employer as a result of his default; such recovery and legal action being enforced in accordance with section 20 of the Collective Agreement Decrees Act.

For the purposes of section 37 of the Collective Agreement Decrees Act, the due date for the remittance of contributions for each employee shall be the following January 1.

Section 7: No employer may discharge himself of his obligation to remit the stipulated contributions to the Joint Committee by paying the said contributions directly to the employees. Any agreement contrary, to the provisions of this title granting an employee conditions different from or less favourable than those set forth in this title shall be null and void.

Section 8: Every employee must notify the Joint Committee of his name, his home address,

domicile, son numéro d'immatriculation d'assurance-sociale, sa date de naissance, son métier ou emploi, son état matrimonial, le nombre de ses enfants dépendants âgés de moins de vingt et un (21) ans, le nom, l'adresse et le lien de parenté de son bénéficiaire, s'il y en a un, la date à laquelle il donne ces renseignements et sa signature. Il doit fournir ces renseignements:

- a) au . . .
- b) au début de chaque année civile, par la suite, si des changements à la déclaration originale sont survenus pendant l'année précédente.

Article 9: Le Comité Conjoint doit fournir gratuitement à tout employeur des formules appropriées, lesquelles devront être remises par chaque employeur aux employés.

Toutefois, la pénurie de telles formules ne libère pas l'employé de son obligation de s'identifier par écrit auprès du Comité Conjoint.

Article 10: Tout employeur doit :

a) indiquer sur chaque liste de paie le montant d'argent déduit du salaire de chacun de ses employés pour les fins du Fonds de sécurité sociale pour la période couverte par ladite liste de paie.

b) fournir avec chaque paiement de contributions au Fonds de sécurité sociale une déclaration annexée à un extrait ou à une copie de la liste de paie mentionnant :

1. le nom et l'adresse dudit employeur;
2. la période de paie couverte par chaque liste;
3. le nom de famille et le prénom de chaque employé;
4. le numéro d'immatriculation d'assurance-sociale de chaque employé;
5. le montant des contributions au Fonds de sécurité sociale accumulées pendant la période couverte par ladite liste de paie en regard de chacun des employés;
6. le total de ces montants;
7. une attestation écrite de l'exactitude et de la véracité des renseignements fournis sous la signature de l'employeur lui-même ou de son représentant autorisé.

Article 11: Le Comité Conjoint doit, sur demande, fournir gratuitement à chaque employeur les formules appropriées sur lesquelles les présents renseignements peuvent être donnés et, si les listes produites par un employeur sont trouvées insuffisantes, le Comité Conjoint peut enjoindre cet employeur d'utiliser les formules spécialement préparées à cet effet et mises à sa disposition.

Article 12: A - Le Comité Conjoint ou son représentant doit :

a) tenir des registres, ou faire tenir des registres par une autre institution, pourvu que copie de ces registres soit disponible au bureau principal à Rimouski, mentionnant à l'égard de chaque employé :

1. les renseignements fournis par chaque employé visé à l'article 8;
2. le nom et l'adresse de l'employeur ou des employeurs qui ont payé des cotisations au nom de chaque employé; et
3. le montant de ces cotisations, la date de leur réception ou la période de paie pour laquelle elles se sont accumulées.

b) dans les trois premiers mois de chaque année, remettre ou faire remettre à chaque employé un relevé des cotisations en son nom pour la période de douze (12) mois se terminant le 31 décembre de l'année précédente.

his social insurance number, his date of birth, his trade or occupation, his marital status, the number of his dependent children under twenty-one (21); the name, address and relationship of his beneficiary, if any; the date on which he gives this information and his signature. He must submit this information:

- (a) on . . .
- (b) at the beginning of each calendar year thereafter, in the event changes have occurred in the original statement during the preceding year.

Section 9: The Joint Committee shall make forms available to any employer for this purpose and every employer shall supply such forms to each employee.

However, the lack of such forms does not relieve the employee of his obligation to identify himself to the Joint Committee in writing.

Section 10: Every employer shall:

(a) show on each payroll the amount of money deducted from each employee's salary for the Social Security Fund, for the period covered by the said payroll;

(b) furnish with each payment of contributions to the Social Security Fund a statement with an extract from or a duplicate of the actual payroll showing:

1. the name and address of the said employer;
2. the pay period covered by the payroll;
3. the family name and given name of each employee;
4. each employee's Social Insurance number;
5. the amount of contributions to the Social Security Fund accumulated during the period covered by the said payroll in respect of each employee;
6. the total of such amounts;
7. a written certificate attesting the accuracy of the information so shown, signed by the employer himself or by his authorized representative.

Section 11: The Joint Committee shall supply to each employer, on request, forms for reporting the foregoing information and may, if it determines that the statement submitted by the employer is unsatisfactory, direct that the employer complete the forms especially prepared for this purpose and made available by the Joint Committee.

Section 12: A - The Joint Committee or its representative shall:

(a) keep records or have same kept by another firm (provided that such records be available at the Rimouski headquarters), mentioning, in respect of each employee:

1. the information supplied by each employee mentioned in section 8;
2. the name and address of the employer or employers who paid assessments on each employee's behalf;
3. the amount of such assessments, the date they were received and/or the pay period for which they have accumulated.

(b) during the first three months of each year, remit or have remitted to each employee a statement of assessments received in his name for the twelve (12) month period ending on the previous December 31.

B - Le Comité Conjoint doit prendre toutes mesures qu'il juge appropriées afin de percevoir de l'employeur les contributions qui deviendront dues au Fonds de sécurité sociale, au crédit de l'employé.

Article 13: Le Comité Conjoint divise toutes les cotisations en deux montants distincts et les remet au Comité de sécurité sociale. Un de ces montants distincts est formé des cotisations de tout employé et des quatre cinquièmes (4/5) des cotisations des employeurs. Ce montant doit être versé dans la Caisse de retraite. L'autre de ces montants, formé d'un cinquième (1/5) des cotisations de tout employeur, est afférent à la Caisse d'assurance-vie collective et doit y être versé.

PARTIE II

Section 4

Le Comité de sécurité sociale

Article 14: Dès la publication dans la *Gazette Officielle de Québec* du présent arrêté en conseil, rendant obligatoires les dispositions du présent titre, le Comité Conjoint doit procéder à la formation d'un Comité de sécurité sociale et à la nomination de représentants patronaux et ouvriers, selon la procédure établie aux articles 16 et 17 de ce titre.

Article 15: Le Comité de sécurité sociale doit être formé de six (6) membres dont trois (3) devront être des employés et trois (3) des représentants des employeurs.

Article 16: Chaque représentant des employeurs devra être nommé par le Comité Conjoint selon la procédure suivante:

a) « L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc. » doit désigner les trois (3) représentants des employeurs. Ladite association doit remettre au Comité Conjoint un certificat de désignation attesté par le secrétaire de ladite association.

b) Le Comité Conjoint doit, à ses assemblées ordinaires, nommer les représentants ainsi désignés et les informer officiellement de leur nomination.

c) Chaque représentant ainsi désigné et nommé entre en fonction au moment de son acceptation de la nomination faite et reçoit une indemnité à titre de compensation pour ses services (jetons de présence et frais).

Article 17: Chaque représentant des employés devra être nommé par le Comité Conjoint selon la procédure suivante:

a) « Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. », désigne les trois (3) représentants des employés. « Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. » doit remettre au Comité Conjoint un certificat de désignation attesté par le secrétaire dudit Syndicat.

b) Le Comité Conjoint doit, à ses assemblées ordinaires, nommer les représentants ainsi désignés et les informer officiellement de leur nomination.

c) Chaque représentant ainsi désigné et nommé entre en fonction au moment de son acceptation de la nomination faite et reçoit une indemnité à titre de compensation pour ses services (jetons de présence et frais).

Article 18: Tout représentant et tout successeur d'un représentant doit remplir sa charge jusqu'à la date de sa démission, de son décès, de son incapacité ou de son retrait, tel que prévu ci-après.

B - The Joint Committee shall take all necessary steps to collect from the employer contributions that will become due to the Social Security Fund, to the employee's credit.

Section 13: The Joint Committee shall divide the amount of assessments received into two separate amounts and shall remit same to the Social Security Committee. One such amount consists of the assessments of every employee and of four-fifths (4/5) of the assessments of the employers. Such amount shall be deposited in the Retirement Fund. The other amount, consisting of one-fifth (1/5) of the assessments of every employer, belongs to the Group Life Insurance Fund and shall be deposited therein.

PART II

Division 4

The Social Security Committee

Section 14: Immediately after publication in the *Quebec Official Gazette* of the present Order in Council rendering obligatory the provisions of this title, the Joint Committee shall proceed with the creation of a Social Security Committee and the appointment of employers' and employees' representatives according to the procedure stipulated in section 16 and 17 of this title.

Section 15: The Social Security Sub-Committee shall be made up of six (6) members; three (3) shall be employees' representatives and three (3) shall be employers' representatives.

Section 16: Each employers' representative shall be appointed by the Joint Committee according to the following procedure:

(a) The three (3) employers' representatives shall be designated by "L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc.". A certificate of designation certified by the association's secretary shall be filed with the Joint Committee.

(b) The Joint Committee shall, at its regular meetings, appoint the representatives thus designated and officially advise them of their appointment.

(c) Each representative so designated and appointed shall take office upon accepting the nomination. As such, he shall receive a compensation for his services (attendance tokens and expenses).

Section 17: Each employees' representative shall be appointed by the Joint Committee according to the following procedure:

(a) The employees' three (3) representatives shall be appointed by *Le Syndicat National des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc.* A certificate of appointment, certified by the secretary of this *syndicat* shall be submitted to the Joint Committee.

(b) The Joint Committee shall, at its regular meeting, appoint the representatives thus designated and inform them officially of their appointment.

(c) Each representative so designated and appointed shall take office upon accepting the nomination. As such, he shall receive a compensation for his services (attendance tokens and expenses).

Section 18: Each representative and each successor representative shall serve until his resignation, death, incapacity or retirement as herein-after provided.

Article 19: Un représentant peut démissionner et être libéré de toutes obligations futures ou de toute charge prévue aux présentes en remettant un avis écrit de sa démission au Comité Conjoint. Une copie de tel avis doit être délivrée à la partie contractante qu'il représente par le secrétaire du Comité Conjoint.

Article 20: Tout représentant des employeurs ou des employés sera démis de ses fonctions par le Comité Conjoint en tout temps si la partie contractante qui l'a nommé le recommande par avis écrit.

Article 21: Si un poste devient vacant, un successeur sera désigné et nommé aussitôt que possible conformément aux dispositions des articles 16 ou 17, selon le cas.

Dans l'esprit du présent titre, le Comité de sécurité sociale doit compter en tout temps un nombre égal de représentants des employés et de représentants d'employeurs mais, s'il y a un ou plusieurs postes vacants, les représentants en fonction auront le pouvoir d'agir jusqu'à la désignation d'un ou plusieurs successeurs, selon les dispositions du présent titre.

Section 5

Les officiers du Comité de sécurité sociale

Article 22: Après la nomination des représentants, le Comité de sécurité sociale se réunira aussitôt que possible et procédera à l'élection d'un président et d'un vice-président parmi les représentants.

De plus, le Comité de sécurité engagera un secrétaire pour tenir les procès-verbaux de ses réunions.

Article 23: Le terme d'office du président et du vice-président commence à la date de leur élection et se continue à partir de cette date pour la période de l'année civile à la fin de laquelle le Comité de sécurité sociale procède à l'élection de leurs successeurs.

Nonobstant le paragraphe précédant, à l'entrée en vigueur du présent Fonds de sécurité sociale, le premier président et le premier vice-président seront en fonction jusqu'au 31 décembre 1967.

En tout temps l'une des deux fonctions sera occupée par un représentant des employés et l'autre par un représentant des employeurs. Le premier président à être élu devra être choisi parmi les représentants des employeurs, soit ceux de « L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc. »; le second président devra être choisi parmi les représentants des employés, soit ceux du « Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. »

L'ordre d'élection établi au paragraphe précédent sera observé par la suite pour l'élection des présidents et vice-présidents suivants.

Article 24: Si, pendant son terme d'office, le président décède, démissionne ou se retire, son substitut devra être choisi parmi les représentants de la partie contractante que représentait le président sortant. Dans ce cas, le terme d'office du président substitut durera jusqu'à l'expiration du terme d'office du président sortant. La même procédure s'applique dans le cas du vice-président.

Section 6

Assemblée du Comité de sécurité sociale

Article 25: Les assemblées du Comité de sécurité sociale doivent être tenues à l'endroit dont

Section 19: A representative may resign and be discharged from all future duty or responsibility herein provided for by filing a notice of resignation with the Joint Committee. A copy of such a notice shall be filed by the secretary of the Joint Committee with the contracting party which he represents.

Section 20: Any employers' representative or employees' representative will be removed by the Joint Committee at any time, upon the written recommendation of the contracting party which named him.

Section 21: In the event of a vacancy, a successor shall be designated and appointed, as soon as possible, in accordance with the provisions of articles 16 or 17, as the case may be.

It is the intention hereof that the Committee shall at all times be composed of an equal number of employees' representatives and employers' representatives. In the event of a vacancy or vacancies, until the designation of a successor or successors as herein provided, the remaining representatives shall have the power to act.

Division 5

Social Security Committee Officers

Section 22: The Social Security Committee shall meet as soon as possible the nomination of representatives and elect a Chairman and a Vice-Chairman from among the representatives.

Also, the Social Security Committee shall hire a secretary to keep minutes of its meetings.

Section 23: The term of office of the Chairman and of the Vice-Chairman shall begin on the date of their election and continue for a period of one calendar year from that date, at which time the Social Security Committee shall proceed with the election of their successors.

Notwithstanding the preceding subsection, when this Social Security fund becomes effective, the first Chairman and Vice-Chairman shall remain in office until December 31, 1967.

At all times, one of the offices shall be held by an employees' representative and the other by an employers' representative. The first Chairman to be elected, shall be chosen from among the employers' representatives, that is, from « L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc. »; the second Chairman will be chosen from among the employees' representatives, that is, from « Le Syndicat National des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. »

The order of election established in the preceding sub-section shall be observed thereafter for the election of subsequent Chairmen and Vice-Chairman.

Section 24: If, during his term of office, the Chairman, dies, resigns or retires, his successor will be chosen from among the representatives of the outgoing Chairman's contracting party. In this case, the term of office of the new Chairman will last until the outgoing Chairman's term of office expires. The same procedure shall apply in the case of the Vice-Chairman.

Division 6

Social Security Committee Meetings

Section 25: Meetings of the Social Security Committee shall be held at such place as may

peuvent convenir le président et le vice-président. Elles peuvent être convoquées par lesdites président et vice-président par un avis écrit de cinq (5) jours adressé aux autres représentants et peuvent être tenues en tout temps sans cet avis si tous les représentants y consentent par écrit. Trois (3) représentants peuvent ensemble présenter par écrit au président, au vice-président ou au secrétaire, une demande à l'effet de faire convoquer une assemblée et, dans ce cas, le président et le vice-président devront convoquer une assemblée dans les dix (10) jours suivant une telle demande.

Article 26: À toutes les assemblées du Comité de sécurité sociale, quatre (4) représentants constitueront un quorum pour la transaction des affaires, pourvu qu'il y ait au moins deux (2) représentants des employeurs présents à ces assemblées et au moins deux (2) représentants des employés.

Article 27: Toute action qui doit être prise par le Comité de sécurité sociale, selon les termes du présent décret, devra l'être par vote unanime des représentants présents à l'assemblée.

Il n'y aura que deux votes: les représentants des employeurs se partageront un vote entre eux et les représentants des employés se partageront un vote entre eux. Le vote des représentants des employés sera donné par la majorité des représentants des employés présents et votant; le vote des représentants des employeurs sera donné par la majorité des représentants des employeurs présents et votant.

Si une affaire présentée pour décision ne peut être décidée à cause d'un vote égal, elle demeure dans le « statu quo » pendant l'arbitrage selon la procédure prévue à la section 7 du présent titre à moins que, par un vote unanime, on décide de laisser tomber l'affaire.

Article 28: Toute décision prise par le Comité de sécurité sociale doit être inscrite au procès-verbal de la séance où cette décision a été prise. Le secrétaire doit transmettre une copie certifiée conforme de tout procès-verbal au Comité Conjoint au début du mois suivant.

Section 7

Arbitrage

Article 29: Si le Comité de sécurité sociale ne peut pas décider d'une affaire ou résoudre une mécontentance à cause d'un vote égal ou si des décisions ne peuvent être prises parce que le quorum ne peut être réalisé à deux assemblées successives au Comité de sécurité sociale, alors et dans l'une ou l'autre de telles éventualités, le Comité de sécurité sociale tentera de choisir un arbitre impartial qui entendra et déterminera l'affaire, le litige ou la mécontentance.

Article 30: Si les représentants ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre impartial dans les cinq (5) jours civils qui suivent le jour où ils ont tenté de procéder à la sélection, la Cour du Magistrat du district de Rimouski désignera un arbitre impartial. Deux (2) représentants peuvent requérir la Cour du Magistrat du district de Rimouski de désigner un arbitre.

Article 31: L'affaire en litige doit être entendue dans les dix (10) jours de la date à laquelle l'arbitre a été choisi ou désigné. La décision ou la sentence de l'arbitre doit être par écrit, sans appel et lier toutes les parties et toutes les personnes concernées; elle devra être rendue dans

be agreed upon by the Chairman and the Vice-Chairman. They may be called by the said Chairman and Vice-Chairman upon five (5) days' written notice to the other representatives and may be held at any time without such notice if all the representatives consent thereto in writing. Any three (3) representatives may present in writing a request to the Chairman, the Vice-Chairman or the Secretary that a meeting be called and in this event the Chairman and Vice-Chairman shall call a meeting within ten (10) days after such request.

Section 26: In all meetings of the Social Security Committee, four (4) representatives shall constitute a quorum for the transaction of business provided that at least two (2) employers' representatives and at least two (2) employees' representatives be present at such meetings.

Section 27: Any action to be taken by the Social Security Sub-Committee pursuant to this decree shall be by unanimous vote of the representatives present at a meeting.

There shall be but two votes; the employers' representatives shall have one vote among them and the employees' representatives shall have one vote among them. The vote of the employees' representatives shall be cast by the majority of the said employees' representatives present and voting. The vote of the employers' representatives shall be cast by a majority of the employers' representatives present and voting.

In the event any matter presented for decision cannot be decided because of a tie vote, the matter shall remain in *status quo* pending arbitration as set forth in division 7 hereof, unless it be decided, by unanimous vote, to dismiss the matter.

Section 28: Any decision taken by the Social Security Sub-Committee shall be entered in the minutes of the meeting during which the decision was taken. A true copy of the minutes of any meeting so kept shall be forwarded to the Joint Committee at the beginning of the following month.

Division 7

Arbitration

Section 29: In the event the Social Security Committee cannot decide any matter or resolve any dispute because of a tie vote or in the event decisions cannot be made because of the lack of a quorum at two successive meetings of the Social Security Committee, then and in either of such events, the Social Security Committee shall attempt to select an impartial arbitrator to hear and determine the matter, issue or dispute.

Section 30: If the representatives cannot agree on an impartial arbitrator within five (5) calendar days from the day they have attempted to effectuate his selection, an impartial arbitrator shall be designated by the Magistrate Court of the district of Rimouski. Any two (2) representatives may request that the Magistrate Court of the district of Rimouski that designate an arbitrator.

Section 31: A hearing on the disputed matter shall be held within ten (10) days from the date the arbitrator has been selected or designated. The decision or award of the arbitrator shall be in writing and shall be final and binding upon all parties and persons concerned and shall be

les dix (10) jours ouvrables après que l'arbitre aura reçu toute la preuve. L'arbitre, dans sa décision ou sa sentence, est lié par les dispositions du présent titre et n'a ni le pouvoir, ni l'autorité d'ajouter ou de soustraire au présent titre, d'en changer ou d'en modifier les dispositions.

Section 8

Limitation de responsabilité

Article 32: Le Comité de sécurité sociale et les représentants des parties contractantes ne seront tenus responsables d'aucune erreur de jugement ni d'aucune perte résultant de tout acte ou de toute omission dans l'administration de la Caisse de retraite et de la Caisse d'assurance-vie collective et ils ne seront personnellement responsables d'aucune obligation ou dette du Comité de sécurité sociale contractées ou encourues par ce Comité, ni d'aucune autre obligation résultant de l'administration et de l'existence du Fonds de sécurité sociale, ou qui y est rattachée. Cependant, le présent article n'a pas pour effet de soustraire ces représentants à la responsabilité résultant d'obligations ou dettes produites par leur action ou omission accomplie ou subie de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délibérée.

Le Comité Conjoint et les représentants de ce Comité ne seront pas tenus personnellement responsables d'aucune erreur de jugement ni d'aucune perte résultant de tout acte ou de toute omission concernant la perception des contributions ni de toute autre obligation résultant ou étant attachée à l'administration des dossiers du Fonds de sécurité sociale et ils ne seront personnellement responsables d'aucune obligation ou dette du Comité de sécurité sociale contractées ou encourues par ce Comité, ni d'aucune autre obligation résultant ou étant attachée à l'administration ou à l'existence du Fonds de sécurité sociale. Cependant, le présent article n'a pas pour effet de soustraire le Comité Conjoint ou ses représentants et aucun d'entre eux à la responsabilité résultant d'obligations ou dettes produites par leur action ou omission accomplie ou subie de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délibérée dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 33: Le Comité de sécurité sociale et chacun des représentants seront complètement protégés lorsqu'ils agiront en vertu d'un instrument, certificat ou document qu'ils croient authentique et qu'ils croient signé ou présenté par la ou les personnes appropriées et ils ne seront nullement obligés de procéder à des enquêtes ou d'autrement vérifier une déclaration quelconque contenue dans de tels documents mais pourront les accepter comme preuve concluante de la véracité et de l'exactitude des déclarations y contenues.

Article 34: Le Comité de sécurité sociale peut de temps à autre consulter des conseillers reconnus et les représentants seront tout à fait protégés s'ils agissent conformément ou à l'encontre des avis des conseillers.

Article 35: Aucun employeur n'assumera une responsabilité quelconque du fait de l'incapacité du Comité de sécurité sociale de procurer les prestations prévues dans le présent décret pour tout employé, ancien employé ou bénéficiaire ou du fait de tout manquement ou de toute négligence du Comité de sécurité sociale.

made within ten (10) working days after the arbitrator receives all the evidence. The arbitrator, in his decision or award, shall be bound by the provisions of this title and shall have neither power nor authority to add or subtract from this title or to change or modify the provisions hereof.

Division 8

Limitation of liability

Section 32: Neither the Social Security Sub-Committee nor any representative shall be liable for any error of judgment or for any loss arising out of any act or omission in the administration of the Retirement Fund and of the Group Life Insurance Fund, nor shall any of them be personally liable for any liability or debt of the Social Security Committee contracted or incurred by such Committee, nor for any other liability arising in connection with the administration or the existence of the Social Security Fund provided, however, that nothing herein shall except the representatives or any one of them from liability, obligation or debt arising out of their or his own acts or omissions done or allowed in bad faith or through gross negligence or wilful misconduct.

Neither the Joint Committee nor any of its representatives shall be held personally liable for any error in judgment or for any loss arising out of any act or omission in connection with the collection of contributions or for any obligation resulting from or connected with the administration of the Social Security Fund files. They shall not be held personally liable for any liability or debt contracted by the Social Security Committee nor any other obligation resulting from or connected with the administration or the existence of the Social Security Fund. However, the purpose of this section is not to remove the responsibility of the Joint Committee or its representatives arising out of their action or omission accomplished or abetted in bad faith or through gross negligence or wilful misconduct in the carrying out of their duties.

Section 33: The Social Security Committee and each of the representatives shall be fully protected in acting upon any instrument, certificate or document believed by them to be genuine and to be signed or presented by the proper person or persons. They shall be under no obligation to make any investigation or inquiry as to any statement contained in any such document but may accept the same as conclusive evidence of the truth and accuracy of the statements therein contained.

Section 34: The Social Security Sub-Committee may seek special counsel from time to time and the representatives shall be fully protected in acting in accordance with or contrary to the advice of such advisers.

Section 35: No employer shall be liable for the failure of the Social Security Committee to secure the benefits contemplated herein for any employee, former employee or beneficiary or for any default or neglect of the Social Security Committee.

Article 36: Rien dans le présent titre ne sera interprété comme rendant « L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc. » le « Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. » ou leurs représentants responsables du paiement de toute prestation résultant du Régime de Sécurité Sociale.

Section 9

Obligations et pouvoirs du comité de sécurité sociale

Article 37: Sous l'autorité et la surveillance du Comité Conjoint, le Comité de sécurité sociale doit voir, dès la nomination du nombre requis de représentants visés dans le présent titre, à l'établissement et à la bonne marche du régime de rente de retraite et du régime d'assurance-vie collective. Il sert de trait d'union entre la compagnie de fidéicommis, la compagnie d'assurance-vie et les assurés, les futurs retraités et le Comité Conjoint.

Article 38: Plus spécialement, le Comité de sécurité sociale devra:

a) 1. recevoir du Comité Conjoint le montant des cotisations prélevées et perçues par cedit Comité et le verser, conformément aux présentes, à la Caisse de retraite et à la Caisse d'assurance-vie collective respectivement;

2. faire un appel d'offres à au moins deux compagnies de fidéicommis et deux compagnies d'assurance-vie relativement au régime de rente de retraite visé par les présentes, quant à l'administration de tel régime et au placement des actifs dudit régime;

3. faire un appel d'offres à au moins deux compagnies de fidéicommis relativement au régime d'assurance-vie collective visé par les présentes, quant à l'administration et au placement des actifs dudit régime;

4. faire un appel d'offres à au moins deux compagnies d'assurance-vie relativement au régime d'assurance-vie collective visé par les présentes, quant à l'assurance, l'administration et au placement des actifs dudit régime;

5. demander, s'il y a lieu, l'avis de techniciens en fiducie, en placement, en assurance-vie collective, en droit de fiducie ou d'assurance-vie et autres matières, selon le cas;

6. étudier les soumissions reçues. Si elles sont jugées inacceptables, faire un nouvel appel d'offres à toute autre compagnie de fidéicommis et à toute autre compagnie d'assurance-vie, selon le cas;

7. étudier tout contrat de fiducie ou tout contrat de rente de retraite ou tout contrat d'assurance-vie collective soumis par toute compagnie de fidéicommis ou toute compagnie d'assurance-vie;

8. publier et distribuer aux employés une brochure décrivant les dispositions pertinentes du Régime de sécurité sociale avec un exposé de leurs droits et devoirs et tout autre renseignement prescrit par la Régie des rentes du Québec.

b) 1. désigner la ou les compagnies de fidéicommis, ou la ou les compagnies d'assurance-vie avec lesquelles le Comité Conjoint doit signer le contrat de fiducie ou le contrat de rente de retraite, selon le cas, et le contrat d'assurance-vie collective;

2. transmettre au Comité Conjoint l'original et trois copies de tout contrat de fiducie ou contrat de rente de retraite et de tout contrat d'assurance-vie collective aux fins de signature. Une copie attestée conforme par les parties contractantes de tout contrat de fiducie ou contrat de rente de retraite et de tout contrat

Section 36: Nothing in this title shall be construed as making "L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc.", "Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc." or their representatives liable for the payment of any benefits to be provided by the Social Security Plan.

Division 9

Duties and powers of the Social Security Committee

Section 37: Under the authority and supervision of the Joint Committee, the Social Security Committee, upon the appointment of the proper number of representatives as required under the present title, sees to the setting up and proper operation of the Retirement and Group Life Insurance Plans. It will serve as a liaison between the trust company, the life insurance company and the life-insured, the future pensioners and the Joint Committee.

Section 38: More specially, the Social Security Committee shall:

(a) 1. receive from the Joint Committee the amount of assessments levied and collected by this Committee and shall remit same, in pursuance hereof, to the Retirement Fund and to the Group Life Insurance Fund respectively;

2. ask at least two trust and life insurance companies for tenders respecting the Retirement Plan herein provided for, as regards the administration of such plan and the investment of the assets of the said plan;

3. ask at least two trust companies for tenders respecting the Group Life Insurance Plan herein provided for as regards the administration and the investment of the assets of the said plan;

4. ask at least two trust companies for tenders respecting the Group Life Insurance Plan herein provided for as regards the insurance, the administration and the investment of the assets of the said plan;

5. seek, if need be, the advice of trust, investment, group life insurance, trust law or life insurance law and other specialists, as the case may be;

6. study the tenders received. Should they be deemed unacceptable, call on any other trust or life insurance company, as the case may be, for tenders;

7. study any trust contract or any retirement contract or any group life insurance contract submitted by any trust or life insurance company.

8. publish for an distribute to employees, a pamphlet detailing the pertinent provisions of the Social Security Plan with an exposé of their rights, obligations and any other information prescribed by the Québec Pension Board.

(b) 1. appoint the trust or life insurance company or companies with which the Joint Committee shall sign the trust contract or the retirement contract, as the case may be, or the group life insurance contract;

2. transmit to the Joint Committee the original and three copies of any trust contract or any retirement pension contract and of any group life insurance contract for signing purposes. A true copy, certified by the contracting parties, shall be filed without delay with the Minister of Labour and the Minister of Finance and with the Québec

d'assurance-vie collective, doit être déposée respectivement, sans délai, au Ministère du Travail et à la Régie des rentes du Québec. Après étude, les recommandations du Ministère du Travail et de la Régie des rentes du Québec, s'ils le requièrent, pourront faire l'objet de modifications à tout contrat ainsi visé.

Article 39: La Régie des rentes du Québec exerce une surveillance générale de la Caisse de retraite et de la Caisse d'assurance-vie collective. La Régie des rentes du Québec, ou son représentant, a droit de vérifier en tout temps les livres, comptes et archives du Comité quant à la Caisse de retraite et à la Caisse d'assurance-vie collective et, à cette fin, le Comité Conjoint, le Comité de sécurité sociale et leurs employés doivent lui donner accès à leurs livres, comptes et archives et lui fournir tout renseignement qu'elle requiert.

Chaque année, avant le 1er mars, et chaque fois que la Régie des rentes du Québec le requiert, le Comité de sécurité sociale doit lui faire rapport de l'état de la Caisse d'assurance-vie collective, des recettes, des déboursés, des sommes versées en réclamations d'assurance-vie et tout autre renseignement qu'elle exige.

Article 40: Le Comité de sécurité sociale a le pouvoir:

(a) de déterminer d'une façon finale les droits de tout employé ou ancien employé et de tout bénéficiaire à des prestations comme participant au régime de rente de retraite et au régime d'assurance-vie collective;

(b) de déterminer la forme et les normes de tout contrat de fiducie et de déterminer la forme et les termes de tout contrat d'assurance-vie collective et de tout contrat de rente de retraite, s'il y a lieu, de façon à assurer la réalisation du régime de rente de retraite et du régime d'assurance-vie collective;

(c) de passer tout contrat et entente aux fins de mener à bonne fin les termes de la Partie III et de la Partie IV du présent titre et pour la bonne marche courante de la Caisse de retraite, du régime de rente de retraite, de la Caisse d'assurance-vie collective et du régime d'assurance-vie collective, à l'exception toutefois du contrat de fiducie ou contrat de rente de retraite et du contrat d'assurance-vie collective qui doivent être signés par le Comité Conjoint et la compagnie de fidéicommiss et la compagnie d'assurance-vie.

(d) de rédiger, après discussion et entente avec tout Comité de sécurité sociale ou, à son défaut, avec tout Comité Conjoint qui a autorité sur les métiers de la construction dans la province de Québec, toute convention de transfert de cotisations. Toute convention a pour but de permettre le transfert des cotisations d'un Fonds de sécurité sociale où un employé était assujéti à un autre Fonds de sécurité sociale où l'employé devient assujéti assurant aux employés de l'industrie de la construction de la province de Québec la continuation de leur participation ainsi que la conservation de leurs droits et privilèges à un Régime de Sécurité Sociale. Cette convention doit viser à être générale et s'appliquer à tous et non à un cas particulier seulement. Cette convention n'est possible que si le transfert est effectué dans une autre caisse de retraite. Lorsqu'une telle convention est acceptée, elle doit être présentée à tout Comité Conjoint en cause pour signature. Une copie de cette convention dûment signée par les parties en cause doit être déposée sans délai au Ministère du Travail et à la Régie des rentes du Québec.

Pension Board. Following study thereof, the recommendations of the Department of Labour and the Québec Pension Board, if they so require, may be the object of amendments to any contract herein referred to.

Section 39: The Québec Pension Board exercises a general supervision of the Retirement and Group Life Insurance Funds. The Québec Pension Board, or its authorized representative, may at any time check the books, accounts and records of the Committee related to the Retirement and Group Life Insurance Funds. For that purpose, the Joint Committee, the Social Security Committee and their employees shall give him access to their books, accounts and records and give him any information which he may require.

Each year, before March 1, and each time the Québec Pension Board so requires, the members of the Committee shall report on the state of the Group Life Insurance Fund, on their receipts, their disbursements, the sums paid in life insurance claims and other information it may require.

Section 40: The Social Security Committee has the authority:

(a) to determine finally the rights of any employee or former employee and of any beneficiary to benefits as participant to the Retirement Plan or Group Life Insurance Plan;

(b) to determine the form and standards of any trust contract and to determine the form and terms of any group life insurance contract, and of the retirement contract, if any, in order to ensure the carrying out of the Retirement and Group Life Insurance Plans;

(c) to enter into any contract and agreement for the purpose of carrying out the provisions of Parts III and IV of this title and for the proper operation of the Retirement Fund, of the Retirement Pension Plan, of the Group Life Insurance Fund and of the Group Life Insurance Plan, with the exception, however, of the trust contract or of the retirement pension contract and of the group life insurance contract which must be signed by the Joint Committee, the trust company and the life insurance company.

(d) to draft, following discussion and agreement with any Social Security Committee or, in the absence thereof, with any Joint Committee having jurisdiction over the construction trades in the Province of Québec, any retirement transfer agreement. The purpose of such a transfer agreement is to enable the transfer of assessments from one social security fund where an employee was covered to another social security fund where an employee becomes covered. It thus assures employees of the construction industry of the Province of Québec a continuous participation in as well as a preservation of their rights and privileges in a social security plan. This agreement shall be general in nature and shall apply to all and not to one particular case. This agreement shall only be possible when the transfer is made to another retirement fund. When such an agreement is accepted, it shall be submitted to every Joint Committee concerned for signing purposes. Copy of such agreement duly signed by the parties shall be filed without delay with the Department of Labour and the Québec Pension Board.

e) d'interpréter toutes les dispositions ou termes ambigus ou douteux du présent titre et toute interprétation donnée par le Comité de sécurité sociale de bonne foi liera tous les intéressés.

f) d'employer tout agent responsable et conseiller, le personnel d'administration de bureau et de secrétariat et autres employés dont les services peuvent être nécessaires à l'administration courante des deux Caisses et à la bonne marche du Régime de Sécurité Sociale.

g) d'autoriser n'importe de ses mandataires à la représenter dans l'exécution de toute tâche qui relève du Comité de sécurité sociale.

h) de faire les règlements pour son fonctionnement interne et l'exercice des devoirs, obligations et droits à lui conférés, le tout sujet à la Loi des Décrets de Convention Collective et au présent titre.

i) de louer ou d'acheter des bureaux administratifs, de l'ameublement, des fournitures et autres choses essentielles à l'administration du Régime de Sécurité Sociale.

j) d'utiliser les actifs de la Caisse de retraite aux fins suivantes:

1. payer les primes à la compagnie d'assurance-vie, s'il y en a, avec laquelle un contrat de rente de retraite est signé, ou payer les prestations de retraite à même la Caisse;

2. s'assurer du paiement des prestations prévues aux termes du régime de rente de retraite;

3. payer toutes les dépenses raisonnables et nécessaires encourues par l'établissement et l'organisation de la Caisse de retraite et du régime de rente de retraite;

4. payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, y compris les salaires, coûts et honoraires encourus par le Comité de sécurité sociale en raison du maintien et de l'administration de la Caisse de retraite et du régime de rente de retraite ainsi que le coût de l'administration des registres exigés en vertu de l'article 12-A du présent titre;

5. payer toutes taxes réelles et personnelles, impôts sur le revenu et autres taxes ou cotisations de toutes sortes imposées en vertu des lois existantes ou futures sur la Caisse de retraite ou à son sujet;

6. payer aux représentants membres du Comité de sécurité sociale une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des tâches qui leur sont imposées par le présent titre, pourvu que le paiement de ces déboursés soit approuvé par le Comité de sécurité sociale et conforme aux dispositions des articles 16 et 17 du présent titre.

k) d'utiliser les actifs de la Caisse d'assurance-vie collective aux fins suivantes:

1. payer les primes à la compagnie d'assurance-vie qui assume le risque;

2. s'assurer du paiement des prestations d'assurance-vie collective prévues aux termes du régime d'assurance-vie collective;

3. payer toutes les dépenses raisonnables et nécessaires encourues par l'établissement et l'organisation de la Caisse d'assurance-vie collective et du régime d'assurance-vie collective;

4. payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, y compris les salaires, coûts et honoraires encourus par le Comité de sécurité sociale en raison du maintien et de l'administration de la

(e) to interpret all the ambiguous or doubtful provisions or terms of this title and any interpretation given in good faith by the Social Security Committee shall bind all concerned;

(f) to employ responsible officers and advisers, personnel for administration, office and secretariat and other employees whose services may be required for the current administration of the two funds and for the proper operation of the Social Security Plan.

(g) to authorize any of its agents to represent it in the performance or carrying out of any duty under the jurisdiction of the said Committee;

(h) to pass any by-laws for its internal operation and for the exercise of the duties, obligations and rights conferred upon it, in pursuance of the Collective Agreement Decrees Act and of the present title;

(i) to pay the rent for or to buy office space, furniture, equipment and other essential requisites for the administration of the Social Security Plan;

(j) to use the assets of the Retirement Fund for the following purposes:

1. to pay premiums to the life insurance company, if any, with which a retirement pension contract is signed or to pay the benefits from the Fund;

2. to provide for the payment of all the benefits payable under the terms of the Retirement Pension Plan;

3. to pay all reasonable and necessary expenses for the establishment and organization of the Retirement Fund, the Retirement Pension Plan;

4. to pay all reasonable and necessary expenses including salaries, costs and fees incurred by the Social Security Committee in connection with the maintenance and operation of Retirement Fund, the Retirement Pension Plan, as well as the cost of record maintenance stipulated in section 12-A of this title;

5. to pay all real and personal taxes, income tax and other taxes or assessments all kinds levied or assessed under existing or future laws upon or in respect to the Retirement Fund;

6. to pay the representatives (members of the Social Security Committee) a fair and reasonable compensation and all expenses incurred by the representatives in the performance of their duties hereunder, provided the payment for said expenditures is approved by the Social Security Committee and is in accordance with the provisions of sections 16 and 17 of this title.

(k) to use the assets of the Group Life Insurance Fund for the following purposes:

1. to pay the premium to the underwriting life insurance company;

2. to see to the payment of all group life insurance benefits payable under the terms of the Group Life Insurance Plan;

3. pay all reasonable and necessary expenses incurred in the setting up and implementation of the Group Life Insurance Plan and Fund.

4. to pay all reasonable and necessary expenses salaries, costs and fees incurred by the Social Security Committee in connection with the maintenance and operation of the Group Life

Caisse d'assurance-vie collective et du régime d'assurance-vie collective ainsi que le coût de l'administration des registres exigés en vertu de l'article 12-A du présent titre;

5. payer toutes taxes réelles et personnelles, impôts sur le revenu et autres taxes ou cotisations de toutes sortes imposées en vertu des lois existantes ou futures sur la Caisse d'assurance-vie collective ou à son sujet;

6. payer aux représentants membres du Comité de sécurité sociale une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des tâches qui leur sont imposées par le présent titre, pourvu que le paiement de ces déboursés soit approuvé par le Comité de sécurité sociale et conforme aux dispositions des articles 16 et 17 du présent titre.

(l) de fournir à la compagnie de fidéicommis ou à la compagnie d'assurance-vie ou aux deux à la fois tout renseignement et toute formule que pourraient exiger ceux-ci à l'égard du paiement des prestations visées dans le Régime de Sécurité Sociale.

Article 41: Le Comité de sécurité sociale aura le pouvoir de reviser les dispositions du Régime de Sécurité Sociale de temps à autre et de recommander aux parties contractantes tels changements, modifications et amendements audit Régime que le Comité de sécurité sociale estimera désirables. Toute modification apportée à la contribution ou au montant de prestations de sécurité sociale doit être appuyée par un rapport de l'actuaire quant à la suffisance de la contribution pour assurer le paiement des prestations de sécurité sociale.

PARTIE III

Régime de rente de retraite

Section 10

Caisse de retraite de l'industrie de la Construction de la région de Rimouski

Article 42: La Caisse de retraite de l'industrie de la construction de la région de Rimouski est créée dans le but unique et exclusif de fournir aux employés les prestations définies aux sections 11, 12 et 13 du présent titre.

Article 43: La Caisse de retraite consiste en tous les montants de cotisations versés en conformité de l'article 13 du présent titre et en les gains et profits réalisés avec ceux-ci, en les investissements et réalisations desdits investissements et en tous les gains et profits de ces investissements. Les placements de cette caisse doivent être faits conformément aux règlements édictés par la Régie des rentes du Québec.

Section 11

Présentations de retraite

Article 44: Jusqu'à décision contraire, le montant des prestations mensuelles de retraite normale payable à tout employé lors de sa retraite consistera en une rente de retraite normale de quatre dollars et quarante sous (\$4.40) par mois payable la vie durant pour chaque tranche de cent dollars (\$100) des contributions de l'employé reçues par le Comité Conjoint.

Article 45: Un employé a droit de recevoir des prestations de retraite normale pourvu qu'il remplit à la fois toutes les conditions suivantes:

Insurance Fund and Plan as well as the records required under section 12-A of this title;

5. to pay all real and personal taxes, income tax and other taxes or assessments of all kinds levied or assessed under existing or future laws upon or in respect to the Group Life Insurance Fund;

6. to pay the representatives (members of the Social Security Committee) a fair and reasonable compensation and all expenses incurred in the performance of their duties herein stipulated provided payment for said expenditures is approved by the Social Security Committee and concurs with the provisions of sections 16 and 17 of this title.

(l) to furnish the trust and/or life insurance company with any information and any form which they may require regarding the payment of benefits provided for under the Social Security Plan.

Section 41: The Social Security Committee shall have authority to revise all of the provisions of the Social Security Plan from time to time and to recommend to the contracting parties such changes, modifications and amendments to the said plan as the Social Security Committee shall deem desirable. Any change in social security contributions or benefits must be supported by an actuary's report regarding the sufficiency of the contributions to assure the payment of the social security benefits.

PART III

Retirement pension plan

Division 10

Retirement Fund of the Construction Industry of the Region of Rimouski

Section 42: The Retirement Fund of the Construction Industry of the Region of Rimouski is established for the sole purpose of providing for the employees the benefits set out in divisions 11, 12 and 13 of this title.

Section 43: The Retirement Fund shall consist of all monies allocated to it according to section 13 of this title, together with the earnings and profits thereon, all investments made therewith, proceeds thereof and all earnings and profits thereon. Investments from such fund shall comply with the requirements laid down by the Québec Pension Board.

Division 11

Retirement benefits

Section 44: Until otherwise determined, the amount of monthly normal retirement benefits payable to any employee on retirement shall be a basic pension of four dollars and forty cents (\$4.40) per month payable for life for each one hundred dollars (\$100) of employee contributions received by the Joint Committee.

Section 45: An employee shall be entitled to receive normal retirement benefits provided he fulfills all of the following conditions:

a) il doit avoir atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans et il doit faire la preuve de son âge à la satisfaction du Comité de sécurité sociale;

b) et le montant de ses propres contributions versées au Comité Conjoint doit être d'au moins sept cents dollars (\$700);

c) et il doit déposer par écrit au Comité de sécurité sociale une demande de prestations de retraite normale.

Article 46: Un employé qui atteint l'âge de cinquante-cinq (55) ans et qui remplit toutes les autres conditions d'admissibilité à une rente de retraite normale, tel que l'établit l'article précédent, peut, en déposant au Comité de sécurité sociale une demande par écrit à cet effet, être admissible à une rente de retraite anticipée. Si la demande est reçue, les prestations de retraite anticipée consisteront dans l'équivalent actuariel des prestations de retraite normale stipulées à l'article 44 di-dessus.

Article 47: Un employé qui prend une rente de retraite anticipée en vertu de l'article 46 peut obtenir des prestations de retraite augmentées payables jusqu'à ce qu'il ait droit à la pension de Sécurité de la Vieillesse du Canada ou la rente payable en vertu du Régime de rentes du Québec, ou au deux à la fois, et des prestations de retraite réduites payables par la suite jusqu'à son décès; la différence entre les prestations de retraite augmentées et les prestations de retraite réduites étant égale autant que possible au montant de la pension payable par le gouvernement fédéral ou de la rente payable par le Régime de rentes du Québec, ou les deux gouvernements ensemble. L'employé doit réclamer le montant que représente la différence lorsqu'il demande une rente de retraite en vertu du présent article sous réserve de l'approbation du Comité de sécurité sociale. Le montant d'augmentation aux prestations de retraite augmentées sera l'équivalent actuariel du montant de la réduction subséquente aux prestations de retraite réduites.

Article 48: La rente de retraite est payée mensuellement. La date d'échéance du premier paiement mensuel de toute rente de retraite est le premier jour du mois suivant le mois dans lequel un employé acquiert le droit de recevoir une rente de retraite. La date d'échéance du dernier paiement mensuel est le premier jour du mois dans lequel un retraité décède. Aucun paiement de rente de retraite ne sera fait pour cette partie du mois située entre le premier jour du mois dans lequel un employé décède et la date de sa mort.

Article 49: Les contributions faites par ou au nom d'un employé retraité à l'égard d'heures de travail à la date d'échéance de son premier versement mensuel de rente de retraite ou après cette date n'auront pour effet ni d'augmenter le montant de la rente de retraite payable à l'employé retraité ni d'augmenter ses cotisations accumulées d'employé.

Article 50: Aucune prestation de retraite payable en vertu du présent titre ne peut être saisie ou cédée. Aucune partie de la Caisse de retraite ne deviendra la propriété d'un individu quelconque et aucune rente de retraite ou autre prestation payable en vertu de la présente partie ne deviendra due à un individu quelconque ni ne deviendra la propriété d'un individu tant qu'elle ne leur a pas été effectivement payée.

Section 12

Présentations en cas de décès

Article 51: Lorsqu'un employé ou un ancien employé décède, un remboursement doit être

(a) he must have attained the age of sixty-five (65) or more and furnish proof thereof satisfactory to the Social Security Committee; and

(b) the sum of the contributions of such employee received by the Joint Committee must not be less than seven hundred dollars (\$700); and

(c) he must file with the Social Security Subcommittee a formal application for retirement benefits.

Section 46: An employee who has reached fifty-five (55) and has fulfilled all the other conditions to receive normal retirement pension benefits, as established in the preceding section, may, by filing with the Social Security Committee a formal application, be eligible for retirement benefits which shall be actuarially equivalent to the normal retirement benefits stipulated in section 44 above.

Section 47: An employee who takes a premature pension under section 46 may obtain an increased pension payable until he becomes entitled to the Old Age Security monthly pension and/or the pension of the Québec Pension Board together with a reduced pension payable thereafter until death; the difference between the increased pension and the reduced pension being as much as possible equal to the amount paid by the federal government and/or the Québec Pension Board. The difference shall be claimed by the employee when applying for a pension under this section and shall be subject to the Social Security Committee's approval. The pension increase shall be equivalent to the subsequent pension reduction.

Section 48: The pension shall be paid monthly. The due date of the first monthly payment of any pension shall be the first day of the month following the month in which the employee becomes qualified for retirement pension benefits. The due date of the last monthly payment shall be the first day of the month in which the pensioner passes away. No pension payment shall be made for that portion of the month in which he dies, between the first day of the month and the date of his death.

Section 49: The contributions made by or in the name of a retired employee in respect of hours of work on or after the due date of his first monthly pension instalment will neither increase the amount of pension payable to the retired employee nor increase his accumulated employee assessments.

Section 50: No retirement pension benefit payable under this title may be attached or assigned. No portion of the Retirement Fund shall become or be the property of any individual. No pension or other benefit payable hereunder shall become or be owing to any individual or become the property of any individual until actually paid to him.

Divison 12

Death benefits

Section 51: In the event of the death of an employee or former employee, there shall be

payé et ce remboursement doit être égal aux cotisations accumulées de l'employé moins les paiements de prestations de retraite reçues par l'employé ou l'ancien employé.

Article 52: Tout remboursement payable au décès d'un employé ou d'un ancien employé doit être payé au bénéficiaire sur demande de remboursement produite par écrit au Comité de sécurité sociale. Toutefois, ce dernier, en l'absence de demande par écrit, avise les intéressés de leurs droits à la dernière adresse connue du défunt. Cependant, le Comité de sécurité sociale aura le pouvoir de donner des instructions pour que le paiement soit fait à tout parent naturel ou allié de l'employé ou de l'ancien employé décédé, ou à toute personne qui, de l'avis du Comité de sécurité sociale, aura droit en justice au paiement parce qu'elle aura encouru des frais en rapport avec la subsistance, les frais funéraires et ceux de dernière maladie, l'enterrement de l'employé ou les soins médicaux fournis à l'employé, ou qui réclamera une partie de la succession en rapport avec ces frais.

Article 53: Le Comité de sécurité sociale a droit de différer le paiement de tout remboursement payable au cas de décès d'un employé ou d'un ancien employé à toute personne réclament un tel paiement jusqu'à ce que le droit du réclamant de recevoir paiement ait été établi à la satisfaction du Comité de sécurité sociale.

Section 13

Cessation de la qualification d'employé

Article 54: Si un employé cesse d'être un employé avant d'avoir accompli dix (10) ans de participation au présent Régime ou avant d'avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans, il peut, mais il n'y est pas obligé, demander au Comité de sécurité sociale le remboursement de ses cotisations accumulées d'employé ou il peut choisir de demander une rente de retraite à telle époque où il remplira les conditions énumérées à l'article 45 ou à l'article 46 du présent titre.

Si un employé cesse d'être un employé après avoir accompli dix (10) ans de participation au présent Régime et après avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans, il n'aura pas le droit de retirer ses cotisations accumulées d'employé, mais il aura droit à la rente de retraite déterminée selon l'article 44 du présent titre à telle époque où il remplira les conditions « a » et « c » de l'article 45 ou les conditions de l'article 46 du présent titre. Cependant, tout tel employé pourra demander au Comité de sécurité sociale le versement en paiement partiel de la rente différée de retraite d'un montant égal à 25% de la valeur actuarielle de la rente de retraite prévue à l'article 44, sauf que le versement maximum sera ses cotisations accumulées d'employé, et recevoir la balance de la rente différée de retraite à telle époque où il remplira les conditions d'admissibilité « a » et « c » de l'article 45 ou les conditions d'admissibilité de l'article 46 du présent titre et, dans tel cas, les prestations de décès prévues à l'article 51 du présent titre, calculées au moment du versement, seront réduites du montant de tel versement.

Aux fins du présent article, aucun employé ne sera considéré comme ayant cessé d'être un employé avant l'expiration de deux (2) années consécutives après sa dernière cotisation au Fonds de sécurité sociale.

Article 55: Toute cotisation versée par un employé retraité en vertu d'heures de travail

payable a refund equal to his accumulated employee assessments less any pension payments received by the employee or former employee.

Section 52: Any refund payable on the death of an employee or former employee shall be paid to the beneficiary upon making formal application therefor to the Social Security Committee. Nevertheless, the said Committee, in the absence of a formal application, shall notify the interested parties of their rights at the last known address of the deceased. However, the Social Security Committee shall have the power to direct that payment be made to any relation by blood or connection by marriage of the deceased employee or any person appearing to the Social Security Committee to be equitably entitled to payment by reason of having incurred expenses for the maintenance, burial or last illness of the employee, or medical attendance given to the employee, or who claims a portion of the estate to cover such expenses.

Section 53: The Social Security Committee shall be entitled to withhold payment of any refund payable as a result of the death of an employee or former employee to any person claiming such payment until evidence satisfactory to the Social Security Committee has been submitted as to the claimant's right to receive payment.

Division 13

Cessation of employee qualification

Section 54: If an employee ceases to be an employee before having contributed for ten (10) years to this Plan or before having reached his forty-fifth (45th) birthday, he may, but is not compelled to, apply to the Social Security Committee for a refund of his accumulated employee contributions or he may choose to apply for retirement benefits upon meeting the eligibility requirements listed in sections 45 or 46 of this title.

If an employee ceases to be an employee after having contributed for ten (10) years to this Plan or after having reached his forty-fifth (45th) birthday, he may not withdraw his accumulated employee contributions. However, he shall be entitled to pension benefits according to section 44 of this title upon meeting conditions "a" and "c" set forth in section 45 or those laid down in section 46 of this title. However, any such employee may apply to the Social Security Committee for a partial payment of a deferred annuity equal to 25% of the actuarial value of the retirement benefit provided for in section 44, except that the maximum payment will consist of his accumulated employee contributions. The balance of the deferred annuity may be paid upon his meeting the eligibility conditions "a" and "c" of section 45 or the eligibility requirements of section 46 of this title. In this event, the death benefits provided for in section 51 of this title—calculated at time of payment—shall be reduced by the amount of the payment.

For the purposes of the present section, no employee will be deemed to have ceased to be an employee until the expiration of two years after his last assessment to the Social Security Fund.

Section 55: Any contribution paid by a pensioner in respect of hours of work on or after

à la date d'échéance de son premier versement mensuel de rente de retraite ou après cette date deviendra remboursable à tel retraits à la fin de chaque année civile pour laquelle elle a été versée ou au décès du retraits si cette date survient avant.

Section 14

Déclaration

Article 56: Le régime de rente de retraite demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du présent décret et peut être renouvelé de temps à autre par tout décret subséquent.

Attendu que les dispositions du Régime de Sécurité Sociale sont une extension de la convention collective de travail intervenue entre « L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc. » et « Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. » et que l'expiration du décret placerait les signataires de ladite convention dans une situation différente de celle des assujettis par décret, les parties conviennent donc que, si le décret n'était pas renouvelé, toutes les dispositions du Régime de Sécurité Sociale relatives au régime de rente de retraite contenues au présent titre et faisant partie de ladite convention collective de travail seraient immédiatement et en même temps échues. Le Comité de sécurité sociale devrait alors procéder conformément à l'article 57.

Article 57: Si le présent régime de rente de retraite n'était pas renouvelé tel que mentionné précédemment, alors les contributions audit régime de rente de retraite cesseraient et celui-ci serait expiré. Dans un tel cas, le Comité de sécurité sociale déterminera, sous réserve de l'article 40 de la loi des régimes supplémentaires de rentes, de façon définitive, les prestations auxquelles chaque employé, ancien employé et retraits droit en vertu de la présente partie. Le Comité de sécurité sociale prévoiera alors le paiement de la totalité de la Caisse de retraite, y inclus tout surplus d'argent, à tous tels employés, anciens employés et retraits. Au même moment, la Caisse sera employée pour fournir, premièrement, à chaque retraits, la continuation d'une rente de retraite d'un montant au moins égal à celui auquel il a droit en vertu de la présente partie et, deuxièmement, à chaque autre employé ou ancien employé qui a un intérêt quelconque dans la Caisse, une partie équitable de la Caisse, soit sous forme d'une rente de retraite si possible, soit en argent comptant.

PARTIE IV

Régime d'assurance-vie collective

Section 15

Caisse d'assurance-vie de l'industrie de la construction de la région de Rimouski

Article 58: La Caisse d'assurance-vie collective de l'industrie de la construction de la région de Rimouski est créée dans le but unique et exclusif de pourvoir à des prestations d'assurance au décès pour les employés. Le Comité Conjoint doit souscrire une police d'assurance-vie collective avec une compagnie d'assurance-vie afin de prévoir le versement des prestations de décès mentionnées aux présentes.

Article 59: La Caisse d'assurance-vie collective consiste en tous les montants de cotisations versées en conformité de l'article 13 du présent

the due date of his first monthly instalment of pension shall be refunded to such pensioner employee at the end of each calendar year for which it was paid, or on the death of the pensioner if earlier.

Division 14

Declaration

Section 56: The Retirement Pension Plan shall remain in force until the expiration of this decree and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

Whereas the provisions of the Social Security Plan are but an extension of the collective labour agreement entered into between "L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc." and "Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc." and that the expiration of the decree would put the signatories of the said agreement in a situation different from that of those subject to the decree, the contracting parties therefore agree that, if the decree is not renewed, all the provisions of the Social Security Plan dealing with the retirement pension benefits, contained in his title and being part of the said collective labour agreement, would at once and at the same time expire. The Social Security Committee should then proceed in accordance with section 57.

Section 57: In the event this Retirement Pension Plan would not be renewed as aforesaid, contributions to the said retirement pension plan would cease and the plan would cease to exist. The Social Security Committee shall make a final determination of the benefits to which each employee, former employee and pensioner, is entitled under this Part. Then, the Committee shall provide for the disbursement of the entire Retirement Fund, including any surplus monies, to such employees, former employees and pensioners. At that time, the Fund shall be used to provide, first, that every pensioner shall continue to receive at least the pension to which he is entitled under this Part and, second, that every other employee or former employee who has any interest in the Fund shall be entitled to an equitable portion of the Fund, either in the form of a retirement benefit if possible or in cash.

PART IV

Group Life Insurance Plan

Division 15

The Group Life Insurance Fund of the Construction Industry of the Region of Rimouski

Section 58: The Group Life Insurance Fund of the Construction Industry of the Region of Rimouski is established for the sole purpose of providing death insurance benefits for employees. The Joint Committee shall take a group life insurance policy with an insurance company which will provide for the payment of the benefits herein mentioned.

Section 59: The group Life Insurance Fund shall consist of all monies allocated to it according to section 13 of this title, together with the earn-

titre et en les gains et profits réalisés avec ceux-ci, en les investissements et réalisations desdits investissements et en tous les gains et profits de ces investissements.

Les placements de cette caisse doivent être faits conformément aux règlements édictés par la Régie des rentes du Québec.

Section 16

Prestations de décès

Article 60: Jusqu'à décision contraire, les prestations de décès visées dans le présent titre seront les suivantes:

a) une prestation de décès de \$2,000.00 sera versée au cas où un employé admissible décède avant d'avoir soixante-cinq (65) ans révolus; ou

b) une prestation de décès de \$500.00 sera versée au cas où un employé admissible décède lorsqu'il a soixante-cinq (65) ans révolus;

c) une prestation de décès de \$2,000.00 sera versée dans le cas où un employé invalide décède avant d'avoir soixante-cinq (65) ans révolus;

d) ou une prestation de décès de \$500.00 sera versée dans le cas où un employé invalide décède lorsqu'il a soixante-cinq (65) ans révolus; ou

e) une prestation de décès de \$500.00 sera versée dans le cas où un retraité qui, immédiatement avant d'avoir droit à des prestations de rente de retraite, était:

1. un employé admissible aux termes de l'article 61 du présent titre;

2. un employé invalide aux termes de l'article 63 du présent titre.

Article 61: Un employé ou un ancien employé a droit à des prestations de décès pendant une période de trois (3) mois civils consécutifs à partir du premier jour de tout mois dans lequel l'une des conditions suivantes est accomplie:

a) L'encaissement par le Comité Conjoint de cotisations de l'employé au Fonds de sécurité sociale d'un montant minimum de \$15.00 pour les trois (3) mois civils consécutifs précédents;

b) ou l'encaissement par le Comité Conjoint de cotisations de l'employé au Fonds de sécurité sociale au montant minimum de \$30.00 pour les six (6) mois civils consécutifs précédents;

c) ou l'encaissement par le Comité Conjoint de cotisations de l'employé au Fonds de sécurité sociale au montant minimum de \$60.00 pour les douze (12) mois civils consécutifs précédents.

Article 62: Tout retraité comme tel cesse d'être un employé admissible au sens du présent titre. Tout employé ou ancien employé qui devient retraité et qui a droit à une prestation de décès prévue à l'alinéa « e » de l'article 60 ne pourra par la suite devenir un employé admissible.

Article 63: Est considéré comme un employé invalide un employé ou ancien employé qui remplit à la fois les conditions suivantes:

a) être frappé d'invalidité totale avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans;

b) et déposer au Comité de sécurité sociale une demande par écrit aux fins d'être considéré comme un employé invalide;

c) et avoir été un employé admissible à une certaine époque pendant la période de neuf (9) mois précédant immédiatement la date de réception de sa demande écrite par le Comité de sécu-

ings and profits thereon, all investments made therewith and proceeds thereof and all earnings and profits thereon.

Investments from this fund shall comply with the requirements laid down by the Québec Pension Board.

Division 16

Death benefits

Section 60: Until otherwise determined, death benefits referred to in his title shall be as follows:

(a) a death insurance benefit of \$2,000 payable in the event of the death of an eligible employee occurring before such employee attains the age of sixty-five (65); or

(b) a death insurance benefit of \$500 payable in the event of the death of an eligible employee occurring on or after such employee attains the age of sixty-five (65); or

(c) a death insurance benefit of \$2,000 payable in the event of the death of a disabled employee occurring before such employee attains the age of sixty-five (65); or

(d) a death insurance benefit of \$500 payable in the event of the death of a disabled employee occurring on or after such employee has attained the age of sixty-five (65); or

(e) a death insurance benefit of \$500 payable in the event of the death of a pensioner who immediately before being qualified for pension benefit was:

1. an eligible employee according to section 61 of this title, or

2. a disabled employee according to section 63 of this title.

Section 61: An employee or former employee shall be eligible for death benefits for a period of three consecutive calendar months commencing on the first day of any month on which any one of the following conditions is met:

(a) Employee contributions of at least \$15 have been received by the Joint Committee for the previous three (3) consecutive months; or

(b) Employee contributions of at least \$30 have been received by the Joint Committee for the previous six (6) consecutive months; or

(c) Employee contributions of at least \$60 have been received by the Joint Committee for the previous twelve (12) consecutive months.

Section 62: An eligible employee shall cease to be eligible when he becomes a pensioner. Any employee or former employee who becomes a pensioner and who is entitled to a death benefit as provided in paragraph "e" of section 60 cannot thereafter become eligible.

Section 63: An employee or former employee shall be considered as disabled when all of the following conditions are met:

(a) The employee or former employee must become totally disabled before he attains the age of sixty-five (65); and

(b) he must file with the Social Security Committee a formal application to be considered a disabled employee; and

(c) he must have been an eligible employee at some time during the nine-month period preceding the date of receipt of his formal application by the Social Security Committee and have been

rité sociale et avoir été continuellement invalide depuis l'époque à laquelle il était employé admissible;

d) et faire la preuve de son âge à la satisfaction du Comité de sécurité sociale;

e) et faire la preuve de son invalidité totale et, à cet effet, se soumettre à un ou plusieurs examens médicaux devant un ou des médecins désignés par le Comité de sécurité sociale;

f) l'employé ou l'ancien employé ne doit pas être un retraité.

Article 64: L'invalidité totale n'inclut pas une invalidité résultant d'activité criminelle, d'ivresse habituelle, de mutilation volontaire, de l'usage habituel de narcotiques ou du service militaire.

Article 65: Un employé est considéré invalide pendant la continuation de son invalidité pour une période d'une année suivant la date d'approbation de sa demande par le Comité de sécurité sociale.

Par la suite, l'employé continue d'être un employé invalide pendant la continuation de son invalidité totale pour des périodes subséquentes d'une année chacune en établissant au début de chaque période la continuation de son invalidité totale à la satisfaction du Comité de sécurité sociale.

Article 66: Un employé cesse d'être un employé invalide au moment où l'une ou l'autre des conditions suivantes se réalise:

a) lorsqu'il cesse d'être totalement invalide ou ne réussit pas à prouver à la satisfaction du Comité de sécurité sociale la continuation de son invalidité totale;

b) lorsqu'il se livre à un emploi rémunéré autre qu'un emploi exercé dans un but de réadaptation et qui ne comporte qu'un salaire minimal;

c) lorsqu'il devient un retraité. Tout employé ou ancien employé qui devient retraité et qui a droit à la prestation de décès prévue à l'alinéa « e » de l'article 60 ne pourra par la suite avoir droit à la prestation de décès à titre d'employé invalide.

Section 17

Paiement des prestations de décès

Article 67: Toute prestation de décès payable en vertu de la présente partie au décès d'un employé ou d'un ancien employé sera versée au bénéficiaire de tel employé ou ancien employé sur demande faite par écrit au Comité de sécurité sociale. Cependant, le Comité de sécurité sociale aura le pouvoir de donner des instructions pour que le paiement soit fait à tout parent naturel ou allié de l'employé décédé, ou à toute personne qui, de l'avis du Comité de sécurité sociale, aura droit en justice au paiement parce qu'elle aura encouru des frais en rapport avec la subsistance, les frais funéraires et ceux de dernière maladie, l'enterrement de l'employé ou les soins médicaux fournis à l'employé, ou qui réclamera une partie de la succession en rapport avec ces frais.

Article 68: Le Comité de sécurité sociale a droit de différer le paiement de toute prestation de décès payable en vertu de la présente partie jusqu'à ce que le réclamant ait établi son droit à la satisfaction du Comité de sécurité sociale.

Article 69: Aucun employé ou ancien employé n'aura droit de réclamer un montant d'argent au lieu des prestations de décès prévues par la présente partie.

continuously disabled since he last was an eligible employee; and

(d) he shall prove his age to the satisfaction of the Social Security Committee; and

(e) he must establish his total disability and in so doing shall submit to a medical examination or examinations by a doctor or doctors specified by the Social Security Sub-Committee; and

(f) he must not be a pensioner.

Section 64: Total disability shall not include disability suffered as a result of criminal activity, habitual drunkenness, self-inflicted injury, addiction to narcotics or military service.

Section 65: An employee shall be considered disabled during the continuance of his total disability for a period of one year following the date of approval of his application by the Social Security Committee.

Thereafter, the disabled employee shall continue to be disabled during the continuance of his total disability for subsequent periods of one year each by establishing, at the beginning of each period, the continuance of his total disability to the satisfaction of the Social Security Sub-Committee.

Section 66: A disabled employee shall cease to be disabled when any one of the following conditions is met:

(a) he ceases to be totally disabled or fails to establish the continuance of his total disability to the satisfaction of the Social Security Committee;

(b) he engages in gainful employment other than for purposes of rehabilitation on a nominal wage basis;

(c) he becomes a pensioner. Any employee or former employee who becomes a pensioner and who is entitled to a death benefit as provided in paragraph "e" of section 60 cannot become entitled to a death benefit as a disabled employee.

Division 17

Payment of death benefits

Section 67: Any death insurance benefit payable according to this Part at the death of an employee or former employee shall be payable to the beneficiary of such employee or former employee upon making formal application to the Social Security Committee. However, the Social Security Committee shall have the power to direct that payment be made to any relation by blood or marriage of the deceased employee, or any person appearing to the Social Security Committee to be equitably entitled to payment by reason of having incurred expenses for the maintenance, burial or last illness of the employee or medical attendance given to the employee, or who claims a part of the estate to cover these expenses.

Section 68: The Social Security Committee shall be entitled to withhold payment of any death insurance benefit payable hereunder until evidence satisfactory to the Social Security Committee has been submitted as to the claimant's right to receive payment.

Section 69: No employee or former employee shall be entitled to claim any amount of money in lieu of the death benefits herein laid down.

Section 18

Déclarations

Article 70: Le régime d'assurance-vie collective demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du présent décret et peut être renouvelé de temps à autre par tout décret subséquent.

Attendu que les dispositions du Régime de Sécurité Sociale sont une extension de la convention collective de travail intervenue entre « L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc. » et « Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc. » et que l'expiration du décret placerait les signataires de ladite convention dans une situation différente de celle des assujettis par décret, les parties conviennent donc que, si le décret n'était pas renouvelé, les dispositions du Régime de Sécurité Sociale relatives au régime d'assurance-vie collective contenues au présent titre et faisant de ladite convention collective de travail seraient immédiatement et en même temps échues. Le Comité de sécurité sociale devrait alors procéder conformément à l'article 71.

Article 71: Si le présent régime d'assurance-vie collective n'était pas renouvelé tel que mentionné précédemment, alors les contributions audit régime d'assurance-vie collective cesseraient et tout l'actif de la Caisse d'assurance-vie collective devra d'abord servir à la compagnie d'assurance-vie qui assume à ce moment le risque aux fins de continuer cette assurance au décès le plus longtemps possible dans l'intérêt des vies assurées; après quoi, le régime d'assurance-vie collective sera expiré.

Article 72: Le Comité Conjoint peut accepter l'administration des contributions d'employeurs et d'employés relatives à un Fonds de sécurité sociale pour des employeurs et employés assujettis à un autre Comité Conjoint, ou accepter de faire administrer les contributions de ses employés et employeurs relatives au Fonds de sécurité sociale par un autre Comité Conjoint, si ce dernier comité lui présente par écrit une requête à cette fin ou y consent par écrit, et si les deux comités conjoints en conviennent préalablement par une convention écrite.

Ladite convention doit prévoir que les dispositions et stipulations du Titre II intitulé « Régime de Sécurité Sociale » du décret numéro 1203 et ses amendements seront applicables *mutatis mutandis*.

Une telle convention se limitera à l'industrie du bâtiment ou à des industries connexes ou à des industries dont le travail se fait en partie à l'atelier et en partie sur le chantier.

Une copie d'une telle convention doit être déposée chez le Ministre du Travail et à la Régie des rentes du Québec.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
15329-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 706

Québec, le 19 avril 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'observance du dimanche dans les fabriques de pâtes et papiers.

ATTENDU QUE la Commission formée par l'arrêté en conseil numéro 1611 du 26 août 1964, pour enquêter sur l'observance du dimanche dans les fabriques de pâtes et papiers, fait en

Division 18

Déclarations

Section 70: The Group Life Insurance Plan shall remain in force until the expiration of this decree and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

Whereas the provisions of the Social Security Plan are but an extension of the collective labour agreement entered into between *l'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc.* and *Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc.* and that the expiration of the decree would put the signatories of the said agreement in a situation different from that of those subject to the decree, the contracting parties therefore agree that, if the decree is not renewed, all the provisions of the Social Security Plan dealing with the group life insurance plan, contained in this title and being part of the said collective labour agreement, would at once and at the same time expire. The Social Security Committee should then proceed in accordance with section 71.

Section 71: In the event the group life-insurance plan was not renewed the contributions to the said plan would cease and the entire assets of the Group Life Insurance Fund shall be turned over to the underwriting life insurance company for the purpose of continuing this death insurance as long as possible, in the interest of the lives insured.

Section 72: The Joint Committee may accept the administration of employer and employee contributions in respect of a Social Security Fund for employers and employees subject to another Joint Committee, or accept to have the contributions of its employees and employers, in connection with the Social Security Fund by another Joint Committee if the latter presents a written request to this effect and if a written agreement has previously been signed between the two Joint Committees.

This agreement must provide that the conditions and stipulations of title II entitled "Social Security Plan" of decree number 1203 and its amendments will be applicable *mutatis mutandis*.

Such an agreement will be limited to the building construction industry and industries related thereto or to industries where work is performed partly in the shop and partly on the site.

A copy of such an agreement shall be filed with the Minister of Labour and with the Québec Pensions Board.

15329-o JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 706

Québec, April 19, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the observance of Sunday in pulp and paper mills.

WHEREAS the Commission formed by Order in Council number 1611, dated August 26, 1964, to make inquiries into the observance of Sunday in pulp and paper mills, made, in concluding its

conclusion de son rapport unanime du 28 mars 1966 la recommandation suivante:

« Quand toutes les usines d'une compagnie de pâtes et papiers au Québec, dans une catégorie de produits, utilisent 90% de leur capacité normale de six jours, cette compagnie pourra poursuivre ses opérations le dimanche aussi longtemps que cette condition sera maintenue, pourvu que les employés y consentent et que l'autorité publique ne s'y oppose pas. Car, nous croyons qu'à ce moment, la production le dimanche devient une nécessité.

« Les compagnies et les syndicats sont les mieux placés pour déterminer si 90% de la capacité de 6 jours a été atteint. Ils doivent aussi s'entendre sur les conditions qui devront s'appliquer au travail le dimanche et pourront s'entendre sur les mesures à prendre pour atténuer les conséquences pénibles, pour les salariés, du travail le dimanche que nous avons soulignées plus haut.

« Quand une compagnie et les syndicats qui représentent ses employés ont reconnu qu'en fait l'utilisation de 90% de la capacité de 6 jours a été atteinte et qu'ils ont convenu également des conditions qui régiront le travail du dimanche, la compagnie pourra commencer à produire ce jour-là. Toutefois, la compagnie devra immédiatement informer le ministre de la justice de cette entente. Comme la prohibition du travail le dimanche est d'intérêt public, le ministre de la justice au nom de l'état pourra intervenir, sur réception de l'avis et en tout temps, pour vérifier si l'exception est bien fondée. Dans tous les cas où les parties (employeur et syndicats) ne pourront s'entendre sur le fait que la compagnie utilise 90% de sa capacité de 6 jours ou davantage, l'une ou l'autre partie, à sa discrétion, pourra soumettre le différend au ministre de la justice, en donnant avis à l'autre partie et le ministre, après enquête sur les faits rendra sa décision. »

ATTENDU qu'il y a lieu de donner suite à cette recommandation.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Premier ministre:

Qu'à compter du 1^{er} mai 1966, le ministre de la justice adopte la recommandation ci-dessus relatée comme ligne de conduite à suivre dans la mise à exécution de la législation sur l'observance du dimanche pour les fabriques de pâtes et papiers.

Copie conforme.

15332-o *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 866

Québec, le 11 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de pêche de la rivière Petit Saguenay.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse, Statuts révisés 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse ou de pêche;

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en réserve une partie de la rivière Petit Saguenay et de la rivière du Portage;

unanimous report on March 28, 1966, the following recommendation:

"When all plants of a pulp and paper company in Quebec, in one category of products, use 90% normal capacity for six days, this company may continue its operations on Sunday for as long as this condition shall be maintained, provided that the employees consent thereto, and that public authority is not opposed thereto. Because, we believe that at such a time Sunday production becomes a necessity.

"The companies and the unions are in the best position to determine if 90% capacity for 6 days has been attained. They must also agree on the conditions which shall apply to work on Sunday and may agree on the measures to take to mitigate the distressing consequences, for wage-earners, of working on Sunday, which we pointed out above.

"When a company and the unions which represent its employees have recognized that in fact the use of 90% capacity for 6 days has been attained and they have also agreed upon the conditions which will govern Sunday work, the company may begin to produce on that day. However, the company must inform the Minister of Justice of this intention immediately. Since forbiddance to work on Sunday is in the public interest, the Minister of Justice may intervene in the name of the state, upon receipt of the notice and, at any time, to verify if the exception is well-founded. In any case where the parties (employee and unions) are unable to agree upon the fact that the company uses 90% capacity or more for 6 days, one or the other of the parties, at its discretion, may submit the disagreement to the Minister of Justice giving the opinion of the other party and the Minister, after making inquiries into the facts, will render his decision."

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Premier:

THAT from and after May 1, 1966, the Minister of Justice adopt the above-stated recommendation as the policy to follow in the carrying out of legislation on Sunday observance for pulp and paper mills.

True copy.

15332 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 866

Québec, May 11, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Petit Saguenay River Fish Reserve.

WHEREAS under paragraph 6 of section 65 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 202, The Lieutenant-Governor in Council may create game and fish reserves;

WHEREAS it is expedient to create a reserve with part of Petit Saguenay River and Portage River;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la partie de la rivière Petit Saguenay appartenant à la Couronne, comprise entre le barrage situé sur le lot 24 du rang I est — Petit Saguenay, et son embouchure dans la rivière Saguenay et la partie de la rivière du Portage comprise entre l'endroit où elle pénètre dans le rang I-ouest — Petit Saguenay, et son embouchure dans la rivière Petit Saguenay ainsi que la réserve de 3 chaînes partout où elle existe le long desdites parties desdites rivières, le tout dans le canton Dumas, comté de Chicoutimi, soient constituées en réserve sous le nom de réserve de pêche du Petit Saguenay;

QUE le règlement suivant s'applique dans cette réserve:

1° Définition: « pêche à la mouche en surface » signifie la « pêche à la mouche en surface » telle que définie par l'article 2 du règlement de la pêche du Québec.

2° Nul ne doit être en possession dans la réserve d'engins de pêche autres que ceux nécessaires pour la « pêche à la mouche en surface ».

3° Nul ne doit avoir en sa possession dans la réserve des agrès de pêche s'il n'est porteur du permis visé à l'article 4° du présent règlement.

4° Nul ne doit pêcher dans la réserve sans être porteur d'un permis spécial délivré par le Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

5° Nul ne doit faire de camping dans la réserve.

6° Le Ministre peut limiter le nombre de pêcheurs qui pêchent simultanément.

QUE publication soit faite dans la *Gazette Officielle du Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

15332-o

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 865

Québec, le 11 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements du Parc provincial des Laurentides.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement suivant s'applique dans le Parc provincial des Laurentides:

1° Pour pénétrer dans ce parc, l'on doit:

a) s'enregistrer à l'une des barrières et y donner les renseignements exigés;

b) se procurer un permis délivré par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche ou détenir un laissez-passer du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche ou du ministère des terres et forêts.

2° Une personne employée dans ce parc pour des opérations forestières ou d'autres travaux doit porter une carte d'identité ou un insigne émis par son employeur.

3° Le membre d'un club de pêche locataire d'un territoire situé dans ce parc doit être porteur d'une carte d'identité signée par le secrétaire dudit club de pêche.

4° Les personnes visées aux articles 2° et 3° des présentes sont exemptées de l'obligation établie par le paragraphe « b » de l'article 1° sauf:

THEREFORE, IT IS RECOMMENDED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT the part of Petit Saguenay River belonging to the Crown, included between the dam situated on lot 24 of range I east — Petit Saguenay, and its mouth in Saguenay River and the part of Portage River included between the place where it penetrates in range I west — Petit Saguenay, and its mouth in Petit Saguenay River as well as the reserve of 3 chains wherever it exists along the said rivers, the whole in the township of Dumas, county of Chicoutimi, be created into a reserve under the name of Petit Saguenay Fish Reserve;

That the following regulation be applied in this reserve:

1. Definition: "fly surface fishing" signifies the "fly surface fishing" such as defined by section 2 of the Quebec Fishery Regulations.

2. No one must have in his possession on the reserve fishing lines other than those necessary for "fly surface fishing".

3. No one must have in his possession on the reserve fishing tackle if he is not a holder of a permit foreseen in section 4. of the present regulation.

4. No one must fish on the reserve without holding a special permit delivered by the Minister of Tourism, Game and Fish.

5. No one must camp on this reserve.

6. The Minister may limit the number of fishermen fishing simultaneously.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

15332

Order in Council Executive Council Chamber

Number 865

Québec, May 11, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations of the Laurentide Provincial Park.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following regulation be made to apply to the Laurentide Provincial Park:

1. To penetrate into this park one must:

(a) register at one of the gates and give the required information;

(b) obtain a permit issued by the Department of Tourism, Fish and Game or hold a pass from the Department of Tourism, Fish and Game or from the Department of Lands and Forests.

2. A person employed in this park for forestry operations or other works must hold an identification card or a badge issued by this employer.

3. The member of a fishing club which is a tenant of a territory situated in this park must be the bearer of an identification card signed by the secretary of said fishing club.

4. The persons mentioned in sections 2 and 3 of these presents are exempted from the obligation established by paragraph "b" of section 1 save:

a) si la présence de l'employé visé à l'article 2° n'est pas requise pour les fins de son travail, s'il veut se livrer à des occupations sportives ou récréatives ou circuler ailleurs dans le parc que son travail ne le nécessite;

(b) si la personne visée à l'article 3° des présentes veut pénétrer dans ce parc en dehors de la saison de pêche ou si, pendant la saison de pêche, elle veut se livrer à des occupations ailleurs que sur le territoire d'un des clubs de pêche locaux dans ce parc.

5° Le détenteur d'un permis de traverse ou de promenade ne doit pas circuler ailleurs dans ce parc que sur les routes provinciales principales ni séjourner ailleurs que dans les hôtelleries du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche soit le Gîte, le Relais ou l'Étape ou ailleurs qu'aux autres endroits déterminés par le ministre.

6° Le détenteur d'un permis de séjour ou de pêche ne doit pas séjourner ou pêcher à un autre endroit que celui indiqué sur ce permis ni en dehors des heures qui y sont mentionnées.

7° La chasse est prohibée dans ce parc sauf aux périodes et aux conditions établies par le lieutenant-gouverneur en conseil.

8° a) Nul ne doit être en possession d'une arme ou d'un engin de chasse dans ce parc sauf les personnes dûment autorisées à cette fin;

b) nul ne doit être en possession d'agès de pêche dans ce parc sauf les personnes dûment autorisées à y pêcher;

c) nonobstant les paragraphes « a » et « b » du présent article, il est permis d'être en possession d'une arme, d'un engin de chasse ou d'agès de pêche pour traverser le parc à condition de les faire sceller par le préposé de la barrière d'entrée.

9° (a) Nul, sauf le détenteur d'un permis l'autorisant à y pêcher, ne doit être en possession de poisson dans ce parc.

Nul, sauf le détenteur d'un permis l'autorisant à y chasser, ne doit être en possession de gibier dans ce parc;

b) nonobstant le paragraphe « a » du présent article, il est permis d'être en possession de poisson ou de gibier pour traverser ce parc à condition de l'avoir déclaré au préposé de la barrière d'entrée et d'avoir obtenu un permis spécial.

10° Le ministre peut fixer les tarifs des permis de pêche ou de séjour dans ce parc et les droits payables pour l'utilisation des services du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche.

11° Le ministre peut restreindre le nombre de personnes qui pêchent ou séjournent simultanément dans ce parc.

12° Le ministre peut déterminer les lacs où la pêche est permise ainsi que les secteurs où la chasse doit être faite lorsqu'elle est permise en vertu de l'article 7° du présent règlement.

13° Il est interdit de jeter des déchets ailleurs que dans des récipients prévus à cette fin.

14° Sur réserves des droits et des privilèges d'un concessionnaire forestier, nul ne doit couper ou mutiler un arbre dans ce parc sauf pour fin de campement.

15° Nul, sauf le concessionnaire dûment autorisé à cette fin, ne peut faire commerce dans ce parc.

16° L'on doit se conformer aux directives des représentants mandatés du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche relativement à

(a) if the presence of the employee mentioned in section 2 is not required for the purposes of his work, if he wishes to take advantage of the sports or recreational activities or if he wishes to travel to sites in the park other than where his work requires him;

(b) if the person mentioned in section 3 of these presents wishes to penetrate into this park outside the fishing season or if, during the fishing season, he wishes to take advantage of activities elsewhere than on the territory of one of the fishing clubs which is a tenant in said park.

5. If the holder of a crossing or travelling permit is not circulating elsewhere in this park than on the main provincial roads nor staying elsewhere than in the hotels of the Department of Tourism, Fish and Game, that is, "le Gîte", "le Relais" or "l'Étape", or elsewhere than in other places determined by the Minister.

6. The holder of a permit to stay or fish must not stay or fish in a place other than that indicated on said permit nor outside the hours mentioned thereon.

7. Hunting is prohibited in this park save during the periods and under the conditions established by the Lieutenant-Governor in Council.

8.(a) No one may be in possession of a fire arm or hunting gear in this park save those persons duly authorized for this purpose;

(b) no one may be in possession of fishing tackle in this park save those persons duly authorized to fish therein;

(c) notwithstanding paragraphs "a" and "b" of this section, it is permitted to be in possession of a fire arm, hunting gear or fishing tackle on the condition that they have been sealed by the person in charge of the entry gate.

9. (a) No one, save the holder of a permit authorizing him to fish therein, may be in possession of fish in this park.

No one, save the holder of a permit authorizing him to hunt therein, may be in possession of game in this park;

(b) Notwithstanding paragraph "a" of this section, it is permitted to be in possession of fish or game to cross this park on the condition that it has been declared to the person in charge of the entry gate and that a special permit has been obtained.

10. The Minister may fix the tariffs for fishing permits or permits to stay in this park and the fees payable for the use of the services of the Department of Tourism, Fish and Game.

11. The Minister may restrict the number of persons fishing or staying simultaneously in this park.

12. The Minister may determine the lakes where fishing is permitted as well as the sectors where hunting may be done when it is permitted, pursuant to section 7 of this regulation.

13. Throwing refuse elsewhere than in the containers provided for this purpose is forbidden.

14. In respect for the rights and privileges of a forestry claim-holder, no one may cut or mutilate a tree save for camping purposes.

15. No one, save the license-holder duly authorized for this purpose, may carry on business in this park.

16. One must conform to the orders of the representatives commissioned by the Department of Tourism, Fish and Game relative to the

l'usage des embarcations, des camps ou des différents services du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche.

17° La possession de chiens sans permission spéciale est interdite dans ce parc.

18° Sauf dans un cas de force majeure, nul ne doit poser un avion dans ce parc sans un permis spécial délivré par le ministre, ni ailleurs qu'aux endroits déterminés sur le permis.

QUE les arrêtés en conseil suivants concernant le Parc provincial des Laurentides soient abrogés: arrêtés en conseil numéros 1131 du 29 avril 1931, 945 du 11 mai 1933, 1253 du 17 décembre 1954 et 778 du 8 mai 1963.

QUE publication soit faite dans la Gazette officielle du Québec.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

15333-0

JACQUES PRÉMONT.

*Extrait de l'arrêté en conseil No 847,
du 4 mai 1966*

CONCERNANT le mode de cession des droits de surface dans les villes et villages miniers de la Couronne

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

QUE, notwithstanding toutes dispositions antérieures contenues aux arrêtés ministériels ou aux mémoires déterminant le mode de cession des droits de surface dans les villes et villages miniers de la Couronne, celle-ci peut à l'avenir se faire par voie d'option suivie de lettres patentes;

QUE soient modifiés pour l'avenir les arrêtés ministériels applicables aux villes et villages miniers de Cadillac (arrêté ministériel numéro 56 du 14 janvier 1938), Chibougamau (arrêté ministériel numéro 436 du 19 avril 1950), Desmaraisville (arrêté ministériel numéro 411 du 25 avril 1956), Pascalis (arrêté ministériel numéro 1061 du 2 juillet 1938), Rouyn-Sud (arrêté ministériel numéro 993 du 8 juin 1938), Shefferville (arrêté ministériel numéro 47 du 14 janvier 1954), Val d'Or (arrêté ministériel numéro 225 du 13 mars 1952), de façon à ce que la clause de chacun desdits arrêtés ministériels décrétant la cession des terrains par voie de bail emphytéotique soit remplacée par la suivante:

QUE les lots faisant partie du présent village minier soient concédés d'après les modalités approuvées et aux prix fixés conjointement par le ministre des richesses naturelles et le ministre des affaires municipales;

QUE les emphytéotes détenant leurs titres avant l'adoption des présentes puissent, sur demande écrite au ministre des richesses naturelles, obtenir la permission de faire transformer leur bail emphytéotique en acte de vente et obtenir des lettres patentes, à la condition qu'ils aient observé les dispositions de leur bail emphytéotique et qu'ils soient en règle avec le ministère des richesses naturelles, et en se conformant aux modalités établies conjointement par le ministre des richesses naturelles et le ministre des affaires municipales;

QUE, notwithstanding les dispositions contenues aux arrêtés ministériels antérieurs qui pourraient s'appliquer, les droits à être versés au fonds consolidé du revenu du Québec soient établis à l'avenir sur une base de 0.01¢ le pied carré de superficie pour tout emplacement domiciliaire, commercial

use of boats, camps or the various services of the Department of Tourism, Fish and Game.

17. The possession of dogs without special permission is forbidden in this park.

18. Save in the case of circumstances outside one's control, no one may land an airplane in this park without a special permit issued by the Minister, nor elsewhere than on the places determined on said permit.

THAT the following Orders in Council concerning the Laurentide Provincial Park be repealed: Orders in Council number 1131, dated April 29, 1931, 945, dated May 11, 1933, 1253, dated December 17, 1954 and 778 dated May 8, 1963.

THAT publication be made in the Quebec Official Gazette.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

15333

Clerk of the Executive Council.

*Extract of Order in Council No. 847,
dated May 4, 1966*

CONCERNING the mode of transfer of surface rights in mining towns and villages belonging to the Crown.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT, notwithstanding all former provisions contained in Orders in Council or in reports determining the mode of transfer of surface rights in mining towns and villages belonging to the Crown, the said transfer may be made, henceforth, by way of option followed by letters patent;

THAT, henceforth, the Orders in Council applicable to the mining towns and villages of Cadillac (Order in Council number 56, dated January 14, 1938), Chibougamau (Order in Council number 436, dated April 19, 1950), Desmaraisville (Order in Council number 411, dated April 25, 1956), Pascalis (Order in Council number 1061, dated July 2, 1938), Rouyn-South (Order in Council number 993, dated June 8, 1938), Shefferville (Order in Council number 47, dated January 14, 1954), Val d'Or (Order in Council number 225, dated March 13, 1952), be amended in such a way that the clause of each of the said Orders in Council decreeing the transfer of lands by long-term lease be replaced by the following:

THAT the lots forming part of the present mining village be conceded according to the approved terms and conditions at the price fixed jointly by the Minister of Natural Resources and the Minister of Municipal Affairs;

THAT the long-lease holders holding their deeds before the adoption of these presents may, upon submitting a written petition to the Minister of Natural Resources, obtain the permission to have their long-term lease transferred into a deed of sale and obtain letters patent, on the condition that they have observed the provisions of their long-term lease and that they be in good standing with the Department of Natural Resources, and in conforming to the terms and conditions established jointly by the Minister of Natural Resources and the Minister of Municipal Affairs;

THAT, notwithstanding the provisions contained in former Orders in Council which might apply, the fees to be paid into the consolidated fund of Quebec revenue be established, henceforth, on a basis of 0.01¢ per square foot of area of all residential, commercial or industrial emplace-

ou industriel vendu dans les villes et villages miniers de Cadillac, Chibougamau, Desmaraisville, Pascalis et Rouyn-Sud;

QUE le présent arrêté s'affecte les dispositions des arrêtés ministériels concernant les villes et villages miniers susdits que dans la mesure où celles-ci seraient incompatibles avec les présents.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

15336-o (Signé) JACQUES PRÉMONT.

ments, sold in the mining towns and villages of Cadillac, Chibougamau, Desmaraisville, Pascalis and Rouyn-South;

THAT the present Order affect the provisions of Orders in Council concerning the aforementioned mining towns and villages only should the latter be incompatible with these presents.

(Signed) JACQUES PRÉMONT,

15336 Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Bienvenue vs Fausse

Dame Georgette Bienvenue, épouse de René Fausse, garagiste, demeurant et domiciliée au numéro civique 490 de la rue St-Jacques, à Granby, district de Bedford, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Granby, le 18 mai 1966.

Les Procureurs de la demanderesse,

LIZOTTE, MARCHESSAULT, ARSENAULT,
15311-o LAGACÉ & POUSSARD.

Action for separation as to property

Bienvenue vs Fausse

Dame Georgette Bienvenue, wife of René Fausse, garage keeper, domiciled and residing at civic number 490 of St-James Street, at Granby, district of Bedford, has instituted against her husband a request in separation as to property.

Granby, May 18, 1966.

LIZOTTE, MARCHESSAULT, ARSENAULT,

15311 LAGACÉ & POUSSARD,
Attorneys for the petitioner.

Associations coopératives

Association coopérative de St-Léon-le-Grand

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Syndicat Coopératif Agricole de St-Léon-le-Grand », en celui de « Association coopérative de St-Léon-le-Grand ».

Québec, le 16 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15265-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative de St-Léon-le-Grand

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Syndicat Coopératif Agricole de St-Léon-le-Grand", to that of "Association coopérative de St-Léon-le-Grand".

Québec, May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15265 *Assistant Secretary of the Province.*

Magasin Co-op de Grand'Mère

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Coop. de Consommation La Rochelle », en celui de « Magasin Co-op de Grand'Mère ».

Québec, le 12 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15266-o RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de Grand'Mère

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Coop. de Consommation La Rochelle", to that of "Magasin Co-op de Grand'Mère".

Québec, April 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15266 *Assistant Secretary of the Province.*

Magasin Co-op de La Tuque

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Coopérative de La Tuque », en celui de « Magasin Co-op de La Tuque ».

Québec, le 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15267-o RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de La Tuque

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Coopérative de La Tuque", into that of "Magasin Co-op de La Tuque".

Québec, April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15267 *Assistant Secretary of the Province.*

Association coopérative des publications Jeunes-Québec

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopé-

Association coopérative des publications Jeunes-Québec

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the

relative « Association coopérative des publications Jeunes-Québec ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral d'Outremont.

Québec, le 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15290-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative des étudiants du Collège André-Grasset

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des étudiants du Collège André-Grasset ».

Le siège social de cette association coopérative est situé au Collège André-Grasset, Montréal, Québec, dans le district électoral de Ahuntsic. Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15337-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative du Séminaire de Saint-Hyacinthe

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « La Coopérative du Séminaire » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative du Séminaire de Saint-Hyacinthe ».

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15338-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative étudiante A. Norbert Morin

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante A. Norbert Morin ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Mont-Rolland, Québec, dans le district électoral de Terrebonne.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15339-o RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de Notre-Dame de Lorette

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Magasin Co-op de Notre-Dame de Lorette ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Notre-Dame de Lorette, Québec, dans le district électoral de Chauveau.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15340-o RAYMOND DOUVILLE.

Le Magasin Co-op de Rapide Blanc

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'associa-

cooperative association "Association coopérative des publications Jeunes-Québec".

The head office of this cooperative association is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Outremont.

Quebec, April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15290 Assistant Secretary of the Province.

Association coopérative des étudiants du Collège André-Grasset

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of a cooperative association "Association coopérative des étudiants du Collège André-Grasset".

The head office of this cooperative association is situated at André-Grasset College, Montreal, Quebec, in the electoral district of Ahuntsic. Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15337 Assistant Secretary of the Province.

Association coopérative du Séminaire de Saint-Hyacinthe

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "La Coopérative du Séminaire" to cease being governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative du Séminaire de Saint-Hyacinthe".

Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15338 Assistant Secretary of the Province.

Association coopérative étudiante A. Norbert Morin

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the Cooperative Association "Association coopérative étudiante A. Norbert Morin".

The head office of this cooperative association is situated at Mont-Rolland, Quebec, in the electoral district of Terrebonne.

Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15339 Assistant Secretary of the Province.

Magasin Co-op de Notre-Dame de Lorette

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Magasin Co-op de Notre-Dame de Lorette".

The head office of this cooperative association is situated at Notre-Dame de Lorette, Quebec, in the electoral district of Chauveau.

Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15340 Assistant Secretary of the Province.

Le Magasin Co-op de Rapide Blanc

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of

tion coopérative « The Rapide Blanc Cooperative Syndicate », en celui de « Le Magasin Co-op de Rapide Blanc ».

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15341-0 RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de Ste-Croix

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « L'Ideale », en celui de « Magasin Co-op de Ste-Croix ».

Québec, le 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15342-0 RAYMOND DOUVILLE.

Univers - Association coopérative d'alimentation naturelle

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Association Coopérative d'Alimentation Naturelle », en celui de « Univers - Association coopérative d'alimentation naturelle ».

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15343-0 RAYMOND DOUVILLE.

the cooperative association "The Rapide Blanc Cooperative Syndicate", into that of "Le Magasin Co-op de Rapide Blanc".

Quebec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15341 *Assistant Secretary of the Province.*

Magasin Co-op de Ste-Croix

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "L'Ideale", to that of "Magasin Co-op de Ste-Croix".

Quebec, April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15342 *Assistant Secretary of the Province.*

Univers - Association coopérative d'alimentation naturelle

(Cooperative Association Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Association Coopérative d'Alimentation Naturelle", into that of "Univers - Association coopérative d'alimentation naturelle".

Quebec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15343 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

Jean-Pierre Bursztyn

Avis est par les présentes donné que, conformément au projet de loi 31, Loi concernant les changements de noms, Jean-Pierre Bursztyn, de Montréal, Québec, sollicite du Secrétaire Provincial la permission de changer son nom à Jean-Pierre I. Soler.

Montréal, le 4 avril 1966.

15165-20-2 JEAN-PIERRE I. BURSZTYN.

Michael-Brian Burofsky

Prenez avis que Michael-Brian Burofsky, de la cité de Montréal, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi de changement de nom, de changer son nom à Michael-Brian Burrows.

Montréal, 12 mai 1966.

Les Procureurs du requérant,
15186-20-2 TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ.

John Karwatsky

Avis, est par la présente donné, que John Karwatsky, contrôleur, domicilié au numéro 6847 de la rue Viau en les cité et district de Montréal, province de Québec, a transmis au Secrétaire de la province, une requête demandant que son nom soit changé de John Karwatsky à John Kent.

À la suite de la requête, le nom de Lori Ann Karwatsky née le 16 juin 1964, issue du mariage de John Karwatsky, à Janet Klemka, sera changé en celui de : Lori Ann Kent, domiciliée à 6847 de la rue Viau, en les cité et district de Montréal.

Montréal, le 13 mai 1966.

Les Procureurs du requérant,
15248-20-2 MASSÉ & MASSÉ.

Notices

Jean-Pierre Bursztyn

Notice is hereby given that, in conformity with the project of Act 31, Act concerning the change of names, Jean-Pierre Bursztyn, of Montreal, Quebec, solicits from the Provincial Secretary, the permission to change his name to Jean-Pierre I. Soler.

Montreal, April 4, 1966.

15165-20-2 JEAN-PIERRE I. BURSZTYN.

Michael-Brian Burofsky

Take notice that Michael-Brian Burofsky, of the city and district of Montreal, will make application to the Lieutenant-Governor in Council, under the change of name Act, to change his name to Michael-Brian Burrows.

Montreal, May 12, 1966.

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ,
15186-20-2 *Attorneys for applicant.*

John Karwatsky

Notice is hereby given that John Karwatsky controller, residing and domiciled at 6847 Viau Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has transmitted to the Provincial Secretary, a petition requesting the change of his name from John Karwatsky to John Kent.

Pursuant to the application, the name of Lori Ann Karwatsky, born, June 16, 1964, at Montreal, from the marriage of John Karwatsky to Janet Klemka, residing and domiciled at 6847 Viau Street, in the city and district of Montreal, may be changed to Lori Ann Kent.

Montreal, May 13, 1966.

MASSÉ & MASSÉ,
15248-20-2 *Attorneys for petitioner.*

Cité de Beauport

Avis public est donné que par requête conjointe, la Cité de Beauport et la Corporation de Beauport-Ouest s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité. La requête peut être consultée et copie peut être obtenue en s'adressant à l'Hôtel de ville de Beauport et chez monsieur Roland Lortie, secrétaire-trésorier de la Corporation de Beauport-Ouest à 295, rue Seigneuriale, Beauport. Tout propriétaire des municipalités concernées s'opposant à cette fusion doit, durant le mois suivant celui au cours duquel cet avis est donné s'adresser par écrit à la Commission Municipale de Québec en indiquant les motifs de son objection.

Le Procureur des requérantes,

15259-20-2-o

J. C. LORD.

Boleslaw Maurice Sanigorski

Avis est donné que Boleslaw Maurice Sanigorski, machiniste résidant à 7395 Roi René, Ville d'Anjou, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom en celui de Maurice Garnier: ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse née Genevieve Kapron et à ses trois fils Christian, Jean-François et Alain, tous de la même adresse.

Montréal, 21 mai 1966.

Le Procureur du requérant,

15264-21-2-o

OVIDE LOISELLE.

Erwin Oravsky

Avis est donné que « Erwin Oravsky », constructeur, résidant au numéro 1400, ouest, avenue des Pins, ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir de changer son nom en celui de « Erwin Oravsky Brand ».

Montréal, 18 mai 1966.

Les Procureurs du requérant,

15287-21-2

SPECTOR & SCHECTER.

Cité de Pierrefonds

Avis est donné par les présentes que la cité de Pierrefonds présentera au lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que faire se peut, une requête pour modifier la charte de la cité de Pierrefonds. La modification alors demandée sera la suivante:

Rescinder les articles 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45 et 46 du chapitre 110 de la Loi 7-8 Elizabeth II et les remplacer par les articles 494, 495, 496, 497, 498, 500, 501, 504 et 510 de la Loi des cités et villes.

Ladite requête est déposée aux archives de la cité où elle peut être examinée.

Daté en la cité de Pierrefonds, ce 5e jour de mai 1966.

Le Procureur de la requérante,

15288-o

ME ROGER SAVARD.

Hyman Selechonek

Avis est par les présentes donné que « Hyman Selechonek », domicilié au 440 Morrison, ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Hy Shell; ledit changement concernera également son épouse Sophie Cytrynbaum Selechonek, son fils Brian Selechonek, son fils Mark Selecho-

City of Beauport

Public notice is given that, by joint request, the City of Beauport and the Corporation of Beauport-West will apply to the Lieutenant-Governor in Council asking him to issue letters patent amalgamating these municipalities and creating a new city municipality. The request may be consulted and copy may be obtained by applying to the City Hall of Beauport and to Mr. Roland Lortie, secretary-treasurer of the Corporation of Beauport-West, at 295 Seigneuriale Street, Beauport. Any owner from these municipalities concerned being opposed to this amalgamation must, during the month following the one in which this notice is given, apply by writing to the Quebec Municipal Commission indicating the motives of his objection.

J. C. LORD,

15259-20-2

Attorney for the petitioners.

Boleslaw Maurice Sanigorski

Notice is hereby given that Boleslaw Maurice Sanigorski, operator, residing at 7395 Roi René Blvd, Ville d'Anjou, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an order changing his name to Maurice Garnier, said change of name will also benefit his wife born Genevieve Kapron, and his three sons, Christian, Jean-François and Alain, all of the same address.

Montreal, May 21, 1966.

OVIDE LOISELLE,

15264-21-2-o

Attorney for petitioner.

Erwin Oravsky

Notice is hereby given that "Erwin Oravsky", builder, residing at number 1400 Pine Avenue West, city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to "Erwin Oravsky Brand".

Montreal, May 18, 1966.

SPECTOR & SCHECTER,

15287-21-2-o

Attorneys for the applicant.

City of Pierrefonds

Notice is hereby given that the city of Pierrefonds will present to the Lieutenant-Governor in Council as soon as it will be possible a petition to modify the charter of the city of Pierrefonds. The required modification will be as follows:

To annul sections 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45 and 46 of chapter 110 7-8 Elizabeth II and replace them by sections 494, 495, 496, 497, 498, 500, 501, 504 and 510 of the Cities and Towns Act.

The present petition is deposited at the city hall where it may be examined.

Dated in the city of Pierrefonds, this 5th day of May 1966.

ME ROGER SAVARD,

15288-o

Attorney for the petitioner.

Hyman Selechonek

Notice is by these presents given that "Hyman Selechonek", executive, domiciled at 440 Morrison, town of Mount Royal, district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of a decree changing his name to Hy Shell; the said change will also apply to his wife, Sophie Cytrynbaum Selechonek, his son Mark Selechonek, his son Brian Selechonek,

nek, et sa fille Lieba Selechonek, tous domiciliés au même endroit.

Montréal, le 18 mai 1966.

LIBERMAN, SEGALL, FINKELBERG
15289-21-2-o & FREED.

Issie Strulevich

Avis est donné que M. Issie Strulevich (Strolovitch), marchand, résidant à 736, avenue Hartland, dans la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de Darby Issie Strohl. Son épouse, née Lily Gorn, de la même adresse, bénéficiera dudit changement de nom.

Montréal, 19 mai 1966.

Les Procureurs du demandeur,
RAPPAPORT, WHELAN,
15312-21-2 BESSNER & COHEN.

Loi électorale de Québec

*Avis concernant une agence
de publicité (art. 377)*

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Payeur Publicité Inc. », 639, 8^e avenue, Québec, est reconnue comme mandataire de M. Jean-Paul Houde, agent officiel de M. Armand Maltais, candidat de l'Union Nationale dans le district électoral de Limoulou pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Président général des élections,
15331-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Loi électorale de Québec

*Avis concernant une agence
de publicité (art. 377)*

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Young & Rubicam Ltd. » aux soins de M. Gabriel Lalande, suite 811, 1155 ouest, boul. Dorchester, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Bernard Loranger, agent officiel de M. Boris Garmaise, candidat de l'Union Nationale dans le district électoral de D'Arcy McGee pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Président général des élections,
15331-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Michel Capelle

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 868, du 11 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Michel Koplewicz en celui de « Michel Capelle ».

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15263-o RAYMOND DOUVILLE.

Alfred Morris

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 869, du 11 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Alfred Moroszkiewicz en celui de « Alfred Morris ».

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15263-o RAYMOND DOUVILLE.

and his daughter Lieba Selechonek, all domiciled at the address above mentioned.

Montreal, May, 18, 1966.

LIBERMAN, SEGALL, FINKELBERG
15289-21-2-o & FREED.

Issie Strulevich

Notice is hereby given that Mr. Issie Strulevich (Strolovitch), merchant, residing at 736 Hartland Avenue, in the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council of the province of Quebec for the adoption of an order changing his name to that of Darby Issie Strohl. His wife, née Lily Gorn, of the same address, will benefit from the said change of name.

Montreal, May 19, 1966.

RAPPAPORT, WHELAN,
15312-21-2-o BESSNER & COHEN,
Attorneys for petitioner.

Quebec Election Act

*Notice concerning a publicity
agency (sec. 377)*

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Payeur Publicité Inc.", 639, 8th Avenue, Quebec, is recognized as the authorized agent of Mr. Jean-Paul Houde, official agent of Mr. Armand Maltais, Union National candidate in the electoral district of Limoulou for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Quebec, May 24, 1966.

15331-o FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

Quebec Election Act

*Notice concerning a publicity
agency (sec. 377)*

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Young & Rubicam Ltd." care of Mr. Gabriel Lalande, Room 811, 1155 west, Dorchester Blvd., Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Bernard Loranger, official agent of Mr. Boris Garmaise, Union National candidate in the electoral district of D'Arcy McGee for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Quebec, May 24, 1966.

15331-o FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

Michel Capelle

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 868 dated May 11, 1966, to effect the change of name of Michel Koplewicz to that of "Michel Capelle".

Quebec, May 18, 1966.

15263 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Alfred Morris

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 869, dated May 11, 1966, to effect the change of name of Alfred Moroszkiewicz to that of "Alfred Morris".

Quebec, May 18, 1966.

15263 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Isidore Myers

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 870, du 11 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Israel Moskowicz en celui de « Isidore Myers ».

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

Sidney Ostrov

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 871, du 11 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Sidney Ostrovsky en celui de « Sidney Ostrov ».

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

Cecil Young

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 872, du 11 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Zisse Yanovitch en celui de « Cecil Young ».

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15263-o

Edgar Lucien Willy Lauwereyms

Avis est par les présentes donné que Edgar Lucien Willy Lauwereyms, rentier, résidant à 5970, 21^{ème} avenue, cité et district de Montréal, présentera une requête au Secrétaire de la province de Québec aux fins de changer son nom, ainsi que celui de son épouse Éva, à « Jean Edgar Dupré », tel que prescrit par la loi.

Montréal, le 10 mai 1966.

Le Procureur de la pétitionnaire,
JEAN F. LAUREYS.

15344-21-2-o

Isidore Myers

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 870, dated May 11, 1966, to effect the change of name of Israel Moskowicz to that of "Isidore Myers".

Quebec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

Sidney Ostrov

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 871 dated May 11, 1966, to effect the change of name of Sidney Ostrovsky to that of "Sydney Ostrov".

Quebec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

Cecil Young

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 872, dated May 11, 1966, to effect the change of name of Zisse Yanovitch to that of "Cecil Young".

Quebec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15263

Edgar Lucien Willy Lauwereyms

Take notice that Edgar Lucien Willy Lauwereyms, gentleman, residing at 5970, 21st Avenue, city and district of Montreal, will make application to the Secretary of the Province of Quebec to change his name, as well as his wife Eva's name, to that of "Jean Edgar Dupré", the whole in accordance with the provisions of the law.

Montreal, May 10, 1966.

JEAN F. LAUREYS,
Attorney for petitioner.

15344-21-2-o

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés de Dominion Dyeing

Caisse d'Économie des employés de Dominion Dyeing

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

(Savings and Credit Unions Act)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de Dominion Dyeing ».

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des employés de Dominion Dyeing".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Dominion Dyeing and Printing Co. Ltd.

The group from which the union will recruit its members will be the employees of Dominion Dyeing and Printing Co. Ltd.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Drummondville, Québec, dans le district électoral de Drummond.

The head office of this savings and credit union is situated at Drummondville, Quebec, in the electoral district of Drummond.

Québec, May 17, 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15291

Caisse d'Économie Pointe-Claire Pointe-Claire Credit Union

Caisse d'Économie Pointe-Claire Pointe-Claire Credit Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

(Savings and Credit Unions Act)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie Pointe-Claire — Pointe-Claire Credit Union ».

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie Pointe-Claire — Pointe-Claire Credit Union".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de la Commission

The group in which the union will recruit its members will be the employees of the Catholic

des Écoles Catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, et leurs familles.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Pointe-Claire, Québec, dans le district électoral de Robert Baldwin.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15319-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de St-Eugène de Rosemont

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de St-Eugène de Rosemont » peut recruter ses membres soit étendu des limites de la paroisse St-Eugène de Montréal aux limites de la ville de Montréal.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15345-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Ukrainienne de Montréal

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « La Coopérative Ukrainienne d'Épargne et de Crédit de Montréal » en celui de « La Caisse Populaire Ukrainienne de Montréal ».

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15346-o RAYMOND DOUVILLE.

School Commission of Pointe-Claire and Beaconsfield, and their families.

The head office of this savings and credit union is situated at Pointe-Claire, Quebec, in the electoral district of Robert Baldwin.

Quebec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15319 Assistant Secretary of the Province.

La Caisse Populaire de St-Eugène de Rosemont

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de St-Eugène de Rosemont" may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-Eugène of Montreal to the limits of the city of Montreal.

Quebec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15345 Assistant Secretary of the Province.

La Caisse Populaire Ukrainienne de Montréal

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of "La Coopérative Ukrainienne d'Épargne et de Crédit de Montréal" to that of "La Caisse Populaire Ukrainienne de Montréal".

Quebec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15346 Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Executive Foods Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Executive Foods Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec datées du 14 février 1963, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 16 mai 1966.

Le Secrétaire,

15268 MANUEL STILLMAN.

General Telecommunications Corporation

Avis est donné que la compagnie « General Telecommunications Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17^e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,

15269-o GUY AMBROSE MILLER.

La Cie de Placements Deschênes Ltée

Avis est, par les présentes, donné que « La Cie de Placements Deschênes Ltée », compagnie constituée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 avril 1966.

Le Secrétaire,

15202-o JACQUES DESCHÊNES.

Charters — Surrender of

Executive Foods Ltd.

Notice is hereby given that "Executive Foods Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated February 14, 1963, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, May 16, 1966.

MANUEL STILLMAN,

15268-o Secretary.

General Telecommunications Corporation

Notice is hereby given that "General Telecommunications Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of May 1966.

GUY AMBROSE MILLER,

15269-o Secretary.

La Cie de Placements Deschênes Ltée

Notice is hereby given that "La Cie de Placements Deschênes Ltée", a company constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office at Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, April 30, 1966.

JACQUES DESCHÊNES,

15202-o Secretary.

Classy Furniture & Television Ltd.

Avis est donné que « Classy Furniture & Television Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jour de mai, 1966.

Les Procureurs de
Classy Furniture & Television Ltd.,
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER
15293-o & GLAZER.

Lac Bleu Développement Corp.

Prenez avis que « Lac Bleu Développement Corp. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 19 mai 1966.

Le Procureur de
Lac Bleu Développement Corp.,
15294-o S. W. WEBER, C.R.

Les Librairies G. H. Mercier Inc.

Avis est donné que la compagnie susmentionnée, ayant déjà eu son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

15295-o *Le Président,*
GÉRARD H. MERCIER.

Primo Realty Inc.

Prenez avis que « Primo Realty Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 19 mai 1966.

15296-o *Le Procureur de*
Primo Realty Inc.,
S. W. WEBER, C.R.

Safeguard Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Safeguard Investments Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 19e jour de mai, 1966.

15297-o *Le Procureur de*
Safeguard Investments Inc.,
CHARLES WOLFSON, C.R.

Ferme St-Gilles Inc.

Avis est par les présentes donné que « Ferme St-Gilles Inc. », compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec 1941 et ayant son siège social dans la municipalité de la Malbaie, comté de Charlevoix, dans la province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Québec, ce 13e jour de mai 1966.

15313-o *Le Président,*
PAUL M. A. SIMARD.

Classy Furniture & Television Ltd.

Notice is hereby given that "Classy Furniture & Television Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of May, 1966.

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER
& GLAZER,
Attorneys for
15293-o Classy Furniture & Television Ltd.

Lac Bleu Développement Corp.

Take notice that "Lac Bleu Développement Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, May 19, 1966.

S. W. WEBER, Q.C.,
Attorney for
15294-o Lac Bleu Développement Corp.

Les Librairies G. H. Mercier Inc.

Notice is hereby given that the company hereinabove mentioned, having had its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary, for leave to surrender its charter.

15295-o GÉRARD H. MERCIER,
President.

Primo Realty Inc.

Take notice that "Primo Realty Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, May 19, 1966.

S. W. WEBER, Q.C.,
Attorney for
15296-o Primo Realty Inc.

Safeguard Investments Inc.

Notice is hereby given that "Safeguard Investments Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of May, 1966.

CHARLES WOLFSON, Q.C.,
Attorney for
15297-o Safeguard Investments Inc.

Ferme St-Gilles Inc.

Notice is hereby given that "Ferme St-Gilles Inc.", a company incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, 1941, and having its head office in the municipality of La Malbaie, county of Charlevoix, in the province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Quebec, this 13th day of May, 1966.

15313 PAUL M. A. SIMARD,
President.

J. Broderick Service Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « J. Broderick Service Inc. », compagnie constituée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de Loi des compagnies du Québec.

Montréal, le 11 mai 1966.

Le Secrétaire,
E. SULLIVAN.

15320-o

O. Chalifour Inc.

Prenez avis que la compagnie « O. Chalifour Inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 24 mai 1966.

Les Procureurs de la requérante,
DES RIVIÈRES, CHOQUETTE,
& PAQUET.

15321-o

International Network of Commerce (Quebec) Ltd.

Avis est donné que « International Network of Commerce (Quebec) Ltd. », demandera la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 20 mai, 1966.

*Le Procureur International Network
of Commerce (Quebec) Ltd.,*
MAX COBLENTZ, C.R.

15322-o

R. A. Marcotte Inc.

Prenez avis que la compagnie « R. A. Marcotte Inc. », compagnie incorporée sous la Loi des Compagnies du Québec et ayant son siège social à Richmond, demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Sherbrooke, ce 18^e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,
MME ANTOINETTE MARCOTTE.

15323-o

Audio-Visu Inc.

Prenez avis que la compagnie « Audio-Visu Inc. », compagnie incorporée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social à Sherbrooke, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Sherbrooke, ce 20^e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,
M. YVES HUPPÉ.

15347-o

Les Entreprises J. P. F. Ltée

Prenez avis que la compagnie « Les Entreprises J. P. F. Ltée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

St-Jean, le 20 mai 1966,

Le Président,
JEAN-PHILIPPE FORTIN.

15348-o

J. Broderick Service Inc.

Notice is hereby given that "J. Broderick Service Inc.", a company constituted under the laws of the Province of Quebec, and having its head office at Montreal, Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, May 11, 1966.

15320

E. SULLIVAN,
Secretary.

O. Chalifour Inc.

Notice is given that the company "O. Chalifour Inc.", will ask permission to surrender its charter.

Quebec, 24 May 1966.

DES RIVIÈRES, CHOQUETTE,
& PAQUET,
Attorneys for the petitioners.

15321-o

International Network of Commerce (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "International Network of Commerce (Quebec) Ltd.", will request permission to surrender its charter pursuant to the Companies Act.

Montreal, May 20, 1966.

MAX COBLENTZ, Q.C.,
*Attorney for International Network
of Commerce (Quebec) Ltd.*

15322-o

R. A. Marcotte Inc.

Notice is hereby given that "R. A. Marcotte Inc.", a Quebec corporation having its head office in the city of Richmond, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, this 18th day of May 1966.

MRS. ANTOINETTE MARCOTTE,
Secretary.

15323-o

Audio-Visu Inc.

Notice is hereby given that "Audio-Visu Inc.", a Quebec corporation having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, this 20th day of May 1966.

Mr. YVES HUPPÉ,
Secretary.

15347-o

Les Entreprises J. P. F. Ltée

Take notice that "Les Entreprises J. P. F. Ltée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

St-Jean, May 20, 1966.

JEAN-PHILIPPE FORTIN,
President.

15348-o

**Divers
Compagnies****Le Club de ski de La Tuque inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 avril 1966, approuvé les règlements géné-

**Miscellaneous
Companies****Le Club de ski de La Tuque inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved, on April 27, 1966, the

FAUX de « Le Club de ski de La Tuque inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15270-o 2287-44

Association de la construction de Montréal
Montreal Construction Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 mars 1966, approuvé des modifications aux articles 37 et 38 des règlements de l'« Association de la construction de Montréal — Montreal Construction Association », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15298-o 14637-62

Autobus Lévis inc.

Avis est donné que la compagnie « Autobus Lévis inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
HENRI BEAUDRY.

15299-o 12680-61

Cercle Pasquier, incorporé

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 mai 1966, approuvé les modifications aux articles 34, 35 et 37 des règlements généraux de « Cercle Pasquier, incorporé », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15300-o 12893-55

Fédération des femmes du Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 mai 1966, approuvé les règlements généraux, les règlements de banque et un règlement général d'emprunt de la « Fédération des femmes du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15301-o 168-66

L'O.T.J. de La Rédemption

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 avril 1966, approuvé les règlements généraux de « L'O.T.J. de La Rédemption », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15302-o 5476-65

L'O.T.J. de La Rédemption

Avis est donné que la corporation « L'O.T.J. de La Rédemption », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le Président,
PHILIPPE LANTAGNE.

15302-o 5476-65

Sogestion Itée

Avis est donné que la compagnie « Sogestion Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 7.

Le Secrétaire,
MARC BOURGEOIS.

15303-o 2758-63

general by-laws of "Le Club de ski de La Tuque inc.", and such, in pursuance to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15270 2287-44

Association de la construction de Montréal
Montreal Construction Association

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on March 17, 1966, has approved amendments to sections 37 and 38 of the by-laws of "Association de la construction de Montréal — Montreal Construction Association", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15298 14637-62

Autobus Lévis inc.

Notice is hereby given that "Autobus Lévis inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

HENRI BEAUDRY,
Secretary.

15299 12680-61

Cercle Pasquier, incorporé

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on May 11, 1966, approved the amendments to sections 34, 35 and 37 of the general by-laws of "Cercle Pasquier, incorporé", and such pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15300 12893-55

Fédération des femmes du Québec

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 16, 1966, approved the general by-laws, bank by-laws and a general loan by-law of the "Fédération des femmes du Québec", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15301 168-66

L'O.T.J. de La Rédemption

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 27, 1966, approved the general by-laws of "L'O.T.J. de La Rédemption", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15302 5476-65

L'O.T.J. de La Rédemption

Notice is hereby given that "L'O.T.J. de La Rédemption", has changed the number of its directors from 6 to 7.

PHILIPPE LANTAGNE,
President.

15302 5476-65

Sogestion Itée

Notice is given that "Sogestion Itée", has changed the number of its directors from 8 to 7.

MARC BOURGEOIS,
Secretary.

15303 2758-63

**L'Association générale des étudiants
de l'Université Laval de Québec inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 mai 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 3 de « L'Association générale des étudiants de l'Université Laval de Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

15324-o

1391-32

Club Triangle inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 avril 1966, approuvé les règlements généraux du « Club Triangle inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15325-o

5389-65

**L'Association générale des étudiants
de l'Université Laval de Québec inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 9, 1966, approved by-laws numbers 1 and 3 of "L'Association générale des étudiants de l'Université Laval de Québec inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the province.

15324

1391-32

Club Triangle inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on April 5, 1966, approved the general by-laws of "Club Triangle inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15325

5389-65

Sièges sociaux

Abbey Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Abbey Incorporated », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec datées du 18 décembre 1962, et ayant son siège social à 7240, rue Clark, en la ville de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté à 6666, rue St-Urbain en la ville de Montréal.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1966.

Le Secrétaire,

L. ABRAMOWITZ.

15271

15112-62

Automatec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Automatec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 5 mai, 1965, a transporté son siège social du 4200 ouest, boulevard Dorchester au 5311, avenue Western, à Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, la nouvelle adresse est considérée par la compagnie comme étant la situation de son siège social.

Donné à Montréal, ce 12e jour de mai 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,

GUY HOULE.

15272-o

2099-65

Albert Brault & Fils Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Albert Brault & Fils Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 22 mars 1966, et ayant son siège social à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois, a établi son bureau principal au numéro 1135 Chemin St-Louis, Beauharnois, (P.Q.).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 5e jour de mai 1966.

Le Président,

ALBERT BRAULT.

15273-o

1174-66

Head Offices

Abbey Incorporated

Notice is hereby given that "Abbey Incorporated", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act dated December 18, 1962, and having its head office at 7240 Clark Street, in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, has moved it to 6666 St. Urbain Street, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1966.

L. ABRAMOWITZ,

Secretary.

15271-o

15112-62

Automatec Inc.

Notice is given that "Automatec Inc.", incorporated by letters patent issued in virtue of Part I of the Quebec Companies Act, dated May 5, 1965, has moved its head office from 4200 Dorchester Boulevard West, to 5311 Western Avenue, in Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the new address is considered by the company as being the situation of its head office.

Given at Montreal, this 12th day of May, 1966.

(Seal)

GUY HOULE,

Secretary.

15272

2099-65

Albert Brault & Fils Inc.

Notice is hereby given that the company "Albert Brault & Fils Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated March 22, 1966, and having its head office in the city of Beauharnois, has established its principal place of business at number 1135 Chemin St-Louis, Beauharnois, (P.Q.), district of Beauharnois.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 5th day of May, 1966.

ALBERT BRAULT,

President.

15273-o

1174-66

Comptoir St-Ignace Inc.

Avis est donné que la compagnie « Comptoir St-Ignace Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi sur les compagnies (Québec) par lettres patentes octroyées le 11 mai 1966 a établi son siège social dans la ville de Valleyfield, district de Beauharnois, au 5, rue Clermont.

À compter de la date du présent avis, ledit siège social est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Valleyfield, Qué., le 17 mai 1966.

Le Président,
J. M. CLERMONT.

15274-o

1985-66

Doris Realities Ltd.

Avis vous est donné que la compagnie « Doris Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 mars, 1966, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, a établi son bureau à St-Adolphe-d'Howard dans le district de Terrebonne dans la province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 25 e jour d'avril, 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
DORIS E. ROSS.

15275-o

1264-66

**Gervais Équipement Inc.
Gervais Equipment Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Gervais Équipement Inc.—Gervais Equipment Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 février 1966, a établi son bureau à Rouyn, à 1350 rue Larivière.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 12 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT LAPOLICE.

15276-o

786-66

Granger Spécialités Inc.

Avis est donné que la compagnie « Granger Spécialités Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 22 mars 1966, et ayant son bureau principal à Saint-Jean, P.Q., a établi son bureau à numéro 165, rue Bouthillier, Saint-Jean, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Saint-Jean, P.Q., ce 11e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,
GERMAIN GRANGER.

15277-o

1189-66

Incos Limited

Avis est donné que la compagnie « Incos Limited », a changé son siège social du suite 510, 1117, rue Ste-Catherine ouest, dans la ville de Montréal, à 1485A, Latour, dans la cité de St-Hubert.

Le Secrétaire,
F. HUBER.

15279

2719-65

Comptoir St-Ignace Inc.

Notice is given that "Comptoir St-Ignace inc.", incorporated in virtue of Part I of the Companies Act (Quebec) by letters patent issued on May 11, 1966, has established its head office in the town of Valleyfield, district of Beauharnois, at 5 Clermont Street.

From and after the date of the present notice, the said head office is considered by the company as being its principal office.

Given at Valleyfield, Que., May 17, 1966.

J. M. CLERMONT,
President.

15274

1985-66

Doris Realities Ltd.

Notice is hereby given that "Doris Realities Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act of Quebec by letters patent dated the 24th day of March, 1966, has established its office at St-Adolphe-d'Howard, in the district of Terrebonne in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 25th day of April, 1966.

DORIS E. ROSS,
Secretary-Treasurer.

15275-o

1264-66

**Gervais Équipement Inc.
Gervais Equipment Inc.**

Notice is hereby given that "Gervais Équipement Inc.—Gervais Equipment Inc.", incorporated by letters patent under date of February 25, 1966, has established its head office at Rouyn, at 1350 Larivière Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, May, 12, 1966.

ALBERT LAPOLICE,
Secretary-Treasurer.

15276-o

786-66

Granger Spécialités Inc.

Notice is hereby given that "Granger Spécialités Inc.", a corporation constituted by letters patent dated March 22, 1966, and having its head office in Saint-Jean, P.Q., has established its office at number 165, Bouthillier Street, Saint-Jean, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Saint-Jean, P.Q., this 11th day of May, 1966.

GERMAIN GRANGER,
Secretary.

15277-o

1189-66

Incos Limited

Notice is hereby given that "Incos Limited", has transferred its head office from suite 510, 1117 St. Catherine Street West, in the city of Montreal, to 1485A Latour, in the city of St. Hubert.

F. HUBER,
Secretary.

15279-o

2719-65

Hôtel-Motel Sherbrooke Inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôtel-Motel Sherbrooke Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juillet 1965 et ayant son bureau principal dans la ville de Sherbrooke a établi son bureau au numéro 9 de la rue Dépôt.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 16ième jour de mai 1966.

Le Président de
Hôtel-Motel Sherbrooke Inc.,
ARTHUR GARINTHER, sénior.

15278-o

2956-65

Park Hall Inc.

Avis est donné que la compagnie « Park Hall Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 14e jour d'avril 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 9032, boulevard St-Laurent.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à la ville de Montréal, ce 11e jour de mai 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
ALVIN GUTTMAN.

15280

1575-66

Radiata Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Radiata Inc. », constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, par lettres patentes datées du 25e jour de mars 1966, a établi son siège social à suite 2100, 630 ouest, boulevard Dorchester, ville de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 16e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,
JACQUES LAPIERRE.

15281

1304-66

Rojade Inc.

Avis est donné que « Rojade Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 17 mars 1966, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 11302 rue De St-Réal, Montréal, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce treizième jour d'avril 1966.

Le Président,
ROBERT DESPATIS.

15282-o

800-66

**Trough Iron Company Limited
(No Personal Liability)**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Trough Iron Company Limited », (No Personal Liability) constituée en corporation

Hôtel-Motel Sherbrooke Inc.

Notice is given that the company "Hôtel-Motel Sherbrooke Inc.", constituted in corporation by letters patent dated July 21, 1965, and having its head office at 9 Dépôt Street in the said city.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal place of business.

Given at Sherbrooke, this 16th day of May, 1966.

ARTHUR GARINTHER, Senior,
President of
Hôtel-Motel Sherbrooke Inc.

15278-o

2956-65

Park Hall Inc.

Notice is hereby given that "Park Hall Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 14th day of April, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 9032 St. Lawrence Blvd.

From, and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the City of Montreal, this 11th day of May, 1966.

(Seal)

ALVIN GUTTMAN,
Secretary.

15280-o

1575-66

Radiata Inc.

Notice is hereby given that "Radiata Inc.", a company incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated the 25th day of March, 1966, has established its head office at Room 2100, 630 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 16th day of May 1966.

JACQUES LAPIERRE,
Secretary.

15281-o

1304-66

Rojade Inc.

Notice is hereby given that "Rojade Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 17th day of March 1966, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 11302 De St-Réal Street, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this thirteenth day of April, 1966.

ROBERT DESPATIS,
President.

15282-o

800-66

**Trough Iron Company Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Trough Iron Company Limited", (No Personal Liability) incorporated by letters patent granted under

par lettres patentes, accordées en vertu de la Loi des compagnies minières, le 4e jour d'avril 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à suite 1300, 507 place d'Armes.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mai 1966.

Le Président,
JOHN MCG. HOME.
1407-66

15283

Howell Sales Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Howell Sales Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 15 février, 1966, et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 7915, boulevard St-Laurent, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce premier jour de mai, 1966.

Le Président,
L. A. DENENBERG.
591-66

15304-o

**North Shore Builders Ltd.
Constructeurs de la Rive Nord Itée**

Avis est donné que la compagnie « North Shore Builders Ltd.—Constructeurs de la Rive Nord Itée », a changé son siège social de Rimouski, au numéro 630, boulevard Dorchester, ouest, Montréal.

Le Secrétaire,
JACQUES A. FOREST.
1655-50

15305-o

**Novaco limitée
Novaco Limited**

Avis est donné que la compagnie « Novaco limitée — Novaco Limited », a changé son siège social du numéro 4286, rue Boyce, dans la ville de Montréal, au numéro 1235, Bourgogne, dans la cité de Chambly.

Le Président,
ROLAND BÉDARD.
2725-65

15306-o

**Imprimerie Multi-Press Inc.
Multi-Press Printing Inc.**

Avis est par la présente donné que la compagnie « Imprimerie Multi-Press Inc. — Multi-Press Printing Inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 25 février 1965 et, ayant son siège social à Montréal-Nord, district de Montréal, a établi son principal bureau d'affaires à 10,634 rue l'Archevêque, Montréal-Nord.

À compter du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal-Nord, district de Montréal, ce 9e jour d'août 1965.

« Imprimerie Multi-Press Inc.,
Multi-Press Printing Inc. »,
Le Président,
(Signé) FERNAND DENIS.

15350-o

the Mining Companies Act on the 4th day of April 1966 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Suite 1300, 507 Place d'Armes;

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of May, 1966.

JOHN MCG. HOME,
President.
1407-66

15283-o

Howell Sales Ltd.

Notice is hereby given that the company "Howell Sales Ltd.", incorporated in the province of Quebec, by letters patent dated February 15, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 7915, St. Lawrence Blvd., Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this first day of May, 1966.

L. A. DENENBERG,
President.
591-66

15304-o

**North Shore Builders Ltd.
Constructeurs de la Rive Nord Itée**

Notice is hereby given that "North Shore Builders Ltd.—Constructeurs de la Rive Nord Itée", has changed its head office from Rimouski, to number 630, Dorchester Blvd., west, Montreal,

JACQUES A. FOREST,
Secretary.
1655-50

15305

**Novaco limitée
Novaco Limited**

Notice is hereby given that "Novaco limitée — Novaco Limited", has changed its head office from 4286 Boyce Street, in the town of Montreal, to 1235 Bourgogne, in the city of Chambly.

ROLAND BÉDARD,
President.
2725-65

15306

**Imprimerie Multi-Press Inc.
Multi-Press Printing Inc.**

Notice is hereby given that the company "Imprimerie Multi-Press Inc. — Multi-Press Printing Inc.", incorporated by letters patent dated February 25, 1965 and having its head office in the city of Montreal-North, district of Montreal has established the said office at 10,634 l'Archevêque Street, Montreal-North, district of Montreal.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal-North, district of Montreal, this 9th day of August 1965.

"Imprimerie Multi-Press Inc.,
Multi-Press Printing Inc.",
(Signed) FERNAND DENIS,
President.

15350-o

**Bijouterie d'Orsay (Sherbrooke) Itée
D'Orsay Jewellery (Sherbrooke) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Bijouterie d'Orsay (Sherbrooke) Itée — D'Orsay Jewellery (Sherbrooke) Ltd. », a changé son siège social de Sherbrooke, au numéro 7601, boulevard St-Michel, dans la cité de St-Michel.

Le Secrétaire,
GUY JOURNAULT.
14204-62

15349-o

**Bijouterie d'Orsay (Sherbrooke) Itée
D'Orsay Jewellery (Sherbrooke) Ltd.**

Notice is hereby given that "Bijouterie d'Orsay (Sherbrooke) Itée — D'Orsay Jewellery (Sherbrooke) Ltd.", has changed its head office from Sherbrooke, to number 7601, St-Michel Blvd., in the city of St-Michel.

GUY JOURNAULT,
Secretary.
14204-62

15349

E. Lecompte draperies Itée

Avis est donné que la compagnie « E. Lecompte draperies Itée », a changé son siège social du numéro 4349, rue Wellington, Verdun, au numéro 4585, rue St-Denis, Montréal.

Le Secrétaire,
PIERRE LECOMPTE.
2857-42

15351-o

E. Lecompte draperies Itée

Notice is hereby given that "E. Lecompte draperies Itée", has changed its head office from 4349 Wellington Street, Verdun, to 4585 St-Denis Street, Montreal.

PIERRE LECOMPTE,
Secretary.
2857-42

15351

Leecol Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « Leecol Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 9 novembre 1965, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, a établi son bureau dans la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 20^e jour de mai 1966.

Le Président,
DAVID H. HOLLAND.
4902-65

15352

Leecol Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Leecol Holdings Inc.", incorporated by letters patent dated November 9, 1965, under the provisions of Part I of the Companies Act, has established its office in the municipality of Ste-Adèle, Terrebonne County, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 20th day of May, 1966.

DAVID H. HOLLAND,
President.
4902-65

15352-o

Metal & Electrical Products Corp. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Metal & Electrical Products Corp. Ltd. », dûment constituée par lettres patentes enregistrées le 4^e jour de décembre 1959 et par lettres patentes supplémentaires enregistrées le 14^e jour de janvier 1960 et ayant son siège social en la ville de Montréal où ledit bureau était à 10461, avenue Henault, l'a maintenant transporté à 10872, avenue Jean Meunier.

À compter de la date du présent avis, ledit nouveau bureau est considéré par la compagnie comme son siège social.

Donné à Montréal, ce 16^e jour de mai 1966.

MARGARET DELAHANTY.
16192-59

15353

Metal & Electrical Products Corp. Ltd.

Notice is hereby given that the company "Metal & Electrical Products Corp. Ltd.", duly incorporated by letters patent recorded the 4th day of December 1959 and by supplementary letters patent recorded the 14th day of January 1960 and having its main office in the city of Montreal where said office was at 10461 Henault Avenue, has now moved its main office at 10872 of Jean Meunier Avenue.

From the date of the present notice, the said new office is considered by the company as its main office.

Given in Montreal, this 16th day of May 1966.

MARGARET DELAHANTY.
16192-59

15353-o

Promulga Ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Promulga Ltée », constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, par lettres patentes datées du 28^e jour de mars 1966, a établi son siège social à chambre 2100, 630, ouest, boulevard Dorchester, ville de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 17^e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,
ROBERT ROCHELEAU.
1331-66

15354

Promulga Ltée

Notice is hereby given that "Promulga Ltée", a company incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated the 28th day of March, 1966, has established its head office at room 2100, 630 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 17th day of May, 1966.

ROBERT ROCHELEAU,
Secretary.
1331-66

15354-o

Les Sociétés Montclair Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Sociétés Montclair Inc. », constituée en corporation en vertu de lettres patentes en date du 3 novembre 1958, et de lettres patentes supplémentaires en date du 19 juin 1963, ayant son bureau principal en la cité de Montréal, au No 8321, rue St-Hubert, l'a transporté au No 300 ouest, Boul. Henri Bourassa, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce dix-huitième jour d'avril, mil neuf cent soixante-six.

(Seau)

Le Secrétaire,

L. BENOIT.

13441-58

15355-0

Les Sociétés Montclair Inc.

Notice is hereby given that "Les Sociétés Montclair Inc.", incorporated by letters patent dated November 3, 1958, and by supplementary letters patent dated June 19, 1963, having its head office in the city of Montreal, at No. 8321 St-Hubert St., has moved it to No. 300 Henri Bourassa Blvd. West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, this eighteenth day of April, one thousand nine hundred and sixty-six.

(Seal)

L. BENOIT,

Secretary.

13441-58

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau de Hull — Bar of Hull

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN DU BARREAU

Examen 20, 21, 22 juin, 1966

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION BAR

Examination 20, 21, 22 June, 1966

Nom Surname	Prénoms Given names	Age	Résidence Residence
Bartoli.....	Hugo.....	56	697 Highland Ave., Ottawa, Ont.
Roy.....	Louis-E.....	29	31, rue Lanctot, Hull, P.Q.
Zadra.....	Normand, Robert.....	25	197, rue Laurier, Hull, P.Q.
Delage.....	Pierre, Yvan.....	27	59, rue Mark, apt. 8, Ottawa 7, Ont.
Levesque.....	Jacques.....	31	230, rue Nelson, apt. 1, Ottawa, 2, Ont.
Levasseur.....	Edgar.....	50	297 Riverdale, Ottawa 2, Ont.

Hull, le 17 mai 1966 — Hull, May 17, 1966.

Le Secrétaire,
JEROME F. SOMERS,
Secretary.

15360-0

Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides

CANDIDATS POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT

CANDIDATES FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Surname	Prénoms Given names	Age	Residence Residence	Collège College
Bernier.....	Jacques.....	27	230 St-Michel, Oka.....	Université de Sherbrooke.
Charette.....	Denis.....	25	132 Ave Des Pins, St-Jérôme.....	Université de Montréal.
Hétu.....	Michel.....	23	10 rue Ferry, St-Eustache, P.Q.....	Université d'Ottawa.
Létourneau.....	Mario.....	23	342 Gauthier, St-Jérôme.....	Université de Montréal.
Mathys.....	François-Antoine.....	23	91, 24e Ave, cité Deux Montagnes.....	Université de Montréal.
Rivest.....	Jean-Claude.....	23	147 de l'Église, L'Assomption.....	Université de Montréal.

Joliette, le 18 mai 1966 — Joliette, May 18, 1966.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
C. DUGAS,
Secretary of the Bar of Laurentides.

15360-0

Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW

Nom Surname	Prénom Given name	Age	Résidence Residence	Collège College
Gagnon.....	Marc.....	26	12, rue Desjardins, Matane, P.Q.....	Université d'Ottawa — Université de Montréal.

Matane, le 18 mai 1966 — Matane, May 18, 1966.

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,
CHARLES B. QUIMPER, C.R.,
Secretary of the Bar of Lower St. Lawrence.

15360-o

Barreau du Saguenay — Bar of Saguenay

CANDIDATS À L'EXAMEN DU BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
CANDIDATES TO THE EXAMINATION BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Nom Surname	Prénoms Given names	Age	Résidence Residence
Boulianne.....	Michel.....	24	929 boul. Sacré-Coeur, Dolbeau, P.Q.
Harvey.....	Marianne.....	23	319 rue Bergeron, Alma, P.Q.
Leclerc.....	Michel-C.....	23	435 rue St-Etienne, La Malbaie, P.Q.
Morency.....	Jean-M.....	24	83 rue Dupont, Alma, P.Q.
Tremblay.....	Jean-Yves.....	25	310 rue Bégin, Arvida, P.Q.
Vannasse.....	Yves.....	24	269 rue Labrecque, Chicoutimi, P.Q.

Chicoutimi, le 20 mai 1966 — Chicoutimi, May 20, 1966.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau du Saguenay,
LUCIEN BOUCHARD,
Secretary-Treasurer of the Bar of Saguenay.

15360-o

Liquidation — Avis de**Club de placement Champlain**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Club de placement Champlain », tenue à Drummondville, le 24 janvier 1966, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus 1964, chapitre 294) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 281), et que MM. Réal Leclerc, Paul Chabot et Gilbert Lapointe ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15326-o

3-63

Winding up Notices**Club de placement Champlain**

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Club de placement Champlain", held in Drummondville, on January 24, 1966, it has been resolved that the affairs of the said society be liquidated, and that it be dissolved, all in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act. (Revised Statutes 1964, Chapter 294) and the Winding-Up Act (*Ibid.*, Chapter 281), and that MM. Réal Leclerc, Paul Chabot and Réal Lapointe have been named liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15326

3-63

Ministère de l'Éducation**Dionne**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Dionne, dans le comté de Dorchester, les lots 698 à 700 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie, dans le comté de Beauce.

Québec, le 13 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15260-20-2-o

78-65

Department of Education**Dionne**

Application is made to detach from the school municipality of Dionne, in the county of Dorchester, lots 698 to 700 inclusively, on the official cadaster of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, to annex them to the school municipality of Ste-Marie, in the county of Beauce.

Québec, May 13, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15260-20-2

78-65

Beauceville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 918, en date du 18 mai 1966, de fusionner et d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Beauceville, dans le comté de Beauce, le territoire actuel des municipalités scolaires de la ville de Beauceville-Est et de Beauceville, dans le comté de Beauce.

Le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire, pour fins d'élection, est divisé en cinq quartiers, numérotés, délimités et représentés de la façon suivante, savoir:

Le quartier No 1. Comprenant le territoire municipal actuel de la ville de Beauceville-Ouest. Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles;

Le Quartier No 2. Comprenant cette partie du territoire municipal actuel de la ville de Beauceville-Est, située entre le Ruisseau Bertrand et la limite sud-est de ladite ville. Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles;

Le quartier No 3. Comprenant cette partie du territoire municipal actuel de la ville de Beauceville-Est, située entre le Ruisseau Bertrand et la limite nord-ouest de ladite ville. Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles;

Le quartier No 4. Comprenant le territoire actuel de la municipalité scolaire de Beauceville, moins le territoire municipal de la ville de Beauceville-Ouest (quartier No 1). Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles;

Le quartier No 5. Comprenant le territoire actuel de la municipalité scolaire de la ville de Beauceville-Est, moins le territoire des quartiers Nos 2 et 3. Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles.

Ce changement prend effet le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o 144-66

Échourie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 917, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Petit Cap, dans le comté de Gaspé-Nord, à la municipalité scolaire de l'Échourie, dans le comté de Gaspé-Nord.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o 853-58

Iberville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 918, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Athanase, dans le comté d'Iberville, à la municipalité scolaire de la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville.

Le nom de la municipalité scolaire de la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, est changé en celui « Iberville », dans le comté d'Iberville.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette dernière municipalité scolaire est porté à sept.

Pour fins de l'élection, le nouveau territoire de la municipalité scolaire de la ville d'Iberville, est

Beauceville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 918, dated May 18, 1966, to amalgamate and erect into a distinct school municipality under the name of Beauceville, in the county of Beauce, the actual territory of the school municipalities of the town of Beauceville-Est and of Beauceville, in the county of Beauce.

The territory of this new school municipality, for election purposes, is divided into five wards, numbered, bounded and represented in the following manner, to wit:

Ward No. 1. Including the actual municipal territory of the town of Beauceville-West. This ward is represented by (1) school commissioner;

Ward No. 2. Including this part of the actual municipal territory of the town of Beauceville-Est, situated between Bertrand Stream and the south-east limit of the said town. This ward is represented by (1) school commissioner;

Ward No. 3. Including this part of the actual municipal territory of the town of Beauceville-Est, situated between Bertrand Stream and the north-west limit of the said town. This ward is represented by (1) school commissioner;

Ward No. 4. Including the actual territory of the school municipality of Beauceville, less the municipal territory of the town of Beauceville-West (Ward No. 1). This ward is represented by (1) school commissioner;

Ward No. 5. Including the actual territory of the school municipality of the town of Beauceville-Est, less the territory of ward Nos. 2 and 3. This ward is represented by (1) school commissioner.

This change will come into effect on June 1, 1966 and for every other purpose on July 1, 1966.

Québec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361 144-66

Échourie

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 917 dated May 18, 1966, to annex the present territory of the school municipality of Petit Cap in the county of Gaspé-North, to the school municipality of Échourie, in the county of Gaspé-North.

This change takes effect, for election purposes on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966.

Québec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361 853-58

Iberville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 918, dated May 18, 1966, to annex the present territory of the school municipality of St-Athanase, in the county of Iberville, to the school municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville.

The name of the school municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville, is changed to that of "Iberville", in the county of Iberville.

The number of school commissioners for the latter school municipality is changed to seven.

For election purposes, the new territory of the school municipality of the town of Iberville, is

divisé en cinq quartiers numérotés, délimités et représentés de la façon suivante, savoir:

Quartier No 1. Comprenant le territoire du cadastre de la paroisse St-Athanase d'Iberville borné à l'ouest par le rang Missisquoi et/ou le rang St-Michel et/ou la route 7; au nord, par la ligne des lots 243 et 244 jusqu'au 3^e rang, la ligne des lots 329 et 330 du 3^e rang au 4^e rang, la ligne des lots 357 et 358 du 4^e rang jusqu'à la limite est du cadastre de la paroisse St-Athanase d'Iberville et au sud par les limites sud de la paroisse St-Athanase d'Iberville. Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles;

Quartier No 2. Comprenant le territoire du cadastre de la paroisse St-Athanase d'Iberville borné à l'ouest par le rang St-Édouard et/ou le rang Missisquoi; au nord, par les limites nord du cadastre de la paroisse St-Athanase d'Iberville; à l'est par les limites est du cadastre de la paroisse St-Athanase d'Iberville et au sud par la ligne des lots 243 et 244 jusqu'au 3^e rang, la ligne des lots 329 et 330 du 3^e rang jusqu'au 4^e rang, la ligne des lots 357 et 358 du 4^e rang jusqu'à la limite est du cadastre de la paroisse St-Athanase d'Iberville. Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles;

Quartier No 3. Comprenant le territoire borné à l'ouest par la rivière Richelieu; au nord, par les limites nord de la paroisse St-Athanase; à l'est, par le rang Missisquoi et/ou le rang St-Édouard; et au sud, par le chemin de fer du Canadien Pacifique. Ce quartier est représenté par (1) commissaire d'écoles;

Quartier No 4. Comprenant le territoire borné à l'ouest par la rivière Richelieu; au nord, par le chemin de fer du Canadien Pacifique; à l'est, par le rang Missisquoi; et au sud, par la 2^e Avenue. Ce quartier est représenté par (2) commissaires d'écoles.

Quartier No 5. Comprenant le territoire borné à l'ouest par la rivière Richelieu; au nord, par la 2^e Avenue; à l'est, par le rang Missisquoi, et/ou le rang St-Michel, et/ou la route 7; et au sud, par les limites sud de la paroisse de St-Athanase. Ce quartier est représenté par (2) commissaires d'écoles.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1^{er} juin 1966 et pour toutes autres fins le 1^{er} juillet 1966, excepté le changement du nom qui prend effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

15361-o

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Farnham

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 918, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Farnham-Ouest, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de la ville de Farnham, dans le comté de Missisquoi.

Le nom de la municipalité scolaire de la Ville de Farnham, dans le comté de Missisquoi est changé en celui de Farnham, dans le comté de Missisquoi.

Pour les fins de la représentation prévue à l'article 54a, le territoire de cette municipalité scolaire est divisé en cinq quartiers numérotés, délimités et représentés de la façon suivante: (tableau inclus)

divided into five wards numbered, delimited and represented in the following manner, to wit:

Ward No 1. Comprising the territory of the cadaster of the parish of St-Athanase d'Iberville bounded on the west by range Missisquoi and/or range St-Michel and/or highway 7; on the north, by the line of lots 243 and 244 up to the 3rd range, the line of lots 329 and 330 of the 3rd range to the 4th range, the line of lots 357 and 358 of the 4th range up to the east limit of the cadaster of the parish of St-Athanase d'Iberville, and on the south by the south limits of the parish of St-Athanase d'Iberville. This ward is represented by (1) school commissioner;

Ward No 2. Comprising the territory of the cadaster of the parish of St-Athanase d'Iberville bounded on the west by range St-Édouard and/or range Missisquoi; on the north, by the north limits of the cadaster of the parish of St-Athanase d'Iberville; on the east by the east limits of the cadaster of the parish of St-Athanase d'Iberville and on the south by the line of lots 243 and 244 up to the 3rd range, the line of lots 329 and 330 of the 3rd range up to the 4th range, the line of lots 357 and 358 of the 4th range up to the east limit of the cadaster of the parish of St-Athanase d'Iberville. This ward is represented by (1) school commissioner;

Ward No 3. Comprising the territory bounded on the west by the Richelieu River; on the north, by the north limits of the parish of St-Athanase; on the east, by range Missisquoi and/or range St-Édouard; and on the south, by the Canadian Pacific Railway. This ward is represented by (1) school commissioner;

Ward No 4. Comprising the territory bounded on the west by the Richelieu River; on the north, by the Canadian Pacific Railway; on the east, by range Missisquoi; and on the south, by the 2nd Avenue. This ward is represented by (2) school commissioners.

Ward No 5. Comprising the territory bounded on the west by the Richelieu River; on the north, by the 2nd Avenue; on the east, by range Missisquoi, and/or range St-Michel, and/or highway 7; and on the south, by the south limits of the parish of St-Athanase. This ward is represented by (2) school commissioners.

These changes take effect for election purposes on the June 1, 1966, and for all other purposes on the July 1, 1966, except the change of name which takes effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

15361

Minister of Education.

Farnham

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 918, dated May 18, 1966, to annex the present territory of the school municipality of Farnham-West, in the county of Missisquoi, to the school municipality of the town of Farnham, in the county of Missisquoi.

The name of the school municipality of the town of Farnham, in the county of Missisquoi is changed to that of Farnham, in the county of Missisquoi.

For purposes of representation mentioned in section 54a, the territory of this school municipality is divided into five wards, numbered, bounded and represented in the following manner: (table included)

Chacun des quartiers 1, 2 et 3 sera représenté par un commissaire d'écoles choisi parmi les personnes éligibles de la ville de Farnham; chacun des quartiers 4 et 5 sera représenté par un commissaire d'écoles choisi parmi les personnes éligibles de l'ancienne municipalité scolaire de la paroisse de Farnham-Ouest.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966, excepté le changement de nom qui prend effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.
116-63

Quartier No I. Un territoire faisant partie du cadastre de la ville de Farnham, décrit comme suit:

Commençant à un point (A) étant l'intersection du centre de la rivière Yamaska avec la limite nord-ouest du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers le nord-ouest, suivant la limite nord-ouest du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un point (B); de là, vers l'est, suivant la limite nord du susdit cadastre, jusqu'à un point (C) situé sur le prolongement en ligne droite vers le nord de la ligne ouest de la rue St-Bruno; de là, vers le sud, suivant le prolongement en ligne droite vers le nord de la ligne ouest de la rue St-Bruno, jusqu'à un point (D) situé sur la ligne sud du Boul. Magenta; de là, vers l'est, et le sud-est, en suivant la limite sud du Boul. Magenta, jusqu'à un point (F) situé sur la ligne nord-ouest du lot numéro 433 (chemin de fer Canadien National); de là, vers le sud-ouest, suivant la limite nord-ouest du susdit chemin de fer Canadien National, jusqu'à un point (G) situé sur la ligne centrale de la rivière Yamaska; de là, vers l'ouest, suivant la ligne centre de la rivière Yamaska, jusqu'au point (A) de départ.

Quartier No II. Un territoire faisant partie du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham et celui de la ville de Farnham, décrit comme suit:

Commençant à un point (A) étant l'intersection du centre de la rivière Yamaska avec la limite nord-ouest du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers le nord-ouest et vers le nord, suivant la ligne centrale de la rivière Yamaska, jusqu'à un point (T), étant le coin nord-ouest du lot 404 du susdit cadastre; de là, vers le sud-est, suivant la limite nord-ouest du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham, jusqu'à un point (U) situé au centre de la rivière Yamaska; de là, vers l'ouest, suivant la ligne centrale de la rivière Yamaska, jusqu'à un point (G) situé sur la limite nord-ouest du chemin de fer Canadien National; de là, vers le nord-est, suivant la limite nord-ouest du susdit chemin de fer (lot 433), jusqu'à un point (F) situé sur la limite sud du Blvd. Magenta; de là, vers l'ouest et vers le nord-ouest, suivant la limite sud et sud-ouest du susdit Boul. Magenta, jusqu'à un point (D) situé sur la limite ouest de la rue St-Bruno; de là, vers le nord, suivant le prolongement en ligne droite vers le nord de la ligne ouest de la rue St-Bruno, jusqu'à un point (C) situé sur la limite nord du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers l'ouest, suivant la limite nord du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un

Each of the wards 1, 2 and 3 will be represented by one school commissioner chosen from among the eligible persons in the town of Farnham; each of wards 4 and 5 will be represented by one school commissioner chosen from among the eligible persons in the former school municipality of the parish of Farnham-West.

These changes take effect, for election purposes, on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966, except for the change of name which takes effect eight days after publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.
116-63

Ward No. I. A territory forming part of the cadaster of the town of Farnham, described as follows:

Starting at a point (A) being the intersection of the center of the Yamaska River with the northwest boundary of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the northeast, following the northwest limit of the cadaster of the town of Farnham as far as a point (B); thence, towards the east, following the north limit of the said cadaster as far as a point (C) situated on the extension in a straight line towards the north of the west boundary of St-Bruno street; thence, towards the south, following the extension in a straight line towards the north of the west line of St-Bruno street as far as a point (D) situated on the south line of Magenta Blvd.; thence, towards the east and the southeast, following the south limit of Magenta Blvd. as far as a point (F) situated on the northwest line of lot number 433 (Canadian National Railway); thence, towards the southwest, following the northwest boundary of the above-mentioned Canadian National Railway as far as a point (G) situated on the center line of the Yamaska River; thence, towards the west, following the center line of the Yamaska River as far as the starting point (A).

Ward No. II. A territory forming part of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham and that of the town of Farnham, described as follows:

Starting at a point (A) being the intersection of the center line of the Yamaska River with the northwest limit of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the northwest and the north, following the center line of the Yamaska River as far as a point (T), being the northwest corner of lot 404 in the said cadaster; thence, towards the southeast, following the northwest boundary of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham, as far as a point (U) situated in the center of the Yamaska River; thence, towards the west, following the center line of the Yamaska River as far as a point (G) situated on the northwest limit of the Canadian National Railway; thence, towards the northeast, following the northwest limit of the aforementioned railway (lot 433) as far as a point (F) situated on the south limit of Magenta Blvd.; thence, towards the west and towards the northwest, following the south and southwest boundary of said Magenta Blvd. as far as a point (D) situated on the west limit of St-Bruno street; thence, towards the north, following the extension in a straight line towards the north of the west line of St-Bruno street as far as a point (C) situated on the north limit of the cadaster of

point (B); de là, vers le sud-ouest, suivant la limite nord-ouest du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'au point (A) de départ.

Quartier No III. Un territoire faisant partie du cadastre de la ville de Farnham et celui de la paroisse St-Romuald de Farnham, décrit comme suit:

Commençant à un point (A) étant l'intersection du centre de la rivière Yamaska avec la limite nord-ouest du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers le sud-ouest, suivant la limite nord-ouest du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un point (H); de là, vers le sud, suivant la limite ouest du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un point (I) situé sur la ligne nord de la rue St-Grégoire; de là, vers l'est, suivant la limite nord de la rue St-Grégoire, jusqu'à un point (J) situé sur la limite est du Boul. Normandie; de là, vers le sud, suivant la limite est du Boul. Normandie, jusqu'à un point (K) situé sur la limite sud de cadastre de la ville de Farnham qui est en même temps sur le côté nord de la rue Dollard; de là, vers l'est, suivant la ligne nord de la rue Dollard, jusqu'à un point (L) situé sur la ligne ouest de la rue St-André; de là, vers le nord, suivant la ligne ouest de la rue St-André, traversant le chemin de fer Canadien Pacifique, jusqu'à un point (M) situé sur la ligne nord de la rue Hungerford; de là, vers l'est, suivant la limite nord de la rue Hungerford, jusqu'à un point (N) situé sur la limite ouest de la rue Hôtel de Ville; de là, vers le nord, suivant la limite ouest de la rue Hôtel de Ville et suivant son prolongement vers le nord, jusqu'à un point (O) situé au centre de la rivière Yamaska; de là, vers l'ouest, suivant la ligne centrale de la rivière Yamaska, jusqu'au point (A) de départ.

Quartier No IV. Un territoire faisant partie du cadastre de la ville de Farnham décrit comme suit:

Commençant à un point (P) étant l'intersection du centre de la rivière Yamaska avec la ligne est du cadastre de la ville de Farnham; De là, vers le sud, suivant la limite est du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un point (Q) étant le coin sud-est du susdit cadastre; de là, vers l'ouest, suivant la limite sud du susdit cadastre, jusqu'à un point (R) situé sur la limite est de la rue St-Romuald; de là, vers le nord, suivant la limite est de la rue St-Romuald, jusqu'à un point (S) situé sur la limite nord de la rue Dollard; de là, vers l'ouest, suivant la limite nord de la rue Dollard, jusqu'à un point (L) situé sur la limite ouest de la rue St-André; de là, vers le nord, suivant la ligne ouest de la rue St-André, traversant le chemin de fer Canadien Pacifique, jusqu'à un point (M) situé sur la ligne nord de la rue Hungerford; de là, vers l'est, suivant la limite nord de la rue Hungerford, jusqu'à un point (N) situé sur la limite ouest de la rue Hôtel de Ville; de là, vers le nord, suivant la limite ouest de la rue Hôtel de Ville et suivant son prolongement vers le nord, jusqu'à un point (O) situé au centre de la rivière Yamaska; de là, vers l'est, suivant le centre de la rivière Yamaska, jusqu'au point (P) de départ.

the town of Farnham; thence, towards the west, following the north limit of the cadaster of the town of Farnham, as far as a point (B); thence, towards the southwest, following the northwest boundary of the cadaster of the town of Farnham, as far as the starting point (A).

Ward No. III. A territory forming part of the cadaster of the town of Farnham and that of the parish of St-Romuald de Farnham, described as follows:

Starting at a point (A) being the intersection of the center of the Yamaska River with the northwest limit of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the southwest, following the northwest limit of the cadaster of the town of Farnham as far as a point (H); thence, towards the south, following the west boundary of the cadaster of the town of Farnham, as far as a point (I) situated on the north line of St-Grégoire Street; thence, towards the east, following the north limit of St-Grégoire Street as far as a point (J) situated on the east limit of Normandie Blvd.; thence, towards the south, following the east boundary of Normandie Blvd. as far as a point (K) situated on the south limit of the cadaster of the town of Farnham which is, at the same time, on the north side of Dollard Street; thence, towards the east, following the north line of Dollard Street as far as a point (L) situated on the west line of St-André Street; thence, towards the north, following the west line of St-André Street, crossing the Canadian Pacific Railway, as far as a point (M) situated on the north line of Hungerford Street; thence, towards the east, following the north boundary of Hungerford Street, as far as a point (N) situated on the west limit of Hôtel de Ville Street; thence, towards the north, following the west limit of Hôtel de Ville street, and following its extension towards the north, as far as a point (O) situated in the center of the Yamaska River; thence, towards the west, following the center line of the Yamaska River as far as the starting point (A).

Ward No. IV. A territory forming part of the cadaster of the town of Farnham, described as follows:

Starting at a point (P) being the intersection of the center line of the Yamaska River with the east line of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the south, following the east limit of the cadaster of the town of Farnham, as far as a point (Q) being the southeast corner of the said cadaster; thence, towards the west, following the south limit of the aforementioned cadaster, as far as a point (R) situated on the east limit of St-Romuald Street; thence, towards the north, following the east limit of St-Romuald Street as far as a point (S) situated on the north limit of Dollard Street; thence, towards the west, following the north limit of Dollard Street as far as a point (L) situated on the west limit of St-André Street; thence, towards the north, following the west line of St-André Street, crossing the Canadian Pacific Railway, as far as a point (M) situated on the north line of Hungerford Street; thence, towards the east, following the north boundary of Hungerford Street as far as a point (N) situated on the west limit of Hôtel de Ville Street; thence, towards the north, following the west boundary of Hôtel de Ville Street and following its extension towards the north, as far as a point (O) situated in the center of the Yamaska River; thence, towards the east, following the center of the Yamaska River, as far as the starting point (P).

Quartier No V. Un territoire faisant partie du cadastre de la ville de Farnham, celui de la paroisse St-Romuald de Farnham et celui du canton de Stanbridge, décrit comme suit:

Commencant à un point (P) étant l'intersection du centre de la rivière Yamaska avec la limite est du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers l'est, suivant le centre de la rivière Yamaska, jusqu'à un point (U) situé sur la limite nord-est du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham; de là, vers le sud-est, vers le sud, suivant la limite nord-est et est du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham, jusqu'à un point (1) étant le coin sud-est du susdit cadastre; de là, vers l'ouest, suivant la limite sud du susdit cadastre, jusqu'à un point (W) étant le coin sud-ouest du lot 3 du susdit cadastre; de là, vers le sud, suivant la limite est des lots 2697 et 2698 du cadastre du canton de Stanbridge, jusqu'à un point (X) étant le coin sud-est du susdit lot numéro 2698; de là, vers l'ouest, suivant la limite sud du lot numéro 2698, jusqu'à un point (Y) étant le coin sud-est du lot numéro 2688; de là, vers le nord, suivant la limite est des lots 2688 et 2693, jusqu'à un point (Z) situé sur la limite sud du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham; de là, vers l'ouest, suivant la limite sud du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham, jusqu'à un point (1) étant le coin nord-est du lot 2692 du cadastre du canton de Stanbridge; de là, vers le sud, suivant la limite est du susdit lot numéro 2692, jusqu'à un point (2) étant le coin sud-est du lot numéro 2692; de là, vers l'ouest, suivant la limite sud des lots 2692, 2691, 2265, 2267, 2263, jusqu'à un point (3) étant le coin sud-ouest dudit lot numéro 2263; de là, vers le nord, suivant la limite ouest du susdit lot 2263, jusqu'à un point (4) situé sur la limite sud du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham; de là, vers l'ouest, suivant la limite sud du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham, jusqu'à un point (5) étant le coin sud-ouest du lot numéro 36 du susdit cadastre; de là, vers le nord, suivant la limite ouest des lots 36 et 37, jusqu'à un point (6) étant le coin nord-ouest du lot numéro 37; de là, vers l'ouest, suivant la limite sud des lots 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 86 et 77, jusqu'à un point (7) situé sur la limite ouest du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham; de là, vers le nord, suivant la limite ouest du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham, jusqu'à un point (8) étant le coin nord-ouest du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham; de là, vers le sud-est, suivant la limite nord-est du cadastre de la paroisse St-Romuald de Farnham, jusqu'à un point (9) situé au centre de la rivière Yamaska; de là, vers le sud, et vers le sud-est, suivant le centre de la rivière Yamaska, jusqu'à un point (A) situé sur la limite du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers le sud-ouest, suivant la limite nord-ouest du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un point (H); de là, vers le sud, suivant la limite ouest du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un point (I) situé sur la ligne nord de la rue St-Grégoire; de là, vers l'est, suivant la limite nord de la rue St-Grégoire, jusqu'à un point (J) situé sur la limite est du Boul. Normandie; de là, vers le sud, suivant la limite est du Boul. Normandie, jusqu'à un point (K) situé sur la limite sud du cadastre de la ville de Farnham qui est en même temps sur le côté nord de la rue Dollard; de là, vers l'est, suivant la limite nord de la rue Dollard, jusqu'à

Ward No. V. A territory forming part of the cadaster of the town of Farnham, that of the parish of St-Romuald de Farnham, and that of the township of Stanbridge, described as follows:

Starting at a point (P) being the intersection of the center line of the Yamaska River with the east limit of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the east, following the center of the Yamaska River, as far as a point (U) situated on the northeast limit of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham; thence, towards the southeast, towards the south, following the northeast and east boundary of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham, as far as a point (V) being the southeast corner of the above-mentioned cadaster; thence, towards the west, following the south limit of the said cadaster, as far as a point (W) being the southwest corner of lot 3 in the above-mentioned cadaster; thence, towards the south, following the east limit of lots 2697 and 2698 in the cadaster of the township of Stanbridge, as far as a point (X) being the southeast corner of above-mentioned lot number 2698; thence, towards the west, following the south limit of lot number 2698, as far as a point (Y) being the southeast corner of lot number 2688; thence, towards the north, following the east limit of lots 2688 and 2693, as far as a point (Z) situated on the south boundary of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham; thence, towards the west, following the south limit of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham, as far as a point (1) being the northeast corner of lot 2692 in the cadaster of the township of Stanbridge; thence, towards the south, the east boundary of the above-mentioned lot number 2692 as far as a point (2) being the southeast corner of lot number 2692; thence, towards the west, following the south limit of lots 2692, 2691, 2265, 2267, 2263, as far as a point (3) being the southwest corner of said lot number 2263; thence, towards the north, following the west limit of above-mentioned lot 2263, as far as a point (4) situated on the south boundary of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham; thence, towards the west, following the south boundary of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham, as far as a point (5) being the southwest corner of lot number 36 in the aforementioned cadaster; thence, towards the north, following the west limit of lots 36 and 37, as far as a point (6), being the northwest corner of lot number 37; thence, towards the west, the south limit of lots 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 86 and 77, as far as a point (7) situated on the west limit of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham; thence, towards the north, following the west limit of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham, as far as a point (8) being the northwest corner of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham; thence, towards the southeast, following the northeast limit of the cadaster of the parish of St-Romuald de Farnham, as far as a point (9) situated in the center of the Yamaska River; thence, towards the south and towards the southeast, following the center of the Yamaska River as far as a point (A) situated on the limit of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the southwest, following the northwest boundary of the cadaster of the town of Farnham, as far as a point (H); thence, towards the south, following the west limit of the cadaster of the town of Farnham,

un point (S) situé sur la ligne est de la rue St-Romuald; de là, vers le sud, suivant la limite est de la rue St-Romuald, jusqu'à un point (R) situé sur la limite sud du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers l'est, suivant la limite sud du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'à un point (Q) étant le coin sud-est du cadastre de la ville de Farnham; de là, vers le nord, suivant la limite est du cadastre de la ville de Farnham, jusqu'au point (P) de départ.

Le territoire ci-haut décrit est montré à un plan en date du 21 avril 1966, préparé par l'arpenteur soussigné.

Farnham, le 27 avril 1966.

15361-o

GUY MIGUÉ, ING. P. A.G.

Cité de Jonquière

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 916, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Cyriac, dans le comté de Jonquière, pour les catholiques seulement à la municipalité scolaire de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière.

Ce changement prend effet pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 25 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

La Presqu'Île

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la Presqu'Île, dans le comté de l'Assomption à la municipalité scolaire de St-Paul l'Ermite, dans le même comté.

Québec, le 25 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

105-63

La Sarre

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 918, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de La Sarre, dans le comté d'Abitibi-Ouest, à la municipalité scolaire du village de La Sarre, dans le comté d'Abitibi-Ouest et de changer le nom de cette dernière en celui de « La Sarre », dans le comté d'Abitibi-Ouest.

Ce changement prend effet pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966; le changement de nom prend effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

992-61

as far as a point (I) situated on the north line of St-Grégoire Street; thence, towards the east, following the north boundary of St-Grégoire Street as far as a point (J) situated on the east limit of Normandie Blvd.; thence, towards the south, following the east limit of Normandie Blvd. as far as a point (K) situated on the south limit of the cadaster of the town of Farnham which is, at the same time, on the north side of Dollard Street; thence, towards the east, following the north boundary of Dollard Street as far as a point (S) situated on the east line of St-Romuald Street; thence, towards the south, following the east limit of St-Romuald Street as far as a point (R) situated on the south limit of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the east, following the south limit of the cadaster of the town of Farnham, as far as a point (Q) being the southeast corner of the cadaster of the town of Farnham; thence, towards the north, following the east limit of the cadaster of the town of Farnham, as far as the starting point (P).

The territory described above is shown on a plan dated April 21, 1966, drawn up by the undersigned surveyor.

Farnham, April 27, 1966.

15361

GUY MIGUÉ, P. ENG., L.S.

City of Jonquière

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 916 dated May 18, 1966, to annex the present territory of the School Municipality of St-Cyriac, in the county of Jonquière, for the Catholics only, to the School Municipality of the city of Jonquière, in the county of Jonquière.

This change takes effect for election purposes on June 1, 1966, and for all other purposes, on July 1, 1966.

Quebec, May 25, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

15361

La Presqu'Île

Application is made to annex the present territory of the school municipality of la Presqu'Île, in the county of L'Assomption to the school municipality of St-Paul l'Ermite, in the same county.

Quebec, May 25, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

15361

105-63

La Sarre

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 918, dated May 18, 1966, to annex the actual territory of the school municipality of the parish of La Sarre, in the county of Abitibi-West, to the school municipality of the village of La Sarre, in the county of Abitibi-West and to change the name of the latter into that of "La Sarre", in the county of Abitibi-West.

This change will come into effect for election purposes on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966; the change of name will take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

15361

992-61

Ville de Laval-des-Rapides

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 918, en date du 18 mai 1966, de détacher de la municipalité scolaire catholique de Chomedey, dans le comté de Laval, les lots 215, 220, 226, 227, 239, P-241, 243, P-244, P-245, P-246, P-247, 248, 249, 252 et P-256 du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, pour les annexés, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la ville de Laval-des-Rapides, dans le comté de Laval.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

51-65

Loretteville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 918, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire catholique de Château d'Eau, dans le comté de Québec, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Loretteville, dans le comté de Québec.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

856-64

Lotbinière

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 918, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière, à la municipalité scolaire du village de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière. Le nom de la municipalité scolaire du village de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière est changé en celui de « Lotbinière », dans le comté de Lotbinière.

Pour fins d'élection le nouveau territoire de cette municipalité scolaire est divisé en cinq quartiers numérotés, délimités et représentés de la façon suivante, savoir:

Le quartier No 1. Comprend le territoire situé entre la limite est de la paroisse de Ste-Émilie-de-Leclercville jusqu'à la limite ouest du village de Lotbinière et est représenté par un (1) commissaire d'écoles;

Le quartier No 2. Comprend le territoire situé entre la limite ouest du village de Lotbinière et sa limite est et est représenté par un (1) commissaire d'écoles;

Le quartier No 3. Comprend le territoire situé entre la limite est du village de Lotbinière et la limite est du rang du Bord de l'Eau et est représenté par un (1) commissaire d'écoles;

Le quartier No 4. Comprend le territoire situé entre la limite ouest du rang St-Eustache et sa limite est et est représenté par un (1) commissaire d'écoles;

Le quartier No 5. Comprend le territoire situé entre la limite ouest du rang St-François et sa limite est et est représenté par un (1) commissaire d'écoles.

Ces changements prennent effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres

Town of Laval-des-Rapides

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 918, dated May 18, 1966, to detach from the Catholic school Municipality of Chomedey, in the county of Laval, lots 215, 220, 226, 227, 239, P-241, 243, P-244, P-245, P-246, P-247, 248, 249, 252 and P-256 of the official cadastre of the parish of St-Martin, to annex them, for Catholics only, to the school municipality of the town of Laval-des-Rapides, in the county of Laval.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966.

Québec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361

51-65

Loretteville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 918, dated May 18, 1966, to annex the actual territory of the Catholic school municipality of Château d'Eau, in the county of Québec, for Catholics only, to the school municipality of Loretteville, in the county of Québec.

This change will come into effect, for election purposes, on June 1, 1966 and for all other purposes on July 1, 1966.

Québec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361

856-64

Lotbinière

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 918, dated May 18, 1966, to annex the present territory of the school municipality of the parish of Lotbinière, in the county of Lotbinière, to the school municipality of the village of Lotbinière, in the county of Lotbinière. The name of the school municipality of the village of Lotbinière, in the county of Lotbinière, is changed to that of "Lotbinière", in the county of Lotbinière.

For election purposes, the new territory of this school municipality is divided into five numbered wards, bounded and represented in the following manner, to wit:

Ward No. 1. Includes the territory situated between the east limit of the parish of Ste-Émilie-de-Leclercville as far as the west limit of the village of Lotbinière and is represented by one (1) school commissioner;

Ward No. 2. Includes the territory situated between the west boundary of the village of Lotbinière and its east boundary and is represented by one (1) school commissioner;

Ward No. 3. Includes the territory situated between the east boundary of the village of Lotbinière and the east limit of Bord de l'Eau Range and is represented by one (1) school commissioner;

Ward No. 4. Includes the territory situated between the west limit of St-Eustache Range and its east limit and is represented by one (1) school commissioner;

Ward No. 5. Includes the territory situated between the west limit of St-François Range and its east limit and is represented by one (1) school commissioner.

These changes take effect, for election purposes, on June 1, 1966, and for all other purposes on

fins le 1er juillet 1966, excepté le changement du nom qui prend effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

76-66

St-Félicien

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 917, en date du 18 mai 1966, de fusionner et d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Félicien, dans le comté de Roberval, le territoire actuel des municipalités scolaires de la paroisse et du village de St-Félicien, dans le comté de Roberval.

Pour fins de la représentation de l'article 54a, le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire est divisé en deux quartiers numérotés 1 et 2, délimités et représentés comme suit, savoir:

Le quartier numéro 1, comprenant le territoire actuel de la commission scolaire de la ville de St-Félicien, sera représenté par trois commissaires d'écoles;

Le quartier numéro 2, comprenant le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Félicien, sera représenté par deux commissaires d'écoles.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

140-63

St-Georges-de-Cacouna

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 917, en date du 18 mai 1966, de fusionner et d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Georges-de-Cacouna, dans le comté de Rivière-du-Loup, le territoire actuel des municipalités scolaires de la paroisse et du village de St-Georges-de-Cacouna, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

139-63

Cité de Sorel

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 917, en date du 18 mai 1966, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Sorel, dans le comté de Richelieu, à la municipalité scolaire de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 24 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361-o

278-63

July 1, 1966, except for the change of name which comes into effect eight days after publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361

76-66

St-Félicien

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 917 dated May 18, 1966, to amalgamate and erect into a separate school municipality under the name of St-Félicien, in the county of Roberval, the present territory of the school municipalities of the parish and village of St-Félicien, in the county of Roberval.

For the purposes of the representation of section 54a, the territory of this new school municipality is divided into two wards numbered 1 and 2, delimited and represented as follows, to wit:

Ward number 1, comprising the present territory of the school commission of the town of St-Félicien, will be represented by three school commissioners;

Ward number 2, comprising the present territory of the school commission of the parish of St-Félicien, will be represented by two school commissioners.

This change takes effect for election purposes, on June 1, 1966, and for all other purposes, on July 1, 1966.

Quebec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361

140-63

St-Georges-de-Cacouna

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 917, dated May 18, 1966, to amalgamate and erect into a distinct school municipality under the name of St-Georges-de-Cacouna, in the county of Rivière-du-Loup, the actual territory of the school municipalities of the parish and village of St-Georges-de-Cacouna, in the county of Rivière-du-Loup.

This change will come into effect, for election purposes on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966.

Quebec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361

139-63

City of Sorel

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 917, dated May 18, 1966, to annex the present territory of the school municipality of St-Pierre-de-Sorel, in the county of Richelieu, to the school municipality of the city of Sorel, in the county of Richelieu.

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1966, and for all other purposes, on July 1, 1966.

Quebec, May 24, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361

278-63

Erratum

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 mai 1966 à la page 2573 concernant la municipalité scolaire de Trois-Pistoles, il faut lire, au deuxième paragraphe: « Ce changement prendra effet pour fins d'élection le premier juin 1966 et pour toutes autres fins le premier juillet 1966 » au lieu de « Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le premier juillet 1966 et pour toutes autres fins, le premier août 1966.

Québec, le 17 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15361

1503-61

Erratum

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of May 7, 1966, on page 2573, concerning the school municipality of Trois-Pistoles, we must read, in the second paragraph: "This change will take effect for election purposes on the first of June, 1966, and for all other purposes on the first of July, 1966" instead of: "This change takes effect, for election purposes, on the first of July, 1966, and for all other purposes, on the first of August, 1966.

Quebec, May 17, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

15361

1503-61

Ministère des Finances
Assurances

L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company », constituée en compagnie d'assurances, par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, le 31 janvier 1957, sous l'autorité de l'arrêté en conseil numéro 85 du même jour, en conformité de la Section I de la Loi des assurances (S.R.Q. 1964, chapitre 295), ayant son siège social dans la ville de Trois-Rivières, au numéro 461, rue des Volontaires, l'a transporté au numéro 1350, rue Royale, Trois-Rivières.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Donné à Trois-Rivières, ce 17ème jour de mai 1966.

Le Directeur général,
FRANÇOIS SOUMIS.

15307-o

La Nationale, Compagnie d'Assurance
Incendie et Risques Divers
The National Fire and Casualty
Insurance Company

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « La Nationale, Compagnie d'Assurance Incendie et Risques Divers — The National Fire and Casualty Insurance Company », constituée en compagnie d'assurance par une Loi du Parlement du Canada, 11-12 Georges VI, chapitre 79, le 30 juin 1948, ayant son siège social à Montréal, au numéro 637 ouest, rue Craig, l'a transporté au numéro 275 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège de la compagnie.

Donné à Montréal, ce 9e jour de mai 1966.

Le Directeur-général,
GÉRARD PARIZEAU.

15362-o

Department of Finance
Insurance

L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company", organized as an insurance company by letters patent under the Great Seal of the Province on January 31st, 1957, under the authority of Order in Council number 85 on the same day, pursuant to Section I of the Insurance Act (R.S.Q. 1964, chapter 295), having its head office in the city of Trois-Rivières, at number 461, des Volontaires Street, has moved it to 1350, Royale Street, Trois-Rivières.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Given at Trois-Rivières, this 17th day of May 1966.

FRANÇOIS SOUMIS,
General Manager.

15307-o

La Nationale, Compagnie d'Assurance
Incendie et Risques Divers
The National Fire and Casualty
Insurance Company

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "La Nationale, Compagnie d'Assurance Incendie et Risques Divers — The National Fire and Casualty Insurance Company", organized as an insurance company by an Act of the Parliament of Canada, 11-12 George VI, chapter 79, on June 30, 1948, having its head office in Montreal, at number 637, Craig Street West, has moved it to 275, St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 9th day of May, 1966.

GÉRARD PARIZEAU,
General-Manager.

15362-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Chicoutimi

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, municipalité de la cité d'Arvida, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Chicoutimi

Official cadastre of the parish of Chicoutimi, municipality of the city of Arvida, registration division of Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 14-100, 14-102 à 14-104, 14-113, 14-100-1, 14-100-2 et la partie restante des lots 14-78, 14-81, 14-91 à 14-95, 14-99, 14-101, 14-105, 14-106 à 14-109, 14-112 et 14-99-2, Rang XIII S.O.C.S., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mai 1966.

15284-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de L'Épiphanie

Cadastre officiel de la paroisse de L'Épiphanie, municipalité du village de L'Épiphanie, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 253-19, 253-21, 253-26, 253-27, 253-28, 253-31, 253-32, 253-33, 253-34, 253-35, 253-36, 253-46, 253-48, 253-50, 253-51, 253-52, 253-53, 253-54, 253-55, 253-56 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 mai 1966.

15284-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de Lac St-Charles, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1301 et 1316 sont corrigés et qu'une partie du lot 1526 est annulée en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 17 janvier 1966.

15284-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Joseph de Lanoraie

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Lanoraie, municipalité de la paroisse de Lanoraie d'Autray, division d'enregistrement de Berthier.

Avis est par la présente donné que les lots 318-1 à 318-21 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mai 1966.

15284-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 84-34 à 84-53, 84-57 à 84-77, 84-79 à 84-87, 88-54 à 88-80, 88-102 à 88-111 et partie du lot 84-28 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mai 1966.

15284-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de Shefford

Cadastre officiel du canton de Shefford, municipalité du canton de Shefford, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que le lot 1394 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 mai 1966.

15284-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 14-100, 14-102 to 14-104, 14-113, 14-100-1, 14-100-2 and the remaining part of lots 14-78, 14-81, 14-91 to 14-95, 14-99, 14-101, 14-105, 14-106 to 14-109, 14-112 and 14-99-2, Range XIII C.O.C.S., are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 5, 1966.

15284-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of L'Épiphanie

Official cadastre of the parish of L'Épiphanie, municipality of the village of L'Épiphanie, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots 253-19, 253-21, 253-26, 253-27, 253-28, 253-31, 253-32, 253-33, 253-34, 253-35, 253-36, 253-46, 253-48, 253-50, 253-51, 253-52, 253-53, 253-54, 253-55, 253-56 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 3, 1966.

15284-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of Lake St-Charles, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 1301 and 1316 are corrected and part of lot 1526 is cancelled in virtue of Articles 2174 and 2174A of the Civil Code.

Québec, January 17, 1966.

15284-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Joseph de Lanoraie

Official cadastre of the parish of St-Joseph de Lanoraie, municipality of the parish of Lanoraie d'Autray, registration division of Berthier.

Notice is hereby given that lots 318-1 to 318-21 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 12, 1966.

15284-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of Ste-Thérèse-Ouest, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 84-34 to 84-53, 84-57 to 84-77, 84-79 to 84-87, 88-54 to 88-80, 88-102 to 88-111 and part of lot 84-28 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 12, 1966.

15284-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Shefford

Official cadastre of the township of Shefford, municipality of the township of Shefford, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lot 1394 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 11, 1966.

15284-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère de la Voirie

Department of Roads

Avis

Les sections de toutes ci-après désignées ne seront plus, à l'avenir, entretenues par le ministère de la Voirie:

Ancienne route No 2 - Edmundston-Rivière-du-Poup-Québec-Montréal-Frontière d'Ontario (montée Quinchien Sud):

Dans la municipalité de la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil:

Une section de 7,160 pieds au nord-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 88 à 115; une section de 3,084 pieds au nord-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 116 à 127.

Ancienne route No 23 - Lévis-Armstrong:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Georges-est, comté de Beauce:

Une section de 553 pieds au nord-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 653 et 653-1-2.

Ancienne route No 32 - St-Hyacinthe-Richmond-Danville-Asbestos-Dudswell:

Dans la municipalité du village de Marbleton, comté de Wolfe:

Une section de 2,150 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 14 rang VI et 348 à 354 rang VII.

Ancienne route No 34 - Trois-Rivières-Woburn:

Dans la municipalité du canton de Ham-Nord, comté de Wolfe:

Une section de 940 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots 21-A rang V et 22-A rang IV; une section de 700 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 23-A, 23-B rang IV et 47 rang A. S. O.

Dans la municipalité de la paroisse des Sts-Martyrs-Canadiens, comté de Wolfe:

Une section de 1,000 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P.C., P.-D. et P.E. rang I sud; une section de 1,450 pieds au nord-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 2, 3, 4 et 5 rang A N.E.

Ancien chemin 5e rang Macpès:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Narcisse-de-Rimouski, comté de Rimouski:

Une section de 110 pieds au sud-est du nouveau chemin, vis-à-vis du lot No 12.

Dans le canton de Duquesne (non organisé):

Une section de 550 pieds au sud-est du nouveau chemin, vis-à-vis du lot No 13.

Ancienne route Ste-Cécile-St-Valérien (5e rang):

Dans la municipalité du canton de Ste-Cécile-de-Milton, comté de Shefford:

Une section de 950 pieds à l'ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 10-A et 10-B.

Ancien chemin Mooney:

Dans la municipalité d'Ulverton, comté de Richmond:

Une section de 587 pieds au nord-ouest du nouveau chemin, vis-à-vis du lot No 1-A rang VIII.

Chemin du Grand-Brûlé:

Dans la municipalité de la ville de Mont-St-Hilaire, comté de Rouville:

Une section de 1,420 pieds vis-à-vis des lots Nos P. 22, P. 251 et P. 252; une section de 325 pieds et une section de 450 pieds vis-à-vis du lot No P. 256, le tout au sud-est du nouveau raccordement de la route Transcanadienne à la route No 9.

Québec, 5 mai 1966.

Le Ministre de la Voirie,

BERNARD PINARD.

Notice

The sections of roads hereunder designated will not be, in the future, maintained by the Department of Roads:

Old highway No. 2 - Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Ontario Border (montée Quinchien South):

In the municipality of the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil:

A section of 7,160 feet on the north-east of the new highway, facing lots Nos. 88 to 115; a section of 3,084 feet on the north-east of the new highway, facing lots Nos. 116 to 127.

Old highway No. 23 - Lévis-Armstrong:

In the municipality of the parish of St-Georges-East, county of Beauce:

A section of 553 feet on the north-east of the new highway, facing lots Nos. 653 and 653-1-2.

Old highway No. 32 - St-Hyacinthe-Richmond-Danville-Asbestos-Dudswell:

In the municipality of the village of Marbleton, county of Wolfe:

A section of 2,150 feet on the north of the new highway, facing lots Nos. 14 range VI and 348 to 354 range VII.

Old highway No. 34 - Trois-Rivières-Woburn:

In the municipality of the township of Ham-North, county of Wolfe:

A section of 940 feet on the south-west of the new highway, facing lots Nos. 21-A range V and 22-A range IV; a section of 700 feet on the north of the new highway, facing lots Nos. 23-A, 23-B range IV and 47 range A S.W.

In the municipality of the parish of Sts-Martyrs-Canadiens, county of Wolfe:

A section of 1,000 feet on the north of the new highway, facing lots Nos. P.C., P.-D. and P.E. range 1 South; a section of 1,450 feet on the north-east of the new highway, facing lots Nos. 2, 3, 4 and 5 range A N.E.

Old road 5th range Macpès:

In the municipality of the parish of St-Narcisse-de-Rimouski, county of Rimouski:

A section of 110 feet on the south-east of the new road, facing lot No. 12.

In the township of Duquesne (not organized):

A section of 550 feet on the south-east of the new road, facing lot No. 13.

Old road Ste-Cécile-St-Valérien (5th range):

In the municipality of the township of Ste-Cécile-de-Milton, county of Shefford:

A section of 950 feet on the west of the new highway, facing lots Nos. 10-A and 10-B.

Old road Mooney:

In the municipality of Ulverton, county of Richmond:

A section of 587 feet on the north-west of the road, facing lot No. 1-A range VIII.

Grand-Brûlé road:

In the municipality of the town of Mont-St-Hilaire, county of Rouville:

A section of 1,420 feet facing lots Nos. P. 22, P. 251 and P. 252; a section of 325 feet and a section of 450 feet facing lot No. P. 256, the whole on the south-east of the new junction of the Transcanadian highway to highway No. 9.

Quebec, May 5, 1966.

BERNARD PINARD,

Minister of Roads.

Avis

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus à l'avenir entretenues par le ministère de la Voirie:

Ancienne route No 6 — Tour de la Gaspésie:

Dans la municipalité de la paroisse de St-St-Benoît-Joseph-Labre, comté de Matapédia:

Une section de 1,900 pieds au nord-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 73-B, 74 et 75.

Ancienne route de la Plaine:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Arsène, comté de Rivière-du-Loup:

Une section de 1,050 pieds au nord-ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 339, 341 et 342.

Ancienne route Isle-Verte-St-Paul:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Paul-de-la-Croix, comté de Rivière-du-Loup:

Une section de 1,410 pieds au sud de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 741, 4-C et 5-B; une section de 550 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No 7-B.

Ancien chemin Bas de la Rivière, côté ouest:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Césaire, comté de Rouville:

Une section de 1,064 pieds à l'ouest du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 386, 387 et 388.

Chemin de l'Église:

Dans la municipalité du canton de Kingsey, comté de Drummond:

Une section de 2,570 pieds au nord-ouest du nouveau chemin de Kingsey Falls, vis-à-vis des lots Nos P. 12-A et P. 12-R.

Québec, 13 mai 1966.

Le Ministre de la Voirie,

BERNARD PINARD.

15285-0

Notice

The sections of highways hereunder designated will not be in the future maintained by the Department of Roads:

Old highway No. 6 — Gaspé Tour:

In the municipality of the parish of St-Benoît-Joseph-Labre, county of Matapédia:

A section of 1,900 feet on the northeast of the new highway, facing lots Nos. 73-B, 74 and 75.

Old highway of the Plaine:

In the municipality of the parish of St-Arsène, county of Rivière-du-Loup:

A section of 1,050 feet on the northwest of the new highway, facing lots Nos 339, 341 and 342.

Old highway of Isle-Verte-St-Paul:

In the municipality of the parish of St-Paul-de-la-Croix, county of Rivière-du-Loup:

A section of 1,410 feet on the south of the new highway, facing lots Nos. P. 741, 4-C and 5-B; a section of 550 feet on the north of the new highway, facing lot No. 7-B.

Old road Bas de la Rivière, west side:

In the municipality of the parish of St-Césaire, county of Rouville:

A section of 1,064 feet west of the new road, facing lots Nos. 386, 387 and 388.

Road of the church:

In the municipality of the township of Kingsey, county of Drummond:

A section of 2,570 feet on the northwest of the new road of Kingsey Falls, facing lots Nos. P. 12-A and P. 12-R.

Quebec, May 13, 1966.

BERNARD PINARD,

Minister of Roads.

15285

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le vingt juin prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P. C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the twentieth day of June next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huit avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé,
de la Chancellerie,*
JEAN SENÉCAL.

14815-16-8-o

At Our Government House, at Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SENÉCAL,
*Clerk Associate of the Crown,
in Chancery, Quebec.*

14815-16-8-o

Soumissions

Ville d'Iberville Comté d'Iberville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Béland, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 645, 1^{re} Rue, Iberville, comté d'Iberville, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 13 juin 1966, pour l'achat de \$234,500 d'obligations de la ville d'Iberville, comté d'Iberville, datées du 1^{er} juillet 1966 et remboursables par séries du 1^{er} juillet 1967 au 1^{er} juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 299 — \$63,500 — fins industrielles; 311 — \$11,500 — aqueduc et égouts; 329 — \$67,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc; 330 — \$30,000 — camion-incendie; 331 — \$22,000 — aqueduc et égouts; 333 — \$2,500 — bâtisses et terrains; 339 — \$38,000 — achat d'équipement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$234,500 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} juillet 1967.....	\$ 9,000
1 ^{er} juillet 1968.....	9,000
1 ^{er} juillet 1969.....	9,000
1 ^{er} juillet 1970.....	10,000
1 ^{er} juillet 1971.....	11,000
1 ^{er} juillet 1972.....	8,500
1 ^{er} juillet 1973.....	8,500
1 ^{er} juillet 1974.....	9,000
1 ^{er} juillet 1975.....	10,000
1 ^{er} juillet 1976.....	10,000
1 ^{er} juillet 1977.....	11,000
1 ^{er} juillet 1978.....	11,500
1 ^{er} juillet 1979.....	12,000
1 ^{er} juillet 1980.....	13,000
1 ^{er} juillet 1981.....	13,500
1 ^{er} juillet 1982.....	14,000
1 ^{er} juillet 1983.....	14,500
1 ^{er} juillet 1984.....	16,500
1 ^{er} juillet 1985.....	16,500
1 ^{er} juillet 1986.....	18,000

De plus, des soumission pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Iberville.

Tenders

Town of Iberville County of Iberville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Béland, secretary-treasurer, Town Hall, 645, 1st Street, Iberville, county of Iberville, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 13, 1966, for the purchase of an issue of \$234,500 of bonds for the town of Iberville, county of Iberville, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 299 — \$63,500 — industrial purposes; 311 — \$11,500 — aqueduct and sewers; 329 — \$67,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 330 — \$30,000 — fire truck; 331 — \$22,000 — aqueduct and sewers; 333 — \$2,500 — buildings and terrains; 339 — \$38,000 — purchase of equipment.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$234,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967.....	\$ 9,000
July 1, 1968.....	9,000
July 1, 1969.....	9,000
July 1, 1970.....	10,000
July 1, 1971.....	11,000
July 1, 1972.....	8,500
July 1, 1973.....	8,500
July 1, 1974.....	9,000
July 1, 1975.....	10,000
July 1, 1976.....	10,000
July 1, 1977.....	11,000
July 1, 1978.....	11,500
July 1, 1979.....	12,000
July 1, 1980.....	13,000
July 1, 1981.....	13,500
July 1, 1982.....	14,000
July 1, 1983.....	14,500
July 1, 1984.....	16,500
July 1, 1985.....	16,500
July 1, 1986.....	18,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Iberville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 645, 1^e Rue, Iberville, comté d'Iberville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Iberville, (Comté d'Iberville), ce 18 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

JEAN BÉLAND.

Hôtel de Ville, 645, 1^e Rue, C.P. 40,

Iberville, (Iberville), P.Q.

Téléphone: 347-2318, code 514. 15314-o

Village de Drummondville-Ouest

Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumission pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Sylvestre, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures p.m. à 220, rue Brock, Drummondville, comté de Drummond, P.Q. et par après de 7 heures p.m. à 7.30 heures p.m. à la Salle de l'École Frédéric Tétreau, 59, avenue des Saules, Drummondville-Ouest, comté de Drummond, P.Q., mardi, le 14 juin 1966, pour l'achat de \$100,000 d'obligations du village de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, datées du 1^{er} juillet 1966 et remboursables par séries du 1^{er} juillet 1967 au 1^{er} juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 104 — \$50,000 — égouts pluvial et aménagement de terrains de jeux; 107 — \$50,000 — voirie et parc municipal.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$100,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} juillet 1967	\$3,000
1 ^{er} juillet 1968	3,000
1 ^{er} juillet 1969	3,000
1 ^{er} juillet 1970	3,000
1 ^{er} juillet 1971	3,000
1 ^{er} juillet 1972	4,000
1 ^{er} juillet 1973	4,000
1 ^{er} juillet 1974	4,000
1 ^{er} juillet 1975	4,000
1 ^{er} juillet 1976	5,000
1 ^{er} juillet 1977	5,000
1 ^{er} juillet 1978	5,000
1 ^{er} juillet 1979	5,000
1 ^{er} juillet 1980	6,000
1 ^{er} juillet 1981	6,000
1 ^{er} juillet 1982	7,000
1 ^{er} juillet 1983	7,000
1 ^{er} juillet 1984	7,000
1 ^{er} juillet 1985	8,000
1 ^{er} juillet 1986	8,000

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 13, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 645, 1st Street, Iberville, county of Iberville, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Iberville, (County of Iberville), May 18, 1966.

JEAN BÉLAND,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 645, 1st Street, P.O. Box 40,

Iberville, (Iberville), P.Q.

Téléphone: 347-2318, code 514. 15314

Village of Drummondville-West

County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Sylvestre, secretary-treasurer, until 6:00 o'clock p.m., 220 Brock Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q. and afterwards from 7:00 p.m. until 7:30 o'clock p.m., at the Hall of Frédéric Tétreau School, 59 des Saules Avenue, Drummondville-West, county of Drummond, P.Q., on Tuesday, June 14, 1966, for the purchase of an issue of \$100,000 of bonds for the village of Drummondville-West, county of Drummond, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 104 — \$50,000 — rain-sewers and equipping of playgrounds; 107 — \$50,000 — roads and Municipal Park.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$100,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$3,000
July 1, 1968	3,000
July 1, 1969	3,000
July 1, 1970	3,000
July 1, 1971	3,000
July 1, 1972	4,000
July 1, 1973	4,000
July 1, 1974	4,000
July 1, 1975	4,000
July 1, 1976	5,000
July 1, 1977	5,000
July 1, 1978	5,000
July 1, 1979	5,000
July 1, 1980	6,000
July 1, 1981	6,000
July 1, 1982	7,000
July 1, 1983	7,000
July 1, 1984	7,000
July 1, 1985	8,000
July 1, 1986	8,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 juin 1966, à 7.30 heures du soir, à la Salle de l'École Frédéric Tétreau, 59, avenue des Saules, Drummondville-Ouest, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville-Ouest, (Comté de Drummond), ce 18 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

HENRI SYLVESTRE.

220, rue Brock,

Drummondville, (Drummond), P.Q.,

Téléphone: 472-5615, code 819. 15327-0

Ville de Beaconsfield

Comté de Robert Baldwin,
anciennement Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre Lebeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 288, Blvd Beaconsfield, Beaconsfield, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 13 juin 1966, pour l'achat de \$769,000 d'obligations de la ville de Beaconsfield, comté de Robert Baldwin, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos. 270 — \$5,000 — égouts; 272 — \$12,800 — égouts; 275 — \$1,100 — éclairage de rues; 277 — \$20,500 — aqueduc et égouts; 280 — \$12,000 — aqueduc, égouts et pavage; 281 — \$136,000 — achat de terrain; 284 — \$51,000 — voirie; 285 — \$249,600 — aqueduc, égouts et voirie; 286 — \$54,000 — drainage; 289 — \$67,000 — aqueduc, égouts et voirie; 291 — \$85,000 — aqueduc, égouts et voirie; 293 — \$75,000 — éclairage de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$769,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$20,500
1er juillet 1968	21,500
1er juillet 1969	23,500
1er juillet 1970	25,500
1er juillet 1971	26,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 14, 1966, at 7:30 o'clock p.m., at the Hall of Frédéric Tétreau School, 59 des Saules Avenue, Drummondville-West, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville-West, (County of Drummond), May 18, 1966.

HENRI SYLVESTRE,

Secretary-Treasurer.

220 Brock Street,

Drummondville, (Drummond), P.Q.,

Téléphone: 472-5615, code 819. 15327

Town of Beaconsfield

County of Robert Baldwin,
formerly Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds will be received by the undersigned Pierre Lebeau, secretary-treasurer, Town Hall, 288 Beaconsfield Blvd., Beaconsfield, county of Robert Baldwin, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, June 13, 1966, for the purchase of an issue of \$769,000 of bonds for the town of Beaconsfield, county of Robert Baldwin, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 270 — \$5,000 — sewers; 272 — \$12,800 — sewers; 275 — \$1,100 — street lighting; 277 — \$20,500 — aqueduct and sewers; 280 — \$12,000 — aqueduct, sewers and paving; 281 — \$136,000 — purchase of terrain; 284 — \$51,000 — roads; 285 — \$249,600 — aqueduct, sewers and roads; 286 — \$54,000 — drainage; 289 — \$67,000 — aqueduct, sewers and roads; 291 — \$85,000 — aqueduct, sewers and roads; 293 — \$75,000 — street lighting.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$769,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$20,500
July 1, 1968	21,500
July 1, 1969	23,500
July 1, 1970	25,500
July 1, 1971	26,500

1er juillet 1972.....	\$28,500
1er juillet 1973.....	29,000
1er juillet 1974.....	31,000
1er juillet 1975.....	34,000
1er juillet 1976.....	35,500
1er juillet 1977.....	37,000
1er juillet 1978.....	39,500
1er juillet 1979.....	41,500
1er juillet 1980.....	44,500
1er juillet 1981.....	47,500
1er juillet 1982.....	51,000
1er juillet 1983.....	53,500
1er juillet 1984.....	56,500
1er juillet 1985.....	60,500
1er juillet 1986.....	62,000

July 1, 1972.....	\$ 28,500
July 1, 1973.....	29,000
July 1, 1974.....	31,000
July 1, 1975.....	34,000
July 1, 1976.....	35,500
July 1, 1977.....	37,000
July 1, 1978.....	39,500
July 1, 1979.....	41,500
July 1, 1980.....	44,500
July 1, 1981.....	47,500
July 1, 1982.....	51,000
July 1, 1983.....	53,500
July 1, 1984.....	56,500
July 1, 1985.....	60,500
July 1, 1986.....	62,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beaconsfield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 juin 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 288, Blvd Beaconsfield, Beaconsfield, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaconsfield, (Comté de Robert Baldwin), ce 25 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE LEBEAU.

Hôtel de Ville, 288, Blvd Beaconsfield,
Beaconsfield, (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 697-4660, code 514. 15363-0

Municipalité de Lesage Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaétan Charette, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 2870, boul. Labelle, Lesage, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 13 juin 1966, pour l'achat de \$167,500 d'obligations de la municipalité de Lesage, comté de Terrebonne datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 73 — \$31,000 — aqueduc et égouts; 80 — \$36,500 — Hôtel de ville, terrain etc.; 86 — \$100,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beaconsfield.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 13, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 288 Beaconsfield Blvd., Beaconsfield, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beaconsfield, (County of Robert Baldwin) May 25, 1966.

PIERRE LEBEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 288, Beaconsfield Blvd.,
Beaconsfield, (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 697-4660, code 514. 15363

Municipality of Lesage County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaétan Charette, secretary-treasurer, Town Hall, 2870 Labelle Blvd., Lesage, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 13, 1966, for the purchase of an issue of \$167,500 of bonds for the municipality of Lesage, county of Terrebonne, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1, and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may according to maturities.

By-laws Nos: 73 — \$31,000 — aqueduct and sewers; 80 — \$36,500 — Town Hall, terrain, etc.; 86 — \$100,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Tableau d'amortissement — \$167,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967.....	\$ 8,000
1er juillet 1968.....	8,500
1er juillet 1969.....	8,500
1er juillet 1970.....	5,000
1er juillet 1971.....	5,500
1er juillet 1972.....	5,500
1er juillet 1973.....	6,000
1er juillet 1974.....	6,500
1er juillet 1975.....	7,000
1er juillet 1976.....	7,000
1er juillet 1977.....	7,500
1er juillet 1978.....	8,000
1er juillet 1979.....	8,500
1er juillet 1980.....	9,500
1er juillet 1981.....	9,500
1er juillet 1982.....	10,000
1er juillet 1983.....	10,500
1er juillet 1984.....	11,500
1er juillet 1985.....	12,500
1er juillet 1986.....	12,500

Table of redemption — \$167,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967.....	\$ 8,000
July 1, 1968.....	8,500
July 1, 1969.....	8,500
July 1, 1970.....	5,000
July 1, 1971.....	5,500
July 1, 1972.....	5,500
July 1, 1973.....	6,000
July 1, 1974.....	6,500
July 1, 1975.....	7,000
July 1, 1976.....	7,000
July 1, 1977.....	7,500
July 1, 1978.....	8,000
July 1, 1979.....	8,500
July 1, 1980.....	9,500
July 1, 1981.....	9,500
July 1, 1982.....	10,000
July 1, 1983.....	10,500
July 1, 1984.....	11,500
July 1, 1985.....	12,500
July 1, 1986.....	12,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2870, boul. Labelle, Lesage, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lesage, (Comté de Terrebonne), ce 24 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GAÉTAN CHARETTE.

Hôtel de ville, 2870, boul. Labelle,

Lesage, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 224-4729, code 514. 15364-0

Cité de Magog Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Lange, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale, Magog, comté de Stanstead, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 13 juin 1966 pour l'achat de \$577,500 d'obligations de la cité de Magog, comté de Stanstead, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 13, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at Town Hall, 2870 Labelle Blvd., Lesage, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lesage, (County of Terrebonne), May 24, 1966.

GAÉTAN CHARETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 2870 Labelle Blvd.,

Lesage, (Terrebonne), P.Q.

Telephone: 224-4729, code 514 15364

City of Magog County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Lange, secretary-treasurer, City Hall, 7 Main Street East, Magog, county of Stanstead, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 13, 1966, for the purchase of an issue of \$577,500 of bonds for the city of Magog, county of Stanstead, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the

et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 482 — \$100,000 — Fins Industrielles — 494 — \$404,000 — Aréna — 495 — \$73,500 — Divers travaux.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$577,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$12,500
1er juillet 1968	17,000
1er juillet 1969	17,000
1er juillet 1970	17,500
1er juillet 1971	22,500
1er juillet 1972	23,000
1er juillet 1973	23,000
1er juillet 1974	23,500
1er juillet 1975	23,500
1er juillet 1976	26,000
1er juillet 1977	29,000
1er juillet 1978	29,500
1er juillet 1979	33,500
1er juillet 1980	34,000
1er juillet 1981	34,000
1er juillet 1982	37,500
1er juillet 1983	39,500
1er juillet 1984	40,000
1er juillet 1985	45,000
1er juillet 1986	50,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Magog.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale, Magog, comté de Stanstead, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, (Comté de Stanstead), ce 20 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL LANGE.

Hôtel de Ville, 7 est, rue Principale,

Magog, (Stanstead), P.Q.

Téléphone: 843-3335, code 819. 15365-0

Cité de Pointe-aux-Trembles

Comté de Lafontaine — anciennement Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-A. Trudeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 11953, rue Notre-Dame-Est, Pointe-aux-

same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 482 — \$100,000 — Industrial purposes — 494 — \$404,000 — Arena — 495 — \$73,500 — Different works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$577,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$12,500
July 1, 1968	17,000
July 1, 1969	17,000
July 1, 1970	17,500
July 1, 1971	22,500
July 1, 1972	23,000
July 1, 1973	23,000
July 1, 1974	23,500
July 1, 1975	23,500
July 1, 1976	26,000
July 1, 1977	29,000
July 1, 1978	29,500
July 1, 1979	33,500
July 1, 1980	34,000
July 1, 1981	34,000
July 1, 1982	37,500
July 1, 1983	39,500
July 1, 1984	40,000
July 1, 1985	45,000
July 1, 1986	50,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Magog.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 13, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the city Hall, 7 Main Street East, Magog, county of Stanstead, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Magog, (County of Stanstead), May 20, 1966.

JEAN-PAUL LANGE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 7 Main Street East,

Magog, (Stanstead), P.Q.

Téléphone: 843-3335, code 819. 15365-0

City of Pointe-aux-Trembles

County of Lafontaine — formerly Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-A. Trudeau, secretary-treasurer, City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, county

Trembles, comté de Lafontaine, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 14 juin 1966, pour l'achat de \$984,000 d'obligations de la cité de Pointe-aux-Trembles, comté de Lafontaine, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 357 — \$6,800 — égouts; 358 — \$12,100 — voirie; 364 — \$22,000 — pavage et trottoirs; 365 — \$61,300 — pavages; 379 — \$56,000 — égouts; 384 — \$26,600 — pavage et trottoirs; 387 — \$271,000 — voirie; 389 — \$34,000 — éclairage de rues; 390 — \$46,100 — égouts; 395 — \$83,500 — égouts; 396 — \$27,000 — voirie; 397 — \$16,000 — aqueduc et égouts; 402 — \$120,000 — aqueduc et égouts; 403 — \$5,400 — aqueduc et égouts; 404 — \$187,200 — voirie etc.; 405 — \$9,000 — aqueduc et égouts;

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$984,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$ 27,000
1er juillet 1968	29,000
1er juillet 1969	31,000
1er juillet 1970	32,000
1er juillet 1971	34,000
1er juillet 1972	37,000
1er juillet 1973	40,000
1er juillet 1974	42,000
1er juillet 1975	43,000
1er juillet 1976	46,000
1er juillet 1977	34,000
1er juillet 1978	35,000
1er juillet 1979	36,000
1er juillet 1980	39,000
1er juillet 1981	41,000
1er juillet 1982	44,000
1er juillet 1983	47,000
1er juillet 1984	50,000
1er juillet 1985	52,000
1er juillet 1986	245,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 11953, rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles, comté de Lafontaine, P.Q.

of Lafontaine, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 14, 1966, for the purchase of an issue of \$984,000 of bonds for the city of Pointe-aux-Trembles, county of Lafontaine, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos 357 — \$6,800 — sewers; 358 — \$12,100 — roads; 364 — \$22,000 — paving and sidewalks; 365 — \$61,300 — paving; 379 — \$56,000 — sewers; 384 — \$26,600 — paving and sidewalks; 387 — \$271,000 — roads; 389 — \$34,000 — street lighting; 390 — \$46,100 — sewers; 395 — \$83,500 — sewers; 396 — \$27,000 — roads; 397 — \$16,000 — aqueduct and sewers; 402 — \$120,000 — aqueduct and sewers; 403 — \$5,400 — aqueduct and sewers; 404 — \$187,200 — roads, etc.; 405 — \$9,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$984,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 27,000
July 1, 1968	29,000
July 1, 1969	31,000
July 1, 1970	32,000
July 1, 1971	34,000
July 1, 1972	37,000
July 1, 1973	40,000
July 1, 1974	42,000
July 1, 1975	43,000
July 1, 1976	46,000
July 1, 1977	34,000
July 1, 1978	35,000
July 1, 1979	36,000
July 1, 1980	39,000
July 1, 1981	41,000
July 1, 1982	44,000
July 1, 1983	47,000
July 1, 1984	50,000
July 1, 1985	52,000
July 1, 1986	245,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 14, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, county of Lafontaine, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles, (Comté de Lafontaine),
ce 20 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

PAUL-A. TRUDEAU.

Hôtel de Ville, 11953, rue Notre-Dame Est,

Pointe-aux-Trembles,

(Lafontaine-anciennement Bourget), P.Q.

Téléphone: 645-4516, code 514. 15366-0

Paroisse de St-Eustache

Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Prud'homme, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures p.m., à 149, rue St-Eustache, chambre 25, Ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., et par après de 8 heures p.m. à 8.30 heures p.m., à la Salle paroissiale, rue St-Louis, Ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., mercredi, le 15 juin 1966, pour l'achat de \$600,000 d'obligations de la paroisse de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 309 — \$500,000 — égouts;
314 — \$100,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$600,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$ 3,500
1er juillet 1968	4,000
1er juillet 1969	4,000
1er juillet 1970	5,000
1er juillet 1971	5,000
1er juillet 1972	5,500
1er juillet 1973	5,500
1er juillet 1974	6,000
1er juillet 1975	6,000
1er juillet 1976	6,500
1er juillet 1977	7,000
1er juillet 1978	7,000
1er juillet 1979	8,000
1er juillet 1980	8,500
1er juillet 1981	9,000
1er juillet 1982	9,500
1er juillet 1983	9,500
1er juillet 1984	10,000
1er juillet 1985	11,000
1er juillet 1986	469,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The council does not bind itself so accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles, (County of Lafontaine),
May 20, 1966.

PAUL-A. TRUDEAU,

Secretary-Treasurer.

City Hall, 11953 Notre-Dame Street East,

Pointe-aux-Trembles,

(Lafontaine-formerly Bourget), P.Q.,

Telephone: 645-4516, code 514. 15366

Parish of St-Eustache

County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Prud'homme, secretary-treasurer, until 6:00 o'clock p.m., at 149 St-Eustache Street, suite 25, town of St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., and afterwards from 8:00 o'clock p.m., to 8:30 o'clock p.m., at the Parish Hall, St-Louis Street, Town of St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., Wednesday, June 15, 1966, for the purchase of an issue of \$600,000 of bonds for the parish of St-Eustache, county of Two-Mountains, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1st and January 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 309 — \$500,000 — sewers;
314 — \$100,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$600,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 3,500
July 1, 1968	4,000
July 1, 1969	4,000
July 1, 1970	5,000
July 1, 1971	5,000
July 1, 1972	5,500
July 1, 1973	5,500
July 1, 1974	6,000
July 1, 1975	6,000
July 1, 1976	6,500
July 1, 1977	7,000
July 1, 1978	7,000
July 1, 1979	8,000
July 1, 1980	8,500
July 1, 1981	9,000
July 1, 1982	9,500
July 1, 1983	9,500
July 1, 1984	10,000
July 1, 1985	11,000
July 1, 1986	469,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 juin 1966, à 8.30 heures du soir, à la Salle paroissiale, rue St-Louis, Ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Eustache, (Comté de Deux-Montagnes), ce 24 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY PRUD'HOMME.

149, rue St-Eustache, Chambre 25, C. P. 128,
Ville de St-Eustache, (Deux-Montagnes), P.Q.
Téléphone: 473-2452, code 514. 15367-o

Ville de St-Georges-Ouest Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gustave Bourque, greffier, jusqu'à 5 heures p.m. au Bureau de la Ville, 185, 19^{ième} rue, St-Georges-Ouest, comté de Beauce, P.Q., et par après de 7 heures p.m., à 7.30 heures p.m. à la salle paroissiale, St-Georges-Ouest, comté de Beauce, P.Q., mercredi, le 15 juin 1966, pour l'achat de \$70,000 d'obligations de la ville de St-Georges-Ouest, comté de Beauce, datées du 1^{er} juillet 1966 et remboursables par séries du 1^{er} juillet 1967 au 1^{er} juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 157 — \$70,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$70,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} juillet 1967	\$2,000
1 ^{er} juillet 1968	2,000
1 ^{er} juillet 1969	2,000
1 ^{er} juillet 1970	2,500
1 ^{er} juillet 1971	2,500
1 ^{er} juillet 1972	2,500
1 ^{er} juillet 1973	2,500
1 ^{er} juillet 1974	3,000
1 ^{er} juillet 1975	3,000
1 ^{er} juillet 1976	3,000
1 ^{er} juillet 1977	3,500
1 ^{er} juillet 1978	3,500
1 ^{er} juillet 1979	4,000
1 ^{er} juillet 1980	4,000
1 ^{er} juillet 1981	4,500
1 ^{er} juillet 1982	4,500
1 ^{er} juillet 1983	5,000
1 ^{er} juillet 1984	5,000
1 ^{er} juillet 1985	5,500
1 ^{er} juillet 1986	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 15, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the Parish Hall, St-Louis Street, Town of St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Eustache, (County of Two-Mountains), May 24, 1966.

GUY PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

149 St-Eustache St., Suite 25, P. O. Box 128,
Town of St-Eustache, (Two-Mountains), P.Q.
Telephone: 473-2452, code 514. 15367

Town of St-Georges-West County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gustave Bourque, town clerk, until 5:00 o'clock p.m., at the Town Office, 185, 19th Street, St-Georges-West, county of Beauce, P.Q., and afterwards from 7:00 o'clock p.m., at 7:30 o'clock p.m., at the parish hall, St-Georges-West, county of Beauce, P.Q., Wednesday, June 15, 1966, for the purchase of an issue of \$70,000 of bonds for the town of St-Georges-West, county of Beauce, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 157 — \$70,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$70,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$2,000
July 1, 1968	2,000
July 1, 1969	2,000
July 1, 1970	2,500
July 1, 1971	2,500
July 1, 1972	2,500
July 1, 1973	2,500
July 1, 1974	3,000
July 1, 1975	3,000
July 1, 1976	3,000
July 1, 1977	3,500
July 1, 1978	3,500
July 1, 1979	4,000
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	4,500
July 1, 1982	4,500
July 1, 1983	5,000
July 1, 1984	5,000
July 1, 1985	5,500
July 1, 1986	5,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Georges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

La corporation se réserve le privilège de racheter par anticipation les obligations de la présente émission, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance des intérêts.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 juin 1966, à 7.30 heures du soir, à la salle paroissiale, St-Georges-Ouest, comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Georges-Ouest, (Comté de Beauce), ce 24 mai 1966.

Le Greffier,

GUSTAVE BOURQUE.

Bureau de la Ville, 185, 19^e rue,
St-Georges-Ouest, (Beauce), P.Q.

Téléphone: 228-4132, code 418. 15368-o

Municipalité de Ste-Thérèse-de-Lisieux Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ghislain Marcoux, secrétaire-trésorier, 165, rue de l'Église, Ste-Thérèse-de-Lisieux, B.P. Callières, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 14 juin 1966 pour l'achat de \$85,500 d'obligations de la municipalité de Ste-Thérèse-de-Lisieux, comté de Québec, datées du 1^{er} juillet 1966 et remboursables par séries du 1^{er} juillet 1967 au 1^{er} juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos: 191 — \$32,500 — égouts — 197 — \$53,000 — égouts.

Pour d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$85,500 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} juillet 1967	\$ 1,000
1 ^{er} juillet 1968	1,000
1 ^{er} juillet 1969	1,000
1 ^{er} juillet 1970	1,500
1 ^{er} juillet 1971	1,500
1 ^{er} juillet 1972	1,500
1 ^{er} juillet 1973	1,500
1 ^{er} juillet 1974	1,500
1 ^{er} juillet 1975	1,500
1 ^{er} juillet 1976	1,500
1 ^{er} juillet 1977	1,500
1 ^{er} juillet 1978	2,500
1 ^{er} juillet 1979	2,500
1 ^{er} juillet 1980	2,500

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Georges.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The corporation reserves itself the privilege to redeem by anticipation the bonds of the present issue, in whole or in part, at par, at any date of maturity of the interests.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 15, 1966, at 7:30 o'clock p.m., at the Parish Hall, St-Georges-West, county of Beauce, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Georges-West, (County of Beauce), May 24, 1966.

GUSTAVE BOURQUE,

City Clerk.

City Office, 185, 19th Street,
St-Georges-West, (Beauce), P.Q.

Telephone: 228-4132, code 418. 15368

Municipality of Ste-Thérèse-de-Lisieux County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ghislain Marcoux, secretary-treasurer, 165 de l'Église Street, Ste-Thérèse-de-Lisieux, P.O. Callières, county of Quebec, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 14, 1966, for the purchase of an issue of \$85,500 of bonds for the municipality of Ste-Thérèse-de-Lisieux, county of Quebec, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 191 — \$32,500 — sewers — 197 — \$53,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$85,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 1,000
July 1, 1968	1,000
July 1, 1969	1,000
July 1, 1970	1,500
July 1, 1971	1,500
July 1, 1972	1,500
July 1, 1973	1,500
July 1, 1974	1,500
July 1, 1975	1,500
July 1, 1976	1,500
July 1, 1977	1,500
July 1, 1978	2,500
July 1, 1979	2,500
July 1, 1980	2,500

1er juillet 1981.....	\$ 2,500
1er juillet 1982.....	2,500
1er juillet 1983.....	2,500
1er juillet 1984.....	3,000
1er juillet 1985.....	3,000
1er juillet 1986.....	49,500

July 1, 1981.....	\$ 2,500
July 1, 1982.....	2,500
July 1, 1983.....	2,500
July 1, 1984.....	3,000
July 1, 1985.....	3,000
July 1, 1986.....	49,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne sont pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Avenue Ste-Thérèse, Ste-Thérèse-de-Lisieux, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-de-Lisieux, (Comté de Québec), ce 18 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GHISLAIN MARCOUX.

165, rue de l'Église, Ste-Thérèse-de-Lisieux,
B.P. Callières, (Québec) P.Q.
Téléphone: 661-6119, code 418. 15369-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 14, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the city Hall, Ste-Thérèse Avenue, Ste-Thérèse de-Lisieux, county of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse-de-Lisieux, (County of Québec), May 18, 1966.

GHISLAIN MARCOUX,
Secretary-Treasurer.

165 de l'Église Street, Ste-Thérèse-de-Lisieux,
P.O. Callières, (Quebec), P.Q.
Telephone: 661-6119, code 418. 15369

Syndicats professionnels

Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Saint-Hyacinthe (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Saint-Hyacinthe (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 16 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15308-0 64-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec Sud (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec Sud (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 16 mai 1966.

Professional Syndicates

Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Saint-Hyacinthe (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Saint-Hyacinthe (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 16, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Québec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15308 64-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec Sud (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec Sud (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 16, 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 125, 18^e rue, St-Georges-Ouest, district judiciaire de Beauce.

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15309-o

65-66

**Le Syndicat des producteurs
de lait industriel
du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.)**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 16 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15310-o

67-66

**Le Syndicat des producteurs
de lait industriel de la région
de La Mauricie (U.C.C.)**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de La Mauricie (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 16 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 329, rue Laviolette, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15315-o

61-66

**Le Syndicat des producteurs
de lait industriel de la région
de Nicolet (U.C.C.)**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Nicolet (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 16 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Québec, le 18 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15316-o

62-66

**Syndicat des producteurs de pommes
de terre de la région de la Côte-du-Sud
(U.C.C.)**

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 mai 1966, autorisé le changement de nom du « Syndicat des producteurs de pommes de terre du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière (U.C.C.) », dont la constitution a été autorisée le 17 novembre 1964, et dont le siège social est situé à La Pocatière, en celui de « Syndicat des producteurs de pommes de terre de la région

The head office of the said professional syndicate is situated at 125 18th Street, St-Georges West, judicial district of Beauce.

Quebec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15309

65-66

**Le Syndicat des producteurs
de lait industriel
du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.)**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 16, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Amos, judicial district of Abitibi.

Quebec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15310

67-66

**Le Syndicat des producteurs
de lait industriel de la région
de La Mauricie (U.C.C.)**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de La Mauricie (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 16, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 329 Laviolette Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15315

61-66

**Le Syndicat des producteurs
de lait industriel de la région
de Nicolet (U.C.C.)**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Nicolet (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 16, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Quebec, May 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15316

62-66

**Syndicat des producteurs de pommes
de terre de la région de la Côte-du-Sud
(U.C.C.)**

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 4, 1966, authorized the change of name of "Syndicat des producteurs de pommes de terre du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière (U.C.C.)", whose incorporation has been authorized on November 17, 1964, and whose head office is situated at La Pocatière, to that of "Syndicat des producteurs de pommes de

de la Côte-du-Sud (U.C.C.) », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 6 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15328-o 81-64

L'Association des professeurs de l'Université Laval

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des professeurs de l'Université Laval », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 16 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15356-o 69-66

Fédération des producteurs de betteraves à sucre du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des producteurs de betteraves à sucre du Québec », a été autorisée par le secrétaire de la province le 17 mai 1966.

Le siège social de ladite fédération est situé à 515, avenue Viger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15357-o 38-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel des Cantons de l'Est (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel des Cantons de l'Est (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 18 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15358-o 49-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel du Témiscamingue et Rouyn-Noranda (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel du Témiscamingue et Rouyn-Noranda (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 18 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Ville-Marie, district judiciaire de Témiscamingue.

Québec, le 20 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15359-o 39-66

terre de la région de la Côte-du-Sud (U.C.C.) », and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146.

Québec, May 6, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15328 81-64

L'Association des professeurs de l'Université Laval

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des professeurs de l'Université Laval", has been authorized by the Provincial Secretary on May 16, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Québec, judicial district of Québec.

Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15356 69-66

Fédération des producteurs de betteraves à sucre du Québec

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate federation, under the name of "Fédération des producteurs de betteraves à sucre du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on May 17, 1966.

The head office of the said federation is situated at 515 Viger Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15357 38-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel des Cantons de l'Est (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel des Cantons de l'Est (U.C.C.)" has been authorized by the Provincial Secretary on May 18, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15358 49-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel du Témiscamingue et Rouyn-Noranda (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel du Témiscamingue et Rouyn-Noranda (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 18, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Ville-Marie, judicial district of Témiscamingue.

Québec, May 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15359 39-66

Ventes — Loi de faillite**Sales — Bankruptcy Act****Richard & Bertrand Cloutier**

Canada, province de Québec, district de Rimouski, C.S. No F-313, Cour Supérieure, (en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Richard & Bertrand Cloutier, St-Fabien, comté de Rimouski, Québec.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1966, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Fabien, comté de Rimouski, l'immeuble suivant:

Item a) 1° Un terrain situé en le premier rang de St-Fabien, mesurant quatre-vingts pieds de front, sud-ouest à nord-est, du côté sud, et cinquante pieds de largeur du côté nord, sur une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds du côté est et quatre-vingts pieds du côté ouest, mesure anglaise, borné au sud-est, en front, pour les autres vingt pieds à une ruelle, au nord-ouest à la lisière de terrain en quatrième lieu décrite, au nord-est à Marcel Beaulieu et au sud-ouest à Gérard Fournier, circonstances et dépendances, étant partie du lot de terre numéro cent soixante-douze (P. No 172) du cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien, comté de Rimouski; avec bâtisses, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$13.00. Sujet aussi à occupation gratuite dudit immeuble par M. Édouard Cloutier et son épouse, et ce leur vie durant.

2° Un droit de passage à pieds et en voitures dans la ruelle séparant ces deux terrains pour communiquer à l'ouest à la Route Boucher et à l'est à la Route de l'église, ladite ruelle du côté est étant moins large que du côté ouest, et faisant partie dudit lot numéro cent soixante-douze (P. No 172) et du lot numéro cent soixante-treize (P. No 173) dudit cadastre de St-Fabien, sujet à une rente annuelle de \$5.00.

Item b) 3° Un autre terrain au premier rang de St-Fabien et vis-à-vis le premier par le sud de la ruelle, mesurant cinquante-cinq pieds de front du nord-est au sud-ouest, sur une profondeur de cent treize pieds du côté est et de quatre-vingt-dix-neuf pieds du côté ouest, borné au nord-ouest à ladite ruelle, pour les cinquante-cinq pieds, au sud-est au terrain des Canadian National Railways, au nord-est à Alphonse Caron et au sud-ouest à Gérard Fournier, étant partie du lot de terre numéro cent soixante-douze (P. No 172) du cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien, comté de Rimouski. Sujet à une rente annuelle de \$15.00.

4° Une lisière de terre sise au nord du terrain en premier lieu décrit, s'étendant en direction nord-est à sud-ouest sur toute la largeur du terrain en premier lieu décrit, sur une profondeur de dix pieds à prendre dans le même sens des lignes du terrain en premier lieu décrit, et en continuant lesdites lignes vers le nord-ouest sur une distance de dix pieds, ce nouveau terrain formant ainsi une largeur d'environ cinquante pieds, étant partie du lot numéro cent soixante-douze (P. No 172) au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Fabien, comté de Rimouski, et borné au sud-est au terrain en premier lieu décrit, au nord-est à Gonzague Fournier, au nord-ouest à Gérard Fournier et au sud-ouest à

Richard & Bertrand Cloutier

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, S.C. No. F-313, Superior Court (in bankruptcy) of Richard & Bertrand Cloutier, St-Fabien, county of Rimouski, Quebec.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, the following immovables will be sold, by public auction, at the parochial church door of St-Fabien, county of Rimouski.

Item (a) 1. A piece of land situated in the first range of St-Fabien, measuring eighty feet in front, southwest to the northeast, on the south side, and fifty feet in width on the north side, by a depth of ninety-five feet on the east side and eighty feet on the west side, English measure, bounded on the southeast, in front, for the other twenty feet by a lane, on the northwest by a strip of land described in the fourth place, on the northeast by Marcel Beaulieu and on the southwest by Gérard Fournier, circumstances and dependencies, being part of lot of land number one hundred and seventy-two (P. No. 172) of the official cadastre of the parish of St-Fabien, county of Rimouski; with buildings, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$13.00. Subject also to the free occupation of the said immovable by Mr. Édouard Cloutier and his wife, and this for their entire life.

2. A right of passage on foot and in a motor vehicle in the lane separating the two pieces of land to communicate on the west by Boucher Route and on the east by Route de l'église, the said lane on the east side being not as large as the west side, and being part of said lot number one hundred and seventy-two (P. No. 172) and of lot number one hundred and seventy-three (P. No. 173) of the said cadastre of St-Fabien, subject to an annual rent of \$5.00.

Item (b) 3. Another piece of land on the first range of St-Fabien and facing the first on the south of the lane, measuring fifty-five feet in front from the northeast to the southwest, by a depth of one hundred and thirteen feet on the east side and by ninety-nine feet on the west side, bounded on the northwest by the said lane, for the fifty-five feet, on the southeast by the land of the Canadian National Railways, on the northeast by Alphonse Caron and on the southwest by Gérard Fournier, being part of lot of land number one hundred and seventy-two (P. No. 172) of the official cadastre of the parish of St-Fabien, county of Rimouski. Subject to an annual rent of \$15.00.

4. A strip of land situated on the north of the piece of land in the first place described, extending itself in northeast to southwest direction on all the width of the piece of land in the first place described, by a depth of ten feet taken in the same sense as the lines of the piece of land in the first place described, and in continuing the said lines to the northwest on a distance of ten feet, the new piece of land forming also a width of approximately fifty feet, being part of lot number one hundred and seventy-two (P. No. 172) on the official cadastre of the parish of Saint-Fabien, county of Rimouski, and bounded on the southeast by the land described in the first place, on the northeast by Gonzague Four-

Gérard Fournier. Les mesures données présentement sont selon la mesure anglaise.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du code de procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par monsieur J.-B. Desjardins, registraire des faillites, le 30ème jour d'avril 1966.

Conditions de paiement: argent comptant.

Rimouski, Québec, ce 9ème jour de mai 1966.

Le Syndic Licencié,

HENRI-A. MARTIN.

8, rue St-Edmond,
Rimouski, Québec.

15157-19-2-0

Adrien Parent

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure (en matière de faillite), No F-312, dans l'affaire de la faillite de Adrien Parent, aviculteur, Sacré-Coeur, comté de Rimouski, Québec.

Avis est par les présentes donné que MER-CREDI le QUINZIÈME jour de JUIN 1966, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Nazareth, comté de Rimouski, l'immeuble suivant:

a) Partie du lot numéro cent trente-deux au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, deuxième rang, mesurant environ un arpent et trois quarts de largeur sur environ trois arpents de profondeur nord-sud, le tout plus ou moins et tel que clôturé présentement, bornée au nord en front au chemin, à l'est à Fernand Dionne, au sud au vendeur, au boisé qui s'y rencontre (clôture) et à l'ouest aussi au vendeur à la coulée qui s'y rencontre (clôture) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et fait conformément au Jugement rendu par monsieur J.-B. Desjardins, registraire des faillites le 22ème jour d'avril 1966

Conditions de paiement argent comptant

Rimouski, Québec, ce 9 me jour de mai 1966.

Le Syndic,

HENRI-A. MARTIN.

8, rue St-Edmond,
Rimouski, Québec

15158-19-2-0

nier, on the northwest by Gérard Fournier and on the southwest by Gérard Fournier. The measures given presently are according to English measure.

These immoveables will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. J.-B. Desjardins, registrar of bankruptcies, on the 30th day of April, 1966.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, this 9th day of May, 1966.

HENRI-A. MARTIN,

Licensed Trustee.

8, St-Edmond Street,
Rimouski, Quebec.

15157-19-2

Adrien Parent

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court (in bankruptcy) No. F-312; in the matter of bankruptcy of: Adrien Parent, breeder of fowls, Sacré-Coeur, county of Rimouski, Quebec.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the FIFTEENTH day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon, the following immovable will be sold by public auction, at the parochial church door of Nazareth, county of Rimouski.

(a) Part of lot number one hundred and thirty-two of the official cadastre of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, second range, measuring approximately one arpent and three-fourths in width by approximately three arpents in depth on the north-south, the whole more or less and such as presently fenced, bounded on the north in front by the road, on the east by Fernand Dionne, on the south by the vendor, on the wooded area meeting it (fenced) and on the west also by the vendor to the little stream which meets it (fenced) with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

This immovable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. J.-B. Desjardins, registrar of bankruptcies, on the 22nd day of April, 1966.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, this 9th day of May, 1966.

HENRI-A. MARTIN,

Trustee.

8 St-Edmond Street,
Rimouski, Quebec.

15158-19-2

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCÉ

BEAUCÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Cour Supérieure, { CLÉMENT POULIN,
No 32,568. { vendeur, St-Georges,
Beauce, demandeur, vs LAW-
RENCE GILBERT, St-Georges, Beauce, défendeur.

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { CLÉMENT POULIN,
No. 32,568. { salesman, St-Georges,
Beauce, plaintiff, vs LAW-
RENCE GILBERT, St-Georges, Beauce, defendant.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

To be sold, "en bloc" the immovables herein-after described:

« Un terrain situé à ville St-Georges Ouest, connu comme étant les subdivisions numéros 44 et 82 du lot originaire numéro 92 (92-44 et 92-82) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Georges, comté de Beauce, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances. »

"A lot of land situated in town of St-Georges-West, known and designated as being subdivisions numbers 44 and 82 of original lot number 92 (92-44 and 92-82) on the official cadaster for the parish of St-Georges, county of Beauce, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de ville St-Georges Ouest, comté de Beauce, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the town of St-Georges-West, county of Beauce, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
Ville St-Joseph de Beauce,
le 26 avril 1966. 14947-18-2-o
[Première insertion: 7 mai 1966.]
[Deuxième insertion: 28 mai 1966.]

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Town of St-Joseph de Beauce,
April 26, 1966. 14947-18-2
[First insertion: May 7, 1966.]
[Second insertion: May 28, 1966.]

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, { INTERPROVINCIAL
No 17894. { BUILDING CREDITS LIMITED, corps
politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, contre WILLIAM J. McTEAR, de Beauharnois, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour de Magistrat dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant, savoir:

De Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Magistrate's Court, { INTERPROVINCIAL
No. 17894. { BUILDING CREDITS LIMITED, body
politic legally incorporated having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs WILLIAM J. McTEAR, of Beauharnois, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Magistrate's Court in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immovable, to wit:

Un emplacement situé au No 14, Station Road, dans la ville de Maple-Grove, composé comme suit:

An emplacement situate at No. 14 Station Road, in the town of Maple-Grove, composed as follows:

a) du lot numéro trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-sept (No 17-37) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, comté de Beauharnois.

(a) of lot number thirty seven of the official subdivision of the original lot number seventeen (No. 17-37) of the official plan and book of reference of the parish of St-Clément, county of Beauharnois.

b) de partie du lot numéro quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-sept (Ptie No 17-42) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, comté de Beauharnois; mesurant cinquante pieds de largeur dans sa ligne nord-est et sud-ouest par quinze pieds de profondeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front au sud-ouest par ledit lot No 17-37, à l'arrière au nord-est par partie du lot No 16, des deux côtés au nord-ouest et au sud-ouest par le résidu dudit lot No 17-42.

(b) of part of lot number forty-two of the official subdivision of the original lot number seventeen (Pt. No 17-42) of the official plan and book of reference of the parish of St. Clément, county of Beauharnois; measuring fifty feet in width in its North-East and South-West line by fifteen feet in depth in its North-West and South-East lines, English measure, more or less; bounded in front to the South-West by said lot No. 17-37, in rear to the North-East by part of lot No. 16, on both sides to the North-West and South-West by the residue of said lot No. 17-42.

Avec toutes les bâtisses dessus construites.
Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale des Saints Martyrs Canadiens, à Maple Grove, comté de Beauharnois, et district de Beauharnois, le MERCREDI, le HUITIÈME jour de JUIN 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 26 avril 1966. 14946-18-2
[Première insertion: le 7 mai 1966.]

With all the buildings thereon erected.
To be sold at the parochial church door of Saints Martyrs Canadiens, at Maple Grove, county of Beauharnois, and district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ERNEST LEBLANC, Sheriff.
Valleyfield, April 26, 1966. 14946-18-2-a
[First insertion: May 7, 1966.]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 15,626. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur, vs
KEVIN FARRELL, cultivateur de Noyan, cté.
Missisquoi, défendeur.

« Une ferme de la contenance de quatre-vingt-neuf acres en superficie, plus ou moins, située dans la municipalité de Saint-Thomas, comté de Missisquoi, désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thomas, sous les lots numéros trente-neuf et soixante-dix-neuf (Nos 39 et 79). Avec bâtisses y érigées; sujet à une servitude consentie par J. Adalbert Farrell en faveur de Southern Canada Power Co. Ltd., sur le lot No 39, susdit, en date du 15 avril 1947, enregistrée au bureau d'enregistrement de Missisquoi sous le No 82318 pour l'installation et le maintien de sa ligne de transmission. »

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église St-Jacques de Clarenceville, dans le district de Bedford, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q., ce 17 mai 1966.
15334-21-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 15,626. { DIT BUREAU, body
politique et corporate, having
its head office at Quebec, plaintiff, vs KEVIN
FARRELL, farmer of Noyan, Co. of Missisquoi,
defendant.

« A farm containing eighty-nine acres in area, more or less, situated in the municipality of Saint-Thomas, county of Missisquoi, designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Thomas, under lots numbers thirty-nine and seventy-nine (Nos. 39 and 79). With buildings thereon erected; subject to a servitude granted by J. Adalbert Farrell in favour of Southern Canada Power Co. Ltd., on lot No. 39, abovementioned, dated April 15, 1947, registered at the registry office of Missisquoi under No. 82318, for the installation and maintenance of its transmission line. »

To be sold "en bloc" at the church door of St-Jacques de Clarenceville, in the district of Bedford, on TWENTY-SECOND day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Court House,
Sweetsburg, P.Q. May 17, 1966.
15334-21-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour de Magistrat — District de Roberval
Alma. { LES COMMISSAIRES D'ÉCO-
No 19,942. { LE POUR LA CORPORA-
TION SCOLAIRE DE LAMAR-
CHE, Notre-Dame-du-Rosaire, demandeurs vs
DAME GRAZIELLA SIMARD AUBÉ, épouse
contractuellement séparée de biens de Léo
Aubé, mis-en-cause pour autoriser son épouse,
Notre-Dame-du-Rosaire, défenderesse.

« Un terrain situé à Notre-Dame-du-Rosaire, mesurant cinquante pieds (50') de largeur ou de l'est à l'ouest, sur cent pieds (100') de profondeur, ou du nord au sud, faisant partie du lot numéro dix (Ptie No 10) dans le rang est, du Lac des Habitants, au cadastre officiel du canton de Rouleau, et borné:

Au nord, au chemin du rang est du Lac des Habitants; à l'est au reste du lot appartenant à Gédéon Caron; au sud, au Lac des Habitants; et à l'ouest au terrain appartenant à Pierre Tremblay. Le tout avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Rosaire, le NEUVIÈME

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Magistrates Court — District of Roberval
Alma, { THE SCHOOL COMMISSION-
No. 19,942. { ERS FOR THE SCHOOL
CORPORATION OF LAMAR-
CHE, Notre-Dame-du-Rosaire, plaintiffs, vs
DAME GRAZIELLA SIMARD AUBÉ, wife
contractually separate as to property of Léo
Aubé, mis-en-cause to authorize his wife, Notre-
Dame-du-Rosaire, defendant.

« A terrain situated at Notre-Dame-du-Rosaire, measuring fifty feet (50') in width or from east to west, by one hundred feet (100') in depth, or from north to south, being part of lot number ten (Pt. No. 10) in the east range, of Lac des Habitants, on the official cadaster of the township of Rouleau, and bounded:

On the north, by the road of east range of Lac des Habitants; on the east by the residue of the lot belonging to Gédéon Caron; on the south, by Lac des Habitants; and on the west by the terrain belonging to Pierre Tremblay. The whole with buildings thereon erected. »

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Rosaire, on the NINTH day

jour du mois de JUIN 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 28 avril 1966.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE,
14971-18-2-o

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 38,168. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré ayant siège social à Québec, demandeur, vs
JEAN MARIE SIMARD, autrefois cultivateur
de St-Honoré, rang 8, comté de Chicoutimi,
maintenant domicilié à St-Jean-Baptiste, comté
de Rouville, défendeur.

« 1° Toute cette ferme comprenant:

a) Le lot numéro quatre (4) du rang sept
(Rg 7) au cadastre officiel du canton Simard,
avec bâtisses et dépendances, de cent acres
superficie (100 acres).

Sauf à distraire en faveur de Auguste Desro-
siers un emplacement à lui vendu par M. Luc
Tremblay, suivant acte reçu en minute par
Mtre Georges St-Pierre, à Chicoutimi, le vingt-
cinq juin mil neuf cent dix-huit (1918), enregis-
tré à Chicoutimi, le 8 juillet 1918, sous le numéro
29,660;

Sauf à distraire un emplacement vendu par
Luc Tremblay, en faveur de M. Jean-Maurice
Desbiens, par acte reçu en minute par Mtre
C. E. Boivin, à Chicoutimi, le dix janvier mil
neuf cent quarante-neuf (1949), et enregistré à
Chicoutimi, le 12 de janvier 1949, sous le numéro
93,874.

b) Toute cette partie sud du lot numéro
quatre (4), partie sud du lot No 4, dans le rang
huit (8), au cadastre officiel du canton Simard,
avec bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances, d'une contenance de cinquante
acres (50), cette partie sud maintenant connue
sous le numéro quatre-A (4-A), dans le rang
huit (8) au cadastre officiel du canton Simard,
bornée:

Au nord à la partie nord du même lot appar-
tenant à M. Pitre Gaudreault, à l'ouest, ou
représentants vers le sud au chemin public, vers
l'est par le lot numéro trois (3), même rang,
même cadastre et vers l'ouest par la propriété
de M. David Coulombe ou représentants, cette
partie sud maintenant connue sous le numéro
quatre-A (4-A), dans le rang huit (8) au cadastre
officiel du canton Simard.

Sauf à distraire les emplacements suivants:

a) En faveur de M. Gérard Tremblay, fils
de Charles un emplacement de cent cinquante
pieds (150') de profondeur à prendre dans l'angle
sud-est dudit lot numéro quatre-A (4-A), et
vendu par M. Ernest Gravel; par acte devant
Mtre Georges St-Pierre, à Chicoutimi, le vingt-
six mars mil neuf cent vingt-trois (1923), numéro
18,104, et enregistré à Chicoutimi le 17 mars
1925, sous le numéro 43,018.

b) En faveur de Dame Gilberte Gagné, épouse
de M. L. Georges Tremblay, un emplacement
vendu par M. Luc Tremblay, par acte devant
Mtre C. E. Boivin, à Chicoutimi, le cinq août
mil neuf cent quarante-deux (1942) et enregistré
à Chicoutimi, le 6 août 1942, sous le numéro
71,956.

c) En faveur de M. Thomas Tremblay, fils
Luc, un emplacement vendu par M. Luc Trem-

of the month of JUNE, 1966, at THREE o'clock
in the afternoon.

Sheriffs Office,
Chicoutimi, April 28, 1966.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
14971-18-2

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No 38,168. { CREDIT BUREAU,
body, politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
JEAN MARIE SIMARD, formerly cultivator
of St-Honoré, range 8, county of Chicoutimi,
now domiciled at St-Jean-Baptiste, county of
Rouville, defendant.

"1. All the farm including:

(a) Lot number four (4) on range seven (R. 7)
in the official cadaster of the township of Simard,
with the buildings and dependencies, having an
area of one hundred acres (100 acres).

Save and to be withdrawn in favour of Auguste
Desrosiers, is an emplacement sold to him by
Mr. Luc Tremblay, according to the deed
received in minutes by Me Georges St-Pierre,
in Chicoutimi, on June twenty-five, one thousand
nine hundred and eighteen (1918), and registered
in Chicoutimi on July 8, 1918, under number
29,660;

Save to be withdrawn is an emplacement sold
by Luc Tremblay, in favour of Mr. Jean-Maurice
Desbiens, by a deed received in minutes by Me
C. E. Boivin, in Chicoutimi, on January ten,
one thousand nine hundred and forty-nine
(1949), and registered in Chicoutimi, on January
12, 1949, under number 93,874.

(b) All the south part of lot number four (4),
south part of lot number 4, on range eight (8),
in the official cadaster of the township of Simard,
with the buildings thereon constructed, circum-
stances and dependencies, having an area of
fifty acres (50); this south part is now known
under number four-A (4-A) on range eight (8)
in the official cadaster of the township of Simard,
bounded:

On the north by the north part of the same
lot belonging to Mr. Pitre Gaudreault, on the
west, or representatives to the south, by the
public road, on the east by lot number three (3),
same range, same cadaster, and on the west by
the property of Mr. David Coulombe or repre-
sentatives, this south part is now known under
number four-A (4-A), on range eight (8) in the
the official cadaster of the township of Simard.

Save to be withdrawn are the following
emplacements:

(a) In favour of Mr. Gérard Tremblay, son
of Charles, an emplacement measuring one
hundred and fifty feet (150') in depth, to be
taken from the south-east corner of the said lot
number four-A (4-A), and sold by Mr. Ernest
Gravel, by a deed drawn up by Me Georges
St-Pierre, in Chicoutimi, on March twenty-six,
one thousand nine hundred and twenty-three
(1923), number 18,104, and registered in Chicou-
timi, on March 17, 1925, under number 43,018.

(b) In favour of Dame Gilberte Gagné, wife
of Mr. L. Georges Tremblay, an emplacement
sold by Mr. Luc Tremblay, by a deed drawn up
by Me C. E. Boivin, in Chicoutimi, on August
five, one thousand nine hundred and forty-two
(1942), and registered in Chicoutimi, on August
6, 1942, under number 71,956.

(c) In favour of Mr. Thomas Tremblay, son
of Luc, an emplacement sold by Mr. Luc Trem-

blay, par acte devant Mre C. E. Boivin, à Chicoutimi, le dix-sept avril mil neuf cent quarante-quatre (1944) et enregistré à Chicoutimi, le 26 mai 1944, sous le numéro 77,108.

(d) En faveur de M. Luc Tremblay, un emplacement mesurant soixante-sept pieds de largeur (67') de l'est à l'ouest par cent cinquante pieds de profondeur (150') du nord au sud faisant partie du lot numéro quatre-A (Ptie 4-A) dans le rang huit (Rg 8) au cadastre officiel du canton Simard et compris dans les bornes suivantes:

Au nord par le résidu dudit lot numéro quatre-A (Ptie 4-A), à l'ouest par l'emplacement de M. Thomas Tremblay, au sud par le chemin public, et à l'est par une lisière de terrain de cinquante pieds de largeur (50') qui reste la propriété de M. Jos Édouard Tremblay, ou représentants, sans bâtisse, mais avec dépendances.

(e) En faveur de M. Luc Tremblay, un emplacement mesurant soixante-sept pieds de largeur (67') de l'est à l'ouest par cent cinquante pieds de profondeur du nord au sud, faisant partie dudit lot numéro quatre-A (Ptie 4-A) dans le rang huit (Rg 8) au cadastre officiel du canton Simard, et compris dans les bornes suivantes:

Au nord par le résidu dudit lot numéro quatre-A (Ptie 4-A) à l'ouest par une lisière de terrain de cinquante pieds de largeur (50') qui reste la propriété de M. Jos Édouard Tremblay ou représentants, au sud par le chemin public, à l'est par l'emplacement de Dame Gilberte Gagné, épouse de M. Louis Georges Tremblay, sans bâtisse, mais avec dépendances.

Sauf et à distraire:

Un terrain de figure régulière, faisant partie du lot numéro 4, du 7e rang, du canton Simard, au cadastre officiel de ce canton, mesurant quatre-vingt-dix-sept pieds (97') de largeur de l'ouest à l'est, sur quatre-vingt-seize pieds (96') de profondeur du nord au sud; borné au nord au chemin public; à l'ouest au lot numéro 5 du même rang, au sud et l'est au résidu dudit lot numéro 4-A appartenant au vendeur, sans bâtisse mais avec toutes dépendances.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Honoré, le HUITIÈME jour du mois de JUIN 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 29 avril 1966.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE,
14988-18-2-0

blay, by a deed drawn up by Me C. E. Boivin, in Chicoutimi, on April seventeen, on thousand nine hundred and forty-four (1944), and registered in Chicoutimi, on May 26, 1944, under number 77,108.

(d) In favour of Mr. Luc Tremblay, an emplacement measuring sixty-seven feet (67') in width from east to west by one hundred and fifty feet (150') in depth from north to south, forming part of lot number four-A (P. 4-A) on range eight (R. 8) in the official cadaster of the township of Simard, and enclosed by the following boundaries:

On the north by the remainder of said lot four-A (4-A), on the west by the emplacement belonging to Mr. Thomas Tremblay, on the south by the public road, on the east by a strip of land of fifty feet (50') in width which remains the property of Mr. Jos Édouard Tremblay or representatives, without buildings, but with dependencies.

(e) In favour of Mr. Luc Tremblay, an emplacement measuring sixty-seven feet (67') in width from east to west by one hundred and fifty feet in depth from north to south, forming part of said lot number four-A (P. 4-A) on range eight (R.8) in the official cadaster of the township of Simard, and enclosed by the following boundaries:

On the north by the remainder of the said lot number four-A (P. 4-A), on the west by a strip of land of fifty feet (50') in width which remains the property of Mr. Jos Édouard Tremblay or representatives, on the south by the public road, on the east by the emplacement of Dame Gilberte Gagné, wife of Mr. Louis Georges Tremblay, without buildings, but with dependencies.

Save and to be withdrawn:

A lot of land of regular shape, forming part of lot number 4 on the 7th range in the township of Simard, in the official cadaster of said township, measuring ninety-seven feet (97') in width from west to east, by ninety-six feet (96') in depth from north to south, bounded on the north by the public road, on the west by lot number 5 on the same range, on the south and on the east by the remainder of said lot number 4-A, belonging to the vendor, without buildings but with all dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Honoré, on the EIGHTH day of the month of JUNE, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, April 29, 1966.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
14988-18-2

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, No 575. { THE ROYAL TRUST CO. & NIAGARA MORTGAGE & LOAN CO. LTD.,
demandeur *vs* ANDRÉ LAVIGNE, autrefois demeurant à 90, 20e avenue, Drummondville et aujourd'hui à 271 rue Dubé, app. 3 ville Du Berger, Québec, P.Q. défendeur.

Désignation

Un lot un emplacement, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Superior Court, No. 575. { THE ROYAL TRUST CO. & NIAGARA MORTGAGE & LOAN CO. LTD.,
plaintiff *vs* ANDRÉ LAVIGNE, formerly domiciled at 90, 20th avenue, Drummondville, and now residing at 271, Dubé St., apt. 3, town of Du Berger, Québec, P.Q., defendant.

Designation

A lot of land or emplacement, known or designated on official plan and book of reference of

le canton de Grantham, comté de Drummond, sous le numéro quatre cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-neuf (149-465).

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Baptiste de Drummondville, JEUDI le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif

15317-21-2-0

STEPHEN DOLAN.

the cadaster for the township of Grantham, county of Drummond, under number for hundred and sixty-five of the official subdivision of original lot number one hundred and forty-nine (149-465).

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at the parochial church door of St. Jean-Baptiste de Drummondville, on THURS. DAY, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,

15317-21-2

Sheriff

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { CORONATION MORT-
No 8435. { GAGE CORPORATION,
TION, corporation dûment

constituée, ayant une place d'affaires au 75 rue Albert à Ottawa, province d'Ontario, demanderesse; *vs* ÉMILE LEBRUN, domicilié et résidant à Luskville, district de Hull, province de Québec, défendeur.

« Un immeuble situé dans le canton d'Eardley, comté de Gatineau, province de Québec, consistant en une partie du lot treize « B » (ptie 13B) dans le neuvième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Eardley, et ledit immeuble plus particulièrement décrit comme suit:

Commencant à un point situé sur la limite nord de la route No 8, lequel point est à une distance de 249.5 pieds, mesurés le long de ladite limite nord et suivant une direction No 53°13'O, depuis l'intersection de ladite limite nord avec la limite nord du chemin public construit entre les rangs VIII et IX; de là, suivant une direction No 59°44'O et suivant la limite nord de la route No 8, une distance de 146.1 pieds jusqu'à un point; de là, suivant une direction N.34°59'E, une distance de 124.2 pieds, jusqu'à un point; de là, suivant une direction S.35°20'E, une distance de 50.4 pieds, jusqu'à un point; de là, suivant une direction S.37°46'O, une distance de 109.4 pieds, plus ou moins, jusqu'au point de commencement. Ladite parcelle de terrain est bornée au nord, à l'est et à l'ouest par parties du lot 13B, au sud par la route No 8, et contient en superficie 16,970 pieds carrés, plus ou moins, le tout avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Dominique, à Luksville, à TROIS heures de l'après-midi, le HUITIÈME jour du mois de JUIN, 1966.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Ce 25 avril, 1966.

R. ST-PIERRE.
14996-18-2-0

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { LEON & UGO SORDINI,
No 2602. { tous deux entrepreneurs
de Gatineau, faisant affaires

ensemble à Pointe-Gatineau, district de Hull, sous les nom et raison sociale de Sordini Concrete Reg'd., demandeurs, *vs* LE CITOYEN CIE DE CONSTRUCTION LTÉE, corps légalement constitué faisant affaires à Gatineau, district de

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { CORONATION MORT-
No. 8435. { GAGE CORPORATION,
TION, a corporation duly

incorporated, having its business place at 75 Albert Street in Ottawa, Province of Ontario, plaintiff; *vs* ÉMILE LEBRUN, domiciled and residing at Luskville, district of Hull, Province of Quebec, defendant.

“An immoveable situated in the township of Eardley, county of Gatineau, Province of Quebec, consisting of a part of lot thirteen “B” (Pt. 13B) in the ninth range, on the official plan and book of reference of the township of Eardley, and the said immoveable more particularly described as follows:

Starting at a point situated on the northern limit of Route No. 8, which point is at a distance of 249.5 feet, measured along the said northern limit and following a direction N.53°13'O, from the intersection of the said northern limit with the northern limit of the public road built between ranges VIII and IX; thence, following a direction N.59°44'O and following the northern limit of Route No. 8, a distance of 146.1 feet up to a point; thence, following a direction N.34°59'E, a distance of 124.2 feet, up to a point; thence, following a direction S.35°20'E, a distance of 50.4 feet, up to a point; thence, following a direction S.37°46'O, a distance of 109.4 feet, more or less, up to the starting point. The said parcel of land is bounded on the north, the east and the west by parts of lot 13B, on the south by Route No. 8, and contains in area 16,970 square feet, more or less, the whole with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.”

To be sold at the church door of St. Dominique, at Luksville, at THREE o'clock in the afternoon, on the EIGHTH day of the month of JUNE, 1966.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office,
April 25, 1966.

Sheriff.
14986-18-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { LEON & UGO SORDINI,
No. 2602. { both contractors of Ga-
tineau, carrying on business

together at Pointe-Gatineau, district of Hull, under the style and name of Sordini Concrete Reg'd., plaintiffs, *vs* LE CITOYEN CIE DE CONSTRUCTION LTÉE, duly legally incorporated carrying on business at Gatineau, dis-

Hull, défenderesse, et LUCIEN BAZINET, gé-
rant, 529 Deschamps, Gatineau, district de
Hull, mis en cause, et ME. M. J. DOSTALER,
avocat, de Gatineau, district de Hull, avocat-
distrayant.

« Un immeuble connu et désigné comme étant
le lot deux cent quatorze de la subdivision du lot
originaire seize « B » (16B-214) au cadastre
officiel du premier rang du canton de Templeton,
avec les bâtisses y érigées, circonstances et
dépendances ». Étant la propriété du mis en cause
Bazinet.

Pour être vendu à la porte de l'église Ste. Maria
Goretti, dans la ville de Gatineau, le DIXIÈME,
jour du mois de JUIN, 1966, à TROIS heures
de l'après-midi.

Bureau du Shérif
ce 30 avril, 1966.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
14997-18-2-0

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { LÉON & UGO SORDINI,
No 2603. { tous deux entrepreneurs
de Gatineau, faisant affaires
ensemble à Pointe-Gatineau, district de Hull,
sous les nom et raison sociale de Sordini Con-
crete Reg'd., demandeurs, vs LE CITOYEN
CIE DE CONSTRUCTION LTÉE., corps
légalement constitué faisant affaires à Gatineau,
district de Hull, défenderesse, et EDWARD
McGRATH, mécanicien, 565 Deschamps, Gati-
neau, district de Hull, mis-en-cause, et ME.
M. J. DOSTALER, avocat de Gatineau,
district de Hull, avocat-distrayant.

« Un immeuble connu et désigné comme étant
le lot deux cent quatre-vingt-onze de la subdivi-
sion du lot originaire seize « B » (16B-291) au
cadastre officiel du premier rang du canton de
Templeton, avec les bâtisses y érigées, circon-
stances et dépendances ». Étant la propriété
du mis-en-cause Edward McGrath.

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-
Maria Goretti, dans la ville de Gatineau, le
DIXIÈME jour du mois de juin, 1966, à
QUATRE heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Ce 30 avril, 1966.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
14998-18-2-0

MONTMAGNY

De Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 10,872. { AGRICOLE DE QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demandeur
vs M. FERNAND LANGLOIS, autrefois culti-
vateur de St-Paul, comté de Montmagny, main-
tenant domicilié à 281, 5e Rue, Québec, défen-
deur.

Avis de vente « en bloc »

« 1. Une ferme sise et situé dans la municipalité
du canton de Montminy, étant le lot connu et
désigné sous le numéro neuf-B (9-B) du troisième
rang nord-est (Rg. III N.E.) du cadastre officiel

trict of Hull, defendant, and LUCIEN BAZINET
manager, 529 Deschamps, Gatineau, district of
Hull, mis en cause, and ME. M. J. DOSTALER,
advocate, of Gatineau, district of Hull, seizing
attorney.

“An immoveable known and designated as
being lot two hundred and fourteen of the subdivi-
sion of original lot sixteen “B” (16B-214) on the
official cadaster of the first range of the
township of Templeton, with the buildings
thereon erected, circumstances and dependen-
cies”. Being the property of the mis en cause
Lucien Bazinet.

To be sold at the church door of Ste. Maria
Goretti, in the town of Gatineau, on the TENTH
day of the month of JUNE, 1966, at THREE
o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
April 30, 1966.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
14997-18-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { LÉON & UGO SORDINI,
No. 2603. { both contractors of Ga-
tineau, carrying on business
together at Pointe-Gatineau, district of Hull,
under the style and name of Sordini Concrete
Reg'd., plaintiffs, vs LE CITOYEN CIE DE
CONSTRUCTION LTÉE., body legally incor-
porated carrying on business at Gatineau,
district of Hull, defendant, and EDWARD
McGRATH, mechanic, 565 Deschamps, Gati-
neau, district of Hull, mis-en-cause, and ME.
M. J. DOSTALER, advocate, of Gatineau,
district of Hull, seizing attorney.

“An immoveable known and designated as
being lot two hundred and ninety-one of the
subdivision of original lot sixteen “B” (16B-291)
on the official cadaster of the first range of the
township of Templeton, with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies”.
Being the property of the mis-en-cause Edward
McGrath.

To be sold at the church door of Ste. Maria
Goretti, in the town of Gatineau, on the TENTH
day of the month of JUNE, 1966, at FOUR
o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
April 30, 1966.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
14998-18-2

MONTMAGNY

De Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 10,872. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
MR. FERNAND LANGLOIS, formerly farmer
of St-Paul, county of Montmagny, now domi-
ciled at 281, 5th St., Quebec, defendant.

Notice of sale “en bloc”

“1. A farm lying and situated in the muni-
cipality of the county of Montminy, being the
lot known and designated under number nine-B
(9-B) on range three north-east (R. III N.E.),

du canton de Montminy, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances;

2. Toute cette partie du lot connu et désigné sous le numéro seize (Pte 16) du premier rang nord-est (Rg. I N.E.) du cadastre officiel du canton Montminy qui se trouve située à l'est à la « vieille route St-Thomas », et comprise dans les bornes suivantes: au sud-est au deuxième rang du canton Montminy, au sud-ouest à la « vieille route St-Thomas », au nord-ouest à la ligne séparative des cantons Montminy et Ashburton et au nord-est au lot numéro dix-sept, mêmes rang et canton;

3. Une autre ferme sise et située en la municipalité du canton Montminy, de la contenance de deux acres en largeur sur la profondeur de huit ou neuf acres, plus ou moins, désignée comme étant toute la partie du sud du lot numéro neuf-B (Pte S. de 9-B) du deuxième rang nord-est (Rg. II N.E.) du cadastre officiel du canton Montminy, avec dépendances, et bornée comme suit: au sud au chemin public, à l'est au lot numéro dix-A, propriété d'Alphonse Morin ou successeurs, à l'ouest au lot numéro neuf-A, propriété d'Albéric Boulet ou successeurs, au nord à la balance du lot numéro neuf-B, ou plus exactement à une borne constituée par une ligne droite tracée de l'est à l'ouest en passant à la limite nord de la « savane » qui s'y trouve;

Le tout avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Sauf et à distraire: « Une lisière de terrain de figure rectangulaire, sise et située dans la municipalité du canton Montminy, connue et désignée comme étant une partie du lot 9-B rang II nord-est, du cadastre officiel du canton Montminy, division d'enregistrement de Montmagny. Bornée vers le nord-ouest par le résidu du lot 9-B (appartenant au vendeur), vers le nord-est par le lot 10-A rang II nord-est (Alphonse Morin, vers le nord-est par le chemin de front rangs II et III Joly et vers le sud-ouest par le lot 9-A rang II nord-est (Maurice Vallière). Superficie de 14,782 pieds carrés, m.a. Le tout tel qu'il appert à la description technique et au plan préparés par J. P. Matte, i.p., le 5 novembre 1962. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Paul, comté de Montmagny, MARDI, le QUATORZIÈME jour du mois de JUIN, de l'an 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY.
Montmagny, 2 mai 1966. 15027-18-2-o

in the official cadaster of the township of Montminy, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. All that part of the lot known and designated under number sixteen (P. 16) on range one north-east (R. I N.E.) in the official cadaster of the township of Montminy and which is situated east of the "vieille route St-Thomas", and enclosed by the following boundaries: on the south-east by range two in the township of Montminy, on the south-west by the "vieille route St-Thomas", on the north-west by the line separating the townships of Montminy and Ashburton, and on the north-east by lot number seventeen, same range and township;

3. Another farm lying and situated in the municipality of the township of Montminy, measuring two acres in width by a depth of eight or nine acres, more or less, designated as being the entire south part of lot number nine-B (S. P. of 9-B) on range two north-east (R. II N.E.) in the official cadaster of the township of Montminy, with dependencies, and bounded as follows: on the south by the public road, on the west by lot number ten-A, property of Alphonse Morin or heirs, on the west by lot number nine-A, property of Albéric Boulet or heirs, on the north by the remainder of lot number nine-B, or more exactly, by a boundary constituted by a straight line traced from east to west while passing by the north limit of the savanna situated thereon;

The whole with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Save and to be withdrawn: "A strip of land of rectangular shape, lying and situated in the municipality of the township of Montminy, known and designated as being a part of lot 9-B, range II north-east, in the official cadaster of the township of Montminy, registry division of Montminy, bounded on the north-west by the remainder of lot 9-B (belonging to the vendor), on the north-east by lot 10-A, range II north-east (Alphonse Morin), on the north-east by the front road of ranges II and III Joly, and on the south-west by lot 9-A, range II north-east (Maurice Vallière), having an area of 14,782 square feet, E. M. the whole as it appears on the technical description and on the plan drawn up by J. P. Matte, p.e., on November 5, 1962."

To be sold at the church door of St-Paul, county of Montmagny, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of JUNE, in the year 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, May 2, 1966. 15027-18-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour de M. gistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { BRUNO J. PATERAS,
No 830 794. { demandeur, vs PA-
TRICK TOMAN, défen-

deur,

« Un emplacement ou immeuble connu sous le numéro trois cent quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot originaire trois cent trente-sept (337-295) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, division d'enregistrement du comté de Laval, borné au nord-est par le lot 337-412, au sud-est par le lot 337-394, au sud-ouest par le lot 337-679 (rue Sauriol) et au

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { BRUNO J. PATERAS,
No. 830-794. { plaintiff, vs PA-
TRICK TOMAN, defend-

ant.

"An emplacement or immoveable known under number three hundred and ninety-five of the subdivision of original lot three hundred and thirty-seven (337-395) of the official plan and book of reference of the parish of St-Martin, registration division of the County of Laval, bounded on the north-east by lot 337-412, on the south-east by lot 337-394, on the south-west by lot

nord-ouest par le lot 337-396, mesurant cinquante pieds (50') de largeur (front sur la rue Sauriol) par quatre-vingt-quatorze pieds et trois dixièmes de pied (94.3') de profondeur et contenant en superficie quatre mille sept cent quinze pieds carrés (4,715 p.c.), le tout mesure anglaise et plus ou moins.

« Avec toutes bâtisses y érigées et en voie de construction et plus spécifiquement l'immeuble qui porte le numéro civique 1953 de la rue Sauriol, à Chomedey. »

« Tel que le tout se trouve présentement avec toutes servitudes s'y rattachant, et notamment celle en faveur de The Bell Telephone Co. of Canada, enregistrée à Laval, sous le numéro 158793. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Laval, à Ste-Rose, (Ville de Laval), le TRENTIÈME jour du mois de JUIN 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 18 mai 1966. 15335-21-2-0

337-679 (Sauriol Street) and on the north-west by lot 337-396, measuring fifty feet (50') in width (front on Sauriol Street) by ninety-four feet and three tenths of a foot (94.3') in depth and containing in area four thousand seven hundred and fifteen square feet (4,715 sq. ft.), the whole English measure and more or less.

“With all buildings erected thereon and those to be constructed and more specifically the immoveable bearing civic number 1953 Sauriol Street, at Chomedey.”

“Such as the whole is presently found with all servitudes attached thereto, and notably the one in favor of The Bell Telephone Co. of Canada, registered at Laval, under number 158793.”

To be sold at the registration office of the County of Laval, at Ste-Rose, (Town of Laval) on the THIRTIETH day of the month of JUNE 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 18, 1966. 15335-21-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: JOSEPH CYRICE MORENCY, employé civil à la Cour Supérieure, No 123-648. { retraite, ci-devant vérificateur à la Commission des Accidents du Travail de la Province de Québec, domicilié et résidant à 1799 Chemin Gomin, Sillery, district de Québec, contre VICTORIN BROUSSEAU, domicilié et résidant à St-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec, et J.-MARC BOIVIN, en sa qualité de registraire Bureau d'Enregistrement de Cap-Santé, comté de Portneuf, district de Québec, mis-en-cause.

Pour la désignation de 7-c:

« Une terre située dans la paroisse de St-Raymond connue et désignée comme étant le lot No 7-c du 5e rang du canton de Gosford du cadastre officiel pour la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf. (Le livre de renvoi donne une superficie de 102 acres.)

À distraire de ce lot plusieurs parties vendues. (Description prise dans No 154,052).

Pour la désignation de P. 8-a:

Un morceau de terre situé dans la paroisse de St-Raymond mesurant cinquante pieds (50') de large mesuré sur la largeur du lot, sur une profondeur de trois cents pieds (300') mesure anglaise, borné au nord, à l'est et au sud au vendeur, à l'ouest à l'acquéreur à la ligne du lot 7-c connu et désigné comme étant une partie du lot 8-a (P. 8-a) du 5e rang du canton de Gosford du cadastre officiel pour la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf. (Ce morceau de terre se trouve à peu près à 20 arpents au nord du chemin public, et a été clôturé par les parties, pour pouvoir l'identifier plus facilement.

À distraire de cette partie de lot, quelques parties vendues.

Cette dernière description a été prise dans l'acte de vente portant le No 155,889. Il y a une correction de cette description par l'acte portant le No 157,135, dont voici le détail:

Monsieur Octave F. Moisan, journalier résidant à Saint-Raymond, lequel déclare qu'il y a eu erreur dans l'acte de vente qu'il a consenti à Monsieur Victorin Brousseau, en date du vingt-trois juin mil neuf cent soixante et un, ci-dessus relaté, et qu'on aurait dû y mentionner un terrain

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: JOSEPH CYRICE MORENCY, retired civil servant, heretofore auditor Quebec Workmen's Compensation Board, domiciled and residing at 1799 Gomin Road, Sillery, district of Quebec, vs VICTORIN BROUSSEAU, domiciled and residing at St-Raymond, county of Portneuf, district of Quebec, and J.-MARC BOIVIN, in his capacity as registrar, Registration Office of Cap-Santé, county of Portneuf, district of Quebec, mis-en-cause.

For the designation of 7-c:

“A lot of land situated in the parish of St-Raymond known and designated as being lot No. 7-c of the 5th range of the township of Gosford of the official cadastre of the parish of St-Raymond, county of Portneuf. (The book of reference gives an area of 102 acres.)

To distract from this lot several parts sold. (Description taken in No. 154,052).

For the designation of P. 8-a:

A piece of land situated in the parish of St-Raymond measuring fifty feet (50') in width measured on the width of the lot, by a depth of three hundred feet (300') English measure, bounded on the north, the east and the south by the vendor, on the west by the purchaser on the line of lot 7-c known and designated as being a part of lot 8-a (P. 8-a) of the 5th range of the township of Gosford of the official cadastre of the parish of St-Raymond, county of Portneuf. (This piece of land is about 20 arpents to the north of the public road, and was fenced by the parties, to be able to identify it more easily. To distract from this part of lot, a few parts sold.

The latter description was taken in the Sales Deed bearing No. 155,889. There is a correction of this description by Deed bearing No. 157,135, with the following details:

Mister Octave F. Moisan, labourer residing at Saint-Raymond, who declares that there was an error in the Sales Deed that he agreed to belonging to Mister Victorin Brousseau, dated the twenty-third day of June one thousand nine hundred and sixty-one, hereabove related, and

de cinquante pieds (50') de large sur une profondeur de trois cents pieds (300') mesuré le long de la ligne de division des lots et non autrement; cette correction eut lieu le vingt-sixième jour du mois d'octobre, mil neuf cent soixante et un.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Raymond, comté de Portneuf, le DIXIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
 Québec, le 3 mai 1966. 15028-18-2-o
 [Première insertion: 7 mai 1966.]
 [Deuxième insertion: 28 mai 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { YVETTE FOSTER, épouse
 Cour Supérieure, { séparée de biens de
 No 130-347. { Orville Dalling, domiciliée à
 Presque Ile (État du Maine)
 États-Unis, et ledit Orville Dalling, afin d'autoriser son épouse aux présentes, contre HENRI ABEL, domicilié à 1282 Villard, Sillery.

1. Cette partie des lots 55, 60, 62 et 63 du cadastre de Château-Richer, non subdivisée et encore en la possession de monsieur Henri Abel.

2. A Un terrain mesurant douze perches de front, plus ou moins depuis le fleuve St-Laurent à basse marée jusqu'à la clôture de grève, soit environ quinze arpents de profondeur; puis de là la ligne est suit les sinuosités d'un ruisseau jusqu'au chemin royal; borné vers l'ouest au lot 64 de Chs. Taillon et à l'est aux lots 56 et 57 de Courgeau représentant J. A. Gravel, dont il est séparé par ladite rivière, étant le lot (61) soixante et un au cadastre de Château-Richer. Sans bâtisse.

3. B Un autre fonds de terre de huit perches de front environ sur la profondeur qu'il y a depuis le fleuve St-Laurent à basse marée à aller au nord aux emplacements de J. F. Crépin et Dame Vve Jos Crépin, près du chemin royal, étant la majeure partie du lot soixante-six (Pt. 66) audit cadastre. Sans bâtisse;

À distraire cependant de ces deux terrains la partie située entre le chemin royal au nord et le terrain du chemin de fer au sud (C.N.R.) vendue à Ernest et Charles-Henri Bouchard, par acte enregistré sous le No 43850.

Pour être vendu à la porte de l'église de Château-Richer, comté de Montmorency, le TRENTIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
 Québec, le 24 mai 1966. 15370-21-2-o
 [Première insertion: 28 mai 1966]
 [Deuxième insertion: 18 juin 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC,
 Cour Supérieure, { corporation légalement
 No 144-484. { constituée ayant le siège
 social de ses affaires en les
 cité et district de Québec, contre J. CHARLES E. ROY, 715, rue des Glacis, Québec.

« Un immeuble connu aux plan et livre de renvoi comme étant la subdivision 81 du lot originaire numéro 2102, du cadastre de St-Sauveur, bornée en front au nord-ouest par le numéro 2102-65, la rue St-Antoine (aujourd'hui rue Père Lacombe), au sud-est par le numéro 2102-91, au nord-est par le numéro 2102-80 et au sud-ouest par le numéro 2102-82.

that it should have mentioned a piece of land of fifty feet (50') in width by a depth of three hundred feet (300') measured along the division line of the lots and in no other way; this correction took place on the twenty-sixth day of the month of October, one thousand nine hundred and sixty-one.

To be sold at the church door of St-Raymond, county of Portneuf, on the TENTH day of JUNE next, TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
 Québec, May 3, 1966. 15028-18-2
 [First insertion: May 7, 1966.]
 [Second insertion: May 28, 1966.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { YVETTE FOSTER, wife
 Superior Court, { separate as to property
 No. 130-347. { of Orville Dalling, domiciled
 at Presque Ile, (State of
 Maine) United-States, and the said Orville Dalling, for the purpose of authorizing his wife to the presents, against HENRI ABEL, domiciled at 1282 Villard, Sillery.

1. This part of lots 55, 60, 62 and 63 of the cadaster for Château-Richer, not subdivided and still in possession of Mister Henri Abel.

2. A A lot of land measuring twelve perches in front, more or less, from the St-Lawrence River at low tide as far as the beach fence, be it about fifteen arpents in depth; then from there the east line follows the bends of a stream as far as the Royal Road; bounded towards the west by lot 64 of Chs. Taillon and on the east by lots 56 et 57 of Courgeau representing J. A. Gravel, from which it is separated by the said river, being lot (61) sixty-one on the cadaster for Château-Richer. Without building.

3. B Another lot of land of about eight perches in front by the depth there is from the St-Lawrence River at low tide to go to the north to the emplacements of J. F. Crépin and Dame Widow Jos Crépin, near the Royal Road, being the major part of lot sixty-six (Pt. 66) on said cadaster. Without building.

To withdraw nevertheless from these two lands part situated between the Royal Road on the north and the land of the railway on the south (C.N.R.) sold to Ernest and Charles-Henri Bouchard, by a deed registered under No. 43850.

To be sold at the church door of Château-Richer, county of Montmorency, on the THIRTIETH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
 Québec, May 24, 1966. 15370-21-2
 [First insertion: May 28, 1966]
 [Second insertion: June 18, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC,
 Superior Court, { a corporation legally in-
 No. 144-484. { corporated having the head
 office of its business in the
 city and district of Québec, against J. CHARLES E. ROY, 715 Des Glacis St., Québec.

"An immoveable known and designated on plan and book of reference as being subdivision 81 of original lot number 2102, of the cadaster for St-Sauveur, bounded in the front on the northwest by number 2102-65, St-Antoine St. (now Père Lacombe Street), on the southeast by number 2102-91, on the northeast by number 2102-80 and on the southwest by number 2102-82.

Mesurant en front trente-cinq pieds sur soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et contenant en superficie deux mille quatre cent cinquante pieds (2,450), plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, à 51, des Jardins, Québec, le TRENTIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Shérif ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 24 mai 1966. 15371-21-2-o

[Première insertion: 28 mai 1966]

[Deuxième insertion: 18 juin 1966]

Measuring in front thirty-five feet by seventy feet depth, English measure and containing two thousand four hundred and fifty feet in superficial area, (2,450) more or less.

To be sold at my office at 51 Des Jardins, Quebec, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, May 24, 1966. 15371-21-2

[First insertion: May 28, 1966]

[Second insertion: June 18, 1966]

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-François

(Sherbrooke)

Cour Supérieure, { G. T. ARMSTRONG &
No 30,572 { G. SONS LIMITED, cor-

poration légalement constituée, avec place d'affaires à 100 rue Burlington à Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, *vs* LÉO LECOURS, de 37 Queen Nord à Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

« Le lot numéro cinq cent trente-quatre au plan cadastral du quartier nord de la cite de Sherbrooke (534). Avec les bâtisses et améliorations s'y trouvant. Avec droit de vue y appartenant, et droit de libre accès et de libre sortie et autres droits sur le lot adjacent numéro cinq cent trente-trois (533) dudit plan cadastral pour ledit quartier nord, tel qu'acquis par William Ramsey de Frederick Waite, par acte de transfert daté et passé devant Daniel Thomas, n. p., le dix-neuvième jour d'avril 1888, Reg. B, Vol. 47, No 66. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, MERCREDI, le HUITIÈME (8) jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

DONAT JACQUES.

Bureau du shérif, Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 29 avril 1966. 14972-18-2

[Première insertion: le 7 mai 1966]

Fieri Facias de Terris

District de St-François

(Sherbrooke)

Cour Supérieure, { SUN LIFE ASSURANCE
No 31,246. { COMPANY OF CANA-

DA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Montréal, demanderesse, *vs* DAME JEANNINE LIBOIRON, épouse séparée de biens de Jean Jacques Piché, de la cité de Sherbrooke et ledit JEAN JACQUES PICHÉ, pour autoriser son épouse, défendeurs, et L. COMTOIS, es-qualité de syndic à la faillite de ladite Jeannine Liboiron Piché, mis-en-cause.

Comme appartenant à la défenderesse, Dame Jeannine Liboiron:

« Un emplacement ayant front sur la rue Genest en la cité de Sherbrooke, connu et désigné comme étant le lot deux cent trente-cinq de la subdivision du lot originaire numéro seize « C » (16C-235) dans le dixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot, mesurant soixante-dix pieds (70') en front sur la rue Genest, en arrière, par une profondeur de cent pieds (100'). »

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St-François

(Sherbrooke)

Superior Court, { G. T. ARMSTRONG &
No. 30,572. { G. SONS LIMITED, a

corporation legally incorporated, with place of business at 100 Burlington Street at Sherbrooke, district of St-François, plaintiff, *vs* LÉO LECOURS, 37 Queen North at Sherbrooke, district of St-François defendant.

“Lot number five hundred and thirty-four on the cadastral plan of the north ward of the city of Sherbrooke (534). Together with all buildings and improvements thereon. With right of view belonging thereto, and ingress and egress and other rights on the adjoining lot number five hundred and thirty-three (533) of the said cadastral plan for the said north ward, as acquired by William Ramsey from Frederick Waite, by deed of Transfer dated and passed before Daniel Thomas, n. p., the nineteenth day of April 1888, Reg. B, Vol. 47, No. 66.”

To be sold at the sheriff's office, at the Court House, at Sherbrooke, WEDNESDAY, the EIGHTH (8) day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff.

Sheriff's office, Court House,
Sherbrooke, April 29, 1966. 14972-18-2-o

[First insertion: May 7, 1966]

Fieri Facias de Terris

District of St. François

(Sherbrooke)

Superior Court, { SUN LIFE ASSURANCE
No. 31,246. { COMPANY OF CANA-

DA, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, plaintiff, *vs* DAME JEANNINE LIBOIRON, wife separate as to property of Jean Jacques Piché, of the city of Sherbrooke and the said JEAN JACQUES PICHÉ, to authorize his wife, defendants, and L. COMTOIS, es-qualité, trustee to the bankruptcy of the said Jeannine Liboiron Piché, mis-en-cause.

As belonging to the defendant, Dame Jeannine Liboiron:

“An emplacement having frontage on Genest Street in the city of Sherbrooke, known and designated as being lot two hundred and thirty-five of subdivision of original lot number sixteen “C” (16C-235) on the tenth range, on the official plan and in the book of reference for the township of Ascot, measuring seventy (70') feet in front on Genest Street, in the rear, by a depth of one hundred feet (110').”

Avec bâtisse en voie de construction, sur ledit lot et portant le numéro civique 975 de la rue Genest en la cité de Sherbrooke.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, Sherbrooke, MARDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

DONAT JACQUES.

Sherbrooke, le 27 avril 1966. 14973-18-2-o
[Première insertion: le 7 mai 1966.]

With the building under construction on the said lot and bearing civic number 975 Genest Street in the city of Sherbrooke.

To be sold in the Sheriff's office, in the Court House, Sherbrooke, on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office,
Court House,

Sheriff.

Sherbrooke, April 27, 1966. 14973-18-2
[First insertion: May 7, 1966.]

T É M I S C A M I N G U E

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, { CONTINENTAL DIS-
Ville Marie, COUNT CORPORA-
No 2121. TION, corporation légalement

constituée, ayant son siège social à La Sarre, Québec, demanderesse, *vs* GAUDET AUTO LTÉE, corporation légalement constituée et ayant son siège social à Ville Marie, district de Témiscamingue, défenderesse.

Un morceau de terre au Lac Laperrière faisant partie du lot neuf du rang trois du canton Duhamel (Ptie 9 rg. 3) dans la paroisse de Ville Marie, et la municipalité de Duhamel-Ouest, mesurant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, borné au front au nord par le Lac, en arrière au sud par une autre partie de lot, étant un chemin à l'usage des propriétaires des lots à cette endroit, d'un côté à l'est par une autre partie du même lot appartenant à Jean-Marie Rheault, et à l'ouest par Lavallée, avec bâtisses y dessus érigées circonstances et dépendances;

Un lot au village de Ville Marie, connu et désigné sous le numéro onze de la subdivision du lot dix-huit cent cinq aux plan et livre de renvoi officiel du village de Ville Marie (No 1805-11) avec bâtisses y dessus érigées;

Un morceau de terre à Ville Marie, faisant partie du lot numéro cent cinquante-six aux plan et livre de renvoi officiel du village de Ville Marie, (Ptie 156 V. M.) correspondant à une partie des anciens lots cent soixante, cent soixante et un, et cent soixante-deux (160, 161 et 162) du même cadastre et décrit à l'acte No 3267 de Paul Dumesnil, Enrg. 66169 à Ville Marie, avec bâtisses. La présente garantie sera une garantie continue et vaudra tant et aussi longtemps que le montant ci-dessus mentionné n'aura pas été remboursé à la compagnie Continental Discount Corporation, en capital, intérêts et frais.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ville Marie, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.
le 19 mai 1966.

J. P. HALLÉE.

15330-21-2-o

T É M I S C A M I N G U E

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District de Témiscamingue

Superior Court, { CONTINENTAL DIS-
Ville Marie, COUNT CORPORA-
No. 2121. TION, a corporation legally

incorporated, having its head office at La Sarre, Québec, plaintiff, *vs* GAUDET AUTO LTÉE, a corporation legally incorporated and having its head office at Ville Marie, district of Témiscamingue, defendant.

A piece of land at Laperrière Lake, forming part of lot nine of range three of Duhamel township, (Pt. 9 rg. 3) in the parish of Ville Marie, and the municipality of Duhamel-West, measuring fifty feet in width by eighty-five feet in depth, English measure and more or less, bounded in front on the north by the Lake, in arrear on the south by another part of the lot, being a road used by the landlords of lots at that place, at one side on the east by another part of the same lot belonging to Jean-Marie Rheault, and on the west by Lavallée, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A lot at the village of Ville Marie, known and designated under number eleven of the subdivision of lot eighteen hundred and five on official plan and book of reference for the village of Ville Marie (No. 1805-11) with buildings thereon erected;

A piece of land at Ville Marie, forming part of lot number one hundred and fifty-six on official plan and book of reference for the village of Ville Marie, (Pt. 156 V. M.) corresponding to a part of the former lots one hundred and sixty, one hundred and sixty-one and one hundred and sixty-two (160, 161 and 162) of the same cadaster and described on deed No. 3267 of Paul Dumesnil, Regd. 66169 at Ville Marie, with buildings. The actual guarantee shall be a continual guarantee and shall be worthy as much and as long as the amount hereinabove mentioned will not have been refund to the Continental Company Discount Corporation, in capital, interest and costs.

To be sold at the parochial church door of Ville Marie, on the FOURTH day of JULY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

J. P. HALLÉE,

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.
May 19, 1966.

Sheriff.

15330-21-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, { SYDNEY MOTTRAM,
No 38,229. marchand faisant affai-
res seul sous la raison so-

ciale dûment enregistrée de Mottram Lumber
Enrg, à St-Colomban, comté et district de Terre-
bonne, demandeur, vs YVON RIVARD, domici-
lié au domaine Martin à St-Colomban, comté
et district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession
du défendeur:

« La moitié indivise des lots numéros vingt-
trois et vingt-quatre de la subdivision officielle
du lot originaire du lot numéro deux cent quatre-
vingt-neuf (289-23-24) des plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de St-Colomban dans le
comté des Deux-Montagnes.

Avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Colomban, comté des Deux-Montagnes, MARDI
le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN, mil neuf
cent soixante-six à DEUX heures de l'après-
midi.

Conditions: Comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 17 mai 1966. 15286-21-2-0

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { CREDIT FONCIER
No 53,765. FRANCO-CANADIEN,
corporation légalement consti-

tuite, ayant sa principale place d'affaires en les
cité et district de Montréal, demanderesse, vs
SNOWY OWL MOTOR LODGE INC., une
corporation légalement constituée ayant sa
principale place d'affaires en les cité et district
de Montréal et une place d'affaires à Ste-Mar-
guerite, province de Québec, district de Terre-
bonne, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble ci-après décrit et qui est en la
possession de la défenderesse:

« Un emplacement situé dans la paroisse de
Ste-Adèle, dans le comté de Terrebonne, com-
posé de parties des lots cinq et six dans le septième
rang du canton de Wexford (pties 5 et 6) aux
plan et livre de renvoi officiels faits pour ladite
paroisse de Ste-Adèle; ayant front sur le Lac
Éthier, et plus particulièrement décrit comme
étant contenu dans les limites suivantes:

Commencant à une barre de fer située à un
point à environ trente-sept pieds et cinq dixièmes
de pied de la route publique qui va de Ste-Mar-
guerite village à Ste-Marguerite Station, sur une
ligne tirée à angles droits à ladite route publique
d'un point y existant mille cinq pieds de dis-
tance mesurés le long de ladite route publique
de la ligne de division entre ledit lot cinq et le
lot quatre dans ledit rang; de là procédant dans
une direction nord-est deux cent vingt-cinq pieds
à un point situé à environ vingt-cinq pieds de
ladite route publique, de là tournant dans un
angle de soixante-douze degrés et procédant dans
une direction nord-ouest cinquante-sept pieds

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Magistrate's Court, { SYDNEY MOTTRAM,
No. 38,229. merchant carrying on
business alone under the

style and name duly registered of Mottram
Lumber Enrg., at St-Colomban, county and
district of Terrebonne, plaintiff, vs YVON RI-
VARD, domiciled at Martin domain at St-
Colomban, county and district of Terrebonne,
defendant.

Notice of sale

The immovable hereunder designated and
in the possession of the defendant:

"The undivided half of lots numbers twenty-
three and twenty-four of the official subdivision
of original lot number two hundred and eighty-
nine (289-23-24) on the official plans and books
of reference of the parish of St-Colomban in the
county of Two-Mountains.

With buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St-Colomban,
county of Two Mountains, TUESDAY, the
TWENTY-EIGHTH day of JUNE one thou-
sand nine hundred and sixty-six at TWO o'clock
in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Jérôme, May 17, 1966. 15286-21-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { CREDIT FONCIER
No. 53,765. FRANCO-CANADIEN,
a corporation legally incor-

porated, having its principal place of business
in the city and district of Montreal, plaintiff, vs
SNOWY OWL MOTOR LODGE INC., a
corporation legally incorporated having its prin-
cipal place of business in the city and district of
Montreal and a place of business at Ste-Margue-
rite, Province of Quebec, district of Terrebonne,
defendant.

Notice of sale

The immovable hereunder described and in
the possession of the defendant:

"An emplacement situate in the parish of Ste-
Adèle, in the county of Terrebonne, composed
of parts of lots five and six in the seventh range
of the township of Wexford (Pts. 5 and 6) on
the official plan and book of reference made for
the said parish of Ste-Adèle; fronting on Lake
Éthier, and more particularly described as being
contained within the following boundaries:

Commencing at an iron bar located at a
point approximately thirty-seven feet and five
tenths of a foot from the public highway which
runs from Ste-Marguerite Village to Ste-Margue-
rite Station, on a line drawn at right angles to
the said public highway from a point thereon
on thousand and five feet distant measured
along the said public highway from the division
line between the said lot five and lot four in the
said range; thence proceeding in a north-easterly
direction two hundred and twenty-five feet to
a point located approximately twenty-five feet
from the said public highway, thence turning
through an angle of seventy-point; thence

à un point; de là procédant dans une direction nord cent trente-huit pieds jusqu'à une barre de fer située à un point sur la ligne de grève du Lac Éthier; de là suivant ladite ligne de grève dans une direction ouest une distance de deux cent pieds à une autre barre de fer située à un point sur la ligne de grève du Lac Éthier; de là procédant dans une direction sud-ouest trois cent pieds suivant une ligne qui forme un angle de cent vingt-deux degrés et trente minutes avec une ligne droite joignant les deux dites barres de fer situées sur ladite ligne; de là procédant dans une direction sud-ouest du point de départ, laquelle ligne forme un angle de soixante-quinze degrés avec ladite ligne procédant dans une direction nord-est du point de départ, à un point sur la dernière ligne mentionnée allant dans une direction nord-ouest cent trente pieds du point de départ; de là procédant dans une direction sud-est cent trente pieds au point de départ. Ledit emplacement est ainsi décrit dans les titres de propriété et plus particulièrement dans un acte de vente de Dame Valorie Leslie Hylda Carson-Wallis à Wolfgang Georges Ott, daté du 12 avril 1957 passé devant le notaire F. G. Bissett sous le no 109 de ses procès-verbaux et enregistré sous le no 215,731 et démontré sur une esquisse annexée à l'original dudit acte.

Ladite propriété est bornée: au nord-est par le Lac Éthier et aux autres côtés par d'autres parties desdits lots cinq et six.

Toutes les mesures susmentionnées sont de mesure anglaise et plus ou moins, et toutes les directions sont approximatives.

Avec bâtisse dessus construite et en voie de construction.

Avec une servitude sur les portions restantes desdits lots cinq et six situés sur ladite route publique prohibant l'usage par toute autre personne que Dame Valorie L. M. Carson, épouse de Hugh McDonell Wallis, entre celle déjà mentionnée et la route publique telle que créée dans un acte de vente de ladite Dame Valorie Carson Wallis à Wolfgang George Ott passé devant Me F. G. Bissett, notaire, le douzième jour d'avril, dix-neuf cent cinquante-sept.

Tel que le tout existe présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparente ou autrement existantes, l'emprunteur en étant satisfait.

L'emplacement susmentionné peut aussi être décrit comme suit suivant un plan préparé par Jacques Poulin, A. G. Q., et daté du 23 août 1960;

Un emplacement situé dans la paroisse de Ste-Adèle, dans le comté de Terrebonne, composé de parties des lots cinq et six dans le septième rang du canton de Wexford, (pts 5 et 6) aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la paroisse de Ste-Adèle; ayant front sur la route publique qui va de Ste-Marguerite village à Ste-Marguerite Station, commençant à une borne de fer située à un coin nord-est du lot No 5-1 allant dans une direction nord le long de la route publique, une distance de deux cent vingt-cinq pieds à une borne de fer située au coin sud-est du lot No 6-2; de là tournant dans un angle intérieur de cent huit degrés et procédant dans une direction nord-ouest soixante-six pieds à une borne de fer; de là procédant dans une direction nord cent quarante-deux pieds à une borne de fer située à un point sur la ligne de grève du Lac Lenore (Lac Éthier)

proceeding in a north-westerly direction fifty-seven feet to a point; thence proceeding in a northerly direction one hundred and thirty-eight feet to an iron bar located at a point on the shore line of Lake Éthier; thence following the said shore line in a westerly direction a distance of two hundred feet to another iron bar located at a point on the shore line of Lake Éthier; thence proceeding in a south-westerly direction three hundred feet following a line which forms an angle of one hundred and twenty-two degrees and thirty minutes with a straight line joining the two said iron bars located on the said line; thence proceeding in a south-westerly direction from the point of commencement, which line forms an angle of seventy-five degrees with the said line proceeding in a north-easterly direction from the point of commencement, at a point on the last mentioned line running in a north-westerly direction one hundred and thirty feet from the point of commencement; thence proceeding in a south-easterly direction one hundred and thirty feet to the point of commencement. The said emplacement is so described in the title deeds and more particularly in a deed of sale from Dame Valorie Leslie Hylda Carson-Wallis to Wolfgang Georges Ott, dated April 12, 1957, executed before Notary F. G. Bissett under No. 109 of his minutes and registered under No. 215,731 and shown on a sketch annexed to the original of said deed.

The said property is bounded; to the north-east by Lake Éthier and on all other sides by other parts of said lots five and six.

All the above measurements are English measure and more or less, and all directions are approximate.

With building thereon erected and in the course of construction.

With a servitude over the remaining portions of the said lots five and six situated on the said public highway prohibiting the use by any other person than Dame Valorie L. M. Carson, wife of Hugh McDonell Wallis, between that hereby mentioned and the public highway as created in a deed of sale from the said Dame Valorie Carson Wallis to Wolfgang George Ott executed before Me F. G. Bissett, notary, on the twelfth day of April, nineteen hundred and fifty-seven.

As the whole now subsists with all servitudes active and passive, apparent or otherwise existing, the Borrower being therewith satisfied.

The above mentioned emplacement may also be described as follows according to a plan prepared by Jacques Poulin, Q.L.S., and dated August 23, 1960;

An emplacement situate in the parish of Ste-Adèle, in the county of Terrebonne, composed of parts of lots five and six in the seventh range of the township of Wexford, (Pts 5 and 6) on the official plan and book of reference made for the parish of Ste-Adèle; fronting on the public highway which runs from Ste-Marguerite Village to Ste-Marguerite-Station, commencing at an iron borne located at the north-east corner of lot No. 5-1 running in a north direction along the public highway, a distance of two hundred and twenty-five feet to an iron borne situate at the south-east corner of lot No. 6-2; thence turning through an inside angle of one hundred and eight degrees and proceeding in a north-westerly direction sixty-six feet to an iron borne; thence proceeding in a northerly direction one hundred and forty-two feet to an iron

de là suivant ladite ligne de grève dans une direction ouest, une distance de deux cent pieds à une autre borne de fer située à un point sur la ligne de grève du Lac Lenore (Lac Éthier) située au coin nord-est du lot No 6-22; de là procédant dans une direction sud-ouest trois cent pieds à une borne de fer suivant une ligne qui forme un angle de cent vingt-deux degrés et trente minutes avec une ligne droite joignant les deux dites bornes de fer situées sur ladite ligne de grève; de là procédant dans une direction sud-est deux cent quatre-vingt-dix pieds à une borne de fer, formant un angle de soixante-neuf degrés et cinquante et une minutes avec la première ligne, de là procédant dans une autre direction sud-est cent quarante-cinq pieds au point de départ.

Ledit emplacement étant borné à l'est par la route publique, dans ses lignes nord-est par le lot No 6-2, au nord par le Lac Lenore (Lac Éthier), au nord-ouest par les lots 6-22, 5-12 et partie du lot originaire No 5, dans ses lignes sud-ouest par partie dudit lot originaire No 5 et par le lot No 5-1, le tout du rang VII, canton de Wexford, au cadastre officiel de la paroisse de St-Adèle, comté de Terrebonne.

Toutes les mesures susmentionnées sont de mesure anglaise et plus ou moins, et toutes les directions sont approximatives.

Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de la Chapelle St-Bernard, Ste-Marguerite-Station, comté de Terrebonne, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 18 mai 1966. 15318-21-2-o

borne located at a point on the shore line of Lake Lenore (Lake Éthier) thence following the said shoreline in a Westerly direction, a distance of two hundred feet to another iron borne located at a point on the shore line of Lake Lenore (Lake Éthier) situated at the north-east corner of lot No. 6-22; thence proceeding in a south-westerly direction three hundred feet to an iron borne following a line which forms an angle of one hundred and twenty-two degrees and thirty minutes with a straight line joining the two said iron bornes located on the said shore line thence proceeding in a south-easterly direction two hundred and ninety feet to an iron borne, forming an angle of sixty-nine degrees and fifty-one minutes with the former line, thence proceeding in another south-easterly direction one hundred and forty-five feet to the point of commencement.

Said emplacement being bounded to the east by the public highway, in its north-east lines by lot No. 6-2, to the north by Lake Lenore (Lake Éthier), to the north-west by lots 6-22, 5-12 and part of original lot No. 5, in its south-west lines, by part of said original lot No. 5 and by lot No 5-1, all of the range VII, township of Wexford, upon the official cadastre of the parish of St-Adèle, county of Terrebonne.

All the above measurements are English measure and more or less, and all directions are approximate.

With buildings thereon erected."

To be sold at the chapel door of St-Bernard Ste-Marguerite, Station, county of Terrebonne, WEDNESDAY the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jérôme, May 18, 1966. 15318-21-2-o

Ventes pour taxes

Ville de Matane

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Matane, que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de la ville de Matane seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de Matane, le QUINZIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent soixante-six, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que pour payer les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Audeux, Napoléon.—Lot numéro quatre-vingt-six subdivision douze (86-12) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$158.38.

Desrosiers, Antonio.—Lot numéro cent cinq subdivision quarante sous-division cinquante (105-40-50) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$245.62.

Desrosiers, Zénon.—Lots numéros cent quatre subdivision trente-deux sous-division deux (104-32-2) lot numéro cent cinq subdivision quarante sous-division trente-sept (105-40-37) lot numéro

Sales for Taxes

Town of Matane

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Matane, that the properties hereinafter described and situated in the limits of the town of Matane will be sold by Public Auction at the Town Hall of Matane, on the FIFTEENTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-six, at TEN o'clock in the morning (daylight saving time) to satisfy the payment of municipal, school and other imposition taxes, as well as to pay the costs incurred for and by the sale, unless these taxes and other impositions and expenses be paid before the sale, to wit:

Audeux, Napoléon.—Lot number eighty-six subdivision twelve (86-12) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$158.38.

Desrosiers, Antonio.—Lot number one hundred and five subdivision forty subdivision fifty (105-40-50) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$245.62.

Desrosiers, Zénon.—Lot numbers one hundred and four subdivision thirty-two subdivision two (104-32-2) lot number one hundred and five subdivision forty subdivision thirty-seven (105-

cent cinq subdivision quarante sous-division vingt-cinq (105-40-25) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$88.75.

Desrosiers, Zénon.—Lot numéro quatre-vingt-quinze subdivision deux (95-2), lot numéro quatre-vingt-quinze subdivision vingt et un sous-division un (95-21-1) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$293.67.

Dupéré, Joseph.—Lot numéro quatre-vingt-neuf subdivision quarante-cinq sous-division dix-huit (89-45-18) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$252.82.

Harrisson, Richard.—Lot numéro cent trente et un subdivision quatre-vingt-deux (131-82) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$277.07.

Helgeson, Roland.—Lot numéro soixante-huit subdivision vingt-six sous-division dix-neuf (68-26-19) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$735.26.

Labrie, Fernand.—Lot numéro cent quatre-vingt-onze subdivision cent cinquante (191-150) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$990.32.

Langlois, Wilbrod.—Lot numéro quatre-vingt-quinze subdivision vingt-huit sous-division quinze (95-28-15) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$299.62.

Lapierre, Ernest.—Lot numéro cent cinq subdivision dix-huit (105-18) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$190.60.

Maltais, Antonin.—Lot numéro quatre-vingt-dix subdivision vingt-huit (90-28), des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$181.49.

Ouellet, Patrice.—Lot numéro cent quatre-vingt-deux subdivision trente-six (182-36) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$380.46.

Sirois, Sylvio.—Lot numéro cent quatre-vingt-neuf subdivision quarante (189-40), lot numéro cent quatre-vingt-dix subdivision vingt-quatre (190-24) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$246.90.

St-Pierre, Georges.—Lot numéro cent quatre-vingt-deux subdivision dix-huit (182-18) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$547.74.

Viens, Mme Oscar.—Lot numéro cent six subdivision quatre (106-4) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$200.73.

40-37) lot number one hundred and five subdivision forty subdivision twenty-five (105-40-25) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$88.75.

Desrosiers, Zénon.—Lot number ninety-five subdivision two (95-2), lot number ninety-five subdivision twenty-one subdivision one (95-21-1) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$293.67.

Dupéré, Joseph.—Lot number eighty-nine subdivision forty-five subdivision eighteen (89-45-18) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$252.82.

Harrisson, Richard.—Lot number one hundred and thirty-one subdivision eighty-two (131-82) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$277.07.

Helgeson, Roland.—Lot number sixty-eight subdivision twenty-six subdivision nineteen (68-26-19) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$735.26.

Labrie, Fernand.—Lot number one hundred and ninety-one subdivision one hundred and fifty (191-150) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$990.32.

Langlois, Wilbrod.—Lot number ninety-five subdivision twenty-eight subdivision fifteen (95-28-15) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$299.62.

Lapierre, Ernest.—Lot number one hundred and five subdivision eighteen (105-18) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$190.60.

Maltais, Antonin.—Lot number ninety subdivision twenty-eight (90-28), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$181.49.

Ouellet, Patrice.—Lot number one hundred and eighty-two subdivision thirty-six (182-36) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$380.46.

Sirois, Sylvio.—Lot number one hundred and eighty-nine subdivision forty (189-40), lot number one hundred and ninety subdivision twenty-four (190-24) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$246.90.

St-Pierre, Georges.—Lot number one hundred and eighty-two subdivision eighteen (182-18) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$547.74.

Viens, Mrs. Oscar.—Lot number one hundred and six subdivision four (106-4) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$200.73.

Vignola, Robert.—Lot numéro quatre-vingt-six subdivision vingt-trois sous-division deux (86-23-2) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$330.64.

Donné à Matane, Québec, ce douzième jour de mai de l'an mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire-trésorier,

OLIVIER PHILIBERT.

15257-20-2-o

Municipalité du comté des Îles de la Madeleine

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Marc-A. Boudreau, sec.-trésorier du Conseil de Comté des Îles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au palais de Justice de Havre-Aubert, MERCREDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1966, à DIX heures de l'avant-midi pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, savoir:

Dans la municipalité de Bassin

Comme appartenant à Lucien Bourgeois, deux lots de terrain connus au cadastre de l'Île Amherst comme suit:

Lot No 286-402, contenant 0-1-0 acre, lot No 425a contenant 0-3-0 acre. Avec bâtisses dessus construites. Taxes scolaires: \$52.49; frais: \$4.42. Total: \$56.91.

Comme appartenant à Lauréat Ev. Jomphe deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 17-R-1 contenant 4-1-0 acres, lot No 321-J-50 contenant 1-0-0 acre. Avec bâtisses dessus construites. Taxes scolaires: \$107.89; frais: \$7.44. Total: \$115.33.

Comme appartenant à Exanie Lapierre un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 451, contenant 1-1-15 acre. Taxes scolaires: \$3.38; frais: \$1.07. Total: \$4.45.

Comme appartenant à Odiffo Vigneau, trois lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 443a contenant 14-3-24 acres; lot No 444 contenant 1-0-0 acre; lot No 444a contenant 2-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$10.09; taxes scolaires: \$109.75; frais: \$13.83. Total: \$133.68.

Comme appartenant à madame Élisabeth Jomphe, deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 179 sub. 466 contenant 6-1-16 acres; lot No 176 contenant 6-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$17.67; taxes scolaires: \$60.07; frais: \$4.02. Total: \$81.76.

Comme appartenant à Avila Landry et als. un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 173 contenant 10-0-0 acres. Taxes municipales: \$8.26; taxes scolaires: \$13.01; frais: \$3.35. Total: \$24.62.

Comme appartenant à Mathilda-Édith et Gérard Savage.

Dix lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 376 contenant 0-2-20 acre; lot No 400 contenant 2-2-24 acres; lot No 404 contenant 7-2-30 acres; lot No 405 contenant 4-0-0 acres; lot No 409 contenant 1-87 acres; lot No 413 contenant 5-3-0 acres; lot No 412 contenant 8-2-24 acres; lot No 417 contenant 2-2-10 acres; lot No 113-455 contenant 8-2-0 acres; lot No 173-180

Vignola, Robert.—Lot number eighty-six subdivision twenty-three subdivision two (86-23-2) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$330.64.

Given at Matane, Quebec, this twelfth day of May, one thousand nine hundred and sixty-six.

OLIVIER PHILIBERT,

Secretary-Treasurer.

15257-20-2

Municipality of the county of Magdalen Islands

Public notice is hereby given by the undersigned, Marc-A. Boudreau, Sec.-Treasurer of the county council of Magdalen Islands, that the immoveables hereafter described will be sold by public auction, at the Court House at Havre-Aubert, on WEDNESDAY the SIXTH day of JULY, 1966, at TEN o'clock a.m. for the municipal and school taxes due upon these immoveables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

In the municipality of Bassin

As belonging to Lucien Bourgeois, two lots of land known on the cadastre of Amherst Island, as follows:

Lot No. 286-402 containing 0-1-0 acre; lot No. 425a containing 0-3-0 acre. With buildings thereon erected. School taxes: \$52.49; costs: \$4.42. Total: \$56.91.

As belonging to Lauréat Ev. Jomphe two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 17-R-1 containing 4-1-0 acres; lot No. 321-J-50 containing 1-0-0 acre. With buildings thereon erected. School taxes: \$107.89; costs: \$7.44. Total: \$115.33.

As belonging to Exanie Lapierre a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 451 containing 1-1-15 acre. School taxes: \$3.38; costs: \$1.07. Total: \$4.45.

As belonging to Odiffo Vigneau three lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 443a containing 14-3-24 acres; lot No. 444 containing 1-0-0 acre; lot No. 444a containing 2-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$10.09; school taxes: \$109.75; costs: \$13.83. Total: \$133.68.

As belonging to Elizabeth Jomphe, two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 179 sub. 466 containing 6-1-16 acres. lot No. 176 containing 6-0-0 acres. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$17.67; school taxes: \$60.07; costs: \$4.02. Total: \$81.76.

As belonging to Avila Landry et als. a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 173 containing 10-0-0 acres. Municipal taxes: \$8.26; school taxes: \$13.01; costs: \$3.35. Total: \$24.62.

As belonging to Mathilda-Edith and Gérard Savage.

Ten lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 376 containing 0-2-20 acre; lot No. 400 containing 2-2-24 acres; lot No. 404 containing 7-2-30 acres; lot No. 405 containing 4-0-0 acres; lot No. 409 containing 1-87 acres; lot No. 413 containing 5-3-0 acres; lot No. 412 containing 8-2-24 acres; lot No. 417 containing 2-2-10 acres; lot No. 113-455 containing 8-2-0 acres;

contenant 1-0-0 acre. Taxes municipales: \$27.85; taxes scolaires: \$54.42; frais: \$7.84. Total: \$90.11.

Dans la municipalité de Fatima

Comme appartenant à Dominique Chevarie et étant occupé par Alphé, Jos et Xavier Chevarie un lot de terrain connu au cadastre de l'Île Grindstone comme suit:

Lot No 215-85 contenant 11-2-0 acres. Taxes municipales: \$3.30; frais: \$13.60. Total: \$16.90.

Comme appartenant à Hubert Huet et étant occupé par Aurèle Huet un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 287 contenant 1-3-0 acre. Taxes municipales: \$0.43; frais: \$1.65. Total: \$2.08.

Dans la municipalité de l'Étang-du-Nord

Comme appartenant à Avila A. Boudreau, deux lots de terrain connus au cadastre de l'Île Grindstone comme suit:

Lot No 16-604 contenant 0-3-27 acre; lot No 17-454 contenant 12-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$51.50; frais: \$0.65. Total: \$52.15.

Comme appartenant à Maurice-J. Bourque, deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 17-472 contenant 4-1-0 acres; lot No 17-492 contenant 2-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$37.19; frais: \$0.65. Total: \$37.84.

Comme appartenant à Armand Renaud et étant occupé par Raoul Chiasson, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 150-547 contenant 0-1-0 acre. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$32.00; taxes scolaires, bâtisses: \$21.60; frais: \$0.65. Total: \$54.25.

Taxes municipales, terrain: \$13.05; taxes scolaires, terrain: \$19.80; frais: \$2.20. Total: \$35.05.

Comme appartenant à vve Elphège Cormier un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 55 contenant 3-0-39 acres. Taxes municipales: \$7.73; taxes scolaires: \$5.58; frais: \$0.65. Total: \$13.96.

Comme appartenant à Gertrude Gaudet, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 134 contenant 4-0-0 acres. Taxes municipales: \$4.64; taxes scolaires: \$5.76; frais: \$0.65. Total: \$11.05.

Comme appartenant à Succ. Effeane Gaudet, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 40-16 contenant 6-2-0 acres. Taxes municipales: \$12.77; taxes scolaires: \$37.08; frais: \$4.60. Total: \$54.45.

Comme appartenant à Armand J. Boudreau, deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 73-14 contenant 9-2-26 acres; lot No 74 contenant 10-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$121.76; taxes scolaires: \$191.62; frais: \$2.13. Total: \$315.51.

Donné à Havre-aux-Maisons, I.M., ce 5^e jour de mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier du Conseil
de Comté des Îles de la Madeleine,*
MARC-A. BOUDREAU.

15184-20-2-o

lot No. 173-180 containing 1-0-0 acre. Municipal taxes: \$27.85; school taxes: \$54.42; costs: \$7.84. Total: \$90.11.

In the municipality of Fatima

As belonging to Dominique Chevarie and being occupied by Alphé, Jos and Xavier Chevarie, a lot of land known on the cadastre of Grindstone Island as follows:

Lot No. 215-85 containing 11-2-0 acres. Municipal taxes: \$3.30; costs \$13.60. Total: \$16.90.

As belonging to Hubert Huet and being occupied by Aurèle Huet, a lot of land known on the same cadastre as follow:

Lot No. 287 containing 1-3-0 acre. Municipal taxes: \$0.43; costs: \$1.65. Total \$2.08.

In the municipality of Étang-du-Nord

As belonging to Avila A. Boudreau two lots of land known on the cadastre of Grindstone Island as follows:

Lot No. 16-604 containing 0-3-27 acre; lot No. 17-454 containing 12-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$51.50; costs \$0.65. Total: \$52.15.

As belonging to Maurice-J. Bourque two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 17-472 containing 4-1-0 acres; lot No. 17-492 containing 2-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$37.19; costs: \$0.65. Total: \$37.84.

As belonging to Armand Renaud and being occupied by Raoul Chiasson, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 150-547 containing 0-1-0 acre with buildings thereon erected. Municipal taxes buildings: \$32.00; school taxes buildings: \$21.60; costs: \$0.65. Total: \$54.25.

Municipal taxes land: \$13.05; school taxes land: \$19.80; costs: \$2.20. Total: \$35.05.

As belonging to Vve Elphège Cormier a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 55 containing 3-0-39 acres. Municipal taxes: \$7.73; school taxes: \$5.58; costs: \$0.65. Total: \$13.96.

As belonging to Gertrude Gaudet, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 134 containing 4-0-0 acres. Municipal taxes: \$4.64; school taxes: \$5.76; costs: \$0.65. Total: \$11.05.

As belonging to Succ. Effeane Gaudet a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 40-16 containing 6-2-0 acres. Municipal taxes: \$12.77; school taxes: \$37.08; costs: \$4.60. Total: \$54.45.

As belonging to Armand J. Boudreau two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 73-14 containing 9-2-26 acres; lot No. 74 containing 10-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$121.76; school taxes: \$191.62; costs: \$2.13. Total \$315.51.

Given at House-Harbour, I.M. this 5th day of May, 1966.

MARC-A. BOUDREAU,
*Secretary-Treasurer of the Council
of the County of the Magdalen Islands, P.Q.*
15184-20-2-o

INDEX No 21

ACTION en séparation de biens

ACTION for Separation as to Properties

Bienvenue vs Fausse. 2986

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

706 — Observance du dimanche dans les fabriques de pâtes et papiers. 2981
706 — Observance of Sunday in pulp and paper mills. 2981
847 — Mode de cession des droits de surface dans les villes et villages miniers de la Couronne 2985
847 — Mode of transfer of surface rights in mining towns and villages belonging to the Crown 2985
865 — Règlements du Parc provincial des Laurentides. 2983
865 — Regulations of the Laurentides Provincial Park. 2983
866 — Réserve de pêche de la rivière Petit Saguenay. 2982
866 — Petit Saguenay River Fish Reserve. 2982
936 — Construction, Rimouski. 2963
937-A — Sac à main, Province. 2960
937-A — Handbag, Province. 2960
937-B — Construction, Abitibi-Est, et al. 2961
937-C — Construction, Québec. 2962
937-D — Construction, Montréal. 2962
937-E — Construction, Québec. 2962

ASSOCIATIONS Coopératives

COOPERATIVE Associations

Association coopérative de St-Léon-le-Grand (Nom — Name ch.) 2986
Association coopérative des étudiants du Collège André-Grasset (Form.) 2987
Association coopérative des publications Jeunes-Québec (Form.) 2986
Association coopérative du Séminaire de Saint-Hyacinthe (Nom — Name ch.) 2987
Association coopérative étudiante A. Norbert Morin (Form.) 2987
Magasin Co-op de Grand'Mère (Nom — Name ch.) 2986
Magasin Co-op de La Tuque (Nom — Name ch.) 2986
Magasin Co-op de Notre-Dame de Lorette (Form.) 2987
Magasin Co-op de Rapide Blanc (Le) (Nom — Name ch.) 2987
Magasin Co-op de Ste-Croix (Nom — Name ch.) 2988
Univers-Association coopérative d'alimentation naturelle (Nom — Name ch.) 2988

AVIS

NOTICES

Beauport, cité — city (Requête — Petition) 2989
Burofsky, Michael-Brian (Requête — Petition) 2988
Bursztyn, Jean-Pierre, (Requête — Petition) 2988
Capelle, Michel (Nom — Name ch.) 2990
Karwatsky, John (Requête — Petition) 2988
Lauwereyms, Edgar Lucien Willy (Requête — Petition) 2991
Loi électorale de Québec, (Agence de publicité) 2990
Loi électorale de Québec (Agence de publicité) 2990
Morris, Alfred (Nom — Name ch.) 2990
Myers, Isidore (Nom — Name ch.) 2991
Oravsky, Erwin (Requête — Petition) 2989
Ostrov, Sidney (Nom — Name ch.) 2991
Pierrefonds, cité — city (Requête — Petition) 2989
Quebec Election Act (Publicity Agency) 2990
Quebec Election Act (Publicity Agency) 2990
Sanigorski, Boleslaw Maurice (Requête — Petition) 2989
Selechonek, Hyman (Requête — Petition) 2989
Strulevich, Issie (Requête — Petition) 2990
Young, Cecil (Nom — Name ch.) 2991

CAISSES SAVINGS d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'Économie des employés de
Dominion Dyeing (Form.) 2991
Caisse d'Économie Pointe-Claire Cre-
dit Union (Form.) 2991
Caisse Populaire de St-Eugène de Rose-
mont (La) (Ext. terr.) 2992
Caisse Populaire Ukrainienne de Mont-
réal (La) (Nom — Name ch.) 2992

COMPAGNIES COMPANIES

Avis relatifs Notices relative à la loi des to the Act of Chartes — Charters — Abandon de Surrender of

Audio-Visu Inc. 2994
Broderick (J.) Service Inc. 2994

Chalifour (O.) Inc. 2994
Cie de Placements Deschênes Ltée (La)
Classy Furniture & Television Ltd. 2993
Entreprises J. P. F. Ltée (Les) 2994
Executive Foods Ltd. 2992
Ferme St-Gilles Inc. 2993
General Telecommunications Corpora-
tion 2992
International Network of Commerce
(Quebec) Ltd. 2994
Lac Bleu Development Corp. 2993
Librairies G. H. Mercier Inc. (Les) 2993
Marcotte (R. A.) Inc. 2994
Primo Realty Inc. 2993
Safeguard Investments Inc. 2993

Divers Miscellaneous

Association de la construction de Mont-
réal (Règl.) 2995

Divers
(suite)**Miscellaneous**
(continued)

Association générale des étudiants de l'Université Laval de Québec inc. (L') (Règl.- By-laws)	2996
Autobus Lévis inc. (Dir.)	2995
Cercle Pasquier, incorporée (Règl.- By-laws)	2995
Club de ski de La Tuque inc. (Le) (Règl.- By-laws)	2994
Club Triangle inc. (Règl.- By-laws)	2996
Fédération des femmes du Québec (Règl.- By-laws)	2995
Montreal Construction Association	2995
O. T. J. de La Rédemption (L') (Dir.) (Règl.- By-laws)	2995
Sogestion Itée (Dir.)	2995

Lettres patentes**Letters Patent**

A. P. A. inc.	2918
Adini Corp.	2918
Albert Products Inc.	2947
Ameublements Réal Pelletier Itée.	2919
Andover Construction Inc.	2919
Appartements Lafayette inc. (Les)	2919
Assurances Beauchamp, Rochefort, inc.	2920
B & L Brothers Manufacturers Ltd.	2920
Binette (Jean-Paul) inc.	2920
Bonaventure Detailing (Montreal) Ltd.	2921
Bourassa Roofing Inc.	2921
Bourgeois armature inc.	2921
Boutique du disque inc. (La)	2922
Boutique du meuble et chassis de Ste-Adèle inc. (Le)	2922
C. D. V. Holdings Inc.	2922
C. R. L. Employees Association.	2923
Camping canadien (Montréal) inc.	2923
Carvalho (Jean) asphalte Itée.	2923
Centre d'achats Grande-Côte Itée.	2924
Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec	2924
Centre François Vanier inc.	2925
Chouinard construction Itée.	2925
Chuck's Snack Bar Inc.	2925
Club de tennis La Bohème inc.	2926
Coatmaster Inc.	2926
Collège Nouvelle France Itée.	2926
Colorlabo Service Inc.	2927
Compagnie de navigation Polaris Itée.	2945
Compagnie médicale & scientifique (Montréal) Itée.	2927
Complete Building Corporation Ltd.	2927
Conseil du bien-être de la Côte Nord	2928
Cooper Auto Parts Inc.	2928
Coq au Champagne inc. (Le)	2928
Côté (Daniel), compagnie Itée.	2929
Côté (Daniel) company Ltd.	2929
Créations Nelly Itée.	2943
Créations Pirouette Itée.	2929
D. L. T. entreprises Itée.	2929
Daoust Enterprises Inc.	2931
Desmarais (Claude) inc.	2930
Domaine Bolac inc.	2930
École privée & maternelle Leblanc Itée	2930
Entreprises Beauceville Itée.	2931
Entreprises Bécancour inc. (Les)	2931
Entreprises Daoust inc. (Les)	2931
Entreprises Duchatel inc. (Les)	2932
Entreprises Guérard Itée (Les)	2932
Entreprises Villa du Roi inc.	2932
Gagnon A. & M. Itée.	2932
Germain (J. Robert) inc.	2933
Girotable inc.	2933

Goodman's Inc.	2933
Graviers D-M Itée (Les)	2934
H. F. Chemical & Paint Mfg. Inc.	2934
Harkavy Limited	2934
Hazan Investments Ltd.	2935
I. B. Cosmetics Inc.	2935
Immeubles Portofino inc. (Les)	2935
Indépendant gaz service inc.	2935
Industries Neuville inc. (Les)	2936
Institut technique de construction de Montréal, inc. (L')	2936
J. C. S. Graphic Production Ltd.	2936
Junque Shoppe Inc. (The)	2937
Lacoste (André) construction inc.	2937
Laurentide Fruit & Provisions Inc.	2937
Lavoie motel de l'Estrie inc.	2938
Le Mans auto inc.	2938
Lepage (Gérard) & fils inc.	2938
Librairie Champigny inc.	2939
Librairie Plaza inc.	2939
Librairie Rodick Itée.	2949
Losirs de Gaspé inc. (Les)	2939
Marché Dostie inc.	2940
Marieville Processing Company Limited	2940
Mayer (Laurier) et fils incorporée.	2940
Medical & Scientific Supplies Company (Montreal) Ltd.	2927
Mégantic Construction (1966) Inc.	2941
Meubles Mapalo inc.	2941
Mont-Laurier automobile Itée.	2941
Montreal Ballet Educators' Society.	2942
Motel LaSalle (Baie-Comeau) inc.	2942
Nadon Auto Parts Inc.	2942
Narcissus Farms Inc.	2943
Nelly's Fashions Ltd.	2943
Nesbitt Realities Ltd.	2943
Norbrite Inc.	2944
Nord sports inc.	2944
Notz (Marcel) Itée.	2944
Piazza (Giuseppe) Co. Ltd.	2945
Placements C. D. V. inc. (Les)	2922
Placements J. M. Sauvé Itée (Les)	2945
Polaris Navigation Company Ltd.	2945
Poulin (D. H.) construction Itée.	2945
Precision Development Inc.	2946
Producteurs-classificateurs d'oeufs de Québec inc.	2946
Les Productions Réalité Itée (Les)	2946
Produits Albert inc. (Les)	2947
Produits de beauté Tiffany inc.	2947
Progress Marble Co. Inc.	2947
Publications Sept Jours inc. (Les)	2948
Publications 3S inc. (Les)	2948
Quebec Balsams Export Inc.	2948
R. T. Investments Ltd.	2949
Rapid Steel & Brass Products Co. Ltd.	2949
Rodick's Booksellers Ltd.	2949
Rousseau (Yvan-G.) inc.	2950
Rudie (Max) Holdings Limited.	2950
Saninc Ltd.	2950
Saninc Itée.	2950
Seven Days Publications Inc.	2948
Simard (Téléphone) inc.	2951
Skool Furniture Company Limited	2951
Société de placement et d'investissement Kyriel inc. (Les)	2951
Société éducatrice du ballet de Montréal.	2942
Streamlined Sportswear (1966) Inc.	2952
Summit Publishing Company.	2952
Tapis Metro Itée.	2952
Tiffany Beauty Supply Inc.	2947
Trois-Rivières autos accessoires inc.	2953
Upstairs Restaurant Inc. (The)	2953
3S Publications Inc.	2948

**Lettres patentes
supplémentaires**

**Supplementary
Letters Patent**

Ameublements Gaston limitée.....	2953
Anglo-Canadian Telephone Company..	2953
Association de protection forestière Price, limitée (L').....	2958
Association des Ballets Canadiens (L')..	2954
B & F construction ltée.....	2954
Barsetti-Survyl, inc.....	2954
Bennor inc.....	2954
Boutique d'uniformes ltée.....	2960
Brochet & Tremblay ltée.....	2954
Canadian Ballet Association.....	2954
Compagnie de construction Dollard, limitée (La).....	2955
Davis & Gagnon Ltd.....	2955
Davis & Gagnon ltée.....	2955
Dynamic Metals Inc.....	2955
École de prothèse et orthèse du Québec inc.....	2959
Entreprises Carrière ltée.....	2955
Express Services (1966) Inc.....	2955
Foyer du meuble Monakol ltée (Le)...	2956
Jewish National Workers' Alliance Ce- metery Incorporated.....	2956
Laniel Automatic Machines Inc.....	2956
London Waste Manufacturing Company Ltd.....	2956
M. L. J. construction limitée.....	2956
Manicouagan Express Inc.....	2957
Meadowbrook Golf Club Limited.....	2957
New Calumet Mines Limited.....	2957
Niagara Food Services Ltd.....	2957
Oriental Cultured Pearls Corp.....	2957
Ouellet (Roger) (Abitibi) inc.....	2958
Pettigrew & Letellier, ltée.....	2958
Price Forest Protective Association, Limited (The).....	2958
Radio Television Sherbrooke Inc.....	2958
Restaurant Domino ltée.....	2958
Rocoto ltée.....	2959
School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.....	2959
Service des loisirs St-Mathieu de Be- locil.....	2959
Starland Dress Co.....	2959
Tessier & fils ltée.....	2959
Uniform Boutique Ltd.....	2960
Woodlands Yacht Club.....	2960

Sièges sociaux

Head Offices

Abbey Incorporated.....	2993
Automatec Inc.....	2996
Bijouterie d'Orsay (Sherbrooke) ltée...	3000
Brault (Albert) & Fils Inc.....	2996
Comptoir St-Ignace Inc.....	2997
Constructeurs de la Rive Nord ltée.....	2999
Doris Realities Ltd.....	2997
D'Orsay Jewellery (Sherbrooke) Ltd...	3000
Gervais Équipement Inc.....	2997
Gervais Equipment Inc.....	2997
Granger Spécialités Inc.....	2997
Hôtel-Motel Sherbrooke Inc.....	2998
Howell Sales Ltd.....	2999
Imprimerie Multi-Press Inc.....	2999
Incos Limited.....	2997
Lecompte (E.) draperie ltée.....	3000
Leecal Holdings Inc.....	3000
Metal & Electrical Products Corp. Ltd.	3000
Multi-Press Printing Inc.....	2999
North Shore Builders Ltd.....	2999
Novaco Limited.....	2999
Novaco limitée.....	2999
Park Hall Inc.....	2998
Promulga Ltée.....	3000

Radiata Inc.....	2998
Rajade Inc.....	2998
Sociétés Montclair Inc. (Les).....	3001
Trough Iron Company Limited.....	2998

EXAMENS

EXAMINATIONS

Barreau

Bar

Bas St-Laurent, pratique.....	3002
Hull, pratique-practice.....	3001
Laurentides, pratique-practice.....	3001
Lower St. Lawrence, practice.....	3002
Saguenay, pratique-practice.....	3002

Liquidation, avis de

Winding up Notice

Club de placement Champlain.....	3002
----------------------------------	------

MINISTÈRES

DEPARTMENTAL

Éducation

Education

Municipalité scolaire de: School Municipality of:

Beauceville (Acc.-Grant.).....	3003
Échourie (Acc.-Grant.).....	3003
Dionne (Dem.- Appl.).....	3002
Farnham (Acc.-Grant.).....	3004
Iberville (Acc.-Grant.).....	3003
Jonquière, cité-city (Acc.-Grant.).....	3008
La Presqu'île (Acc.-Grant.).....	3008
La Sarre (Acc.-Grant.).....	3008
Laval-des-Rapides, ville-town (Acc.- Grant.).....	3009
Loretteville (Acc.-Grant.).....	3009
Lotbinière (Acc.-Grant.).....	3009
St-Félicien (Acc.-Grant.).....	3010
St-Georges-de-Cacouna (Acc.-Grant.)...	3010
Sorel, cité-city (Acc.-Grant.).....	3010
Trois-Pistoles (Acc.-Grant.).....	3011

Finances

Finance

Assurances:

Insurance:

Assurance-Vie du St-Laurent.....	3011
Nationale (La), Compagnie d'Assurance Incendie et Risques Divers.....	3011
National Fire and Casualty Insurance Company (The).....	3011
St. Lawrence Life Assurance Company	3011

Terres et Forêts

Lands and Forests

Cadastré:

Cadastré:

Chicoutimi, par.....	3011
L'Épiphanie, par.....	3012
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par...	3012
St-Joseph de Lanoraie, par.....	3012
Ste-Thérèse de Blainville, par.....	3012
Shefford, canton-township.....	3012

Voirie

Roads

Entretien de routes discontinué.....	3013
Entretien de routes discontinué.....	3014
Maintenance of roads discontinued....	3013
Maintenance of roads discontinued....	3014

PROCLAMATION

PROCLAMATION

Convocation de la Législature.....	3014
Convocation of the Legislature.....	3014

SOUMISSIONS

TENDERS

Beaconsfield, ville-town.....	3017
Drummondville-Ouest-West, village...	3016
Iberville, ville-town.....	3015
Lesage, munic.....	3018
Magog, cité-city.....	3019

SOUMISSIONS		TENDERS	
<i>(suite)</i>		<i>(continued)</i>	
Pointe-aux-Trembles, cité-city	3020	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Farrell	3031
St-Eustache, par.	3022	Chicoutimi	Chicoutimi
St-Georges-Ouest-West, ville-town	3023	Lamarche, c.s.- s.c. <i>vs</i> Aubé	3031
Ste-Thérèse-de-Lisieux, munic.	3024	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Simard	3032
		Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Simard	3032
SYNDICATS		SYNDICATES	
Professionnels		Professional	
Association des professeurs de l'Université Laval (L') (Const.-Inc.)	3027	Drummond	Drummond
Fédération des producteurs de betteraves à sucre du Québec (Const.-Inc.)	3027	Royal Trust Co. (The) & Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd. <i>vs</i> Lavigne	3033
Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de la Mauricie (U.C.C.) (Le) (Const.-Inc.)	3026	Hull	Hull
Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Nicolet (U.C.C.) (Le) (Const.-Inc.)	3026	Coronation Mortgage Corporation <i>vs</i> Lebrun	3034
Syndicat des producteurs de lait industriel de la région de Saint-Hyacinthe (U.C.C.) (Le) (Const.-Inc.)	3025	Sordini Concrete Reg'd <i>vs</i> Le Citoyen Cie de Construction Ltée <i>et al.</i>	3034
Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec Sud (U.C.C.) (Const.-Inc.) (Le)	3025	Sordini Concrete Reg'd <i>vs</i> Le Citoyen Cie de Construction Ltée <i>et al.</i>	3035
Syndicat des producteurs de lait industriel des Cantons de l'Est (U.C.C.) (Le) (Const.-Inc.)	3027	Montmagny	Montmagny
Syndicat des producteurs de lait industriel du Nord-Ouest Québécois (U.C.C.) (Le) (Const.-Inc.)	3026	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Langlois	3035
Syndicat des producteurs de lait industriel du Témiscamingue et Rouyn Noranda (U.C.C.) (Le) (Const.-Inc.)	3027	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Langlois	3035
Syndicat des producteurs de pommes de Terre de la région de la Côte-du-Sud (U.C.C.) (nom-name)	3026	Montréal	Montreal
		Pateras <i>vs</i> Toman	3036
		Québec	Quebec
		Foster <i>et vir</i> <i>vs</i> Abel	3038
		Morency <i>vs</i> Brousseau	3037
		Québec, cité - city <i>vs</i> Roy	3038
		Saint-François	Saint Francis
		Armstrong (G. T.) & Sons Limited <i>vs</i> Lecours	3039
		Sun Life Assurance Company of Canada <i>vs</i> Liboiron <i>et vir</i>	3039
VENTES	SALES	Témiscamingue	Temiscamingue
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Continental Discount Corporation <i>vs</i> Gaudet Auto Ltée	3040
Cloutier, Richard & Bertrand	3028	Terrebonne	Terrebonne
Parent, Adrien	3029	Crédit Foncier Franco-Canadien <i>vs</i> Snowy Owl Motor Lodge Inc.	3041
		Mottram <i>vs</i> Rivard	3041
SHÉRIFS	SHERIFFS	Taxes	Taxes
Beauce	Beauce	Iles de la Madeleine, comté	3045
Poulin <i>vs</i> Gilbert	3030	Magdalen, Island, county	3045
Beauharnois	Beauharnois	Matane, ville - town	3043
Interprovincial Building Credits Limited <i>vs</i> McTear	3030		
Bedford	Bedford		
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Farrell	3031		